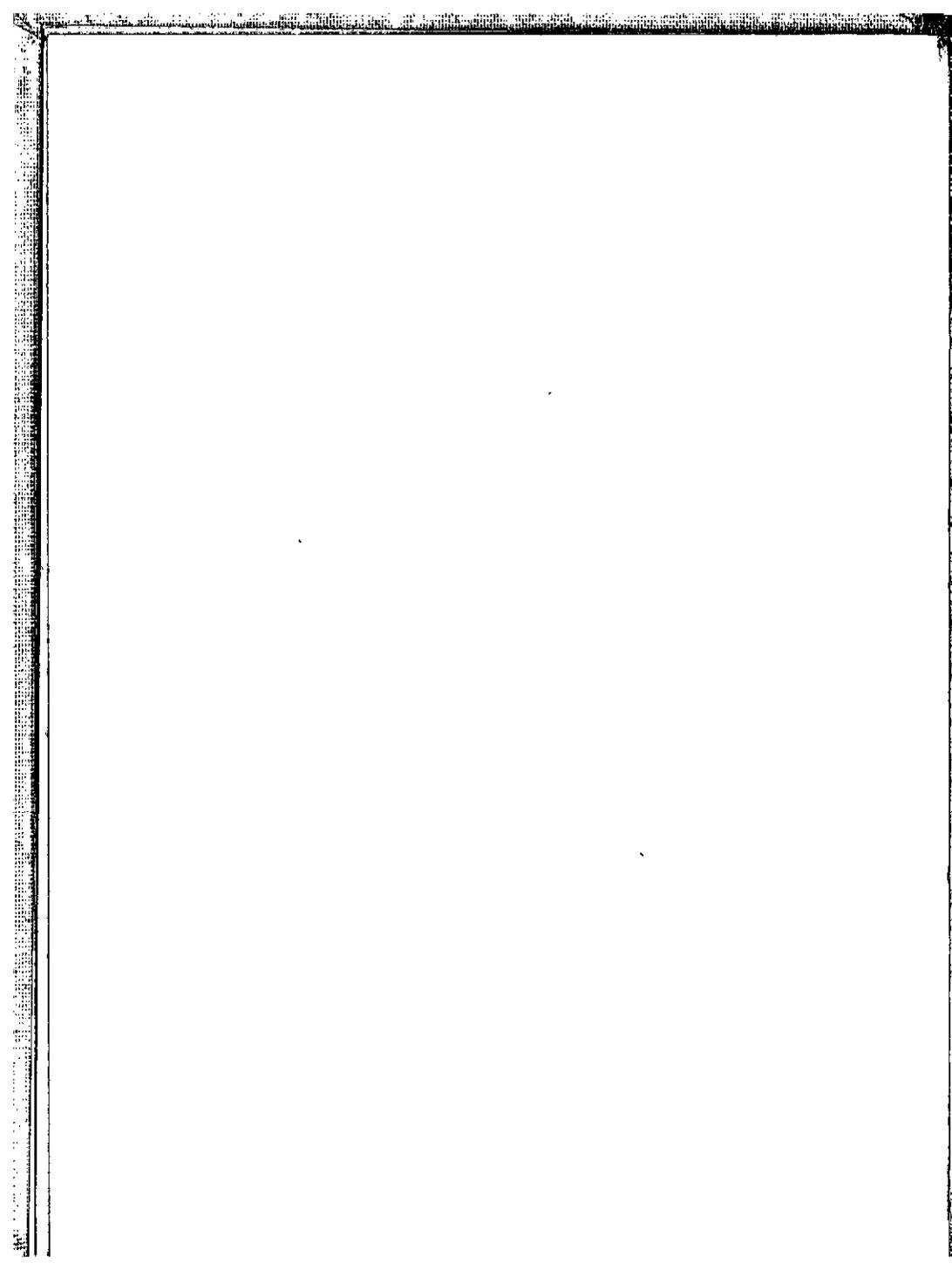


de Lumumba aux colonels



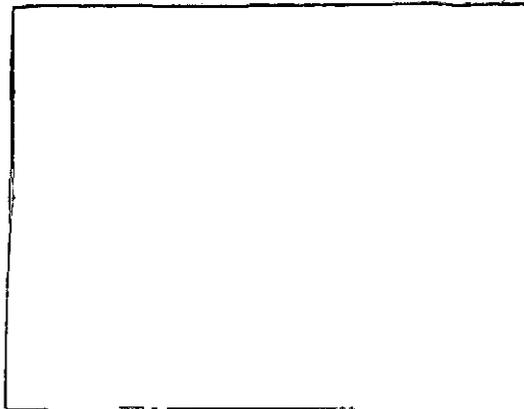
Anicet Kashamura

MINISTRE DE L'INFORMATION DU GOUVERNEMENT LUMUMBA

de Lumumba
aux colonels

BUCHET/CHASTEL
PARIS

Si cet ouvrage vous a intéressé, il vous suffira d'adresser votre carte de visite aux Editions BUCHET/CHASTEL, 166, boulevard du Montparnasse, Paris, XIV^e, pour recevoir gratuitement nos bulletins illustrés par lesquels vous serez informés de nos dernières publications et de nos projets.



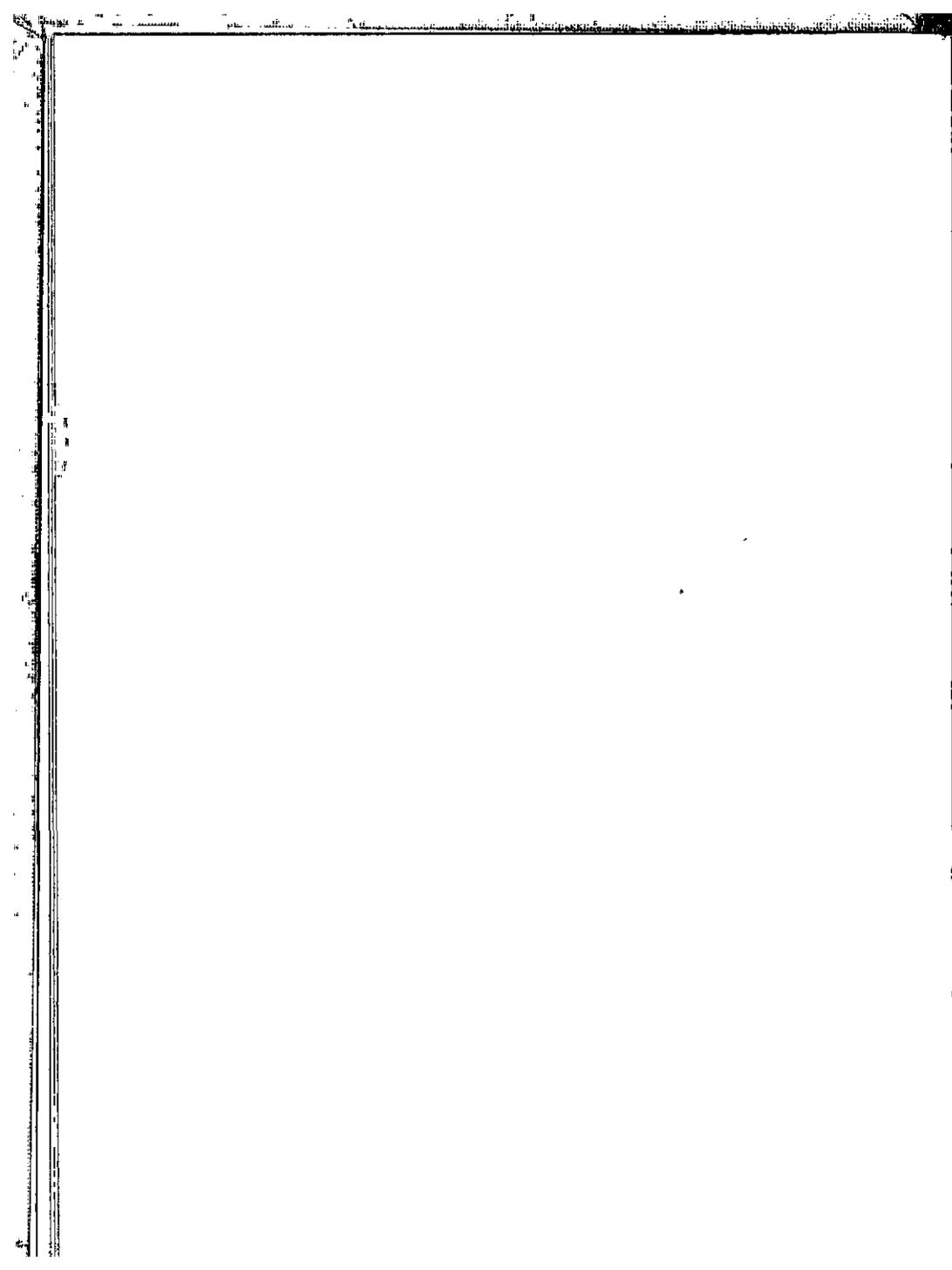
© Copyright by Ed. BUCHET/CHASTEL. Paris 1966.
Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays, y compris l'U.R.S.S.

I

L'adolescence d'un chef

Dans les révolutions, on trouve trois groupes d'hommes : ceux qui animent la révolution parce qu'ils ont un tempérament anarchique et turbulent ; ceux que les souffrances personnelles ont rendus amers ; puis, ceux qui ont une conception définie d'une société différente de celle qui existe, ce qui leur permet, si la révolution triomphe, de travailler à la création d'un nouveau monde stable en accord avec leur conception. Lénine appartenait à ce troisième type, le plus rare, mais aussi de beaucoup le plus utile.

Bertrand RUSSEL.



L'enfance.

« Ma biographie se résume comme suit : je suis Président fondateur de l'Amicale des Postiers. Cette association, qui ne groupait au début que les postiers indigènes, réunit depuis 1955 les agents européens et congolais du service des Postes.

« Après avoir été secrétaire de l'A.P.I.C. (1) — syndicat groupant tous les agents autochtones de l'administration d'Afrique (Province Orientale) — je fus élu Président en 1955 jusqu'à ce jour.

« En outre, je suis membre fondateur du comité de l'Union Belgo-Congolaise de Stanleyville, association interracial groupant Belges et Congolais. Pour ma situation familiale, j'ai actuellement trois enfants dont les deux premiers (garçons) font leurs études avec des enfants européens à l'Athénée Royal de Stanleyville.

« Pour mes activités intellectuelles et sociales, indépendamment de ma présidence de plusieurs groupements culturels pour Africains, je suis collaborateur aux journaux du Congo, également à *L'Afrique* et *Le Monde* de Belgique.

« J'ai depuis plus de six ans, publié plusieurs articles traitant divers problèmes d'intérêt général, ainsi que de l'évolution belgo-congolaise. Comme le précise M. Alphonse

(1) Association du Personnel Indigène de la Colonie.

Songolo dans l'*Afrique* et le *Monde*, ces articles sont appréciés par tout le monde.

« Je suivis, en 1948 des cours de correspondance de langue française dans un institut d'enseignement, par correspondance.

« Autodidacte, je n'ai jamais cessé d'apprendre et, actuellement j'étudie le droit, la philosophie et les sciences économiques. Je suis aidé en cela par des professeurs bénévoles européens.

« Je prépare un livre qui aura un intérêt sur le plan international (1). Les autres livres que je compte publier après celui-ci traiteront de divers sujets.

« J'écrirai un roman, pour faire connaître l'âme noire, le vrai visage de l'Afrique, décrit par un Africain: J'ai toujours été au service du Gouvernement, mais actuellement je suis en disponibilité pour convenance personnelle. Sans aucune indiscrétion, je compte embrasser une activité libérale et indépendante. Cela me permettra de mieux concentrer mes efforts pour l'évolution de mon pays... »

☆☆☆

Le jeune homme qui présentait ainsi, en termes simples, sa biographie s'appelle Patrice Lumumba, né le 2 juillet 1925 à Katakokombe.

☆☆☆

Sa mère, Julienne Amatu, est catholique. Elle a un caractère agressif, parle beaucoup et sans enchaîner ses idées. Elle n'aime pas la politique. Son père, Tolenga, décédé en septem-

(1) Le Congo, terre d'avenir, est-il menacé ?

bre 1963, était un homme doux, pacifique et un paysan sans fortune. Il avait plus de sympathie pour Patrice, tandis que son épouse Amatu lui préférait Louis, frère de Patrice, moins ambitieux, mais plus pratique et préoccupé de ses propres intérêts.

Quand il était enfant, il était bon camarade, inventait des jeux nouveaux et aimait les apprendre aux autres. Il était déjà un *guide*.

Il lisait beaucoup et écrivait souvent à même le sol.

Il irritait ses instituteurs car son esprit curieux le poussait à tenter de pénétrer leurs secrets, leurs trucs. Ce qui lui valait de n'être pas pris au sérieux, considéré comme un sujet d'avenir. Son caractère se précisera vers l'âge de vingt-cinq ans. A ce moment, il devint silencieux, sortant peu. Il est déjà préoccupé par d'autres problèmes. Il étudie les conditions sociales et politiques de son milieu. Il essaye de comprendre sa société. En 1942, encore célibataire, il travaille dans un hôpital comme assistant d'infirmerie. Il veut épouser une fille Bakusu de Kindu, mais les parents exigent cent vingt mille francs de dot, alors qu'il ne gagne par mois que cinq cents anciens francs. Lumumba doit renoncer. Le lendemain, la jolie fille devient la maîtresse de son patron et tout l'amour qu'elle avait pour Lumumba se transforme en haine. Elle le met en accusation et pendant les trois mois suivants il verra son salaire diminué sans raison.

Lumumba est obligé de démissionner, et de quitter Kalima. Finalement, il doit se tourner vers son village natal, mais il ne savait pas que ses parents avaient conclu des fiançailles avec des familiers avant sa naissance et celle de sa future épouse, selon la coutume des Atelela.

A la veille de son mariage, Lumumba ne connaissait pas celle qui allait partager avec lui les moments de gloire et les jours sombres de sa vie. Pauline, alors Mademoiselle Opango

n'avait jamais vu ce jeune homme, qui jouissait pourtant d'une réputation chez les Batetela. Ses parents vinrent de Stanleyville accompagnés de sa jeune femme. Mais Lumumba hésitait à se marier à une femme possédant peu d'instruction. Il avait envie de refuser, mais un refus de ce genre entraînait une brouille définitive avec ses parents. Mademoiselle Pauline Opango fut casée chez Monsieur Akunda. Quelques semaines plus tard Lumumba était séduit par le charme juvénile de la jeune fille qui n'avait alors que quinze ans.

Aussitôt le mariage conclu, Lumumba inaugure une vie conjugale mouvementée faite de séparations plus ou moins longues, mais qui lui offre souvent des trêves heureuses.

En famille, Lumumba se montre un homme charmant, très élégant. Il mange peu, évite de grossir et tient à ce que ses belles dents restent éclatantes.

Il se lève à deux heures du matin, il lit. Ensuite, vers cinq heures, il prend un bain froid. A sept heures, il est prêt à se rendre à son travail après avoir pris du café, sans sucre, ni pain. Il est taciturne au lit même avec une femme aimée. En raison de ce silence dû à la fatigue et à la concentration, sa femme a parfois cru qu'il n'avait pas de tendresse pour elle.

Chaque jeudi soir, il s'enferme dans sa chambre noire. Il lit des livres de spiritisme, d'invocation, de yoga et d'initiation. Il avait formé d'ailleurs autour de lui un groupe de camarades qui pratiquaient les méthodes des Rose-Croix.

Dans le projet initial de Lumumba, cette équipe devait gouverner le Congo.

Avec ses amis, Lumumba est toujours calme, mais la plupart de ses amis n'étaient pas sérieux comme lui. Certains se droguent, il est arrivé que quelques-uns le giflent. Les cicatrices légèrement visibles qu'il portait sur ses lèvres fines étaient dues aux coups de poing que lui administra un camarade

un matin à sept heures trente alors qu'il se rendait au travail.

Le drame familial de Lumumba s'accroît au moment où il commence à prendre des responsabilités.

Pauline, son épouse, s'inquiète. Elle n'est pas sûre de l'avenir de son mari. Elle se demande où tout cela va le conduire. Elle s'aperçoit, la première au Congo, que l'indépendance va apporter des changements au sein des foyers congolais. Un homme, devenu ministre par hasard, dit-elle, sera tenté d'épouser une femme instruite, plus européanisée, qui puisse être représentative dans les cérémonies diplomatiques. C'est pourquoi elle organise un mouvement des femmes à Léopoldville pour protester contre la conduite des ministres et de son mari.

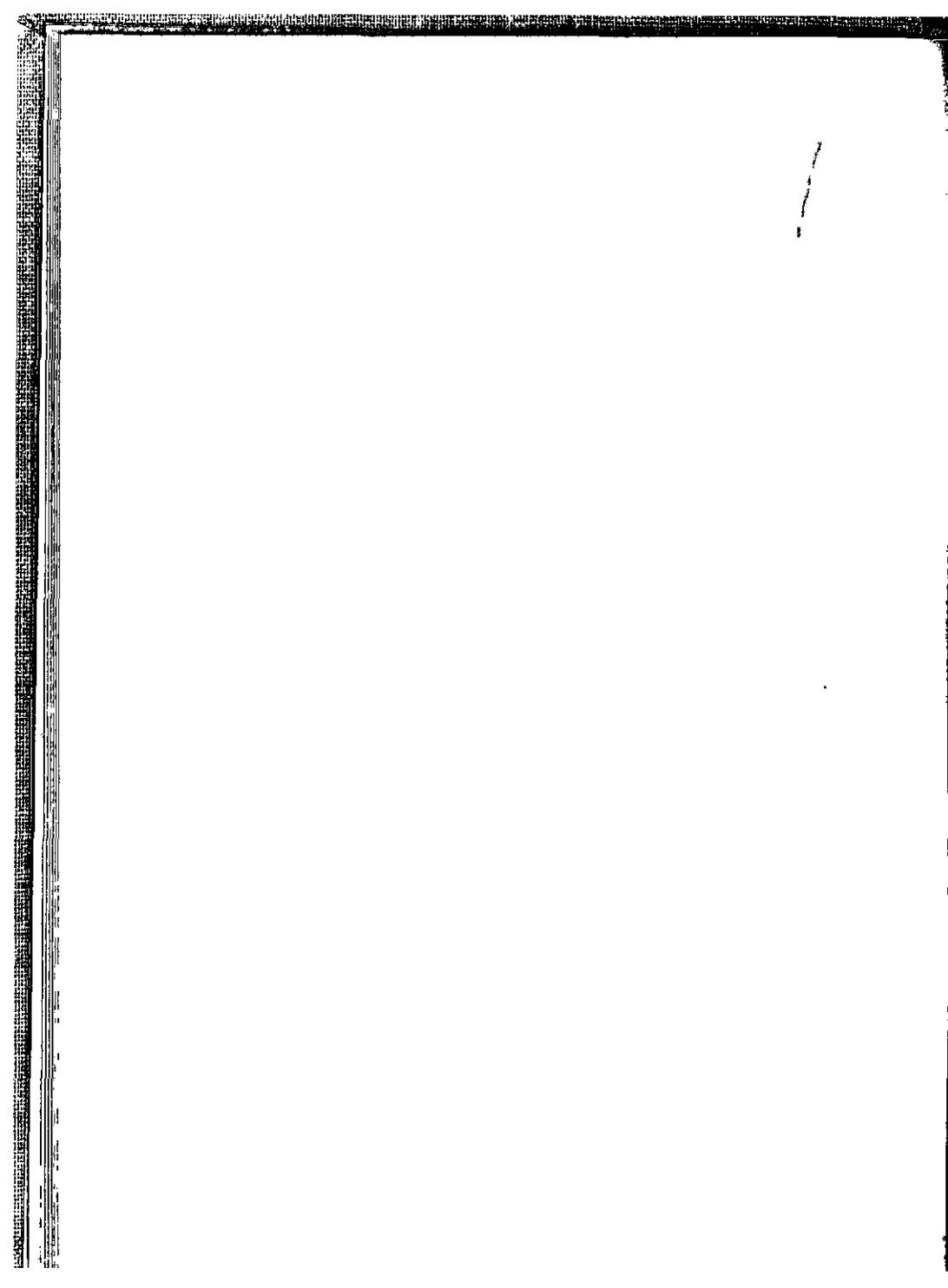
Leurs réclamations :

— Pourquoi, en Afrique, quand on devient ministre, diplomate ou parlementaire, faut-il changer de femme ?

— Les femmes ont pourtant aussi mené une résistance contre le colonialisme.

Lumumba a conscience de ce problème grave. Il en impute la responsabilité au colonialisme. « C'est parce que les Congolais cherchent une femme répondant plus ou moins à leur idéal, plus à leur niveau, qu'ils divorcent deux, trois ou quatre fois. » C'est Lumumba qui a écrit ces lignes peu avant l'indépendance, et il conclut : « Pour certains, la vie en commun est devenue impossible et constitue un handicap pour leur avancement et l'éducation de leurs enfants.

« Le manque de formation des femmes noires a beaucoup retardé l'évolution de l'Afrique. Nous ne pourrions progresser aussi longtemps que nos femmes seront peu émancipées. Quand on civilise un homme, on ne civilise qu'un individu, mais quand on civilise une femme, on civilise tout un peuple... »



2

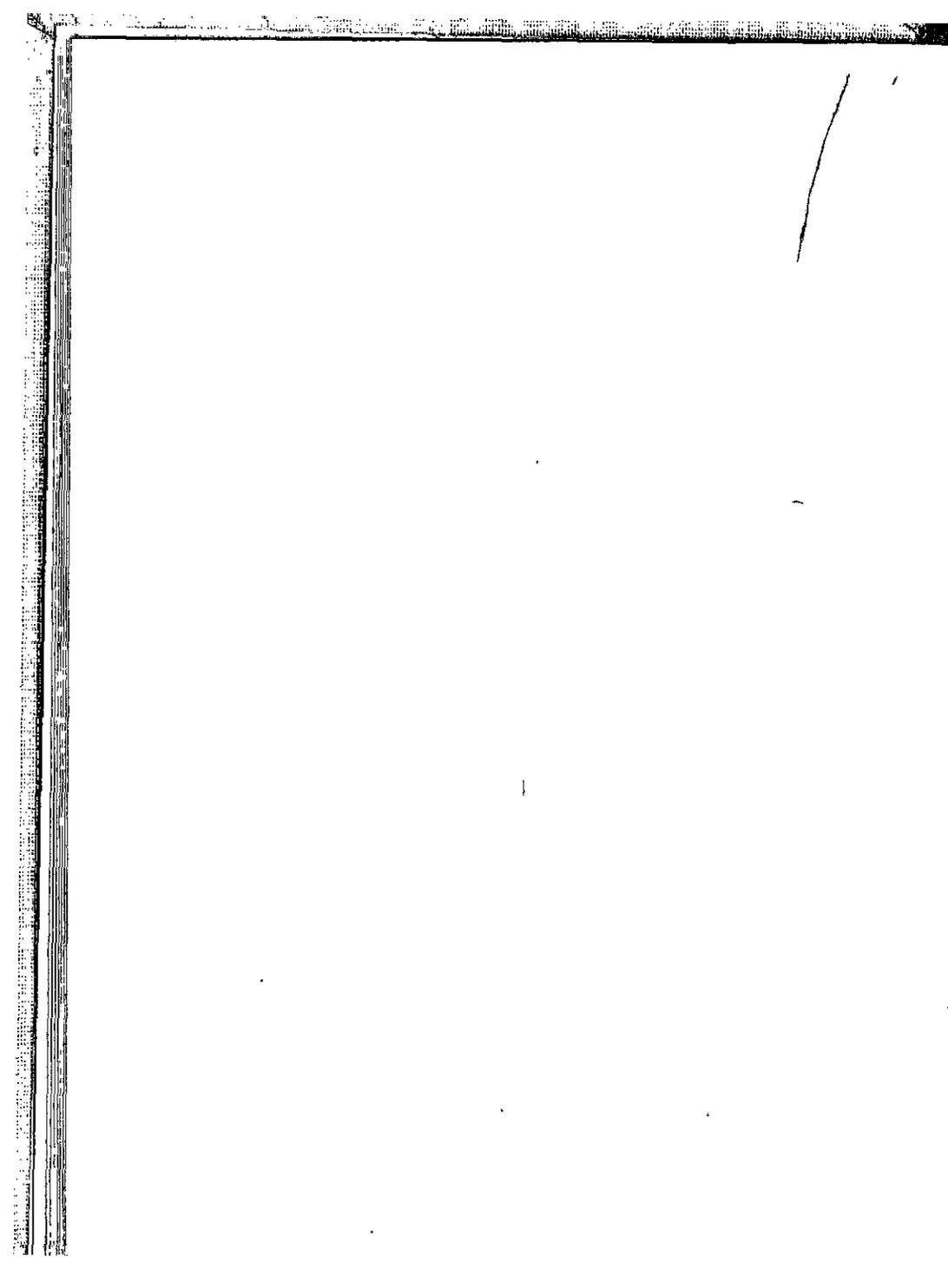
La vie du militant

« En écoutant Lumumba, des femmes éclataient en sanglots, des jeunes se mettaient à danser le cha-cha-cha, les blancs du Congo explosaient de haine, l'auditoire était pris dans un cercle d'émotions très fortes et d'exaltation contre lequel rien ne pouvait résister. Il était le seul qui savait faire appel aux forces cachées dans le public. Patrice Lumumba savait jouer en virtuose sur le clavecin doucement tempéré des cœurs de son peuple. »

A. KASHAMURA.

« Congo, l'impétueux colibri dans la tubulure du datura, je me suis toujours émerveillé qu'un corps si frêle puisse sans éclater supporter le pas de charge de ce cœur qui bat. »

AIMÉ CESAIRE.



Le Congrès de Stanleyville.

Le 28 octobre 1959 j'arrivais à Stanleyville à la tête d'une délégation du C.E.R.E.A. (1). Nous venions assister au congrès des partis nationalistes unitaristes congolais.

C'était la première fois que j'avais l'occasion de voir une autre ville congolaise que notre « Genève » africain, la ville de Bukavu. Sous le régime colonial seuls les patrons, les hauts fonctionnaires, les religieux pouvaient se déplacer librement au Congo.

Pour la première fois, je me trouvais loin de ces hautes montagnes, ces volcans, ces plantations vertes, ces cathédrales en marbre, ce pittoresque ciel du Kivu étoilé d'or avec son crépuscule doré, son climat doux et délicieux, ses eaux, qui, la nuit, sur le lac, semblent teintées du rose des flammes du volcan Nyirangongo.

A onze heures je rencontrai Patrice Lumumba pour la première fois. Il était entouré d'une foule immense qui à chaque instant l'applaudissait et criait « vive Lumumba », « vive notre libérateur », « vive l'indépendance ». M. Salamu eut de la difficulté à me frayer un passage pour m'introduire chez son Président. Quand, finalement je fus introduit, je trouvais Lumumba penché sur sa table en train de signer des cartes du M.N.C.

(1) Voir la signification des sigles à la page 247.

A ce moment, il ne portait pas encore de barbiche. Il avait les cheveux partagés par une raie. Il avait aussi des yeux clairs et pénétrants, un charme et un sourire extraordinaires.

Il me salua d'un « bonjour camarade ».

Avec étonnement, il me demanda :

— Est-ce vous M. Kashamura dont on parle tant ?

Je lui répondis :

— Vous en doutez ?

— Vous êtes trop jeune, pour avoir réalisé de si belles choses, dit-il. J'ai entendu parler souvent de vous, j'ai toujours suivi vos écrits, mais j'ai toujours cru que vous étiez gros et âgé.

Alors, il me fit asseoir, et nous eûmes une conversation à deux. Après un tour d'horizon, nous avons décidé que le C.E.R.E.A. et le M.N.C.L. ferait un cartel contre les partis fédéralistes. Si la Belgique n'accordait pas l'indépendance, nous devrions nous exiler au Caire, comme nos amis de l'U.P.C. et profiter de l'expérience du G.P.R.A. présidé par Ferrhat Abbas. Nous envisagions de former dans ce cas un gouvernement de libération en exil.

☆☆☆

Avant le soulèvement.

Aux côtés de Patrice Lumumba se tenait l'état-major du parti composé de MM. Victor Nendaka, F. Manzikala, D. Kanyinda, J. Mbuyi, L. Akunda, R. Mussampa, et Joseph Kasongo. Emmanuel Nzounzi était chef du service de Protection. La présence de Victor Nendaka à un congrès de nationalistes provoqua la réprobation de la délégation du C.E.R.E.A.

Je demandai à Bernard Salumu, secrétaire de Lumumba, comment se pouvait-il que leur président s'entoure d'individus aussi douteux ? Bernard Salumu me répondit : « Ayez confiance en Mwokozi, Masiya » (Libérateur, Messie). « Lumumba a pour mission de convertir. C'est notre Christ. Il faut savoir comprendre les pécheurs et leur pardonner. »

Salumu n'était pas le seul à considérer Lumumba comme le Christ Noir. Sans que Lumumba ait été à l'origine de cette croyance, partout on le divinisait.

« Lumumba ne se trompe pas »

« Lumumba ne mourra pas »

« Lumumba triomphera ».

C'était la chanson locale chantée en Swahili et Lingala. *Mobali ya botembe*. (L'homme d'espoir.)

La nuit, Lumumba me prit en voiture et nous nous sommes dirigés vers le quartier des Wangwana. Ceux-ci ont conservé la civilisation de la côte Est Afrique. Les femmes et les filles chantaient pour nous en Swahili :

LA FOULE : clameurs d'angoisse et de stupeur.

LUMUMBA : Que faut-il faire alors ? (*Inafaa tufanye nini ?*)

LA FOULE : (*Leo tunapashwa kupigana na mishale. Tafazali tuuwawe, kuliko kubaki katika ukoloni.*) Il faut lutter avec nos flèches. Mieux vaut mourir, que de vivre sous un régime colonial.

LUMUMBA : Mais avec quoi lutter ? (*Haya, basi, tutapigana na nini ?*)

LA FOULE : (*Usishurulike, tunayo mikuki yetu, silaha tunazo zinatosh.*) Ne vous en faites pas, nous avons beaucoup de lances, nos armes suffisent.

LUMUMBA : Et que faites-vous des armes modernes des colonialistes ?

LA FOULE : (*Hatuna woga wowote.*) Nous n'avons peur de rien, les canons et les bombes ne nous effrayent pas.

LUMUMBA : (*Mko tayari kwa kufa ?*) (Etes-vous prêts à la mort ?

LA FOULE : (*Ndiyo, ndiyo, Mwokozi.*) Oui, oui, notre libérateur.

La foule croyait qu'il fallait prendre des flèches, que le combat mené à la lance suffisait pour en finir avec le colonialisme.

Sans hésiter, le soir même de ces discours, les Topoke, les Wagenia, les Bakumu, les Lokéle (tribus de Stanleyville), armés de lances et de flèches, le torse nu et coloré, se présentaient pour constituer la première brigade de l'armée populaire de libération.

J'en garde une impression profonde et émerveillée. Le colonialisme hier, et l'impérialisme aujourd'hui, à vouloir trop les exploiter avaient déclenché chez ces pauvres une fureur qui ne demandait qu'à éclater.

☆☆☆

L'arrestation.

A 16 heures, le 30 octobre 1959, pendant que nous étions en train de rédiger le texte à soumettre à M. de Schryver, ministre des Colonies, M. Leroy engagea des poursuites contre Patrice Lumumba.

La nuit, Lumumba fut arrêté chez lui.

Le lendemain, 31 octobre, M. Victor Nendaka vint me consulter. Je lui proposai une liste d'avocats étrangers, de nationalité française : MM. Jacques Vergès, Pierre Stibbe, avocats de la F.N.L., et Daniel Mayer, Président de la Ligue des Droits de l'Homme. Les lettres que le M.N.C. leur adressa furent interceptées.

Ni M. Nendaka, ni M. Joseph Kasongo ne furent arrêtés. Pourtant ils étaient les organisateurs du Congrès. Le soupçon pesant sur eux, devait se confirmer par la suite à la lecture de la déclaration remise au juge de Parquet contre Lumumba :

« Attendu que plusieurs témoins devant le tribunal n'avaient plus aucun souvenir précis — que toutefois les témoins Weregemere, Nendaka, Gbenye et Kasongo, ont confirmé que Lumumba a fomenté des troubles à Stanleyville... condamne Patrice Lumumba du chef de la prévention, par application du code pénal, articles 186, 191... »

A ce moment Christophe Gbenye ne faisait pas partie du M.N.C., il faisait partie d'un groupe de Congolais dit « Nègres payés » (P.N.P.). Il avait à ces services le titre de maire-adjoint de Stanleyville.

☆☆☆

Prison et transfert à Jadotville.

Dans la prison, Patrice Lumumba note :

« Bien qu'immatriculé et assimilé aux Européens, on m'a fait coucher sur des planches et ce n'est que lorsque j'ai protesté et demandé une couverture que l'on m'en a donné

une. Une semaine après, on m'a transféré au camp militaire où j'ai passé un mois dans un W.C. sans douche ni couverture. Il n'y avait pas moyen de respirer. J'ai écrit au Procureur du Roi que j'étais logé dans des conditions horribles. Pas de réponse. Il a fallu l'intervention de mes enfants auprès du Gouverneur Général, pour finalement, après des mois, me faire sortir de ce camp pour me conduire en prison, le 12 décembre 1959, dans des conditions un peu moins dures. On a tout fait pour briser mon moral, mais je savais que *dans tous les pays du monde, la liberté est l'idéal pour lequel de tous les temps, des hommes ont su combattre et mourir.* J'ai fait le choix : celui de servir ma patrie. J'ai accepté tous les ennuis avec courage. »

Parlant de son transfert à Jadotville, Lumumba note :

« Je suis passé devant le tribunal le 18 janvier. Le 21, j'étais condamné à six mois. Aussitôt la décision fut prise de me transférer au Katanga. »

Le lendemain de sa condamnation, il était dans sa cellule, pieds nus et sans chemise. Il lisait les comptes rendus de la Conférence de « la Table Ronde » qui venait de s'ouvrir à Bruxelles. Le soir, le directeur de la prison vint le trouver et lui dit : « Nous vous apportons une mauvaise nouvelle, oui, vous devez partir. »

LUMUMBA : Comment puis-je partir comme cela... il aurait fallu me prévenir, ne fut-ce qu'un jour à l'avance, afin de pouvoir emballer mes affaires et prévenir mes avocats.

LE COMMISSAIRE : Il n'est pas question d'avocats.

LUMUMBA : Alors ?

Le commissaire sauta sur lui. On l'enleva de force... « On m'a chargé comme un chimpanzé sur une camionnette »,

racontait-il après, « et puis on m'a déposé dans un avion qui devait me conduire à Elisabethville. »

Dans son carnet Lumumba note :

« Je suis sorti de l'avion comme un bandit. Des Européens grossiers s'amusaient à me photographier, puis j'ai été directement conduit à Jadotville, où l'on m'a jeté dans une prison affreuse. Cette prison est réservée aux condamnés de droit commun, aux voleurs incorrigibles, aux assassins... »

☆ ☆ ☆

Table ronde.

La nouvelle du transfert de Lumumba au Katanga arriva en Belgique au moment où s'ouvrait à Bruxelles la Conférence de la « Table Ronde ».

Lorsque la réunion eut lieu, le vendredi 22 janvier, en pleine séance, les membres du M.N.C. Lumumba se levèrent. Ils s'apprêtaient à sortir. M. Spinoy, représentant du Parti Socialiste Belge par motion d'ordre, fit aussitôt observer au Président qu'une délégation congolaise, le M.N.C.-L., voulait quitter la séance. La parole fut alors donnée aux défenseurs de Lumumba, parmi lesquels Joseph Kasavubu. M. Spinoy déclara :

« L'absence d'un représentant politique tel que Lumumba
« est un fait qui pèse sur la conférence et risque d'avoir des
« conséquences qu'on ne peut prévoir actuellement, mais que
« personne ne souhaite. Je fais une proposition formelle qui
« est que le Gouvernement prenne les mesures nécessaires
« pour que M. Lumumba puisse assister à la conférence dès
« lundi matin. »

Très bref, Kasavubu déclara :

« Nous exigeons la présence de M. Lumumba, sans quoi, il faut s'attendre à ce que la conférence prenne une toute autre tournure. »

M. Bolikango intervint aussi en faveur de la libération de Lumumba. Et, mes premières paroles à la conférence furent pour exiger la libération de mon compagnon.

Le lendemain, MM. Victor Nendaka, J. Kasongo et Claude Yumba, délégués M.N.C.-L., publièrent un communiqué dans la presse pour protester contre les conditions dans lesquelles Lumumba avait été transféré au Katanga.

Le Ministre de la Colonie, M. de Schryver, envoya une dépêche au Gouvernement provincial de Stanleyville pour demander des explications.

M. Leroy de Stanleyville répondit au Ministre :

« Quand fut lancé le mandat d'amener contre Lumumba, j'ai recommandé que son arrestation se fasse sans brutalité. Dès le 2 novembre, jour qui suivit cette arrestation, j'ai donné des directives pour qu'il soit traité avec la plus grande correction et jouisse de toutes les commodités compatibles avec sa situation de détenu. S'il a été malmené le 22 janvier et qu'il a voyagé dans des conditions déplaisantes, c'est dû uniquement à la résistance physique qu'il opposa quand il fut invité à partir pour Jadotville. Ses gardiens n'eurent d'autres ressources que de recourir à la force. Je ne l'ai appris qu'après coup. Je regrette que l'attitude de M. Lumumba ait rendu cela nécessaire. »

En dépit de cela, le Ministre de Schryver ordonna la libération immédiate de Lumumba et l'invita à assister à la conférence de la « Table Ronde ».

Au moment où Lumumba prenait l'avion à Elisabethville, pour se rendre à la conférence il déclarait :

« Après l'indépendance, les Européens auront des conditions meilleures que sous l'ancien régime. C'est pourquoi je demanderai aux délégués de la Table Ronde qu'ils donnent des garanties pour le respect des biens et de la vie des Européens au Congo. »

A sa descente d'avion, une délégation composée des amis du parti M.N.C.-L. était allée l'accueillir. Parmi eux se trouvaient M. Victor Nendaka, Mobutu, et Albert Kalondji.

A l'aérodrome de Saaventem, Lumumba fit encore une courte déclaration :

« Sa Majesté, le roi Baudoin a réussi à tirer son Gouvernement d'une indécision et d'une hésitation qui durent depuis des années. Le roi ne gouverne pas, mais c'est lui qui a décidé que le Congo jouirait de l'indépendance. Il est le seul qui ait notre confiance. »

L'élégance de l'attitude de Lumumba à cette occasion est semblable à celle de Kwame N'Krumah qui, gracié le 12 février 1951 pour prendre la tête du Ministère de la Gold Coast (Côte d'Or) disait :

« Je sors de prison et j'entre dans cette assemblée sans le moindre sentiment d'amertume à l'égard de la Grande Bretagne. »

Le 27 à 10 heures 20, Lumumba assistait à la conférence de la Table Ronde. Il demanda la parole et déclara dans un silence complet avec l'accent de sa tribu Batetela :

« Je tiens aussi à signaler que ma libération ne peut avoir de sens que si tous les autres prisonniers politiques congolais sont libérés. Il y a aujourd'hui encore des milliers de pri-

sonniers politiques. Cela le peuple belge l'ignore. Hier, encore emprisonné et battu je prends place aujourd'hui parmi mes frères. Je participe à ces travaux sans rancune. Nous allons ensemble construire un sentiment d'un puissant et fier Etat congolais au cœur de l'Afrique. »

☆☆☆

Le Collège exécutif général.

Peu avant la fin de la conférence de la Table Ronde, il fut décidé qu'il y aurait au Congo, auprès du Gouverneur Général, un collège composé des Congolais les plus représentatifs. Ils devaient être au nombre de six, soit un représentant par province.

Le collège élu était le suivant :

Joseph Kasavubu, représentant de la province de Léopoldville ;
Paul Bolya, représentant de la province de l'Equateur ;
Albert Kalondji, représentant de la province du Kasai ;
Patrice Lumumba, représentant de la province Orientale ;
Anicet Kashamura, représentant de la province du Kivu ;
Rémy Mwamba, représentant de la province du Katanga.

M. Albert Kalondji se désista en faveur de Pierre Nyangwile un Muluba fonctionnaire qui ne suscitait pas l'hostilité des Lulua.

Le 11 mars 1960, eut lieu l'inauguration du Collège à Léopoldville, dans la salle des Fêtes. La population congolaise enthousiaste était maintenant assurée de sa prochaine libération.

M. Kasavubu se lança encore plus avant dans le tribalisme. A ses partisans Bakongo, il nous présenta comme ses employés.

Lumumba en fut irrité. Il n'entendait pas se laisser mettre au pied du mur par le roi Kasa.

La question de la distribution des portefeuilles se posa alors.

M. Kasavubu préférait les Finances et l'Economie. Patrice Lumumba choisit les Affaires Extérieures. Je m'intéressais à l'Information. Quand il s'agit de savoir à qui serait confié la Défense Nationale. Lumumba ne cacha pas son désir de le prendre, et Kasavubu eut peine à dissimuler ses ambitions. Pour en finir, tous deux se mirent d'accord pour me l'attribuer.

Pourquoi ?

Kasavubu m'estimait. Je dois dire qu'il me considérait avec plus de faveur qu'il ne considérait Lumumba. Et Lumumba, de son côté, préférait m'attribuer ce poste plutôt qu'à un autre. Les portefeuilles ministériels furent donc partagés de la sorte :

Président : Cornelis (dernier Gouverneur Général belge) ;

Finances et Affaires économiques : Joseph Kasavubu

(A.B.A.K.O.) ;

Affaires étrangères, Intérieures, Justice et Jeunesse : Patrice

Lumumba (M.N.C.) ;

Information, Armée et Affaires sociales : Anicet Kashamura

(C.E.R.E.A.) ;

Plan et Santé : Paul Bolya (P.N.P.) ;

Travaux Publics : Pierre Nyangwille.

Aussitôt mis en place, MM. Kasavubu, Lumumba, et moi-même, offrirent le visage des contradictions du nationalisme en Afrique. Trois tempéraments, trois conceptions, trois générations s'affrontaient.

Kasavubu ne prenait pas d'initiative, Lumumba les prenait et agissait vite, j'analyse lentement. Les deux premiers luttèrent pour le présent, je pensais à l'avenir.

Kasavubu agissait en messianique démodé. Il aimait ses conseillers d'une façon sacerdotale, réglait ses problèmes dans le clan familial.

Lumumba entendait dominer la matière, briser le système et libérer les consciences. Ses coups étaient directs et lancés de tous côtés. Kasavubu les donnait dans le dos, il savait les préparer sournoisement.

Lumumba donnait sa confiance. A ses collaborateurs, il disait « que la confiance ne marche pas en sens unique ».

Le nationalisme de Kasavubu était tribal et utopiste. Celui de Lumumba était adolescent et noir. Mais les deux voyaient la révolution sous l'afflux des matières premières qui alimentent les Etats développés.

Les écrits préférés de Joseph Kasavubu étaient les quatre Evangiles et l'Ancien Testament. Lumumba aimait Padmore, Nasser, N'Krumah, ainsi que d'autres écrivains noirs. J'adorais Aimé Césaire, Sartre, Jaurès et Zola.

Kasavubu s'initiait à l'histoire des Saints Pères, des Romains et à tout ce qui était médiéval. Lumumba étudiait les révolutions réussies : Révolutions française, nassérienne, russe, l'indépendance des Etats-Unis, la formation du Mexique. Je me plongeais dans les révolutions manquées : Front populaire, Guerre Civile d'Espagne, l'échec de la Commune, l'époque napoléonienne, la démission d'Annibal.

Nous avons tous les trois en commun : l'idée de la grandeur nationale et l'ambition de jouer un rôle historique dans l'indépendance de notre pays.

Paris et Bruxelles.

Un mois après l'installation du Collège, nous étions invités à nous rendre en Belgique. Le but de ce voyage était d'aller approuver les travaux de la Table Ronde économique. Lumumba fut le premier à refuser de s'y rendre. Il prit l'avion pour Stanleyville. Là, il s'occupa de la campagne électorale. En arrivant à Bruxelles, avec Kasavubu, nous refusâmes d'approuver les conclusions de la conférence. Nous en profitâmes, pour nous rendre à Paris, rue de Varenne, chez Maître Croquez. Ce dernier nous exposa les moyens économiques envisagés par les milieux belges pour ruiner l'indépendance du Congo. Il était question de vendre les actions de l'U.M.H.K. et d'autres grandes sociétés congolaises.

Kasavubu chargea son secrétaire privé M. Fulbert Luyéyé de prendre le dossier avec lui. Il envisageait de déposer une plainte contre la Belgique devant la Cour Internationale de la Haye.

Ce soir de printemps, nous avons été admirer les grands monuments parisiens : les Invalides, le Panthéon, la Concorde, Notre-Dame et le Sacré-Cœur.

Le dimanche matin, nous assistâmes à la messe à Saint-Eustache. Kasavubu était très impressionné par l'art architectural. Il nous dit :

« Il ne faut pas introduire la machine chez nous. Depuis que les Français ont des machines pour construire, il n'y a plus de belles œuvres. Ils sont paresseux maintenant. »

Je lui répondis :

« Comment allez-vous construire un jeune pays comme le Congo sans machines ? »

Après un instant de silence, Kasavubu, comme pour me convaincre, me dit :

« Les machines sont aveugles. Elles détruisent tout. Même lentement, mieux vaut travailler avec ses mains qu'avec les machines. »

A mon retour au Congo, je racontais à Lumumba l'entrevue mystérieuse avec Maître Croquez. Puis je lui dis :

« D'ailleurs avec celui-là (Kasavubu) on ne peut plus rien faire, il a atteint l'âge de la cécité. »

Lumumba éclata de rire... et j'enchaînais :

« Savez-vous ce qu'il veut faire ?

— Non

— Le vieux (Kasavubu) veut construire le Congo avec ses bras ! »

Et Lumumba rit de plus belle, pendant cinq minutes.

☆☆☆

Lumumba démissionne.

De Stanleyville, Lumumba adressa au Ministre un téléx de protestation :

« Malgré toute ma bonne volonté et mon désir de collaborer avec l'administration, il ne m'est plus possible de cautionner la politique actuelle du gouvernement qui est dangereuse et explosive. J'ai prouvé à plusieurs reprises ma bonne foi. J'ai averti le Ministre et le Gouverneur Général, M. Cornelis, mais ils n'ont pas réagi. Au cours du séjour du Collège exécutif à Stanleyville, j'ai donné ma démission mais elle ne fut pas acceptée. Pour le redressement de la situation

le M.N.C. exige : l'expulsion d'une cinquantaine de blancs, dont certains membres de l'administration, qui fomentent des troubles. Ce sont les mêmes blancs qui huèrent M. Scheyven lors de son passage à Stanleyville. La situation est telle qu'il n'est pas certain que le Congo arrive au 30 juin sans incidents graves. C'est pourquoi le M.N.C. exige la transformation immédiate du Collège exécutif en Gouvernement Central provisoire et celle des collèges provinciaux en gouvernements provinciaux provisoires.

« Le M.N.C. en outre rejette la décision de la Table Ronde prévoyant la désignation du Chef de l'Etat par les chambres réunies. Depuis des semaines des manœuvres se font en coulisse et nous craignons qu'elles reprennent de plus belle après les élections. Nous craignons que le Chef de l'Etat désigné par les deux chambres n'ait pas l'agrément de la population et que le Congo connaisse alors des troubles plus graves encore que ceux qu'il connaît déjà.

« Le Chef de l'Etat doit être désigné par le peuple et c'est pourquoi le M.N.C. préconise la désignation directe. Il faut que l'administration trouve une solution en proposant par exemple deux bulletins de vote, un pour le Chef d'Etat et l'autre pour les élections législatives.

« Nous poussons ici un cri d'alarme. C'est maintenant à la Belgique de prendre ses responsabilités. Quant à moi j'ai fait l'impossible pour prévenir le Ministre et le Gouverneur Général. Je suis chargé d'une mission par le Collège et je resterai à Stanleyville. »

Le 18 mai Patrice Lumumba raidissait son attitude. Kasavubu était pris de panique. Les soldats belges débarquaient à Matadi, d'autres étaient parachutés à Luluabourg, Kitona et Kamina. Tous les blancs étaient autorisés à s'armer, Lumumba réclama alors le départ des troupes métropolitaines

ainsi que des troupes qui occupaient les bases de Kotona et de Kamina. Il déclara :

« L'arrivée des soldats belges au Congo est un affront à la force publique, un désaveu du général Janssens ».

Le soir même Lumumba tint un meeting à Stanleyville, au cours duquel il développa encore ces thèmes.

« L'administration et les magistrats belges chargés de contrôler les élections sont en train de les falsifier. Le but du gouvernement belge est de voir se constituer au Congo un gouvernement de P.N.P. auquel il imposera sa volonté. »

Lumumba organisa alors une marche silencieuse dans les rues de Stanleyville pour réclamer le retrait des troupes belges du Congo. Contrairement à moi, qui manifestais des réserves sur une indépendance précipitée, il réclama à nouveau l'indépendance immédiate :

« La libération immédiate du pays et la passation immédiate des pouvoirs est la seule voie possible pour éviter qu'éclatent des incidents graves dont la Belgique supportera la responsabilité morale sur le plan international. »

Quand j'arrivai à Léopoldville venant d'Europe, Patrice Lumumba envoya M. Joseph Mbuyi me demander de le rejoindre à Stanleyville. Mbuyi avait un visage fatigué et l'air traqué. Depuis plusieurs semaines les milices de M. Albert Kalondji tentaient de l'assassiner. Mbuyi était un Muluba et les Baluba ne pardonnent pas à quiconque fait preuve de trahison envers le roi Kalondji. Et pour les Baluba, faire partie du M.N.C.L. c'était trahir le peuple. L'administration était au courant de ces tentatives d'assassinat. Elle tolérait les massacres entre Lulua et Baluba, ou entre Bangala et Bakongo, elle ne faisait rien pour empêcher ces tueries tri-

bales. Pour elle, la règle était simple : « laisser les Nègres se faire justice. Un des leurs qui tombe c'est un ennemi de moins ».

Je me rendis donc à Stanleyville, Lumumba était très préoccupé. Il était entouré de ses militants et de journalistes européens. Le bruit courait à Stanleyville, dans les milieux réactionnaires que ces journalistes étaient des messagers de Kroutchev.

Le général Janssens se trouvait également à Stanleyville. Il était chargé de surveiller les actions de Lumumba et de l'arrêter le cas échéant.

Le général traita Lumumba d'anarchiste sans idée politique ni programme. Immédiatement Lumumba riposta par des articles dans son journal Uhuru. Il écrivit en particulier :

« Le rétablissement de l'ordre à Stanleyville et dans l'ensemble de la province orientale est l'œuvre exclusive du M.N.C. et non de la force publique du général Janssens. L'administration est incapable de rétablir l'ordre dans la Province Orientale, moi je l'ai fait sans gendarme, ni sans avoir à tirer sur la foule, comme cela a été le cas pour l'administration. La F.P. a commis des actes brutaux dans de nombreuses régions. Le bilan de son action en 1960 a été des expéditions punitives, suivies de massacres, d'arrestations et de condamnations arbitraires. Depuis 1959, le Congo vit dans un climat permanent d'inquiétude et de terreur. Les armes du général Janssens ne changeront rien à cette situation. Seule l'indépendance immédiate peut ramener la paix au Congo. *Nous disons à la Force Publique : le peuple congolais épris de sa liberté ne cèdera pas à l'intimidation, ni aux menaces* ».

Dans cette situation explosive, je tentai de rapprocher Lumumba du général Janssens. J'allai le voir et eus un entre-

tien avec lui. Le général n'était pas du tout gagné à la cause de Kasavubu. Il avait plus d'estime pour Lumumba que pour Kasavubu.

— Tant que vous aurez avec vous un Chinois comme Kasavubu, me dit-il, votre pays connaîtra des difficultés graves.

Je lui demandai :

— Si vous étiez à notre place que feriez-vous ?

JANSSENS :

Il faut que vous disiez : « à ma place », parce que ni Lumumba, ni Kasavubu ne méritent de gouverner le Congo. Moi, à votre place, je prendrais le pouvoir au Congo.

— Alors, que ferais-je de MM. Kasavubu, Lumumba, Kalandji et autres hommes qui ont de l'ambition ?

JANSSENS : — Il faut pendre Kasavubu et mettre Lumumba en prison.

A ceci je répondis :

— En effet, je pourrais le faire, mais, vous voyez, j'ai beaucoup d'admiration pour Lumumba, je reconnais que ce ne sont pas ceux qui font le plus de bruit qui sont les meilleurs hommes. Mais, hélas, n'oubliez pas que l'île Idjwi a été annexée au Congo seulement en 1918. J'ai le devoir d'unir les Congolais, je ne puis donc diriger les armes contre un peuple qui a besoin d'hommes pour réaliser son unité. Les Bahavu sont les derniers venus dans ce turbulent Congo.

JANSSENS : — Qu'allez-vous donc faire ? Laisser tomber le Congo ? »

Au lendemain de Bruxelles, Janssens reçut l'ordre d'instaurer l'état d'exception dans la Province Orientale et de procéder à l'arrestation de Patrice Lumumba. Il fut question de le faire remplacer au Collège Général par Victor Nendaka.

Tournée officielle.

Pendant notre gouvernement (provisoire), il fut décidé que nous visiterions l'intérieur du Congo.

A Coquilhatville, Lumumba se préoccupa peu des questions administratives. Il préférait le contact avec les foules. Il aimait la foule. Au faite de sa popularité, chaque fois que l'occasion s'en présentait il établissait un contact physique direct. Il fut l'homme le plus adulé, le plus aimé du Congo et l'homme le plus haï de l'Occident.

Cette province était représentée au Collège par un P.N.P. Lumumba invita la foule à manifester contre lui.

Au cours d'une séance à huis clos (1) je priais Lumumba de ne pas pousser la masse à désobéir à ceux dont il ne partageait pas les vues : « Attention, lui dis-je, demain quand nous serons au Pouvoir, les P.N.P. peuvent aussi pousser leurs partisans à se rebeller contre nous. »

A Stanleyville, Lumumba rencontra M. Leroy, Gouverneur de la Province. Comme nous l'avons indiqué précédemment, M. Leroy avait pris sous sa responsabilité d'arrêter Lumumba. Il avait ordonné de charger les partisans de Lumumba et proposé le transfert de ce dernier à Jadotville. Lumumba traita le Gouverneur avec grossièreté. Il l'injuria sans respect pour son âge avancé, utilisant des jurons : « cons, imbéciles, putains », comme s'il n'avait pas possédé de langage plus raffiné.

Il proposa la suppression du P.N.P. et l'arrestation des éléments de l'opposition, MM. Bondekwe, Nendaka, Lopez, etc... Il se comporta comme quelqu'un animé du désir de

(1) Toutes les séances étaient à huis-clos.

terroriser ses opposants. On aurait dit que les pouvoirs que lui donnaient ses fonctions le poussaient à tirer vengeance des injustices qu'il avait subies. Cependant, en analysant ses intentions, il ne voulait que menacer pour obtenir satisfaction. Jamais, il n'a mis ses menaces à exécution.

La deuxième nuit, nous la passâmes avec Lumumba, Joseph Kasongo et Finant, à Mangobo. Rémy Mwamba avait décliné l'invitation ainsi que Nyangwile en raison de la peur imaginaire sans doute qu'ils avaient d'être tués.

A Luluabourg, où nous étions appelés pour régler le conflit Lulua-Baluba, Lumumba se montra plus sous son aspect d'homme d'Etat que de militant du M.N.C. à l'inverse de ce qu'il avait fait à Stanleyville.

Il défendit le dossier des Lulua et ceci en raison de l'inimitié qui l'opposait depuis septembre 1959 à Albert Kalondji. Il demanda l'arrestation de Mgr Nkongolo de la tribu Luba. Nkongolo avait été accusé, avec preuve à l'appui, de s'être livré à des violences indignes du type de l'époque de l'Inquisition, et aussi d'avoir fait fusiller des Lulua à l'église pendant qu'il célébrait la messe.

A Bukavu, Lumumba et évidemment moi-même, fûmes reçus en triomphe. Les ouvriers, les filles de treize à dix-huit ans, les étudiants, avaient tous au cou des mouchoirs rouges. Ils criaient « vive le socialisme », ils chantaient l'Internationale en swahili et en français. Et puis, ils chantaient les chansons nées du nationalisme local :

*Là-haut sur nos montagnes
Là-haut, là-haut dans nos campagnes
Aux monts de notre Kivu,
Pasteurs et paysans vivons dans les campagnes*

En swahili ils répétaient :

<i>Nchi yetu ni nzuri,</i>	Notre pays est beau,
<i>Wote muioneni.</i>	Tous voyez-le.
<i>Lumumba mtu mzuri,</i>	Lumumba est un homme beau,
<i>Wote mpendeni.</i>	Tous aimez-le.
<i>Kashamura mtu mzuri,</i>	Kashamura est un homme beau,
<i>Wote mwitikeneni.</i>	Tous acceptez-le.
<i>Kasavubu mtu mzuri,</i>	Kasavubu est un homme beau,
<i>Wote mwaminieni.</i>	Tous ayez confiance en lui.

Ensuite, Lumumba m'invita à venir manifester avec lui au local du M.N.C. pour sceller ainsi la solidarité de nos deux partis.

Le lendemain de notre départ, Lumumba me dit :

— J'espère que vous ne conduirez pas le Kivu au communisme.

Et Kasavubu à son tour :

— Ce qui est admirable chez lui, c'est sa conviction en ce qu'il fait. Je ne comprends pas comment on peut parvenir à rendre une ville rouge en si peu de temps.

Et Cornelis de dire :

— C'est dommage qu'il soit communiste, il aurait fait un bon Chef de Gouvernement.

Aussitôt Lumumba lui répliqua :

— Ne vous en faites pas, nous sommes là, nous, ses aînés. Demain, après nous, viendra son tour.

PAUL BOLYA : Après vous, Lumumba ? Je préférerais un communiste.

LUMUMBA : Ce n'est pas vous qui parlez. Il y a des étrangers qui s'expriment par l'intermédiaire de votre bouche.

CORNELIS : Ah, le communisme !.. Mais pourquoi, M. Kasamura êtes-vous allé à Prague ?

Je répondis :

— Vous voyez, c'est un cas de conscience difficile à expliquer. Je suis comme Victor Hugo qui, en 1853, écrivait : « de tous les échelons qui vont de l'ombre à la lumière, le plus méritoire et le plus difficile à gravir, est celui qui consiste à être né aristocrate et royaliste et à devenir démocrate.

LUMUMBA : Très juste, camarade !

Kasavubu se contenta de sourire et souffla à voix basse à l'oreille de Bolya :

— Il fera un bon Ministre des Affaires Culturelles.

Pendant que ces conversations se déroulaient, nous survolions la province du Katanga. Nous fûmes interrompus par le pilote :

— Fermez les ceintures, bientôt nous allons atterrir

Sur la piste d'aviation d'Elisabethville, il n'y avait que MM. Munongo et Kibwe, membres du Collège, pour nous accueillir. Le Gouverneur Schœller ne s'était pas dérangé pour recevoir des ministres « noirs ». Tshombe, lui non plus, n'était pas venu. Seul, son rival, Sendwe, et quelques membres du M.N.C.-C.E.R.E.A. étaient présents.

Tous les membres du Collège reçurent des voitures officielles, sauf Patrice Lumumba. Lumumba ne se formalisa pas. Les militants du M.N.C. Elisabethville menés par Daniel Kaninda avaient aussitôt mis à sa disposition une voiture du parti. Je demandai à Godefroy Munongo la raison de cette discrimination ? Munongo me chuchota :

— Il est communiste.

Je lui dis :

— Etes-vous sûr qu'il est communiste ?

— Oui, affirma-t-il.

Je lui dis :

— Même s'il était communiste ici chez vous au Katanga il n'aurait pas droit au respect dû à son titre ?

Munongo dit sèchement :

— Non.

Moi : Et vous ? A quelle philosophie politique appartenez-vous ?

MUNONGO : A aucune. Je suis noir. Je suis Congolais.

Moi : Pourtant, à en juger par votre attitude envers Lumumba, on ne le dirait pas.

MUNONGO : Au fond, nous sommes là pour lutter contre le communisme, nous n'en savons pas davantage.

Lumumba fut informé que des blancs avaient formé le projet de l'assassiner. Ce fut une des rares occasions où il prit des précautions. Il se protégea. Il se cacha chez des Batetela. Il passa la nuit de son arrivée chez le sergent Victor Lundula.

Le lendemain matin nous assistâmes à la manifestation des Anciens Combattants. A Elisabethville, on aurait pu se croire dans l'Algérie de Salan. Le général Janssens avait composé pour la circonstance un hymne à la gloire du patriotisme belge. Cet hymne était ainsi conçu :

*Après des siècles d'esclavage
Les Belges nous ont sauvé du tombeau.
Et maintenant, sourire aux visages,
Notre pays est sorti du tombeau.
Après un siècle de sabotage
Les Belges ont fait du bien au Congo.
Et à présent nous pouvons sans ravage
Reconstruire ensemble notre Congo.
Peuple vigoureux du Congo,
Dit vive au roi de Belgique.*

*Vive le Congo !
Vive le Roi !
Vive Léopold II !*

Au Conseil du Collège, à Elisabethville, Lumumba prit position en faveur des Baluba du Katanga. En fait, entre Tshombe et Sendwe, il n'y avait pas de différence.

Nous étions seulement appelés à trancher à propos d'une question de prestige provincial. Lumumba ne l'ignorait pas. Seulement, il savait se comporter en neutraliste envers Tshombe et Sendwe (1), comme le faisaient les autres membres du Collège. Ce qui pouvait amener dans les mois à venir une entente entre les deux hommes et empêcher ainsi la sécession katangaise.

Lumumba avait une parfaite compréhension des problèmes locaux. Ce qui lui permit de diviser malicieusement les partis, en dressant les personnalités les unes contre les autres. Par exemple, pour l'A.B.A.K.O., il appuya Daniel Kanza contre Kasavubu. Au Katanga il appuya Sendwe contre Tshombe. Au P.S.A. il appuya Kamitatu contre Gizenga. Au C.E.R.E.A. il m'appuya contre Ch. Weregemere.

Lorsque je fis l'observation à mon ami qu'il commettait une erreur en soutenant Sendwe, étant donné que ce dernier était aussi arriviste que le leader C.O.N.A.K.A.T., Lumumba me répondit :

— Il ne faut pas toujours raisonner comme les doctrinaires européens. En Afrique, le tribalisme a plus d'importance que le prolétariat.

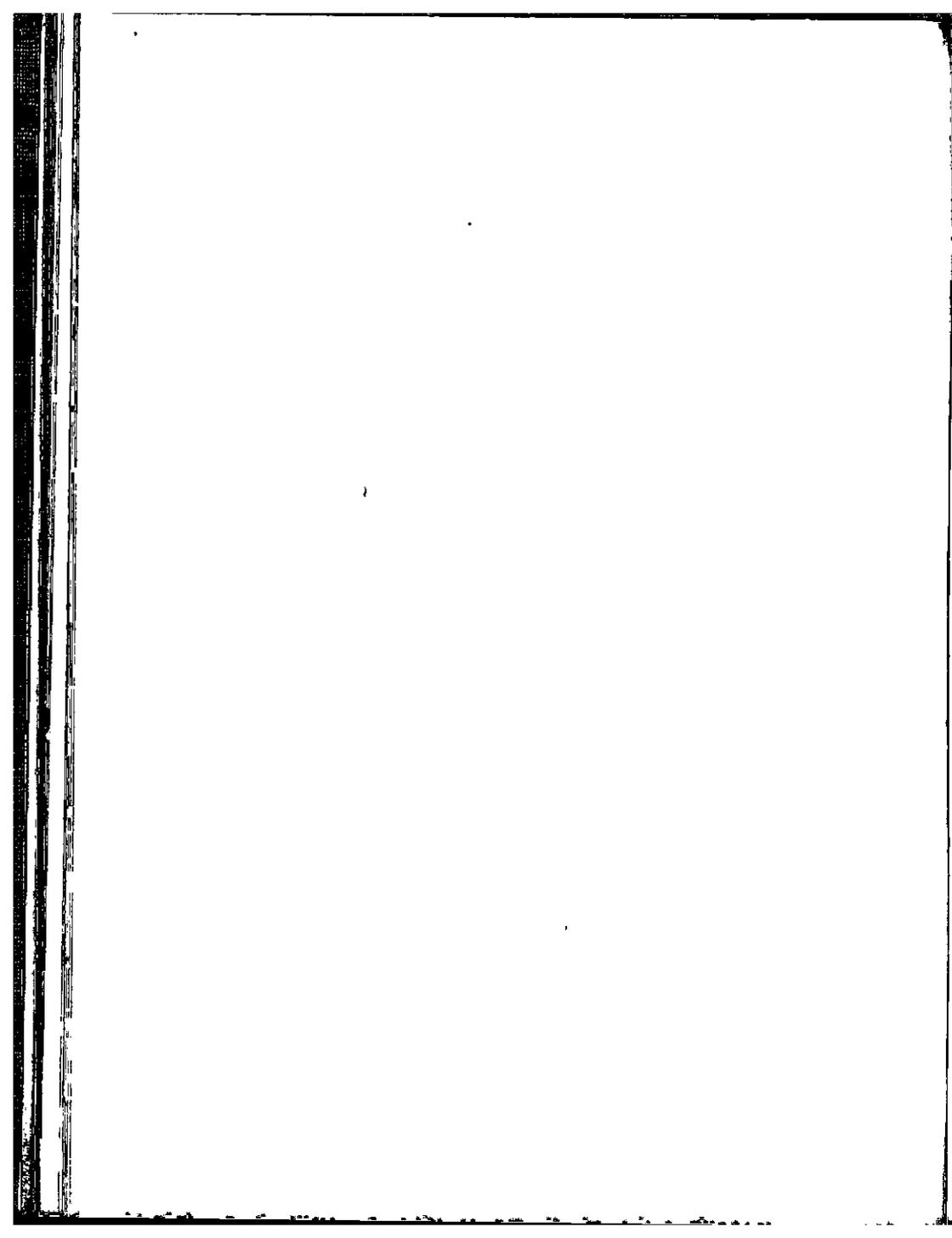
Lumumba n'était pas content de la façon dont se déroulaient les travaux du Collège d'Elisabethville. Il déclara :

(1) Jason Sendwe a été tué par les rebelles en 1964, lors de l'occupation de la ville d'Albertville.

— Je constate qu'il y a des intrigues. Il n'y a plus de confiance entre nous. Les fascistes veulent proclamer la sécession d'une province vitale du Congo, pourtant je n'ai entendu aucune protestation à ce propos. Je m'en vais, je retourne à Stanleyville. De là, je suivrai les événements.

Cornelis prit peur. Il adressa aussitôt un télégramme au gouvernement de Bruxelles disant que Lumumba venait de partir pour Stanleyville, afin d'y provoquer la sécession. Avant de regagner Stanleyville, Lumumba vint me retrouver dans ma chambre. Il me dit :

— Il faut que vous rentriez avec eux. Surveillez toutes leurs actions et communiquez-moi l'essentiel. Je reviendrai à Léopoldville, après les élections, et ce sera pour former le gouvernement.



3

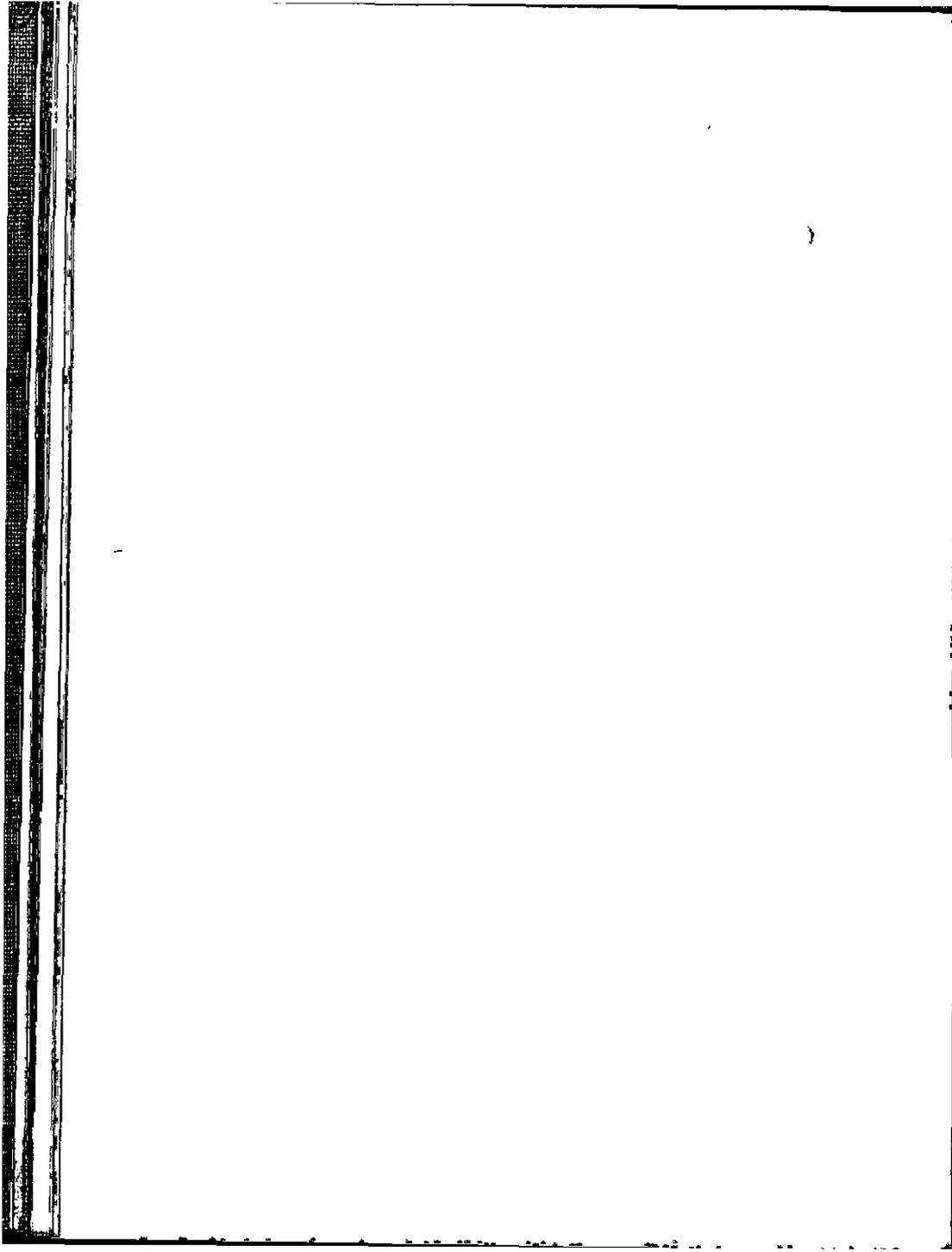
Lumumba au pouvoir

Vous avez interrompu la vieille chanson qui berçait la misère humaine, et la misère humaine s'est réveillée avec des cris, elle s'est dressée devant vous et elle réclame aujourd'hui sa place, sa large place au soleil du monde naturel, le seul que vous n'ayez point pâli...

JEAN JAURES.

Les gens qui ont cru avoir fait une révolution se sont toujours aperçus qu'ils ne savaient pas ce qu'ils faisaient, et que la révolution qu'ils avaient faite n'avait rien de celle qu'ils avaient voulu faire.

ENGELS.



Naissance des cartels.

Le 10 juin, MM. Lumumba au nom du M.N.C.-L., Antoine Gizenga pour le P.S.A., Remy Mwamba au nom de la Balubakat et moi au nom du C.E.R.E.A. étions réunis à mon domicile 11, rue des Citroniers à Léopoldville. Notre but était d'élaborer un manifeste qui constitue l'amorce de regroupement des forces de gauche congolaises. Le manifeste fut ainsi conçu :

« Face aux intrigues néo-colonialistes, tendant à écarter les nationalistes congolais du pouvoir,

Considérant que la libération du Congo est l'œuvre exclusive des partis nationalistes, et que le salut du peuple congolais réside dans le regroupement de ceux-ci,

Vu que le regroupement des forces populaires est indispensable, pour faire échec aux manœuvres impérialistes au Congo,

Etant donné que la division des nationalistes risque d'assurer la victoire aux manœuvres néo-colonialistes ;

Décidons : le M.N.C.-L., le P.S.A., le C.E.R.E.A. et la Balubakat se regroupent ensemble, en vue de la formation d'un gouvernement central anti-réactionnaire ;

Le gouvernement nationaliste est décidé à sauvegarder l'unité politique et économique du Congo. »

Le cartel de gauche s'inspirait de l'époque des « révolutions » en France. M. Gizenga ne cachait pas ses sympathies pour les régimes des pays de l'Est, j'étais marqué par des idées socialistes, et Lumumba était toujours fidèle au nationalisme.

Pendant la campagne électorale, je fis foisonner dans les rues de Bukavu les inscriptions avec des citations de Léon Blum, Jean Jaurès, Marcel Cachin et Emile Zola. Lumumba était de type Républicain, comparable à Robespierre. Pourtant à une époque plus tardive, il donna l'impression de devenir un Napoléon noir, personnage pour lequel il avait un attachement excessif. Le 13 juin, un banquet financé par le patronat et le clergé et réunissant les tendances modérées fut organisé par le Sénateur P.U.N.A. M. Promontorio. A ce banquet, il fut question d'envisager la formation d'un gouvernement sans Patrice Lumumba. Après, la rencontre eut lieu à l'Hôtel Régina. Etaient présents MM. Joseph Ileo, Edmond Nzenza-Nlandu, Albert Kalondji et Antoine Gizenga accompagné de Madame Blouin, et moi-même. M. Ileo parla d'un ton nerveux et menaçant en disant :

— Si Lumumba forme le gouvernement, nous déclencherons des désordres qui l'emporteront comme un ouragan.

Je lui répondis :

— Pourquoi faut-il former un gouvernement d'où serait exclu Lumumba ? A mon avis, il faut avoir une personnalité comme lui à l'intérieur d'un gouvernement plutôt qu'à l'extérieur.

M. Joseph Ileo répliqua d'un ton amer :

— Vous, les gens du Kivu, vous ne connaissez pas les Mongo. Nous n'hésitons pas à massacrer et ensuite manger notre ennemi. Allez dire, à M. Lumumba que s'il ne s'efface pas, le peuple Mongo le mangera.

Je me penchai vers M. Gizenga et lui soufflai dans l'oreille :

— Est-ce vrai, que le tribu Mongo est cannibale ?

M. Gizenga me répondit :

— Le Congo est un Océan, il y a tous les genres de poissons.

Le Cartel de droite, dirigé contre Lumumba, fut soutenu par une large opinion belge, c'est la tentative que soutiendra plus tard, M. Ganshof van der Meersch. La nuit suivant la constitution du cartel de droit, M. Joseph Kasavubu fut invité à Bruxelles, pour y rencontrer les membres du gouvernement belge.

Au lendemain de son retour de Belgique, M. J. Bolikango, un des leaders du cartel de droite, déclara :

— Demain nous prendrons en main, sans Lumumba et ses amis, les rênes du gouvernement de ce pays.

D'autre part, des renforts de l'armée métropolitaine arrivaient dans les bases de Kitona, Kamina et de Luluabourg.

Y a-t-il eu des conventions secrètes entre M. Joseph Kasavubu et le gouvernement belge, tendant à placer à la tête du pays un gouvernement fantoche à Léopoldville, alors qu'au même moment au Katanga se préparait un autre gouvernement fantoche et sécessionniste ?

Ce fût l'impression que nous eûmes, avec Lumumba.

En tous cas, comme il est classique pour ce genre de cartel, c'est sous l'assaut de la violence et de la vengeance que le bloc de droite était né.

☆☆☆

Lumumba forme le gouvernement.

Le 14 juin, Patrice Lumumba est chargé de former le gouvernement. Aussitôt la presse de la droite belge se déchaîne. Ainsi, par exemple *La Relève* écrit :

« Sensationnel coup de théâtre à Léopoldville : M. Ganshof van der Meersch, ministre-résident au Congo, a reçu hier soir M. Patrice Lumumba et l'a chargé d'une mission d'information sur la possibilité de constitution d'un gouvernement congolais.

« Sans connaître la suite des événements, l'on pouvait penser que cette spectaculaire décision de M. Ganshof était de haute politique. L'on a souvent dit — et les exemples de décolonisation douloureuse le prouvent — que les pays tuteurs, en misant sur les partis modérés et non-nationalistes dans leurs colonies, font à coup sûr, à plus ou moins brève échéance, le lit du communisme. Plus clairvoyant, M. Ganshof donne à M. Lumumba la première place... » (1) (*La Relève*, journal belge catholique).

« Beaucoup déplorent de voir émerger cet homme équivoque. Ils espéraient en la formation d'un Cartel modéré de droite qui eût fait contrepoids au président du M.N.C. Raisonnablement, c'était la formule la plus sage, et sans doute M. Ganshof a-t-il attendu que prenne forme cette majorité hostile aux aventures mais divisée et velléitaire. » (2) (*Libre Belgique*, Catholique de droite).

Vers midi, Lumumba détendu et souriant, reçut la presse et déclara :

« Le ministre m'a offert la mission de former le gouvernement. J'ai accepté. La réussite de cette mission dépend des négociations que je dois mener avec d'autres partis. Dès à présent, je puis compter sur la puissance de la représentation de mon parti, sur ceux de nos amis du P.S.A., C.E.R.E.A. et Balubakat. Nous possédons déjà une majorité, mais je dois

(1) *La Relève*, journal belge catholique.

(2) *Libre Belgique*, catholique de droite.

m'efforcer de l'élargir pour arriver à la formation d'un gouvernement de large union nationale.

« Après la formation du gouvernement, nous concluerons un pacte d'amitié avec la Belgique. Ce sera un pacte positif, car conclu en toute liberté, et toute dignité nationale pour nos deux gouvernements. Nous conclurons des accords marquant l'avenir du Congo et de la Belgique.

« Ma politique se résume comme suit : concorde nationale, maintien de l'ordre, et inspirer la confiance à tous les Etrangers, au-delà de leurs nationalités, et par-delà leurs idéologies.

« Je fais appel à tous les Européens pour rester au Congo. Ils n'ont aucune raison de se méfier des Noirs. Ils peuvent rester chez nous, comme ils seraient dans leurs propres pays. Nous allons prouver à l'homme Blanc, notre amitié, et les efforts pour créer un monde de joie, lorsque l'homme Noir travaille dans la liberté. Nous voulons fêter l'indépendance avec les Européens, dans la joie, car le Congo d'aujourd'hui est l'œuvre d'une conscience de travail commun entre Européens et Africains. »

☆ ☆ ☆

Torpillage des accords entre Lumumba et Tshombe.

A part le Cartel de Gauche, seul le Conakat de M. Tshombe accepta sur-le-champ de participer à un gouvernement dirigé par Lumumba. Le soir du 14 juin en effet, vers 20 heures, M. Moïse Tshombe envoie à Lumumba le télégramme d'accord suivant :

« Sommes disposés participer formation gouvernement condition réserver ministère affaires économiques parce que

*économie Congo est conditionnée par apport province Katan-
ga stop plus ministère défense nationale stop délégation
Conakat arrive bientôt fraternellement — TSHOMBE. »*

Le 15 juin Patrice Lumumba répond à la proposition de Tshombe par un avis favorable, mais avec une réserve sur la défense nationale.

« Ai consulté d'autres partis politiques, marquent leur accord sur octroi ministère affaires économiques et proposent vice-présidence de la Chambre représentants. Sans concessions mutuelles entre partis politiques il serait difficile de constituer un gouvernement d'union nationale qui sauvera notre pays. Demain l'histoire peut nous reprocher de n'avoir pas réalisé notre entente nationale. Veuillez me répondre rapidement fraternellement. — LUMUMBA. »

Il faut remarquer que dans ce geste initial il n'y a pas d'hostilité entre Lumumba et Tshombe. Les Congolais ne jugent pas les problèmes sur le plan idéologique. Ils les ressentent sur le plan familial, clanique, ou amical. Mais, par contre, les étrangers, sans doute pour simplifier la situation, difficile à saisir pour eux, examinent tout sous l'angle idéologique. Certains présentent Lumumba comme un « homme de gauche », par contrecoup Tshombe est qualifié d'« homme de droite », Lumumba c'est le communiste, d'office, Tshombe est donc fasciste. Ces étiquettes que les étrangers nous collent ne sont pourtant pas des sentiments enracinés dans nos cœurs. Ni Lumumba, ni les autres ne le sentent. L'expression courante chez les Congolais l'exprime : « Tout ça, c'est l'histoire des Blancs. »

Toutefois, à force de le répéter, à force aussi de mentir, les étiquettes restent, et parce que cela est répandu dans l'opinion mondiale, même sans conscience, on a l'impression que l'on

agit selon l'étiquette que l'on porte. Je me souviens que jusqu'à sa mort, Lumumba nous demandait :

— Mais pourquoi me qualifie-t-on de « communiste » ? Qu'est-ce que c'est le communisme ?

La désignation de Lumumba n'a causé qu'une réaction d'origine surtout tribale, comme nous venons de le souligner. Pour les ressortissants du Congo oriental (Kivu, Katanga, Stanleyville et Kasai) c'est une victoire, et pour ceux du Bas-Congo, c'est une défaite. Il en va de même pour ceux de l'Equateur (Bangala) qui y voient une certaine humiliation.

On, se demandait si l'amitié entre Lumumba et Tshombe n'était pas le prélude à une République Swahili ?

En effet, les Congolais de l'Est sournoisement, manifestaient des sentiments favorables à l'idée d'une fédération, d'un Etat Swahili, englobant le Zanzibar, le Kenya, le Tanganyika, l'Ouganda, l'Est du Congo, le Rwanda, le Burundi, le Mozambique et les Rhodésies. La République Swahili est une formule à laquelle Lumumba a tacitement souscrit, bien qu'étant un défenseur passionné de l'unité congolaise.

Pendant les négociations, M. Rémy Mwamba insista pour que Tshombe quitte Elisabethville et obtienne un portefeuille au gouvernement central. Tel était aussi le souhait de Tshombe lui-même. Mwamba dit encore :

— Il ne faut pas avoir confiance en Tshombe. C'est un menteur. S'il reste au Katanga, il proclamera la sécession.

Lumumba lui répliqua :

— Tshombe n'est pas capable d'être ministre des Affaires économiques. Moi, je le vois mieux président provincial. Il pourrait exercer ses fonctions, comme notable, et se consacrer à ses entreprises commerciales.

Pendant que Lumumba finissait de parler, il reçut une communication, lui annonçant la constitution d'un gouvernement homogène Conakat à Elisabethville.

Alors, il s'écria :

— Le naufrage commence. Les Belges espèrent que nous allons organiser le carnaval de l'indépendance, et le lendemain leur abandonner toute la recette.

M. Janson Sendwe vint chez Lumumba en grognant, et dit :

— Vous voyez ce que vient de faire Tshombe. N'est-ce pas lui, qui vous a adressé hier un télégramme de félicitations ? Non. Croyez-nous, avec ce metteur en scène, rien ne peut aller au Congo. Il est plus dangereux que vous ne le pensez. Maintenant c'est le moment de choisir. Le peuple Luba ne se laissera pas faire. Il y aura des massacres au Katanga, ...le sang va couler. Lumumba, prends garde. Les Européens au Katanga ne vous aiment pas, ils vous mettent sur le même pied que les Baluba.

Lumumba un peu nerveux s'adressa à Sendwe, et lui demanda :

— Que voulez-vous que je fasse ?

Je fis une note pour Lumumba, car les palabres étaient interminables, et je le voyais perdre son calme alors qu'il avait la mission difficile de former le gouvernement : « Attention tous ces messieurs vont nous apporter en échange des portefeuilles ministériels, la ruée des guerres tribales. Ces Baluba, ces Batchokwe, ces Balunda, ça ne veut rien dire... »

C'est alors que s'introduisit M. Antoine Muhunga de la tribu Tshokwe, opposé aux Lunda de Tshombe. En termes impératifs il dit à Lumumba :

— Vous devez envoyer immédiatement des soldats au Katanga pour arrêter le traître Tshombe, et ses valets. Si vous ne le faites pas aujourd'hui, le peuple Tchokwe vous prendra pour un complice de Tshombe.

Lumumba n'était pas habitué à ce genre de discours, car dans la Province Orientale et au Kivu où il avait fait une

grande partie de sa carrière, le tribalisme n'était pas aussi aigu que dans les autres provinces. Mais, plus il affrontait ces problèmes, mieux il les comprenait. Il n'affichait pas un dédain de Noir intellectuel pour ce genre de questions. Il savait que c'était un facteur d'une importance réelle dans les sociétés africaines. C'est pourquoi, reprenant son calme, il répondit à M. Muhunga :

— N'oubliez pas que je suis formateur du gouvernement, et ne suis pas encore chef du gouvernement. C'est la Belgique, qui est encore responsable de la situation jusqu'au 30 juin, jour de l'indépendance.

M. Sendwe protesta et lança gravement :

— M. Lumumba, nous constatons que vous êtes incapable de dominer la situation. Les Baluba vous retirent leur confiance. Avec M. Kasavubu, nous pourrions mieux sauver nos frères Baluba. Vous ne comprenez rien à la situation, vous agissez comme des Européens, alors que la situation est grave pour les Baluba...

Lumumba de nouveau s'énerva, et répliqua à Sendwe :

— C'est parce que je comprends la situation que je vous réponds la vérité. *Je ne puis faire arrêter Tshombe*. Le devoir me commande, en ma qualité du futur chef du gouvernement de faire passer l'intérêt national au-dessus des questions partisanses.

C'est alors que Sendwe, surexcité, dit :

— Quelle est donc votre politique ? Vers quelle destinée voyez-vous aller la société Luba, et où comptez-vous la conduire ?

Lumumba lui répondit :

— Laissez ces choses : mon gouvernement sera la cloche de l'avenir.

Et Sendwe de le presser encore, en swahili :

— Mais enfin, frère Lumumba, vous n'êtes pas un empi-

rique ; les Baluba veulent savoir ce que vous ferez d'eux ?

Lumumba est sans doute, l'un des hommes qui ont le plus exercé sur l'esprit de leurs interlocuteurs une séduction soudaine et violente, séduction qui malgré les dissentiments ou même les ruptures, ne s'effacera jamais tout à fait.

Je répondis à la place de Lumumba et dis, à l'adresse de Sendwe :

— En réalité, vous êtes compliqués. Comment voudriez-vous que les hommes venus des hautes montagnes, nés sur une île fixée par accident diplomatique au Congo, puissent venir s'exposer dans une foire où seuls les Bakongo, les Baluba, les Batchokwe, etc., font le marché ? Moi je ne partage pas l'optimisme candide de Lumumba, et franchement nous mettrons encore longtemps pour avoir un véritable esprit national.

Lumumba était peiné. Il se rendait compte, que mon pessimisme, mon mépris pour les détails, risquaient de lui faire perdre des amis. Il me répondit :

— Calmez-vous. Vous avez le devoir de m'aider. Il faut qu'ensemble nous puissions faire quelque chose, pour les générations futures.

Entre temps, Sendwe se retira, il allait contacter Kasavubu, et lui annoncer que les Baluba venaient de retirer leur confiance à Lumumba.

C'est le taciturne Antoine Gizenga qui trancha :

— Je crois que M. Sendwe a en partie raison, je constate, camarade Lumumba, que vous perdez du temps à parlementer avec l'Occident. Formez une équipe de quelques personnes révolutionnaires et prenons le risque de nous présenter au parlement. Nous y avons déjà la majorité.

Entre temps, les attaques amorcées à Bruxelles prenaient corps à Elisabethville, ainsi que celles d'Afrique du Sud au Katanga.

Lumumba au pouvoir

C'était la croisade du capitalisme international, qui livrait un combat sans merci au centre de l'Afrique noire. Marvell disait que les procédés qui ont permis de prendre le pouvoir, doivent permettre de le garder.

Qui a torpillé le plan d'un gouvernement Lumumba-Tshombe ?

Pendant que Lumumba mettait au point son gouvernement, M. Schoeller, gouverneur du Katanga, adressa un télégramme au roi, demandant la convocation d'une séance extraordinaire en vue d'amender la foi fondamentale, et de permettre à la Conakat, parti de M. Tshombe, de former un gouvernement homogène.

Le même jour, M. Auguste de Schryver annonçait le vote de l'amendement proposé, à la Chambre la proposition a obtenu 98 voix (catholiques et libéraux) contre 5 voix communistes et 66 abstentions (socialistes), et au Sénat avec 66 voix pour (catholiques-libéraux) et 33 voix (socialistes) d'abstention.

Le nouveau texte, qui entrerait en vigueur à partir du lendemain, 16 juin prévoyait que : « Si après deux réunions consécutives de l'Assemblée, la présence des deux tiers des membres qui la composent n'a pu être obtenue lors du vote, l'assemblée peut valablement se prononcer, pour autant que la majorité des membres soit présente. »

D'autre part M. Scheerlinck, fonctionnaire de la Sûreté, était en mission auprès du gouvernement belge, des Etats-Unis, de l'Angleterre et du Portugal, pour demander que ces pays reconnaissent l'indépendance du Katanga aussitôt que proclamée.

Sur place, à Elisabethville, se trouvait une délégation officielle belge dirigée par le comte d'Aspremont-Lynden, haute personnalité jouissant de la confiance du Palais et du ministre des Affaires étrangères, M. Pierre Wigny. L'affaire avait des fondements graves, écrivit plus tard M. Ganshof van der

Meersch, témoin intéressé par ces questions. Elle répondait à un esprit assez répandu au Katanga...

L'opération devait invoquer comme motif le danger « Lumumba-Communiste ». A ce moment, selon les rapports de la Sûreté, il y avait à Elisabethville « une excitation des leaders Conakat, attisée par les Conseillers Européens. Parmi ceux-ci MM. Rosy, ancien secrétaire provincial, l'avocat Rubbens, l'avocat Belina-Podgaetsky et bien d'autres ».

Cependant les Baluba et les Bakongo, auxquels Lumumba avait offert un portefeuille, se refusèrent lorsqu'ils apprirent qu'un voisin d'une tribu opposée faisait partie de l'équipe.

Témoin de tous ces événements, je puis réaffirmer n'avoir jamais vu, entre nous, Congolais, d'autres problèmes de divisions que la tribu, le clan, la famille. Seulement Lumumba se heurtera à une haine ignoble du clergé européen, et au capitalisme colonial. Lorsque M. Tshombe annonça à son conseiller, l'avocat Belina-Podgaetsky qu'il était prêt à devenir Ministre des Affaires économiques de Lumumba, celui-ci reprit à son compte, mais pour défendre des idées opposées, l'expression de Vaillant à Millerand : « Cela me paraît si odieux, si ignoble, que je n'y puis croire. »

☆☆☆

Ganshof van der Meersch et Lumumba.

Voyant la liste des noms du gouvernement, le ministre Ganshof douta de son authenticité et dit à Lumumba :

— Etes-vous certain de l'adhésion des hommes figurant sur votre liste ?

Lumumba répondit :

— Bien sûr que oui.

M. GANSHOF VAN DER MEERSCHT : Pourtant, hier j'ai reçu une délégation de six membres du P.S.A., laquelle comprenait MM. Gizenga et Kamitatu qui figurent sur votre liste, les membres de cette délégation m'ont dit formellement qu'ils n'étaient pas engagés vis-à-vis de vous. D'autre part, je trouve que quand vous parlez du P.S.A. vous ne tenez pas compte qu'il existe deux fractions : le P.S.A.-Gizenga et le P.S.A.-Kamitatu.

M. LUMUMBA : C'est exact, il existe deux tendances P.S.A. Mais, il n'y a pas deux partis P.S.A. En plus les deux fractions sont représentées au sein de mon gouvernement, par MM. Gizenga, Kamitatu et Pierre Mulele.

Le Ministre Ganshof fut convaincu de la sincérité de Lumumba, mais il avait des ordres de son gouvernement. Alors les discussions devinrent orageuses.

M. GANSHOF : Comment se fait-il que vous fassiez figurer M. Tshombe dans votre gouvernement, alors qu'il vient d'être élu Président Provincial du Katanga ?

M. LUMUMBA : Mais enfin, Monsieur le Ministre, dites-moi ce que vous voulez. Dites-moi quel est le but de la politique belge au Congo ? Dites-moi où vous voulez conduire le Congo ? Si elle veut balkaniser le Congo, la Belgique ne réussira pas.

M. GANSHOF : Tout cela, c'est de la poésie. C'est votre propre opinion. Ici, nous discutons sur la liste que vous me présentez.

Et calmement, sans doute séduit aussi par l'esprit candide de Lumumba, il ajouta :

— Comprenez-moi, M. Lumumba, si tout dépendait de moi, vous seriez depuis longtemps Premier Ministre de votre pays, j'ai des comptes à rendre envers mon pays, et à mon gouvernement. Sincèrement la Conakat, et M. Tshombe lui-même, ne sont pas d'accord avec vous. Je vous rappelle que votre mission d'information était liée à une formule

de large union nationale et que c'était là l'objet de ses investigations. Les éléments recueillis aujourd'hui révèlent l'échec de sa mission, ce qui m'a amené à charger une autre personnalité d'une mission.

Ces paroles à peine prononcées, M. Ganshof assista à des éclats de colère, mêlés d'une subtile courtoisie.

M. LUMUMBA : Votre attitude envers moi n'est pas la vôtre. C'est la Belgique qui manifeste sa volonté de maintenir un état de dépendance pour le Congo. C'est le Roi Baudouin qui veut reconstituer des empires que la Reine Victoria n'a pas réussi à conserver. Ce sont tous les Belges de Bruxelles, qui manœuvrent contre moi.

M. GANSHOF : M. Lumumba, vous avez d'excellentes idées, et rien ne justifie le fait de porter des accusations si graves contre le Roi et contre l'ensemble belge...

M. LUMUMBA : M. le Ministre, dites-nous au nom de quel principe vous comptez priver les Nationalistes du pouvoir ? C'est vous qui nous avez donné l'indépendance, si vous vous épouvantez aujourd'hui, c'est une lâcheté.

M. GANSHOF : Beaucoup de Congolais ont peur d'un gouvernement qui serait présidé par vous. Ils ont peur de la dictature.

M. LUMUMBA : Oui, j'entends souvent Congolais et Belges crier « à bas la dictature », comme s'il s'agissait d'un Robespierre Congolais, ou d'un 9 Thermidor équatorial, mais enfin, nous ne sommes plus aux XVIII^e siècle. Et puis, nous ne sommes pas en France.

M. GANSHOF : Il y a bien d'autres formes de dictatures modernes.

LUMUMBA : Eh, bien, la dictature des autres pays étrangers attend-on, que je la fasse au Congo ? Avec moi, pas de dictature, ni pour l'un, ni pour l'autre. Pas de liens, pas d'attaches, et surtout pas d'engagements, croyez-moi nous sommes jaloux

de notre liberté, plutôt mourir dans la misère que de l'hypothéquer à quelqu'un.

Au cours du reste de sa vie, Patrice Lumumba répétera le même langage.

M. Ganshof le calma, en disant :

— Rien n'est fini, ce n'est qu'un au revoir...

☆☆☆

La peur de Ralph Bunch.

Lumumba quitta le bureau du ministre et rentra chez lui escorté par des jeunes enthousiastes, scandant :

— A bas le néo-colonialisme, à bas les manœuvres du Palais, vive la République des Nationalistes...

Chez lui, boulevard Albert I^{er}, Lumumba tint une importante conférence de presse :

— On a donné à Lumumba une mission d'information pour sauver la face.

Kasavubu ne peut constituer un gouvernement d'union nationale, parce qu'il ne dispose pas de la majorité dans le pays.

A un journaliste lui demandant ce qu'il ferait dans l'immediat, Lumumba répondit :

— Dès à présent, le M.N.C. ne siègera plus au parlement. Ensuite, nous allons constituer un gouvernement homogène nationaliste. La Belgique est en train de préparer l'éclatement du Congo, et il ne faut pas que les Nationalistes soient pris au dépourvu. Mon parti, et de même le P.S.A., le C.E.R.E.A. et la Balubakat ont refusé de participer à un gouvernement autre que celui présidé par moi.

Et M. Mpolo ajouta :

— Nous allons, dès demain, proclamer l'indépendance et former notre gouvernement.

Lumumba se tourna vers lui, et lui parla dans l'oreille :

— Il y a des choses qu'on ne dit pas aux journalistes ; et puis n'oubliez pas que ce que je dis n'est qu'une simple menace.

Lui-même reprit la parole, et précisa :

— On verra si le peuple va suivre le gouvernement fantoche de M. Kasavubu. Vous allez voir, le ministre Ganshof et le gouvernement de Bruxelles finira par choisir, ou la paix du peuple congolais, ou la guerre. Ce sont des événements riches en histoire qui se déroulent aujourd'hui.

Les pays Occidentaux accrédités à Léopoldville n'étaient pas contents des petits jeux de Bruxelles. Tous, sauf l'ambassadeur d'Israël, considéraient que seul Lumumba était en mesure de réunir autour de lui une équipe capable de diriger le pays. Ganshof van der Meercht, confirmait aussi cette thèse : « Les membres de l'O.T.A.N., spécialement les U.S.A. voyaient en Lumumba le seul capable de faire régner l'ordre, et de s'imposer demain au Congo. Ils étaient tous inquiets de la désignation de M. Kasavubu. »

Les Conseils des Etats-Unis et de Grande-Bretagne entreprirent des démarches pour que Lumumba soit désigné à nouveau pour former le gouvernement. Ce ne fut pas le cas du Dr Ralph Bunch, homme de couleur américain, représentant de M. Dag Hammarskjöld, qui dit « Cela fait peur. Il a beaucoup de points communs avec M. Malcolm X. » Quant au représentant du Ghana, M. Djinn, il reçut aussitôt un message du président N'Krumah qui lui recommandait de rapprocher MM. Lumumba et Kasavubu. Dans ce message, le président N'Krumah conseillait à Lumumba de céder la présidence de la République à son collègue Joseph Kasavubu.

C'est avec l'intention de rapprocher les deux hommes, que

se réunit à Addis-Abéba, la Conférence des Etats Africains. L'empereur Haïlé Sélassié s'adressant à Lumumba et aux autres formations congolaises, dit :

« A la veille de l'indépendance du Congo, nous voudrions adresser un appel urgent et personnel à tous les chefs politiques du nouvel Etat pour que ceux-ci, conscients des lourdes responsabilités qui sont les leurs, et de la haute cause de l'indépendance du Congo et des autres pays et peuples africains qui luttent encore pour l'indépendance, suppriment en ce moment toutes disputes et tous différends, s'unissent en un effort commun afin d'établir un gouvernement solide et unifié pour lancer le nouvel Etat indépendant du Congo sur le chemin de son haut destin.

« Notre profonde amitié envers le peuple du Congo, ainsi que notre lutte pour la défense de la liberté africaine, nous mène à adresser à chacun de vous ce pressant appel. »



Lumumba et Mulele.

Le samedi 10 juin 1960, Kasavubu se heurte déjà à des difficultés. A 17 heures chez O.K. Bar, propriété de M. Cassien, place Ruwet, au coin de l'avenue de Prince-Baudoin, eut lieu une importante conférence de presse où assistaient les partis du Cartel de gauche.

Lumumba y était en vedette. Il avait à côté de lui Pierre Mulele, futur dirigeant du premier mouvement insurrectionnel armé au Congo. Pierre Mulele est né en 1929 à Kulu-Matenda, dans la province de Kwilu. Il fit ses études au Collège des Jésuites à Kikwit. Après ses études, il est engagé à l'Administration au service des Travaux publics.

En 1959, il fonda le P.S.A. (Parti Solidaire africain). Elu secrétaire général, il remplit d'importantes missions. Ses fonctions de secrétaire du parti, le conduisirent à visiter et à séjourner en Guinée, au Ghana, en R.A.U. et au Maroc entre les années 1959-1960.

En janvier 1960, Mulele dirigea la délégation du P.S.A. à la Conférence de la Table ronde à Bruxelles. Six mois plus tard, il est élu député par 3.590 voix dans la circonscription de Kikwit.

Mulele est un organisateur, un tacticien et très bon temporeur. Il parle rarement de lui. Il se méfie de la publicité et dévoile rarement ses projets. Pessimiste par nature, ses analyses sont dénouées de toutes passions ou d'optimisme exagéré, comme on le constatait chez Lumumba. Plus que tout autre Congolais, Pierre Mulele est un anti-clérical déclaré, opposé à toutes formes de croyances.

Lumumba aurait aimé posséder son intransigeance, et son sectarisme, et, se rendant compte de ses qualités, il lui confia le ministère de l'Éducation nationale.

Devenu Ministre de l'Éducation, Mulele proposa un programme hardi : nationalisation de l'Université catholique de Lovanium ; gratuité de l'enseignement primaire et secondaire. Alors que Mgr Gillon venait lui exposer les doléances de l'Université, Mulele le reçut debout, en refusant de lui serrer la main qu'il lui avait tendue.

☆☆☆

Adoula contre Lumumba et Kasavubu.

Le dimanche 19 juin, M. Kasavubu consacre la matinée à composer son ministère. A dix heures, je rencontre Cyrille

Adoula dans les couloirs des bureaux administratifs. Kasavubu venait de lui offrir le portefeuille des Affaires étrangères. Mais il l'avait décliné. Adoula est incontestablement l'un des rares Congolais qui possèdent une vraie formation politique. Il est aussi l'un des plus intelligents. Il sait par cœur l'histoire du socialisme européen. Adoula a l'astuce d'Aristide Briand et l'expression brutale de Paul-Henri Spaack son meilleur admirateur.

D'un ton désabusé, Adoula me dit :

— Alors, après Léopold II, Lumumba et Kasavubu nous cochonnent le Congo ! Ah, mon camarade, si vous saviez comment ils sont ambitieux ! Ils n'ont pas de programme. Ils ne toucheront pas aux privilèges de l'U.M.H.K., ni ne songeront à la nationalisation d'Inga.

Je lui demandai pourquoi il avait décliné le ministère que offrait Kasavubu.

Il me répondit :

— Je n'ai pas à partager le pouvoir avec les gens qui ne peuvent être que l'instrument de l'oppression nationale.

Adoula a posé sa candidature dès ce jour, et tout ce qu'il fera sera de lutter contre tout homme au pouvoir pour le remplacer. De tous les opposants à Lumumba, Adoula sera sans doute le plus intelligent, et le plus déterminé.

☆☆☆

L'échec de Kasavubu.

A 13 heures, M. Joseph Kasavubu fait une conférence de presse annonçant la formation de son gouvernement. Les journalistes lui posent des questions et voici comment cet homme mystique et traditionaliste répond :

LES JOURNALISTES : Avez-vous rencontré M. Lumumba ?

KASAVUBU : Lumumba n'a pas répondu à ma demande.

LES JOURNALISTES : Et le M.N.C.-Lumumba ?

KASAVUBU : Nous avons l'espoir qu'il collaborera avec nous.

LES JOURNALISTES : Que feriez-vous au cas où Lumumba pour sa part constituerait son gouvernement, et s'il le présentait au parlement ?

KASAVUBU : Je ne sais si cette hypothèse se réalisera.

LES JOURNALISTES : Et si cette hypothèse se réalise ?

KASAVUBU : Proposez-moi une solution.

M. Kasavubu était de toute façon inquiet, car Lumumba pouvait former un gouvernement, sans avoir été au préalable désigné par le roi.

Le gouvernement belge suivait attentivement les événements qui se passaient au Congo. Ceci, pour la simple raison qu'à la Table Ronde il avait été prévu que faute d'une personnalité congolaise réunissant une large union nationale, le parlement pouvait faire appel au roi Baudouin. En prévision de ces perspectives, le terme « président de la République » qui devait figurer dans la loi fondamentale fut omis et remplacé par celui de « Chef de l'Etat ». Le roi Baudouin avait l'espoir qu'on lui reconnaisse les anciennes vertus des grandes monarchies européennes. Il voulait faire ressusciter ce qui avait disparu en Europe avec la Reine Victoria d'Angleterre, et que le Tsar de Russie avait perdu lors du dimanche rouge de Saint-Pétersbourg.

A 15 heures, M. Gizenga et moi, en présence de M. Lumumba, annoncions que nos partis étaient solidaires du M.N.C.-Lumumba. Une heure plus tard, MM. Sendwe et Mwamba faisaient de même. Le Palais venait de subir un échec, mais n'avait pas perdu la bataille. Car l'alliance ban-

caire-cléricale était un instrument aux mains de la contre-révolution, qui essayait de persuader la Belgique entière, et l'Europe, que sans les Tshombe, les Kasavubu, et les Ileo tous les Blancs seraient perdus et livrés comme un butin à la convoitise des sous-alimentés.

Le lendemain matin 20 juin, M. Cornélis me prie de trouver une solution de compromis entre Lumumba et Kasavubu. Je lui dis que la seule solution est de désigner Lumumba pour former le gouvernement.

Le 20, au nom du Cartel de Gauche, Lumumba, Gizenga et moi, organisons une grande réunion d'information. L'honneur d'ouvrir la séance me revient. Et c'est ainsi que je conclus : « Notre parti ne participera pas à un gouvernement présidé par M. Kasavubu. Nous lui avons demandé trois portefeuilles : la Défense nationale, l'Information et l'Intérieur. M. Kasavubu nous a accordé le ministère des Travaux publics alors que le C.E.R.E.A. ne possède pas un polytechnicien. » (1)

M. Gizenga à son tour dit : « J'ai délégué Pierre Mulele auprès de Kasavubu, pour prendre contact avec lui, à titre d'information. M. Kasavubu a refusé de le recevoir et a préféré MM. Kamitatu et Kimvay, dans le but de diviser mon parti, le P.S.A. Mon parti n'a jamais accepté de participer à un gouvernement présidé par M. Kasavubu. »

Et M. Lumumba, dans une joute oratoire passionnelle, de conclure : « Le gouvernement Kasavubu, s'il est constitué, je le déclare déjà un gouvernement fantoche. Il est dirigé contre le peuple congolais. Les dirigeants du Cartel de Gauche sont assez courageux pour reconnaître que, lorsqu'on a perdu aux

(1) En réalité, ces exigences qu'aucun informateur ne pouvait accepter, nous les avons posées de commun accord avec Lumumba, pour mettre Kasavubu dans l'embarras.

élections, on doit en supporter les conséquences. Nous ne sommes pas responsables de notre victoire, c'est le peuple congolais tout entier qui a condamné un siècle d'humiliation, d'oppression et de domination. Il est insupportable qu'après semblables efforts une nation de quinze millions d'habitants soit continuellement déshonorée et humiliée.

« Cette fois-ci, cette époque est révolue. Nous, les membres du M.N.C., du C.E.R.E.A., P.S.A. et Balubakat nous ne signerons jamais dans notre vie, un contrat, avec quiconque, qui perdra la liberté et l'indépendance de notre pays. Nous maintiendrons cette attitude, même si elle doit entraîner notre ruine. »

Prophétisant ce qui allait arriver, il conclut :

« Cette politique de balkanisation poursuivie par le gouvernement belge au Congo fera bien assez de victimes parmi les Européens et les Congolais. »

☆☆☆

Les débuts parlementaires.

Le 21 juin, coup décisif dans cette bataille : à onze heures, la Chambre des représentants élit M. Joseph Kasongo membre du cartel de gauche, par 74 voix, comme président de la Chambre. M. Bolikango, candidat du bloc de droite, n'a obtenu que 58 voix. Le bureau de la Chambre est composé de MM. Mulundu (P.S.A.), Midiburo (C.E.R.E.A.), Ambroise Iba (P.S.A.), Alphonse Kambale (C.E.R.E.A.), Etienne Kihuyu (M.N.C.) et Mukalai (Balubakat).

Après les votes, M. Lumumba en costume sombre très soigné, chevelure bien peignée et traversée d'une raie, me fait venir vers lui. Il me demande de prendre la parole : « Je sais bien, dit-il, qu'avec votre aisance de persuasion, vous n'aurez pas de difficultés à faire applaudir mon nom. »

Cette mission, je l'accomplis efficacement, et dès ce jour même jusqu'à la fin de la première législature, je suis le meilleur peintre des fresques, tout en n'étant pas un artiste. Volontiers, je monte à la tribune. Le président m'appelle : M. Kashamura, vous avez la parole :

— La chambre vient de voter progressiste. Le gouvernement belge doit en tirer les conséquences politiques. Après ce résultat, un gouvernement à direction réactionnaire est inconcevable. Au nom du parlement, nous exigeons qu'une personnalité incontestée forme le gouvernement. Je parle de Patrice Lumumba, grand homme de notre révolution (*applaudissements*). Il faut envoyer un télégramme au roi pour lui demander de désigner ce grand homme... (*applaudissements*).

M. MPOLO assis à côté de Lumumba, de son banc s'adresse à moi et crie : « Proposez-nous le télégramme. »

M. KASHAMURA : voici le texte : « Chambre représentant Congo demande roi Baudouin désigner formateur gouvernement suivant vœu exprimé par élection bureau Chambre stop hommage. »

M. Lumumba monte à la tribune et déclare se rallier entièrement aux suggestions de M. Kashamura.

M. LUMUMBA : La procédure utilisée par le ministre Ganahof van der Meercht est incompatible avec la démocratie. Si les manœuvres et l'obstruction persistent, nous formerons notre propre gouvernement et le présenterons à la Chambre...

(Lorsqu'il eut terminé son discours, l'auditoire le salua d'applaudissements et de cris, *Uhuru, Uhuru...*)

M. Bomboko demande la parole. A la tribune, il réfute les arguments de Lumumba.

M. BOMBOKO : La loi fondamentale prévoit la procédure pour la formation du gouvernement. Agir autrement serait violer la constitution, ce serait porter atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Le ministre Ganshof peut ordonner d'arrêter les promoteurs. Et puis, Messieurs, les honorables représentants du peuple ne doivent pas se mêler de ce qui ne les regarde pas. Les affaires de formation du gouvernement, paraphrasant ainsi Catherine de Russie, ne concernent que les hautes autorités.

Lumumba monte encore à la tribune, il n'est pas encore un orateur comparable à Clemenceau pour le style, ni à Jean Jaurès pour la profondeur intellectuelle, mais il a le don de savoir dominer un adversaire, de retourner un auditoire hostile, de l'exalter et d'atteindre au paroxysme de l'émotion des foules. Se tournant vers Bomboko, il dit :

« Le peuple est supérieur à tout pouvoir. Les décisions prises par ses représentants au Parlement sont irrévocables. »

Bomboko subit les coups, il a déjà un regard en recul, lorsque Lumumba le dévisage, élégant et tout souriant, il dit :

« Votre politique réactionnaire, c'est la négation de tous les progrès qui ont déterminé notre histoire. C'est la négation de notre indépendance, c'est la trahison de quatre-vingts ans de lutte du peuple congolais. » (*Applaudissements*).

☆ ☆ ☆

Lumumba sollicite l'investiture.

La déclaration de Patrice Lumumba fut courte, mais il exposait de façon cohérente ses idées et son programme :

« En ce moment historique, qu'il me soit permis de rappeler la longue et douloureuse lutte que tous les Congolais, unis dans un même clan de libération, ont menée jusqu'à son victorieux dénouement. Nous nous sommes trouvés unanimes, épaule contre épaule, dans notre opposition à un régime politique qui, à un certain moment, méconnaissait le courant de l'histoire. Nous nous sommes trouvés unanimes dès nos premiers combats contre le colonialisme. Nous nous sommes trouvés unanimes à pleurer nos frères morts. Nous nous sommes trouvés unanimes et alliés à la Table ronde, au sein du front commun. Aujourd'hui dans la victoire, dans le triomphe, nous nous retrouvons alliés et unanimes.

« Le peuple entier s'en félicite.

« Le gouvernement auquel vous allez donner vos suffrages est un gouvernement honnête, loyal, fort, populaire qui représente l'ensemble de la Nation, choisi par vous-mêmes pour servir les intérêts de la Patrie. Tous les membres de mon équipe et moi-même nous nous engageons formellement à ce que ce gouvernement du peuple soit soutenu par le peuple et pour le peuple.

« Fort de cet appui populaire, ce gouvernement aura pour souci de maintenir intacte, envers et contre tout, l'intégrité du territoire et la nation dans son unité. Toutefois il envisage d'une manière réaliste les aménagements nécessaires qu'imposent l'étendue du territoire et sa grande diversité.

« Les divisions administratives de l'ancien régime doivent pouvoir être modifiées suivant une procédure légale de manière

à ce que chaque citoyen trouve le bonheur au milieu des siens.

« Ce gouvernement aura pour souci de faire régner l'ordre, sans faiblesse, partout dans le pays, mais dans l'accomplissement de cette mission, il respectera toujours comme un bien sacré les droits de l'Homme et du Citoyen.

« Ce gouvernement s'imposera comme premier devoir de conduire les masses populaires sur les voies de la justice sociale, du bien-être et du progrès, avec le souci d'éviter les aventures qui amènent les catastrophes que nous voulons éviter à notre peuple. Nous ne désirons plus connaître de nouvelles formes de dictature.

« Ce gouvernement, avec tous les pays étrangers, entretiendra des relations amicales, mais il ne succombera pas à la tentation de facilité de s'intégrer dans l'un ou l'autre bloc qui se partage actuellement le monde. Mais il n'hésitera pas à prendre sur le plan international et spécialement sur le plan africain le parti d'une cause noble et juste. »

Le discours même de Lumumba ne fut pas attaqué par ses opposants. Aucun de ceux-ci, parmi les vingt-sept orateurs inscrits, ne souleva d'objection politique. Les revendications se bornent à des questions d'intérêt immédiat et personnel. Certains se réclament de leurs tribus. Pour n'en citer que quelques-uns, référons-nous au compte rendu de la Chambre du 23 juin 1960.

ALBERT NYEMBO : Estime que son parti est lésé dans la répartition des portefeuilles ministériels, c'est pourquoi la Conakat votera contre le gouvernement.

F. MOPIPI : Exige que sa région du Maniema soit représentée au gouvernement, sinon il votera contre.

A. KALONDJI : Je ne comprends pas que dans la province du Kasai les intérêts de mon parti soient foulés au pied avec une

désinvolture on ne peut plus impardonnable ; on brime la majorité d'hier et l'on forme un gouvernement anti-baluba, anti-bashokwe. Je donnerai ordre à toutes ces tribus brimées de refuser de rendre service à un gouvernement anti-démocratique. Nous formerons une province souveraine qui aura son siège à Bakwanga.

☆ ☆ ☆

Difficultés au sein du gouvernement.

Du côté gouvernemental, les choses ne s'engageaient pas non plus avec sérieux. Lumumba lui-même n'avait ni conseiller, ni parti politique. Quelques conseillers étrangers : Duvivier, Serge Michel, Madame Blouin, dont les connaissances étaient discutables et qui ne possédaient pas les qualités voulues pour mériter le titre de conseillers du « Premier ministre », se conduisaient avec dédain envers le Noir, et sans égards même envers Lumumba. Seule sa secrétaire M^{me} Maryse Perin faisait son travail avec aisance. Ils assistaient aux événements, comme les spectateurs qui, à Madrid, admirent les courses de taureaux.

Le président Sékou Touré avait envoyé une mission sur place, dirigée par Tibou Tounkarra ; ce dernier a fait de son mieux. Mais je me demande, et demain les historiens ne manqueront pas de le préciser, si plutôt le chef de l'Etat de Guinée ne prévoyait pas d'atteindre à travers le candide Lumumba ce qui convenait à son propre pouvoir. En tout cas, la diplomatie guinéenne était parvenue à une chose : empêcher Lumumba de contacter de Gaulle, c'est-à-dire maintenir le Congo dans un isolement qui, dans l'immédiat, profiterait à la Guinée.

Quant au fonctionnement des ministères, en dehors du cabinet Lumumba, des ministères des Affaires étrangères, de la Jeunesse, de l'Éducation nationale et de l'Information, peu d'autres ont fonctionné, à cause du manque de techniciens ou du sabotage des Belges. Dans certains bureaux, les Belges avant de partir brûlaient les dossiers, ou partaient avec les clefs.

En outre les querelles personnelles, religieuses et surtout tribales, paralysaient le bon fonctionnement du gouvernement.

Lumumba était certes à gauche, mais il n'était ni communiste, ni socialiste. Or, les règles communistes exigent que pour avoir leur aide, il faut au moins avoir des affinités idéologiques communes. Pourtant, il avait une passion à la fois pour les régimes aussi contradictoires que ceux de N'Krumah, Nasser et Sékou Touré. Mais mieux qualifié pour juger de cette adhésion, on se rendait compte que Lumumba approuvait les conséquences du pouvoir personnel, et même la nationalisation au sens patriotique du mot, mais n'était pas partisan d'une révolution socialiste. Il était trop attaché à la liberté, et n'admettait aucun compromis avec ce qui tend à déposséder le peuple, et l'homme, de sa liberté...

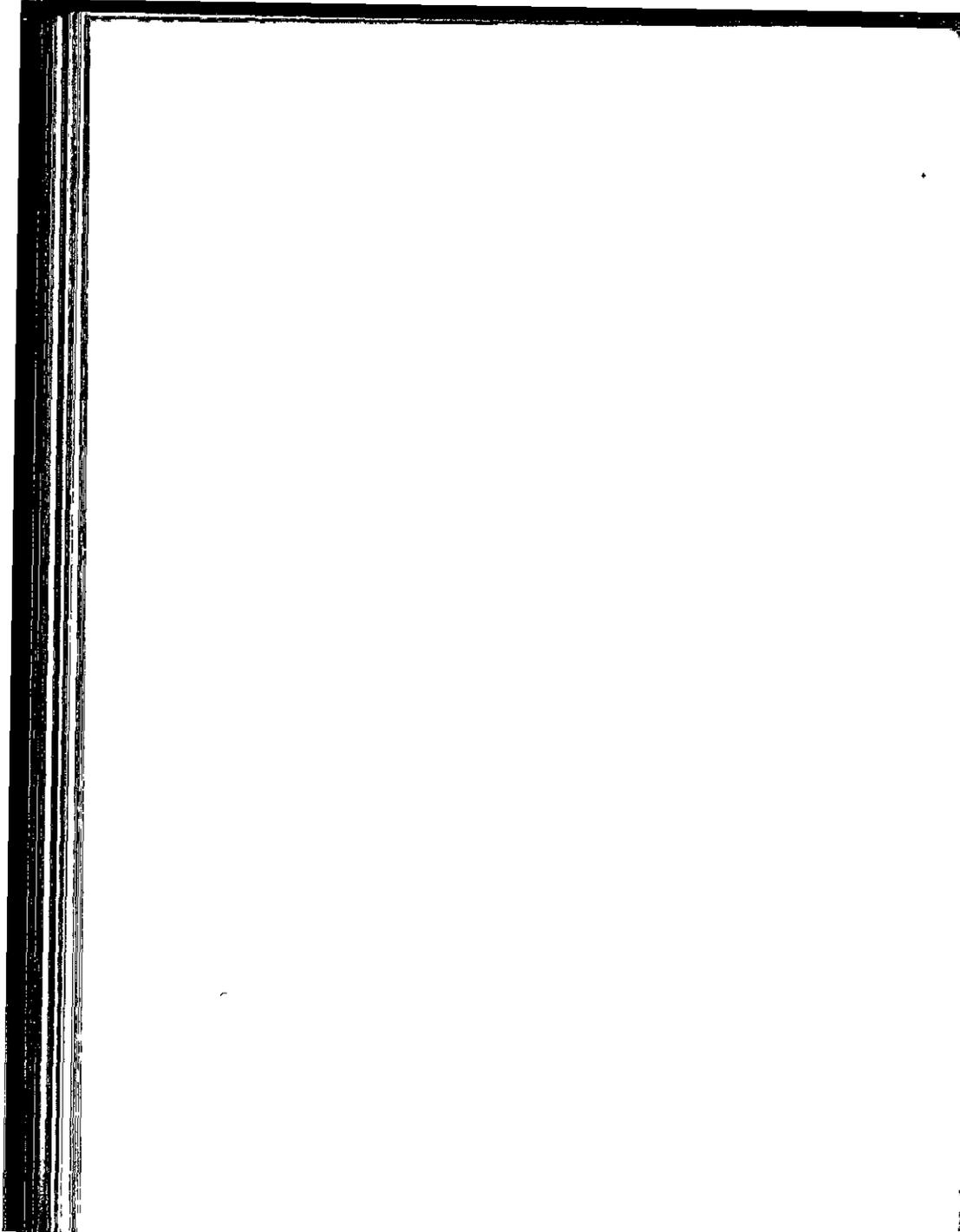
Mais, par contre, les membres du P.S.A., surtout Mulele, Gizenga et Masena, bien que non-affiliés au parti communiste, ne s'en distinguaient pas beaucoup, sur le plan de la réforme agraire par exemple. Dans certains cas, ils étaient plus exaltés que Lumumba.

Ceux du C.E.R.E.A. (MM. Bisukiro, Alexandre Mahamba, Rudahindwa et moi) était à gauche de Lumumba. Très marqués par une culture chrétienne, ils avaient des tempéraments réservés, comme les hommes des montagnes ; leurs attitudes surprenantes et leurs actes calculés, gênaient un homme d'action rapide comme Patrice Lumumba.

Les ministres du groupe modéré (MM. Bomboko, Delvaux, Mobutu, Bolya) avaient accepté de participer au gouvernement, suivant les consignes données à Bruxelles : nous ranger, paralyser toute initiative progressiste, et ensuite trahir.

Certains, tout en le combattant, s'accrochaient à Lumumba parce qu'ils avaient des oppositions tribales avec Kasavubu ou Kalondji, tels par exemple : T. Kanza, J. Mbuyi et J. Lumbala. C'est dans cet entourage et dans cette atmosphère que Lumumba s'apprêtait à gouverner.

A vrai dire, Lumumba était un homme seul.



4

Les premiers jours de l'Indépendance

« Certains ont été épouvantés d'avoir approché le diable en personne, mais d'autres en ont été fiers toute leur vie. »

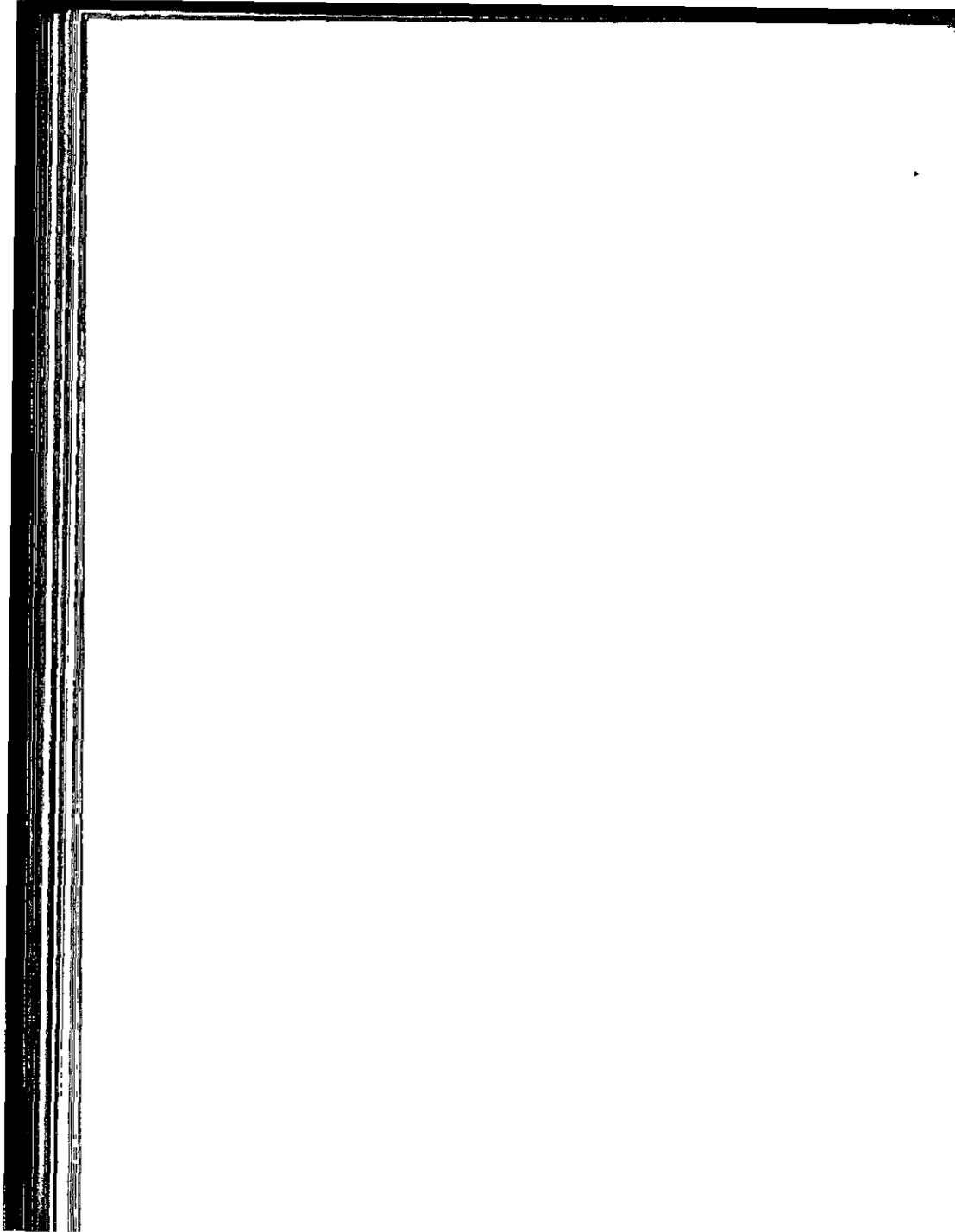
MARCELLE AUCLAIR.

« En fait, notre politique belge répondait à la fois à un fond de lâcheté (obsession de la guerre d'Algérie) et à un calcul assez machiavélique... De Schryver, le Ministre belge responsable, a octroyé l'indépendance tout de suite, mais il n'a pas opéré aucune des réformes préconisées par M. Van Bilsen.

« La raison en est qu'il n'a jamais entendu accorder aux Congolais qu'une indépendance purement fictive et nominale.

« Les milieux financiers ont cru fermement — car nos milieux politiques surtout ont été naïfs — qu'il suffirait de donner à quelques leaders noirs des titres de ministres ou de parlementaires, des grands cordons, des autos de luxe, de gros traitements, des maisons somptueuses dans la cité européenne, pour arrêter définitivement le mouvement de l'émancipation qui menaçait leurs intérêts. »

M. STAELENS.



Le traité d'amitié avec la Belgique.

Le 29 juin, MM. Patrice Lumumba, Premier Ministre, Justin Bomboko, Ministre des Affaires étrangères pour le Congo, et MM. Gaston Eykens, Premier Ministre, Pierre Wigny, Ministre des Affaires étrangères, et Auguste de Schryver, Ministre des Affaires africaines pour la Belgique, signent le « traité d'amitié, d'assistance et de coopération entre le Congo et la Belgique ». Assistent la cérémonie à titre de témoins : MM. Gizenga, Vice-Premier Ministre, Albert Delvaux, Ministre délégué en Belgique, Anicet Kashamura, Ministre de l'Information pour le Congo ; MM. Lilar, Vice-Premier Ministre, Albert de Vleeschauwers, Ministre de l'Agriculture, M. Lefèbvre, Ministre de l'Intérieur, Pierre Harmel, Ministre des Affaires Culturelles pour la Belgique.

Le traité d'amitié est un document de douze cents mots et d'environ une page.

Sur les douze articles, deux seulement sont marquants :

« Le gouvernement belge mettra à la disposition et sous l'autorité du gouvernement congolais, dans les conditions arrêtées de commun accord, un personnel dans les domaines administratif, judiciaire, militaire, culturel, scientifique et scolaire (art. 2).

« En vue d'assurer la représentation du Congo et la protection des ressortissants et des intérêts congolais à l'étranger, le gouvernement belge collaborera avec le gouvernement

congolais, pour assurer la représentation du Congo là où le gouvernement congolais le souhaite (art. 3). »

Dans quelles conditions a été signé le traité d'amitié ?

Le parlement belge avait voté un budget, qui ne concernait que le premier semestre de l'année. Budget dont les recettes s'élevaient à 14.353 millions (F. B.), et de 17.103 francs de dépenses.

Donc, dès les premiers jours de l'indépendance, nous nous trouvons en présence de difficultés financières impossibles à résoudre. Les dépenses publiques sont encore plus grevées en raison des frais qu'occasionnent la mise en place des institutions parlementaires de type fédéral. Les traitements des ministres, des hauts fonctionnaires, et des parlementaires s'accroissent jusqu'à représenter 50 % des dépenses publiques, sans qu'il y ait moyen d'équilibrer le budget. Devant cette situation, Lumumba devait signer le traité d'assistance financière, car le repousser ferait courir à l'aventure. Ni les Etats-Unis, ni l'U.R.S.S., ni la Chine ne nous ont proposé une aide ou une assistance quelconque. *Nous avons l'impression d'affronter l'indifférence générale de l'homme Blanc et Jaune, par-delà même les idéologies.* Ce sentiment ne s'effacera jamais du cœur de Patrice.

Il n'y avait que le Ghana, la R.A.U., la Tunisie, la Guinée et le Maroc qui avaient promis à Lumumba une aide. Mais de telles promesses avaient-elles quelque chose de sérieux ? Prenons le cas du Maroc. Ne peut-on se rendre compte qu'un pays sans techniciens ni cadres avait fait du chantage et abusé la bonne foi de Lumumba, en déclarant : « Tout ce qui vous concerne nous concerne également ; vous pouvez compter sur nous pour vous aider à consolider votre indépendance et préserver votre unité. Le Maroc est à vos côtés et met à votre disposition les enseignements de son expérience, ainsi que ses

moyens d'action diplomatiques, militaires et techniques pour vous aider à vaincre vos difficultés actuelles. Vous êtes du côté du droit et de la justice qui finissent toujours par triompher. » (1)

☆☆☆

Le jour de notre Libération.

Bien qu'ayant des pressentiments, le 30 juin, Lumumba ne s'attendait pas à des désordres.

M. Pierre Devos, correspondant belge du journal *Le Monde*, l'avait pourtant informé de ce qui se tramait à Bruxelles. D'autres, comme J. Van Lierde, Ceulemans, et M^e Marrès, lui annonçaient régulièrement ce qui se tramait contre lui et le degré de la haine soulevée en Belgique contre les nationalistes, progressistes suspects de communisme. Certains coloniaux avaient une présomption dédaigneuse à l'égard des Noirs et d'autres pour des raisons de profits matériels en redoutaient l'aventure.

Si, pour Lumumba, le jour de l'indépendance est l'occasion d'une démonstration de la puissance nationale, ainsi que l'exaltation populaire des sentiments nationaux, les Belges au contraire se disent qu'il faut donner aux Congolais une leçon dont ils se souviendront toujours, et pensent qu'il est indispensable de profiter d'une indépendance apparente pour recoloniser le Congo.

Le discours de Lumumba est pris déjà comme un prétexte. Pourtant, à analyser les circonstances, on peut affirmer que si

(1) Déclaration du gouvernement marocain, après les entretiens Lumumba-Mohammed V.

le roi Baudouin n'avait pas prononcé un discours dans lequel nous relevons les termes les plus paternalistes, Lumumba n'aurait pas eu besoin de recourir à un langage qui a été franc, mais qui n'avait pas lieu d'être invoqué ce jour-là.

Voilà, en tout cas, comment a commencé la scène :

Au cours de sa séance du 31 mai 1960, le Collège exécutif général avait décidé d'inviter le Roi à la fête de l'indépendance. Le procès-verbal de la réunion du Collège, tenue le 27 mai 1960, est ainsi établi :

M. Cornélis souligne la nécessité d'inviter le roi Baudouin à la fête de l'indépendance : « Si le roi est invité, il procédera à la proclamation de l'indépendance, et le Chef de l'Etat Congolais entrera immédiatement en fonction. Votre invitation au roi des Belges, aura sur le plan international une répercussion de préjugé favorable sur le peuple belge. »

Cette proposition se heurte aux hésitations de MM. Kasavubu et Lumumba.

Pour ma part, je me prononce sans réserve pour la proposition :

« Mais, j'ai peur que le futur gouvernement congolais ne soit pas d'accord avec diverses mesures décidées par le Collège. Pourtant, l'idée est extrêmement intéressante. Personnellement j'aurais souhaité que d'autres membres de la famille royale, comme la Reine Elisabeth, le Prince Régent, et Léopold III, soient en même temps invités. »

Le collège limite l'invitation au roi Baudouin, et charge M. Kasavubu d'aller porter la lettre d'invitation à Sa Majesté.

Le 27 juin, Patrice devenu Premier Ministre, ne fait que confirmer la décision du Collège. Le soir-même, il reçoit la confirmation du roi, signifiée par le gouvernement belge :

« Monsieur le Premier Ministre,

« Nous avons l'honneur de vous confirmer que Monsieur le Premier Ministre vient de nous faire part qu'il a plu à Sa Majesté le Roi des Belges d'accepter l'invitation que le Chef de l'Etat et vous-même lui avez adressée.

« Sa Majesté le Roi arrivera à Léopoldville mercredi et prendra la parole jeudi matin pour déclarer que le Congo accède à son indépendance.

« Nous vous prions de vouloir porter l'acceptation du Roi à la connaissance du Chef de l'Etat.

« Nous vous exprimons, Monsieur le Premier Ministre, l'assurance de notre haute considération. »

Cette lettre est signée par les ministres A. De Schryver, P. Wigny, et W. Ganshof. Le 29 juin, le roi arrive à Léopoldville, il est accueilli par des acclamations délirantes, mais un incident fâcheux se produit. Un Congolais lui arrache le sabre, d'autres par enthousiasme veulent s'emparer de sa casquette. Les autorités congolaises présentent aussitôt leurs excuses à Baudouin.

Le 30 juin, au Palais de la Nation, se déroule la cérémonie de la proclamation de l'indépendance. Le roi Baudouin arrive à 11 heures. Il est accueilli par le Chef de l'Etat et le Premier Ministre, ainsi que par MM. J. Kasongo, président de la Chambre, Joseph Ileo, président du Sénat.

La veille, le discours du roi Baudouin a été communiqué à M. Joseph Kasavubu et non à Patrice Lumumba, comme le voulait la Constitution. C'est un coup des conseillers Belges, qui ont également rédigé le discours du Chef de l'Etat Congolais, notamment MM. Hulet et Denis, sans tenir compte de la Constitution. Suivant la Constitution Congolaise, le président de la République avait les mêmes prérogatives que celui de la IV^{me} République en France. Il est irresponsable.

C'est le gouvernement congolais qui devait discuter et proposer le discours qui serait prononcé à cette occasion.

Lumumba, informé de ces manœuvres, qui consistent à lui opposer le modéré Kasavubu, réunit ses conseillers Belges et parmi eux deux juristes, MM. Jabon et Grootarts. C'est alors qu'il décide de préparer un troisième discours, qui sera prononcé par Lumumba au nom du gouvernement. Lumumba consulte la délégation guinéenne, qui lui répond : « Il faut infliger une humiliation de dernière heure au roi Belge, comme le président Sékou Touré l'avait fait pour le général de Gaulle, en 1958 à Conakry. »

Aussitôt, Lumumba charge M. Duvivier de lui préparer un discours à prononcer sur le même ton que le Chef de l'Etat de Guinée.

Le roi Baudouin, informé, se dit profondément choqué des intentions de Lumumba. Il avait encore le temps d'éviter ce dialogue inopportun, mais il n'en fit rien. Baudouin ne rectifia aucune ligne du discours qu'il allait bientôt prononcer : « Lorsque Léopold II a entrepris la grande œuvre qui trouve aujourd'hui son couronnement, il ne s'est pas présenté à vous en conquérant mais en civilisateur », proclamait-il.

Lumumba espérait s'expliquer, et se réconcilier avec le roi des Belges après la fête, mais le trop bref séjour que lui avaient préparé les services de la sûreté belge, ne lui permettait ni de prendre connaissance du sentiment du chef du gouvernement congolais, ni de recueillir de lui des explications qui contrediraient sans doute en plusieurs points la version prêtée à son discours. Ce fut le clan des Belges intransigeants, P. Wigny, Eyskens, Hilaire Lahaye et de Vléeschawers, qui triomphait contre Buisseret, Glinne et le bon Van Hemerlyjck. Même après les critiques qui suivirent le discours de Lumumba, M. Buisseret ne recula pas. Il continua à recommander au gouvernement belge de coopérer avec les

dirigeants congolais, quelle que soit la couleur politique qui leur était prêtée.

Le discours historique prononcé par Lumumba disait ceci :

« Sire,

« Excellences,

« Mesdames, Messieurs,

« Congolais et Congolaises,

« *Combattants de l'indépendance aujourd'hui victorieux, je vous salue au nom du gouvernement congolais.*

« *A vous tous, mes amis qui avez lutté sans relâche à nos côtés, je vous demande de faire de ce 30 juin 1960, une date illustre que vous garderez ineffaçablement gravée dans vos cœurs, une date dont vous enseignerez avec fierté la signification à vos enfants, pour que ceux-ci à leur tour fassent connaître à leurs fils et à leurs petits-fils l'histoire glorieuse de notre lutte pour la liberté.*

« *Car cette indépendance du Congo, si elle est proclamée dans l'entente avec la Belgique, pays ami avec qui nous traitons d'égal à égal, nul Congolais digne de ce nom ne pourra jamais oublier cependant que c'est par la lutte qu'elle a été conquise.* » (vifs applaudissements)

Ici Lumumba dévisage la foule, et tourne un gracieux regard vers le roi Baudouin, avant d'enchaîner :

« *Une lutte de tous les jours, une lutte ardente et idéaliste, une lutte dans laquelle nous n'avons ménagé ni nos forces, ni nos privations, ni nos souffrances, ni notre sang.* »

Je vis, lorsqu'il eût prononcé ces paroles, les ministres progressistes lui faire des gestes d'encouragement.

Il continue :

« *Cette lutte, qui fut de larmes, de feu et de sang, nous en sommes fiers jusqu'au plus profond de nous-mêmes, car ce*

fut une lutte noble et juste, une lutte indispensable pour mettre fin à l'humiliant esclavage qui nous était imposé par la force.

« Ce que fut notre sort en quatre-vingts ans de régime colonialiste, nos blessures sont trop fraîches et trop douloureuses encore pour que nous puissions le chasser de notre mémoire.

« Nous avons connu le travail harassant exigé en échange de salaires qui ne nous permettaient ni de manger à notre faim, ni de nous vêtir ou de nous loger décentement, ni d'élever nos enfants comme des êtres chers.

« Nous avons connu les ironies, les insultes, les coups que nous devons subir matin, midi et soir, parce que nous étions des « Nègres ». Qui oubliera qu'à un Noir on disait « tu », non certes comme à un ami, mais parce que le « vous » honorable était réservé aux seuls Blancs.

« Nous avons vu nos terres spoliées au nom des textes prétendument légaux qui ne faisaient que reconnaître le droit du plus fort.

« Nous avons connu une loi qui n'était jamais la même selon qu'il s'agissait d'un Blanc ou d'un Noir ; accommodante pour les uns, cruelle et inhumaine pour les autres.

« Nous avons connu les souffrances atroces des relégués pour opinions politiques ou croyances religieuses ; exilés dans leur propre Patrie, leur sort était vraiment pire que la mort elle-même.

« Nous avons vu dans les villes, les maisons magnifiques des Blancs et des paillotes croulantes des Noirs. Le Noir qui n'était pas admis dans les cinémas, ni dans les restaurants, ni dans les magasins dits « européens », le Noir qui voyageait à même la coque des péniches, aux pieds du Blanc dans sa cabine de luxe.

« Qui oubliera enfin les fusillades où pérurent tant de nos

frères, les cachots où furent brutalement jetés ceux qui ne voulaient plus se soumettre au régime d'injustice, d'oppression et d'exploitation. (Applaudissements frénétiques, les Congolais crient : « Uhuru, Uhuru... »).

M. Wigny chuchote dans l'oreille de M. Eyskens, Premier Ministre Belge :

« Ce langage n'est pas digne d'un homme d'Etat ».

Lumumba profite des applaudissements pour concilier son tempérament nerveux et son talent d'orateur. Il regarde, on dirait qu'il cherche quelque chose, il attire vers lui l'auditoire. Aussitôt, c'est la tempête d'applaudissements et des cris « *Uhuru, Uhuru...* ». Emporté par le mouvement d'exaltation, bien que physiquement frêle, il tient solidement à la terre, il jette les mots préparés à l'avance et écrits sur le papier, il incorpore dans son discours des mots d'expression swahili, pour lui donner plus de netteté. Il continue :

« Tout cela, mes frères nous en avons profondément souffert.

« Mais tout cela aussi, nous que le vote de vos représentants a élus pour diriger notre cher pays, nous qui avons souffert dans notre corps et dans notre cœur de l'oppression colonialiste, nous vous le disons tout court : tout cela est désormais fini.

« La République du Congo a été proclamée et notre cher pays est maintenant entre les mains de ses propres enfants.

« Ensemble, mes frères, mes sœurs, nous allons commencer une nouvelle lutte, une lutte sublime qui va mener notre pays à la paix, à la prospérité et à la grandeur.

« Nous allons rétablir ensemble la justice sociale et assurer que chacun reçoive la juste rémunération de son travail. » (l'auditoire noir redouble les applaudissements, les Européens protestent doucement).

On jubile dans les rangs des ministres progressistes. Mais d'autres, comme Bomboko, Kanza Th. et Delvaux, manifestent de l'impatience. Ils menacent, en même temps que le roi Baudouin, de quitter la salle des cérémonies.

Lumumba, en artiste grossier, charge à nouveau :

« *Nous allons montrer au monde ce que peut faire l'homme noir quand il travaille dans la liberté, et nous allons faire du Congo le centre de rayonnement de l'Afrique tout entière.*

« *Nous allons veiller à ce que les terres de notre Patrie profitent véritablement à nos enfants.*

« *Nous allons revoir toutes les lois d'autrefois, et en faire de nouvelles qui seront justes et nobles.*

« *Nous allons mettre fin à l'oppression de la pensée libre et faire en sorte que les citoyens jouissent pleinement des libertés fondamentales prévues dans la Déclaration des Droits de l'Homme (applaudissements frénétiques).*

« *Nous allons supprimer efficacement toute discrimination, quelle qu'elle soit et donner à chacun la juste place que lui vaudra sa dignité humaine, son travail et son dévouement au pays.*

« *Nous allons faire régner, non pas la paix des fusils et des baïonnettes, mais la paix des cœurs et des bonnes volontés. (très vifs applaudissements).*

« *Et pour tout cela, chers compatriotes, soyez sûrs que nous pourrons compter non seulement sur nos forces énormes et nos richesses immenses, mais sur l'assistance de nombreux pays étrangers dont nous accepterons la collaboration chaque fois qu'elle sera loyale et ne cherchera pas à nous imposer une politique, quelle qu'elle soit (applaudissements).*

« *Dans ce domaine, la Belgique, comprenant enfin le sens de l'histoire, n'a pas essayé de s'opposer à notre indépendance ; elle est prête à nous accorder son aide et son amitié, et*

un traité vient d'être signé dans ce sens entre nos deux pays égaux et indépendants. Cette coopération, j'en suis sûr, sera profitable aux deux pays. De notre côté, tout en restant vigilants, nous saurons respecter les engagements librement consentis.

« Ainsi, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, le Congo nouveau : notre République que mon gouvernement va créer, sera un pays riche, libre et prospère. Mais pour que nous arrivions sans retard à ce but, vous tous, législateurs et citoyens congolais, je vous demande de m'aider de toutes vos forces.

« Je vous demande à tous d'oublier les querelles tribales qui nous épuisent, et risquent de nous faire discréditer à l'étranger.

« Je demande à la minorité parlementaire d'aider mon gouvernement par une opposition constructive, et de rester strictement dans les voies légales et démocratiques. Je vous demande à tous de ne reculer devant aucun sacrifice pour assurer la réussite de notre grandiose entreprise.

« Je vous demande enfin de respecter inconditionnellement la vie et les biens de vos citoyens et des étrangers établis dans notre pays ; si la conduite de ces étrangers laisse à désirer, notre justice sera prompte à les expulser du territoire de la République ; si par contre leur conduite est bonne, il faut les laisser en paix, car eux aussi travaillent à la prospérité de notre pays. L'indépendance du Congo marque un pas décisif vers la libération de tout le continent africain (vifs applaudissements).

S'adressant dans son auditoire excité déjà par son éloquence volcanique, il conclut :

« Voilà,

« Sire,

« Excellences,
 « Mesdames et Messieurs,
 « Mes chers compatriotes,
 « Mes frères de race ;
 « Mes frères de lutte ; (il est interrompu par les applaudissements).

Puis il reprend :

« Ce que j'ai voulu vous dire, au nom du gouvernement, en ce jour magnifique de notre indépendance complète et souveraine (applaudissements prolongés).

Dans un froid glacial, le roi Baudouin subissait les coups de sabre du jeune escrimeur. Outré, il menace de quitter la cérémonie pour la deuxième fois, ses ministres le retiennent. Après la cérémonie, il dira :

— Il est le meilleur tribun que j'ai rencontré. Ah ! s'il n'était pas communiste, la Belgique aurait de quoi se féliciter d'avoir formé cet homme en Afrique !

Le plus exalté par ce discours c'est moi, avec mon air fermé, toujours plongé dans des rêves, si je me réveille soudain, c'est pour rire avec peu d'éclat.

Lumumba est au bout de son discours :

« Notre gouvernement fort, national, populaire, sera le salut de ce pays.

« J'invite tous les citoyens congolais, hommes et femmes, et enfants, à se mettre résolument au travail en vue de créer une économie nationale prospère qui consacrerait notre indépendance économique.

« Hommage aux Combattants de la Liberté Nationale !

« Vive l'indépendance et l'Unité Africaine !

« Vive le Congo Indépendant et Souverain !

(Très vifs applaudissements qui durent trois minutes, à la descente de la tribune, il est salué par des *Uhuru, Uhuru*, sans fin).

Tous les conjurés ne guettaient que la moindre occasion pour le charger. La presse belge, catholique, libérale et socialiste, se déchaîne contre lui :

« Lumumba a prononcé des paroles qui blessent profondément les Belges. A un point tel — c'est un fait avéré — que le Roi et les ministres belges furent sur le point de repartir immédiatement pour Bruxelles. L'impression ressentie par le Roi et par les Belges présents à Léopoldville fut et demeure très vive, en Belgique. » (1)

« En tout état de cause, les éclats du Premier Ministre congolais auront peut-être pour résultat d'inciter à la réserve et à la prudence ceux qui se réclamaient chaque jour de la méthode Coué, et qui auront à exiger demain la garantie indispensable qui devra conditionner les relations entre la Belgique et le Congo. » (2)

« Lumumba était maître dans l'expression d'états exaltés. On ne le sentait pas aussi versatile, aussi insaisissable que ces félins dont il affecte l'allure dans sa démarche. Et quand le comprendre ? Quand il manie l'encensoir ou quand il brandit le sabre ? » (3)

« M. Lumumba s'est laissé aller à une diatribe passionnelle sur le thème de l'anti-colonialisme. Ce décalage est regrettable : on aurait préféré un seul discours, équilibré. » (4)

(1) *Libre Belgique*, droite catholique, du 2-7-60.

(2) *Le Soir*, libéral.

(3) *La Dernière Heure*, catholique libéral.

(4) *Le Peuple*, socialiste.

Les bagarres de rue.

Lumumba est heureux. Il a oublié toutes les intrigues qui lui étaient opposées pour l'empêcher d'accéder au pouvoir. Les perspectives de l'unité nationale et africaine lui causent une si grande joie qu'il en oublie d'être vigilant. Autour de lui, c'est la joie de la jeunesse féminine et masculine, c'est aussi celle des semi-intellectuels, d'une horde d'ex-séminaristes qui se hâtent de se hisser sur son dos pour obtenir une fonction officielle.

Nous sommes à la période de sa plus grande influence, dans le pays et à l'étranger. Il a un but immense : l'unité nationale.

Le 1^{er} juillet, il adresse un télégramme à M. Dag Hammarskjöld pour lui demander l'adhésion du Congo à l'O.N.U. Sa requête est patronnée par la Belgique, et appuyée par l'ensemble des Etats membres. Lors de la discussion de l'admission du Congo, deux délégations se sont distinguées : celle de la Tunisie et celle de l'U.R.S.S. M. Mongi Slim, délégué de la Tunisie, parlant de l'indépendance du Congo, dit :

« Mon gouvernement s'est empressé, dès le 30 juin 1960, de reconnaître officiellement le nouvel Etat souverain. Nous, peuples africains, autant nous sommes vifs et vigilants dans la défense de nos droits et de notre dignité, autant nous sommes prompts et ouverts à la réconciliation et à l'amitié respectée... »

M. Morozov, délégué de l'U.R.S.S., saisit l'occasion de stigmatiser le colonialisme, et voit dans l'indépendance du Congo une grande défaite de l'impérialisme, qui conduira bientôt à la fin du capitalisme :

« ... Dans son désir de conquérir son indépendance, dit-il, le peuple du Congo a su surmonter la résistance opiniâtre des autorités coloniales qui lui imposèrent une cruelle répression.

« La lutte des Congolais pour la liberté a causé de nombreuses victimes, et bien des sacrifices qui n'ont pas été consentis en vain.

« La naissance du Congo indépendant est un coup sérieux porté à ce système colonial qui s'écroule aujourd'hui de façon définitive, et également au mythe exigé par les colonisateurs du Congo.

« L'indépendance permet au Congo de prendre en main le sort de l'évolution économique, sociale, politique et culturelle de ses habitants. Les dons généreux accordés par la nature au Congo pourront maintenant être utilisés à l'avantage de ce peuple de quinze millions d'habitants. »

Le 3 juillet, des incidents éclatent entre les tribus Bakongo et Bangala à la place de la Victoire, au centre de la Commune africaine de Dandale. Les Bakongo sont de la tribu de Kasavubu, ennemie des Bangala, tribu de Jean Bolikango ; ce dernier est opposé à Kasavubu. S'attaquant à coups de machettes et de couteaux, les Bakongo laissent trois cadavres sur le sol. La presse belge exploite l'incident. Elle fait croire qu'il s'agit des troubles fomentés par M. Lumumba et son ministre de l'Information. Or, ni Lumumba ni moi-même n'avons jamais été mêlés aux querelles des tribus. Pourtant, saisir les raisons de ces bagarres était facile : dans un pays comme le Congo où les populations sont encore arriérées, la politique ne peut se concevoir qu'à travers les tabous, les coutumes, la sorcellerie et le clan. Le fait que M. Bolikango se soit présenté comme candidat à la présidence de la République contre M. Kasavubu, était déjà une provocation. C'était un ultimatum. Dans les coutumes noires, un vainqueur doit faire disparaître au plus tôt le vaincu. Les Bakongo sont ainsi passés à l'action contre les Bangala, parce que leur chef a été battu aux élections. On sait, en fait, que le 24 juin le

parlement congolais était réuni en Congrès pour élire le chef de l'Etat. Il n'y avait que deux candidats en présence : MM. Kasavubu et Bolikango. Sur 213 parlementaires votant, M. Kasavubu avait obtenu au premier tour 159 voix, et Jean Bolikango 43 voix.

☆☆☆

Maurice Mpolo, son originalité et ses méthodes.

Malgré tout, Lumumba restait optimiste. Lorsqu'il avait des heures libres, il partait en voiture privée, accompagné d'une équipe de gorilles. Ils étaient cinq : Bernard Salumu, Maurice Mpolo, Emmanuel Nzunzi, Gabriel Lasiri et Jacques Omonombe. Il allait se détendre dans un cabaret situé dans la banlieue de Léopoldville. Revenu le matin très tôt, il allait se reposer dans sa résidence, 78, boulevard Albert-1^{er}. Le rusé Joseph Mobutu le suivait partout, buvant et mangeant aux frais de son patron.

On se voyait vers onze heures. Il me donnait alors des directives, ensuite il recevait Maurice Mpolo. Lumumba s'occupait des ministères de la Jeunesse, des Affaires étrangères et de l'Information plus que d'autres départements. Maurice Mpolo est l'une des rares personnes à le tutoyer.

Maurice Mpolo est né le 12 août 1928, à Inongo. Il était violemment opposé au colonialisme.

La carrière de Mpolo, il est vrai plus que tout autre collaborateur de Lumumba, ne le destinait pas à assumer des fonctions ministérielles. Son père était un excellent chasseur d'éléphants. Lui-même avait eu une enfance difficile. Abandonné

par sa mère et son père, il ne devait sa vie qu'à une solidarité clanique de sa tribu : « Basagata ». Il débuta comme agent de police à la police urbaine de Léopoldville. Il n'a jamais, confessa-t-il à Lumumba, au moment où il le recrutait comme propagandiste du M.N.C., pu supporter la domination du Blanc par le Noir. Il fut commis à l'administration, et changea par la suite fréquemment d'emploi. Il gagnait un salaire modeste et fut conduit à contracter des dettes qu'il ne pouvait rembourser. Au moment où Patrice Lumumba lui donnait 2 000 F pour s'acquitter de sa dette, il offrait 8 000 F à Joseph Mobutu pour s'acheter une villa dans le quartier de Bandalungwa à Léopoldville.

Si l'indépendance pour certains Congolais ne signifie pas seulement la fin de la domination et le moyen de réaliser leur propre destin, mais aussi le début d'une ère d'embourgeoisement, pour Maurice Mpolo c'est l'occasion d'enterrer complètement une société créée pour les besoins d'une cause portant atteinte à la dignité nationale. Mpolo a horreur de tout ce qui a été fondé par les Belges, les missions et les hommes d'argent.

Son rêve ? Peupler le Congo de tous les damnés de la terre. Le Congo pour lui, devait être la patrie des Arabes, des Juifs et de tous les Noirs. Lorsqu'il fut question de solliciter l'aide des Nations Unies, Mpolo s'y opposa et suggéra que l'on fasse appel aux troupes d'Israël, de la R.A.U. et du Ghana.

Il avait l'habitude de dire qu'« une révolution ne se fait jamais à moitié ». Un jour de juillet 1960, il venait du Bas-Congo emportant avec lui un cadavre dont l'origine de la mort n'a pas été établie, prétendant que c'était une victime des paras belges. Il espérait sensibiliser les ministres et exciter les soldats, pour obtenir ainsi l'autorisation d'aller faire lyncher quelques Belges dans le Bas-Congo.

Son indépendance était telle qu'elle inquiétait ses amis. Il

le manifestait aussi bien envers Lumumba qu'envers le M.N.C. Il lui est arrivé de traduire en termes violents aux membres de sa section de Lac Léopold II, ce que Lumumba avait dit en paroles douces. Sauf pour Jacques Luballa, son frère de tempérament, il accusait tout le monde d'être responsable de notre échec. Il n'aimait travailler qu'avec des hommes sans certificat d'études.

Quand un jour Lumumba l'interroge : « Que sont devenus les fonctionnaires de votre département ? »

Mpolo lui répond : « Ce sont des traîtres, mon président. Ils sont partis. »

Lorsque Lumumba veut lui commander la tolérance, il lui coupe la parole en disant : « Ce n'est pas nécessaire. Le département de la Jeunesse et des Sports est pour les jeunes et les sportifs. »

Catégorique, il ajoute : « Nous n'avons pas besoin des fonctionnaires. »

☆☆☆

Quand Mgr Malula était rebelle.

Cependant, toute la machine est mise en place. On veut nous combattre en se servant de nos propres arguments. Si c'est au nom de la liberté que nous avons arraché l'indépendance, c'est aussi au nom de cette même liberté que l'on veut nous atteindre. Sommes-nous des Nationalistes, ou au service d'idéologies extérieures ?

Le matin du 2 juillet, les Travailleurs chrétiens déclenchent des grèves à Léopoldville. Dans un communiqué, « l'Union des Travailleurs Congolais », constate que le Congo s'engage dans la voie de la misère. Elle constate que la démagogie des diri-

geants politiques a conduit à la fermeture des entreprises, à l'accroissement du chômage et à l'augmentation des prix.

Dans un message adressé aux chrétiens de Léopoldville, et repris par la presse belge, Mgr Malula déclare :

« Quand, dans un pays, la liberté d'information n'existe plus, on ne parle plus de démocratie, mais de dictature. Or la dictature mène à l'esclavage, à l'asservissement de l'homme par l'homme. Priver l'homme de la vérité pour empoisonner son esprit par des mensonges est un manque de respect et un attentat à sa dignité d'homme libre. »

Mgr Malula appelle les citoyens à désobéir à un gouvernement qui ne partage pas ses opinions :

« Mes frères, nous n'avons pas de message à recevoir d'autres gouvernements qui n'accordent même pas à leurs peuples les libertés élémentaires que nous venons de conquérir... Mes frères, maintenant, il est encore temps de revendiquer nos droits les plus sacrés, de mettre fin à une propagande systématique, où la mauvaise foi ne connaît plus de limites. Fiers et jaloux de vos droits nouvellement acquis, montrez que vous n'êtes pas mûrs pour une nouvelle forme d'esclavage. »

☆☆☆

Un ambassadeur rugbyman.

Pendant que l'Eglise tâtait le terrain, Bruxelles fonçait en nommant M. Jean van den Bosch, ambassadeur de Belgique au Congo. Jean van den Bosch est né d'une famille bourgeoise prétendant à la noblesse. Agé d'une cinquantaine

d'années, il a été nourri dès sa tendre enfance du lait du catholicisme militant. Il a été ambassadeur de Belgique au Moyen-Orient, et là il a suivi le processus de la fin tragique du docteur Mossadegh en Iran.

Quand Pierre Wigny le nomme à Léopoldville, avec l'avis favorable de Joseph Kasavubu et les réserves de Patrice Lumumba, qui préférerait Auguste Buisseret, tous ceux qui suivent les événements se demandent s'il ne va pas au Congo pour être un ambassadeur rugbyman. Avant de prendre congé de son ministre et de se rendre au Congo, n'aurait-il pas dit à Pierre Wigny : « La Belgique ne peut se payer le luxe d'une humiliation des Nègres, semblable à celle de la France en Guinée. »

Pierre Wigny lui répondit : « Débrouillez-vous. »

Aussitôt, en présence de son ministre, M. van den Bosch fait le compte des parlementaires :

« Ah, dit-il, ce Lumumba n'a que trois voix de majorité à la Chambre, et huit au Sénat. »

Le ministre lui répond :

« Vous verrez tout cela sur place. Je vous fais confiance. »

La fusée est lancée. Il n'a plus qu'à la laisser poursuivre son mouvement selon le processus de sa trajectoire.

☆☆☆

Janssens passe à l'épreuve de force.

Le 4 juillet, Lumumba a maintenant la certitude que les troubles sont inévitables. Il les croit seulement localisés à Léopoldville. A dix heures, le Conseil des ministres est convoqué. Il se consacre au problème de l'armée et de la sécurité. M. Victor Lundula est proposé à la nomination de général

de l'armée et Nkokolo général-adjoint. Les candidatures de MM. Mpolo et Mobutu sont rejetées par les ministres modérés, motivant que ce sont des politiciens, surtout dévoués à Lumumba. Victor Lundula est un vieux soldat de l'armée coloniale belge. Agé de soixante ans environ, Lundula a comme principe : « discipline et servir ». Il ne possède aucune culture, ni formation qui lui permette d'ambitionner un poste supérieur à celui de sergent. Il peut servir n'importe quel gouvernement et obéir à n'importe quel ministre. Il est un homme intègre, et a horreur de porter un coup derrière le dos des autres. S'il a opté pour Lumumba, c'est surtout parce qu'il est chef du gouvernement légitime plus qu'à cause de l'appartenance à une tribu commune : « Batetela ».

Certains ministres et officiers de l'armée sont inquiets de ces nominations, le général est Batetela, tribu de Lumumba, son adjoint est Bakongo, tribu de Kasavubu, cela ne va-t-il pas assurer l'hégémonie des Bakongo-Batetela sur les autres tribus ?

Mobutu note déjà ce point.

Il ne tardera pas à l'exploiter, en faisant comprendre aux ressortissants de l'Équateur que pour l'équilibre des forces, le général de l'armée devait être un Bangala.

Pendant que le Conseil des ministres délibérait, M. Janssens, général de l'armée, procède à la dégradation des soldats noirs. Plusieurs dégradés se rendent aussitôt chez M. Lumumba. Ils nous rencontrent encore au Conseil des ministres et nous remettent un mémorandum qui est une mise en demeure courtoise :

« Nous soussignés,

« Conscients de l'avenir de notre pays, nous nous réjouissons de voir que dans le plus bref délai un général noir remplace un général européen.

« Désireux d'accomplir notre tâche militaire dans la discipline, nous dénonçons le général Emile Janssens qui est en train de déshonorer l'armée congolaise. Nous voulons un régime de justice et d'égalité. Ce régime est inconcevable tant qu'il existera des officiers dans l'armée congolaise. »

Le général Janssens est l'un des principaux responsables en Afrique Equatoriale des ramifications de droite et de l'O.A.S. Il a des contacts suivis avec les généraux Salan et Jouhaux à Alger, le colonel Chevreau à Ouagadougou, d'autres officiers de Dakar et de Brazzaville, et ceux qui les dirigent comme M. Soucadeaux à Tananarive. Il a tenté comme eux de constituer dès 1958, le Comité de salut public du Congo.

Après avoir été congédié par Patrice Lumumba, Janssens se mit à la tête de la C.A.D.B.A. (Comité d'Action et de Défense des Belges d'Afrique). Au C.A.D.B.A. s'ajoute le R.C. (Rassemblement Congolais) des colons du Kivu à Bukavu dont l'origine date de la deuxième guerre mondiale. Un grand nombre d'hommes politiques en Belgique et en France, liés à l'époque de l'O.A.S. collaboraient étroitement à l'action entreprise par le général Janssens contre Lumumba. Ainsi, par exemple, M^e Biaggi, alors député et responsable de « Jeune Nation », Jean Baylot, ancien préfet de police, et Jacques Soustelle, ministre dans le premier gouvernement de Gaulle.

Les amitiés qui liaient le général Janssens aux généraux de droite et d'extrême-droite français, lui permirent d'avoir une couverture solide à Paris, plutôt qu'à Bruxelles. C'est ainsi que Jean Baylot, devenu député, le met en contact avec des personnalités qui, quelques semaines après l'indépendance du Congo, fondent le groupe parlementaire d'amitiés France-Katanga. Groupe auquel appartient M. Antoine Pinay, ancien président du Conseil, et Georges Bidault, actuellement exilé au Brésil.

Assuré de ces relations, sans compter celles dont il jouissait dans l'entourage du roi Baudouin, le général Janssens s'inquiète de l'indépendance des Noirs. Pendant les trois premiers jours de l'indépendance, il répétait à qui voulait l'entendre que les Blancs supportaient mal la domination des Noirs. C'est ainsi que le 5 juillet, il s'adressa aux soldats congolais :

« Comme je vous l'ai toujours dit, l'ordre et la discipline seront maintenus tels qu'ils l'ont toujours été. L'indépendance apporte des changements aux politiciens et aux civils, tandis que pour vous, militaires, rien ne sera changé. Il est vrai que maintenant le Congo est indépendant, mais dans l'Armée, les Blancs resteront supérieurs aux Noirs. Je vous ai toujours dit la vérité. Aucun de vos nouveaux maîtres ne peut modifier la structure d'une armée qui, dans l'histoire, a été la plus organisée, la plus victorieuse d'Afrique. Les politiciens vous ont menti. »

Les soldats à haute voix crient : « *Tokomona lelo na bango...* » On (les politiciens) aura aujourd'hui...

Les soldats noirs tombent dans un désarroi total. Ils hurlent comme des bêtes féroces. Certains parlent en lingala à titre d'approbation des dires du général :

— « *Omoni... Omoni...* » (tu vois... tu vois...)

Et le général, profitant de cette exubérance, d'écrire au tableau :

« Avant l'indépendance = Après l'indépendance. »

Le général en délire croit avoir gagné le combat. Hélas ! ce n'est qu'un commencement. Le Congolais, de nature changeante, peut tout remettre en cause quelques minutes plus

Le 5 juillet, à dix heures, Janssens, convaincu de son succès, menace Lumumba. Il lui écrit :

« *Monsieur le Premier ministre,*

« *J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la question du moral de la Force Publique, et de porter à votre connaissance que si l'on continue à faire des déclarations démagogiques, les pires réactions sont à craindre au sein de l'armée.*

« *Si l'on continue à employer des méthodes déraisonnables et incompatibles avec l'esprit et la discipline militaires, nous allons vers une catastrophe. Votre discours du 30 juin a été une injure pour tous les officiers belges. Le communiqué diffusé à la radio le 4 juillet, par Antoine Bolamba, secrétaire d'Etat à l'Information, a jeté le trouble parmi les soldats.*

« *La lettre de M. Albert Nyembo, secrétaire à la Défense nationale est un défi à toute les règles de discipline.*

« *Comme je n'ai pas l'habitude ni de me contredire, ni de me répéter, je me permets de vous prier de considérer ceci comme un dernier et solennel avertissement. »*

A 18 heures, quelques soldats manifestent en brandissant des pancartes :

« *A bas le colonialisme — Nous exigeons la démission du général Janssens — Nous exigeons l'africanisation du cadre de l'armée. »*

Les officiers blancs sont arrêtés et leurs maisons pillées. Les prisonniers militaires sont libérés. Les Blancs sont convaincus qu'il s'agit d'un coup des Soviets. N'a-t-on pas parlé d'un débarquement d'armes venant de Pologne ? Tous les Blancs à Léopoldville tremblent devant l'avènement du socialisme ou du communisme.

Lumumba, quant à lui, a deux hypothèses : ou bien c'est une trahison de ses ministres pro-communisants (MM. Gizenga, Mulele, Nguvulu et Bisukiro), ou bien une dictature militaire tend à installer à la tête du pays quelques personnages moins bouillants du genre Félix Houphouët-Boigny.

Les responsables de la contre-révolution sont aussi déroutés. Ils se croient trahis. Comment comprendre que le mouvement déclenché pour renverser Lumumba se soit retourné contre l'homme blanc ?

Les Belges commencent à prendre la fuite, les ministres entrent dans la clandestinité. Lumumba ne passe plus la nuit dans sa résidence. Les militaires sont incapables de prendre la relève. Le pouvoir est comme un fruit tombé par terre, mais que personne n'ose ramasser.

Lumumba se ressaisit. Il me téléphone. Ensemble nous prenons le micro comme notre arme, notre trompette d'avenir et notre instrument d'action révolutionnaire. Il réussit à mobiliser son équipe de gorilles déjà élargie par MM. Gabriel Lasiri, Christophe Muzungu et Arsène Dionge. D'un autre côté, je possède mes poulains, MM. Albert Kisonga, Placide Kitungwa et Jean-Pierre Titi (1). Nguvulu mobilise l'ex-membre de la jeunesse communiste belge, M. Antoine Tchimanga, Mapuya et Antoine Mandungu (2). Cette équipe va chercher tous les ministres qui sont déjà cachés. Pour présenter un semblant de pouvoir, il fallait affirmer notre présence et faire entendre notre voix sur les antennes de la radiodiffusion nationale.

Le Conseil des Ministres commence dans l'énervement. Ce n'est pas un Conseil, mais une réunion des Congolais courageux et patriotes. Car, ce jour-là, il fallait être courageux pour paraître en public, surtout si l'on possédait une voiture ministérielle.

(1) Ceux-ci dirigent actuellement l'insurrection.

(2) Dans la clandestinité, il s'appelle Tony Nyati.

L'absence d'un parti politique.

Le Conseil des ministres commence. Lumumba est tenace. il veut maîtriser vite la situation. Alors Ch. Gbenye, ministre de l'Intérieur, pose la question : « Il paraît que les paras belges vont nous arrêter ce soir et confier le pouvoir à la clique Kalondji-Bolikango ? »

Lumumba se penche vers moi et me dit : « Réponds-lui que le devoir est de donner lui-même l'exemple de bravoure et de lucidité. »

Mais, moi aussi je perds mon sang-froid. J'ai du mal à voir un homme dans l'uniforme militaire et armes en main. Ce jour-là Léopoldville en est plein. Au lieu de parler calmement, je tonne contre Gbenye :

« Alors, M. le Ministre, que faites-vous pour nous sauver ? Arrêtez les opposants avant qu'ils ne nous massacrent. Voyez, la population déteste les voitures ministérielles... »

LUMUMBA : Vous semblez manquer de vocabulaire, Anicet.

Ensuite, il me demanda de me taire. Mais aussitôt M. Jean Chrysostome Weregemere, originaire du Kivu, prit la parole. Weregemere est Noir de souche hamite, comme Lumumba originaire de Kivu, de la tribu Bahavu. Lumumba ne l'avait pas pris comme ministre parce que je le lui avais déconseillé. Je préférais Edmond Rudahindwa, également du Kivu. Cependant, Lumumba apprécie l'esprit de cet homme avisé et certainement intelligent. Depuis le congrès de Stanleyville, il ne cesse de lui demander conseil. Weregemere parle d'un ton direct et provoquant, ce qui le rend impopulaire. On lui reproche d'être égocentrique comme les Batutsi. Rusé, il espère profiter des événements pour accrocher un ministère important, celui des Affaires étrangères, tenu par Justin Bomboko. C'est pourquoi il sera l'un des hommes qui jetteront Lumumba

contre les Belges, voulant ainsi obtenir la démission de Bomboko.

Gbenye croit devoir se justifier, et s'adresse à moi :

« Je notifie à mon collègue Kashamura que le rôle d'un ministre de l'Intérieur n'est pas de remplir le travail d'un fic. »

Coléreux, je m'énerve, et à haute voix je dis :

« Il n'y a pas de règles générales dans la conduite des événements. La République n'a ni tabous, ni interdits. S'il faut casser, briser, piétiner les coutumes pour sauver la liberté de notre pays, il ne faut pas hésiter à le faire. »

M. Albert Delvaux, un métis de père belge formé dans les écoles catholiques, intervient. Il a horreur des désordres. Pour lui, l'association Lumumba-Tshombe ne peut qu'entraîner le désordre, tandis que les Belges sont garants de l'ordre. Un ministre mulâtre et catholique, qui vient se poser en champion de la présence belge, au Conseil des ministres du gouvernement Lumumba, au moment où toutes les villes du Congo sont sous le contrôle des soldats belges, qui par leur couleur de peau soulignée par l'uniforme de combat, font peur aux Noirs, doit avoir le cœur hardi. Alors, Albert Delvaux approuve la politique de Gbenye, s'adresse à lui en lingala et dit :

« *Olanda ye* (Kashamura) *te musala naye ezalie ya kobengana ba flamands.* » (Ne tenez pas compte de ce qu'il (Kashamura) dit, son objectif est de chasser les Flamands.)

Mpolo, qui a déjà revêtu l'uniforme d'officier supérieur, suivi de Joseph Mobutu, s'exclame :

« Tous les ministres doivent suivre notre exemple. Nous sommes en guerre, il faut que nous soyons mobilisés... »

Et Delvaux, angoissé, réplique :

« Etes-vous en guerre ? Contre qui ? »

En début de matinée, le général Janssens, encerclé par les soldats congolais, envoie M. Gheysen, un de ses officiers supé-

rieurs, auprès de l'ambassadeur belge, M. van den Bosch, pour demander l'intervention des forces belges en vertu de l'article 6 du traité d'assistance et d'amitié signé le 29 juin entre Lumumba et le gouvernement belge.

☆☆☆

Lumumba marque le score.

Le 7 juillet 1960, à 14 heures, Lumumba fait convoquer le général Janssens et lui signifie son expulsion. C'est un des meilleurs services que je pouvais lui rendre, dit-il. Car, s'il reste encore au Congo, les soldats risquent de tirer sur lui. Après un instant de réflexion, il ajoute : « Je préfère mourir que de voir le sang des Congolais ou celui des étrangers versé. »

A 17 heures, il désigne le major Hanniquiau, qui deviendra plus tard Ambassadeur de Belgique au Ruanda et Burundi, pour succéder au général Janssens, mais sans pour autant lui conférer le titre de général de l'armée.

A l'OTRACO (Office des Transports Coloniaux), la S.N.C.F. du Congo, les ouvriers noirs brutalisent les patrons et leurs camarades ouvriers européens. Ils réclament la gestion de cet organisme par les ouvriers noirs. En tant que socialistes du gouvernement, nous sommes placés devant un cas de conscience, car la réaction contre l'injustice risque de tourner en rascisme noir contre racisme blanc. Or, l'injustice ignore la couleur de la peau. Il y avait, en effet, surtout à l'OTRACO, de nombreux ouvriers européens.

A 18 heures, Pierre Wigny, ministre des Affaires étrangères de Belgique, adresse un télégramme à M. van den Bosch, ambassadeur de Belgique au Congo, lui enjoignant de prendre

les mesures énergiques pour protéger les biens et la vie des citoyens belges menacés par les Congolais. Certains milieux de gauche en Belgique insinuent, à juste titre, que c'est en raison des intérêts que le ministre des Affaires étrangères belges possède au Congo qu'il a décidé l'intervention des parachutistes belges au Congo et poussé à la sécession du Katanga.

En effet, Pierre Wigny fut administrateur de Huilever, de Brufina, et reste administrateur de Bralima (Compagnie de Brasserie et de Malterie au Congo), la première industrie de bière au Congo.

En plus, en Belgique plus que dans n'importe quel pays européen, la politique et les affaires sont pratiquement entre les mains des mêmes personnes. Paul-Henri Spaack, par exemple, n'a pas d'actions dans une entreprise capitaliste, mais il n'en reste pas moins vrai qu'il est un conseiller écouté de la Solvay.

Ce sont les mêmes sociétés qui sous des noms différents, exploitent les richesses économiques de l'Afrique centrale. Elles ont à leur tête les mêmes administrateurs qui agissent dans l'intérêt des Etats investisseurs.

Le 7 juillet, à 4 heures du matin, Lumumba qui avait passé la nuit au camp Léopold après l'attentat manqué contre lui, m'invite à venir le voir chez lui. Accompagné de mes collaborateurs, nous mettons au point le travail de la journée concernant l'Information. A 6 heures 30, je prononce un bref discours dans lequel je conclus :

« Il faut nous unir, quelles que soient nos divergences intérieures. Nous devons défendre notre pays contre l'envahisseur. Il faut que tous les Congolais demeurent unis et fraternels, car ce qui se passe n'est pas un coup monté uniquement contre le gouvernement, ni contre la personne de Lumumba, mais c'est fait contre la République, contre le Peuple, contre la liberté et l'avenir, contre la paix en Afrique. »

M. van den Bosch est venu à son tour prononcer un discours. En sa qualité d'ambassadeur, il prétendait donner un réconfort moral à ses compatriotes. D'un ton désabusé, l'ambassadeur commence :

« Des incidents regrettables ayant éprouvé certains de nos compatriotes, la mission diplomatique belge au Congo conseille aux femmes et enfants de quitter Léopoldville et Bas-Congo. Elle invite en revanche tous ceux qui occupent une position de responsabilité dans la défense, la justice, l'administration, l'enseignement, l'économie du pays à demeurer sur place. »

A 10 heures, Patrice Lumumba donne la version du complot ourdi contre lui :

« Je fus l'objet d'une tentative d'assassinat de la part de certains Belges. Les coupables furent surpris et arrêtés dans ma résidence, armés jusqu'aux dents. C'est à la vigilance des militaires congolais que je dois la vie. Quand M. van den Bosch, ambassadeur de Belgique, s'est présenté dans mon bureau vendredi, je lui ai montré les armes saisies et je lui ai fait part de l'arrestation de ses compatriotes compromis. Nous avons arrêté plusieurs dizaines d'Européens armés qui sont en détention. Une enquête est ouverte contre eux. »

Certes, Lumumba était de bonne foi en présentant les choses ainsi. Il ignorait ce qui s'était passé entre les militaires et les Belges arrêtés. Voici la version réelle :

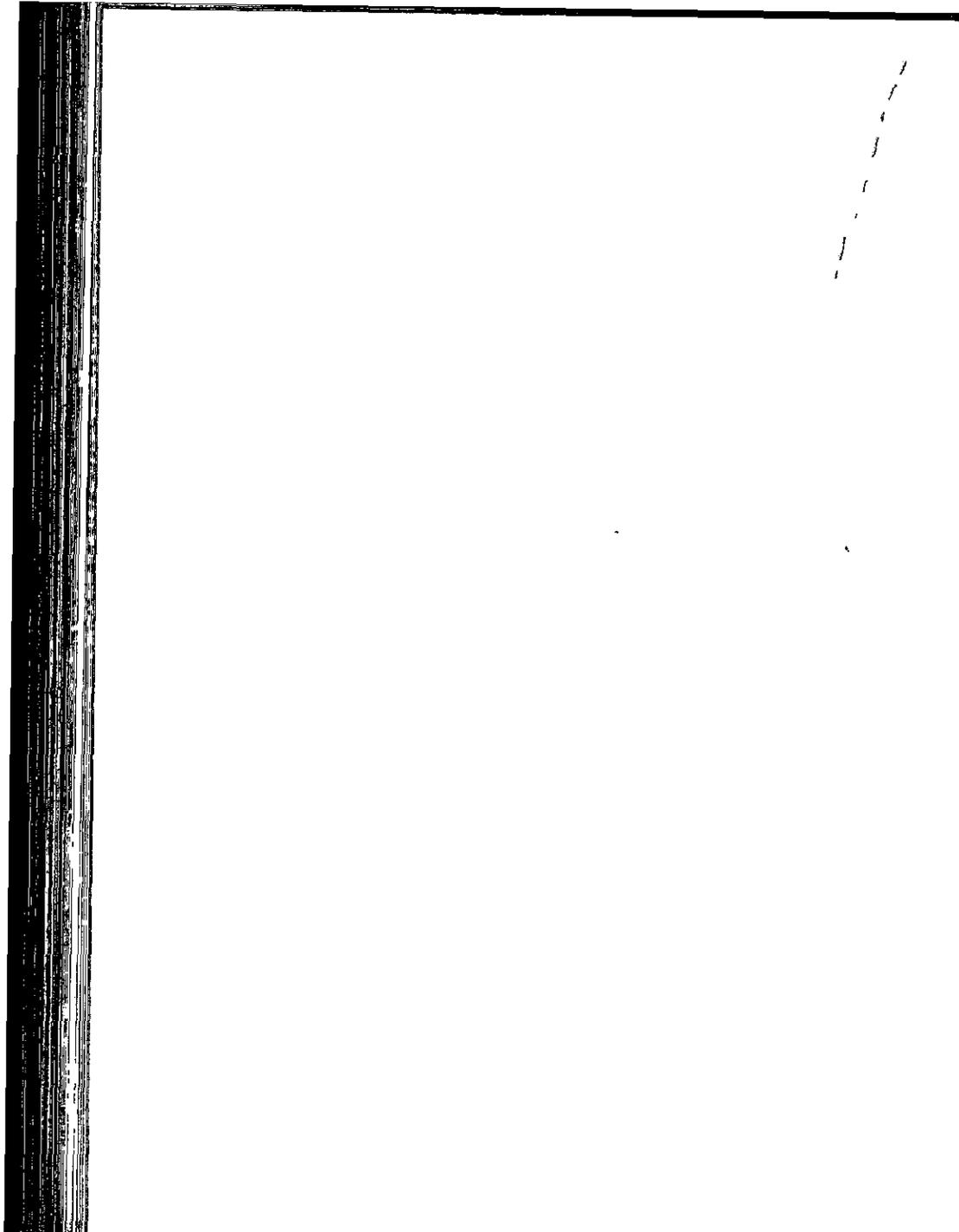
Il est exact que certains Congolais de l'opposition voulaient assassiner Lumumba et ses ministres qualifiés de communistes. Mais cette idée n'était pas partagée par l'ensemble des opposants. Notamment Cyrille Adoula, qui voulait seulement faire tomber le gouvernement Lumumba, quitte à composer avec Lumumba le cas échéant.

Il est aussi exact que les Belges ont voulu reconquérir le Congo, et ont mis tout en œuvre pour miner son indépendance. Certains fanatiques souhaitaient la suppression physique de Lumumba et de Kasavubu. L'Université de Lovanium et le cabinet de Fulbert Youlou à Brazzaville étaient le centre de cette subversion.

Lorsque, dans la nuit du 7 au 8 juillet, les avions belges avaient largué sur Léopoldville des tracts disant que Lumumba était l'allié du diable, et que les soldats soviétiques avaient atterri à Ndjili pour conquérir le Congo, les soldats de garde chez Lumumba appelèrent les Belges qui dirigeaient la Sûreté pour leur demander la signification de ces tracts. Les quatre Belges étaient : MM. Vrindts, Beckers, Delvigne et Henry, tous agents de la Sûreté qui n'admettaient pas l'autorité de M. Gbenye, ministre de l'Intérieur, et travaillaient aussi pour l'opération du Katanga. Ceux-ci se présentèrent munis de revolvers. Sans doute parce qu'ils avaient peur de tomber dans un guet-apens. Ils croyaient qu'aussitôt arrivés un sort tragique leur serait réservé.

Quand les Belges se présentèrent, les soldats de garde, saisis de panique, crièrent au complot contre Lumumba. Ce dernier ignorait tout de ce qui se passait. Réveillé par les cris des gardes, il ordonna que les Belges soient gardés à vue, en attendant la levée du soleil pour examiner leur culpabilité.

Il faut noter que la peur des Européens contre les Africains avait atteint le même paroxysme que celle des Africains contre les Européens.



5

Les causes de la crise

« Il n'y a aucune différence entre un ministre ou un directeur de l'Europe et ceux de l'Afrique ; tous sont égaux, ils doivent, s'ils se rencontrent s'appeler « mon cher collègue ». Certaines personnes noires et blanches ne comprennent pas encore ce que veut dire un pays indépendant. C'est le cas de nos frères Baluba qui sont endoctrinés par les Communistes. »

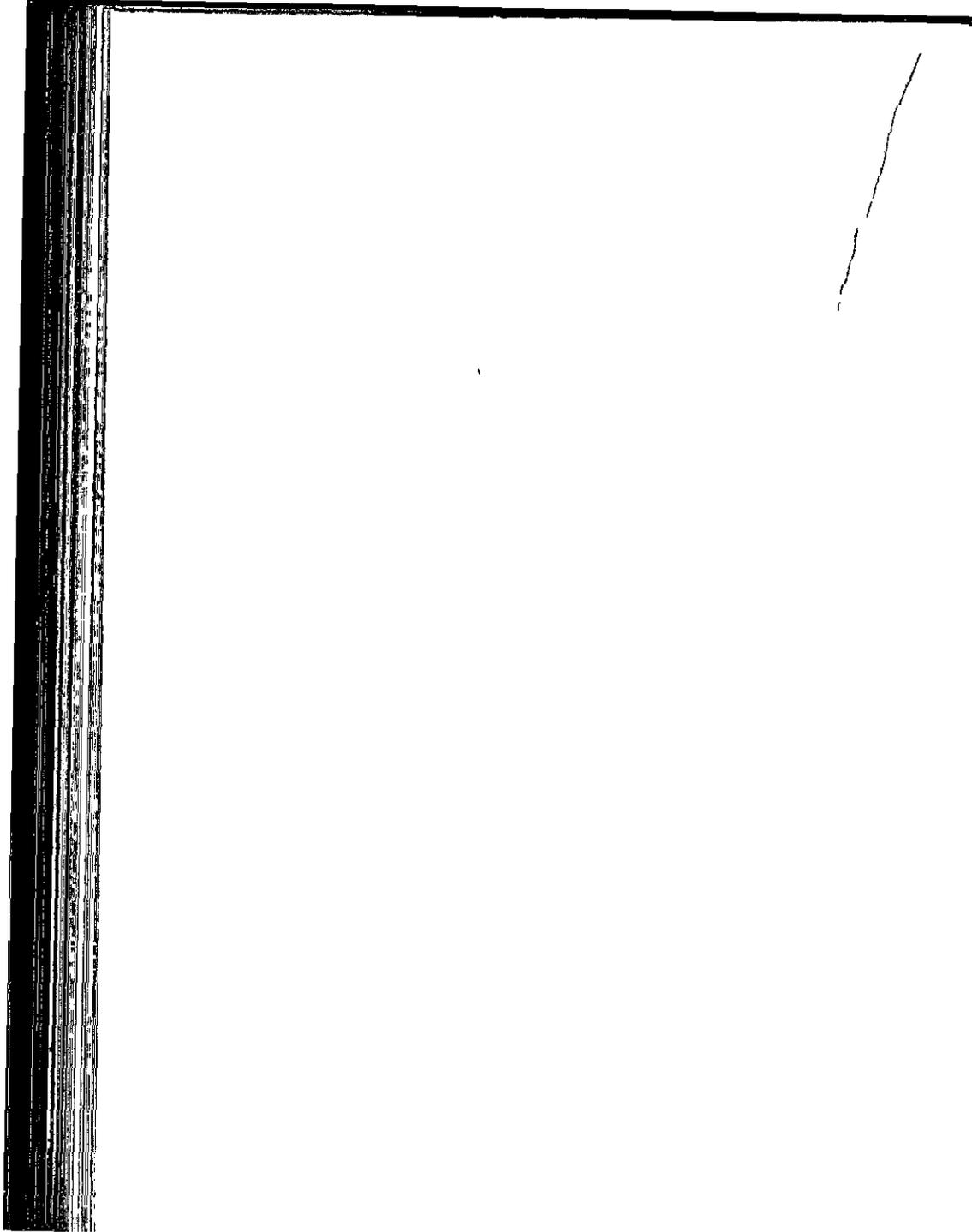
LUC SAMALENGUE.

« Si le fonctionnaire international se sait libre de ses influences personnelles et guidé uniquement par les buts communs, par les règles de l'organisation et par les principes dont la légitimité est reconnue, alors il a fait son devoir et peut affronter la critique, qui demeure inévitable. »

DAG HAMMARSKJOLD.

« Les Congolais ? Vous les détesterez tous — tous sans exception. Mobutu, Gizenga, Munongo, de gauche ou de droite, Blancs ou Noirs — tous écœurants. Mais ne jugez pas l'Afrique sur le Congo. Il existe aussi des gens merveilleux en Afrique. Pas au Congo. Non, vous ne les aimerez pas. Mais cela vous fera une expérience. A cet égard, rien de tel que le Congo. Vous en remercieriez le Ciel. »

GUSTAVE DURAN.



Le Bas-Congo.

Le poids du Bas-Congo sur le reste du Congo est un phénomène historique, plutôt qu'un aspect momentané. En 1482, un capitaine portugais du nom de Diego Cão, planta un *padrão* dans le Bas-Congo : « En l'an 1681 de la création du monde et 1482 de la naissance de Notre-Seigneur, le Très-haut, Très-excellent et puissant prince, le roi Don Juan II du Portugal fit découvrir cette terre et ériger cette pierre. »

La conquête ainsi opérée a été faite, sans que le roi Nzinga a Nkuwu le sache. Quelques semaines après, il lui fut rapporté que des hommes semi-blancs. avaient été aperçus sur la côte de l'Océan Atlantique. Diego repartit sur-le-champ, sans avoir la courtoisie de faire connaissance avec le roi du Congo. Il rentra au Portugal, pour aller annoncer les nouvelles conquêtes.

En 1485, Diego Cão revient au Congo, et ramena avec lui une dizaine de prêtres. Cette fois-ci, il vit le roi. Après des négociations, il lui laissa les missionnaires, dont l'un avait la charge de confesser le roi, et d'autres celle d'explorer les richesses, qui se limitaient en fait au commerce des esclaves.

En 1487, Diego Cão revient pour la troisième fois, et ramena avec lui les esclaves capturés, au nom du christianisme, pour le roi du Portugal. Le roi Nzinga a Nkuwu accepta d'ouvrir les relations diplomatiques avec le Portugal. Le premier ambassadeur connu par les historiens s'appelle Augusto Nsaku. Du Portugal affluèrent au Congo, les missionnaires, les charpentiers et les pirates.

De nombreux Congolais allèrent faire leurs études dans les instituts catholiques au Portugal. Pour payer leurs frais de séjour à Lisbonne, le roi Joao II du Portugal exigeait des esclaves et de l'ivoire.

Converti au christianisme en 1491, la famille royale (Nzinga a Nkuwu et son fils Mpanzu) créa une religion chrétienne nationale, cependant que la reine mère et le second fils Afonso restaient catholiques romains. Ici, déjà commencent les conflits de religion, dont Kimbangu Simon ne sera que le continuateur. C'est lui qui fondera, en 1921, le kibanguisme.

Entre 1506 et 1512, le commerce d'esclaves entre le Congo et le Portugal était florissant. Un historien portugais, qui a puisé dans des documents portugais, a évalué à 1.389.000 en chiffres ronds le nombre des esclaves qui ont été emmenés hors du Congo dans la seule période qui va de 1486 à 1641, soit une moyenne de 9.000 environ par an. L'abbé Jadin déclare que l'on transportait les esclaves en provenance du Congo-Angola à un taux de 25.000 par an au XVIII^e siècle.

Non seulement les esclaves du Congo étaient vendus par les Portugais, mais il en fut de même pour l'Angleterre. « Dans les onze années qui s'écoulent entre 1783 et 1793, 921 bateaux de Liverpool servirent à transporter 313.737 esclaves d'une valeur globale de 15.186.850 livres sterling.

A Saint-Domingue, un aperçu sommaire a permis de reconstituer un registre d'esclaves en 1731, portant sur 200 personnes de 25 nations africaines, le Congo arrive au second rang avec 42 esclaves, précédé des Aradas, 70, et suivi des Ibos, 18, puis des Sénégalais, 20, et des Maliens 6.

Tout en reconnaissant la souveraineté du Congo, le Portugal s'efforçait d'empêcher le roi d'entrer en contact avec d'autres puissances européennes. En 1525 un navire de nationalité française tenta d'accoster dans l'embouchure du Congo. Aussi-

tôt le roi prit contact avec les Français à bord, mais le roi du Portugal protesta auprès du roi Afonso et les Français repartirent. Ainsi la France a pour la première fois échoué, là où Léopold II mangea plus tard ce qu'il appelait le « gâteau africain ».

D. Henrique, fils d'Afonso, fut sacré évêque à Rome en 1520, et un autre Congolais resta à la Curie romaine. Selon certains, il fut sacré Cardinal, par le pape Paul III.

Les rapports entre le Portugal et le Congo n'allèrent pas sans combat. Surtout depuis que le roi du Congo avait nommé un Ambassadeur au Vatican. Certains documents historiques révèlent qu'à Pâques 1540, alors que le roi congolais assistait à la messe solennelle, huit portugais firent irruption dans la cathédrale pour tenter de l'assassiner, mais il s'enfuit, les Portugais tirèrent sur les fidèles et firent une centaine de morts.

Le christianisme perdit son prestige, mais l'avènement au trône de Diego I, qui venait de choisir le Père jésuite Diego Gomas comme confesseur, parvint à améliorer la situation. En 1546, sur demande du Père Gomas, les Jésuites arrivèrent au Congo, les Dominicains bâtirent un couvent de haute formation. Mais, suivant la tradition historique, les Jésuites ne tardèrent pas à se faire expulser. Au début de 1649, un incident majeur se produisit. L'un des Pères jésuites usa de manières peu ordinaires pour obtenir les faveurs de la princesse, fille du roi Diego. Au cours des propositions, le Père avait eu des égratignures au visage, il alla se plaindre au roi et lui demanda de condamner sa fille. Diego refusa. Le Père jésuite déçu, égaré par l'amour, proféra des injures contre le roi en pleine chaire de l'église, en le qualifiant de « chien à l'esprit étroit ». L'incident mit fin à la présence des Jésuites au Congo. Le confesseur Gomas, quitta la cour royale, Diego I, réclama au roi du Portugal des missionnaires franciscains.

Mais, en 1568, le royaume du Congo dut faire face à une invasion, qui l'emportera en même temps que la civilisation chrétienne. Les Jaga (Nyaga) (envahisseurs) selon toute probabilité venus des régions des grands lacs africains détruisirent Mbata et San Salvador. Le roi du Bas-Congo s'exila sur une île du Congo.

Gouvea, gouverneur Portugais de Sao Thoné fit appel à l'armée métropolitaine. La reine Catherine du Portugal lui envoya 600 soldats bien armés. Il faudra deux ans pour arriver à exterminer les Nyaga. Les Jaga ou Nyaga sont en fait les ancêtres de Lumumba et de ses principaux collaborateurs dans le premier gouvernement congolais (M. Sangara, Midiburo, Bisukiro, Mahamba, Weregemere, Rudahindwa...). Ils venaient, disaient-ils, de la montagne du Lion. Certains supposent qu'il s'agit des Monts Ruwenzori (Kivu-Ouganda), Karisimbi, Mikeno, Nyirangongo et le Kilimandjaro (Kenya) (montagnes en général où résident des lions). Quelques-uns des Jaga qui restaient se dirigèrent vers l'Afrique du Sud et en Angola. C'est un élément fondamental dans la légende du Bas-Congo de considérer les hommes venant de l'Est (ou Haut) comme des envahisseurs.

Pays de vieille civilisation chrétienne, attaché à l'Occident, le Bas-Congo a pourtant conscience de sa personnalité depuis plusieurs siècles. Mais victime de la religion chrétienne, des missionnaires et des Noirs de souche orientale, l'homme « Mukongo » en a conservé une mentalité méfiante envers tous les étrangers. Il n'y a que Léopold II qui réussit, à prix de sang, à lui imposer l'unité congolaise. C'est pourquoi dès les premiers jours de l'Indépendance, ils ne souhaitaient que de se détacher du Congo. La mutinerie qui éclata dans le Bas-Congo en juillet, exploitée par les Belges et étouffée par Lumumba, n'est qu'une manifestation de ce nationalisme historique.

Kasavubu et Lumumba au Bas-Congo.

Le 8 juillet 1960, les soldats congolais désarment les Européens à Boma, Matadi et Thysville. Les liaisons militaires par radio ou par avion échappent au contrôle des pouvoirs civils. C'est ainsi qu'ils donnent l'ordre de désarmer tous les Européens, dans l'ensemble du Congo.

Partout où le désarmement des Européens s'est fait, c'est avec la brutalité, la grossièreté et les vexations, hélas bien caractéristiques, du soldat congolais.

Le même jour, un renfort des para-commandos belges est envoyé à Kamina, son effectif est d'environ 200 hommes. On prétend qu'ils sont venus protéger les biens et la sécurité des Belges, or en réalité il s'agit de l'envoi d'un contingent à Moïse Tshombe, qui est sur le point de proclamer l'indépendance du Katanga.

Le 9 juillet, le président Kasavubu et Patrice Lumumba arrivent à Matadi. Ils demandent aux Européens de rester et de donner des assurances aux soldats mutinés. Lumumba dit :

« *Boyoka naino. Nani azi adjudant awa ? Yazi wapi ? Bon. Ye, topesi bino lelo ya grade ; mokomi ba commandant ya camp.* » (Écoutez. Qui est adjudant parmi vous ? Où est-il ? Maintenant, vous avez un général Congolais, maintenant vous vous commandez. C'est fini le colonialisme.)

Mais au moment où ils étaient en train de travailler pour l'entente entre les Africains et les Européens, un bateau embarquait les Belges pour Anvers. Et les forces belges attaquaient Matadi peu après.

Un correspondant du *Daily Telegraph* décrit comme suit la scène :

« Les Congolais et les Portugais de Noqui, dans le territoire voisin d'Angola où je me suis rendu aujourd'hui, ne peuvent

s'expliquer le départ des Belges que comme une mesure de représailles, car tous les Belges étaient partis lorsque le raid a eu lieu. Les Portugais ont vu les avions tirer à la mitrailleuse au-dessus de Matadi — Noqui se trouve à environ trois milles de distance — et les quatre navires belges tirer sur la ville. Un Portugais que j'ai retrouvé était à Matadi même lorsque les troupes belges sont arrivées ce jour-là.

« Au cours du raid sur les quais, quatre policiers s'étaient cachés dans une petite pièce du poste de police. Des Belges ont fait irruption, ont tiré et les ont tués.

« Aujourd'hui j'ai vu le long des quais des automobiles trouées de balles. J'ai vu du sang coagulé et de la peau humaine sur les quais, près d'un bureau et la tunique trouée de balles d'un policier qui avait été tué à proximité.

« Lors de la première vague, les avions belges ont furtivement attaqué Matadi, survolant bas le territoire de l'Angola. Mais les Portugais ont prévenu les Belges que si un autre avion survolait le territoire, leur navire mouillé dans le fleuve ouvrirait le feu sur lui.

« C'est après ce raid de représailles que les mutins de la Force publique de Matadi et de Thysville sont devenus des bandits armés et sont partis errer dans la campagne à la recherche de Belges. »

Le 9 juillet, je prends la parole à la radio pour demander aux Européens de rester au Congo, et lance cet appel :

« Je sais qu'il en est parmi vous, assurant des responsabilités dans le secteur privé et administratif, qui désireront s'adapter à la situation du Congo indépendant. Sans doute ceux-là veulent servir loyalement la République du Congo. Nous leur disons : Ne cédez pas au vent de panique qui souffle. Restez calmes, poursuivez votre travail. Soyez assurés

que tout est mis en œuvre pour garantir la sécurité de vos biens et de vos vies. Vous avez fait confiance à un Congo libre et indépendant, nous vous demandons encore un effort pour faire confiance dans l'avenir du Congo dynamique. Il faut que vous nous aidiez à préparer son chantier. »

A 21 heures M. Cléophas Kamitatu, parlant à la radio, déclare :

« Un certain nombre de commissaires de police congolais sont déjà mis en place. Dans le Bas-Congo, à Thysville, au Kwilu, au Kwango et au Lac Léopold II, des administrateurs de territoire noirs et des commissaires de police de toute catégorie sont nommés.

« L'indépendance du Congo ne peut signifier anarchie et donner une réputation honteuse devant l'opinion internationale.

« Ne nous rendons pas coupables d'actes sinistres, que nous avons combattus avec énergie pendant la colonisation... »

☆☆☆

Tshombe proclame l'indépendance du Katanga.

A son retour du Bas-Congo, Lumumba tint une grande conférence de presse, radiodiffusée en direct. Il souligne les responsabilités de la Belgique dans la mutinerie et les désordres ont deux causes. Primo : le refus systématique de l'ancien commandant Janssens de donner des postes de responsabilités aux Noirs. Secundo : certains parlementaires de la minorité, qui font de la subversion au sein de l'armée.

« Nous voulons fonder nous-mêmes notre Etat. Nous ne pouvons tolérer que les Européens soient l'objet de sévices.

Le gouvernement congolais n'accepte pas la présence des soldats Belges au Congo sans son consentement. La responsabilité de la Belgique est grande. Nous y sommes opposés, parce que cela mettra en cause pour longtemps les relations entre Congolais et Belges. »

A la veille de ce discours, Moïse Tshombe avait décrété l'état d'exception au Katanga. Et le jour même, il annonce l'indépendance du Katanga :

« Nous constatons que ce que veut l'actuel gouvernement central congolais est uniquement la désintégration de tout l'appareil militaire et administratif, l'instauration d'un régime de terreur qui chasse nos collaborateurs belges. Il veut, par cette méthode, remplacer le plus rapidement possible les cadres instruits par des cadres qu'il semble déjà avoir recrutés parmi les ressortissants des pays d'obédience communiste.

« Le Katanga ne peut se plier à de telles menées. Le gouvernement katangais a été élu par une Assemblée provinciale, élue elle-même sur la base d'un programme d'ordre et de paix.

« Dans ces circonstances, et devant les menaces que ferait peser sur nous une plus longue soumission à l'arbitraire et à la volonté communiste du gouvernement central, *le gouvernement a décidé de proclamer l'indépendance du Katanga.* Le Katanga fait appel au Monde libre tout entier, et demande à tous de lui reconnaître le droit, qui est celui de tout peuple, de disposer de lui-même.

« Que Dieu protège le Katanga indépendant. »

C'est alors que commencèrent les manœuvres financières les plus ignobles dans l'histoire de la décolonisation. Lorsqu'un ministre noir, catholique romain, exprime clairement la

volonté de lutter contre le communisme sur un terrain où foisonnent l'uranium, la pontalite, le cobalt et d'autres produits servant à la fabrication d'engins spatiaux, il peut sûrement compter sur la grande chaîne internationale de la contre-révolution. Tshombe est un descendant de la famille royale des Lunda. Son père avait une petite fortune acquise grâce à des services rendus aux Belges. Tshombe était l'Africain en vue qui avait le sens des affaires. Les Belges avaient tenté de lui nuire dans son négoce, mais il finissait par tirer son épingle du jeu. En réalité, ce n'est que vers 1959, quand Tshombe devint un homme politique que ses affaires devinrent florissantes.

Si Lumumba incarnait le patriotisme, la fierté nationale, la foi dans l'avenir des nations prolétaires, et en l'affirmation de l'homme noir, Tshombe ne croyait pas l'heure venue d'exalter les sentiments du nationalisme et de la dignité humaine. On n'anticipe pas l'histoire disait-il. Il croyait sincèrement que, ce que les Européens avaient réalisé en vingt siècles, ne pouvait être façonné par les Noirs en moins d'un siècle !

L'indépendance des Etats d'Afrique ou d'Asie consisterait à permettre aux Blancs de continuer à gérer les affaires et à orienter la politique de ces Etats par l'interposition d'autochtones courtois et sages.

Le nationalisme populaire d'un Lumumba lui faisait horreur. Celui marxisant d'un Mulele ou Somialo l'indisposait. Tshombe pensait que celui qui fait appel au peuple, appelle l'anarchie, les désordres, la ruine des riches et la fuite des capitaux. Tshombe, c'est le « bon Nègre », il incarne l'esprit d'une grande majorité d'hommes de couleur moyens qui supposent que l'argent, la religion et même le marxisme sont affaires de Blancs et que les Nègres ne peuvent faire autre chose que : « leur rester reconnaissants ». Pour lui, sans

le concours des Blancs, les Noirs, les Arabes, les Jaunes sont incapables d'une réalisation quelconque. Toute sa conception est l'anti-thèse des idées de Patrice Lumumba. C'est le conflit des générations d'hier, mais aussi, une confrontation de choc pour les générations de demain.

☆☆☆

Albinos, sadiques, assassins.

Après l'envoi du télégramme, Lumumba et Kasavubu se dirigent vers Stanleyville. Les avis sont encore partagés. Lumumba souhaite rencontrer Nasser tandis que Kasavubu désire aller à Moscou pour y rencontrer Krouchtchev. Mais le pilote ne se dirige pas vers Stanleyville, il prend la direction de Léopoldville. Lumumba s'en rend compte aussitôt et lui pose la question : « Quand arriverons-nous à Stanleyville ? »

Le pilote semble ne pas avoir entendu.

Kasavubu, à son tour, pose la question : « Pourquoi n'avons-nous pas encore atterri à Stanleyville ? »

Le pilote répond : « J'ai reçu l'ordre de vous conduire à Léopoldville. »

Kasavubu, furieux, lui intime l'ordre : « Moi (chef d'Etat), je vous ordonne de nous conduire à Stanleyville. »

Lumumba en désarroi lui dit : « Nous savons bien que vous êtes Belge, mais aujourd'hui cet avion appartient au Chef de l'Etat. Vous êtes au service du gouvernement congolais, vous ne pouvez accepter d'autres ordres que ceux émanant de nous. Nous sommes un pays indépendant, la Belgique est aussi un pays indépendant au même titre que la France et les U.S.A. »

Le pilote, très calme, lui répond : « C'est parce que je

suis avant tout Belge, que je ne vous conduis pas à Stanleyville. » (1)

Ils atterrissent donc à Léopoldville. A Ndjili, l'aéroport, ils rencontrent des paras belges et des Belges qui fuient le Congo. Beaucoup sont en état de dépression nerveuse.

L'officier supérieur des troupes belges se dirige vers Kasavubu et Lumumba et leur dit, en s'adressant d'abord à Kasavubu : « Monsieur le Chef de l'Etat, voulez-vous passer les troupes en revue ? »

Lumumba chuchote à Kasavubu : « Laissez-moi lui répondre », et réplique à l'officier, nommé Cumont : « Il n'est pas question, pour un Chef d'Etat d'un pays indépendant, de passer en revue les troupes étrangères. »

CUMONT (à Kasavubu) : « J'insiste pour que vous passiez les troupes belges en revue. »

KASAVUBU (à l'oreille gauche de Lumumba) : Ces Flamands nous tendent un guet-apens. Ils veulent nous tenir comme otages. Sois très ferme, Patrice, il ne faut pas qu'ils nous arrachent.

LUMUMBA (au commandant Cumont) : Je répète, Messieurs, il n'est pas question de passer en revue vos troupes.

CUMONT : M. le Président, je vous supplie de m'écouter. Il ne s'agit nullement d'un guet-apens. Nos troupes sont là pour assurer votre protection.

KASAVUBU (sèchement) : Nous refusons votre protection. Le Congo n'est pas votre pays. Nous sommes seuls capables d'assurer notre propre protection.

(1) Le pilote savait déjà que les deux hommes étaient décidés d'envoyer, en arrivant à Stanleyville, un message à Nasser pour lui demander un avion qui les conduirait en R.A.U., et même en U.R.S.S., afin d'obtenir une aide unilatérale.

GHEYSEN (criant à haute voix) : Messieurs, sachez que c'est moi qui commande le terrain d'aviation, vous vous trouvez sur un territoire belge.

CUMONT : Messieurs, nous voulons vous accueillir avec les honneurs dus à vos rangs.

LUMUMBA : Nous n'avons pas besoin de vos honneurs.

KASAVUBU : Partez, pillards. Nous avons assez de vos ridicules humiliations.

LUMUMBA : Allez protéger les Wallons contre les Flamands.

Un cri se fait entendre : Et vos Lulua-Baluba, qu'est-ce que vous en dites ?

Un vieux qui fuit le Congo, hurle : Hé, la Belgique n'est pas tout de même le pays des Baluba.

GHEYSEN (suivi de tous les soldats) : Assassins, sadiques, vous avez violé les religieuses et les femmes blanches. Dieu vous punira.

KASAVUBU (qui ne parvint pas à se faire entendre) : Vous en faites autant sur nos négresses.

CUMONT (menaçant Kasavubu, et le couvrant d'injures) : Albinos, Chinois, rentrez chez vous en Chine.

GHEYSEN (à Kasavubu) : Voulez-vous que le sang coule à Léopoldville ?

KASAVUBU : Messieurs, si vous avez soif de sang, faites-le couler, mais je ferai mon devoir. Vos souhaits ne se réaliseront pas.

LUMUMBA : Sachez, Messieurs, que le temps de la conquête est passé, ce qui commence aujourd'hui ne s'arrêtera plus...

Avant qu'il ne termine, un certain Scheerlinck des commandos, en même temps au service du Katanga lui saute à la gorge et lui arrache une partie de sa barbiche, en lui disant : « Voleur ! crapule !... nous finirons par t'avoir. »

Lumumba note :

« Les troupes belges nous regardaient d'un petit air particulier. Tous les Européens qui attendaient leur départ nous encerclèrent en nous injuriant : « Macaques, assassins, sauvages, sadiques, nègres, albinos, ...vous avez violé les femmes belges. » Certains me crachaient sur la figure, me tiraient la barbe, un autre Belge m'a pris mes lunettes en me brutalisant. Aucun homme d'Etat en exercice ne subit jamais pareille humiliation. »

☆☆☆

Lumumba, Kasavubu, Tshombe et l'O.N.U.

Le 12 juillet 1960, à la suite de démarches personnelles de l'ambassadeur Timberlecke, le Conseil des ministres congolais présidé par Antoine Gizenga décide de faire appel aux troupes américaines.

Le président Eisenhower était gêné par l'offre du gouvernement congolais, car une aide militaire provenant d'une puissance considérée comme le pilier de l'impérialisme entraînerait la réprobation des Etats neutres afro-asiatiques ; et ouvrirait facilement aux Etats communistes, la voie d'accès au Centre de l'Afrique. Il préféra plutôt agir sous le couvert des Nations-Unies. C'est ainsi que le Département d'Etat désavoua discrètement les initiatives de son ambassadeur à Léopoldville, et suggéra ensuite aux dirigeants congolais de solliciter les troupes des Nations-Unies, pour rétablir l'ordre au Congo. A ce moment Lumumba et Kasavubu qui se trouvaient à Luluabourg et qui ignoraient les tractations entreprises entre le gouvernement congolais et les Etats-Unis, adressèrent un télégramme à l'O.N.U. pour solliciter une aide militaire et une assistance technique.

Le 14 juillet, le Conseil de Sécurité décide à une majorité écrasante d'envoyer au gouvernement congolais une aide militaire et technique ; « et ce jusqu'au moment où les forces nationales de sécurité, grâce aux efforts du gouvernement congolais et avec l'assistance technique de l'Organisation des Nations-Unies, seront à même de l'opinion de ce gouvernement de remplir entièrement leur tâche. »

Cependant, le 11 juillet, Moïse Tshombe Kapenda avait proclamé l'indépendance du Katanga. Les milieux d'affaires belge, britannique, américain et sud-africain qui connaissaient l'importance des gisements de cuivre, de cobalt et d'uranium ainsi que les autres minerais exploités au Katanga, préféreraient l'indépendance d'une province à la tête de laquelle règnerait une bande d'ex-séminaristes, d'ex-épiciers et des chefs de tribus qui garantiraient leurs intérêts.

La proclamation de l'indépendance du Katanga marque le début d'une lutte d'intérêts que se disputent les capitalistes dans le Tiers Monde. Ils s'y livrent une lutte basée sur la compétition économique moderne. Au Katanga, comme à Chypre, au Chili, en Angola comme en Rhodésie, c'est une poignée d'hommes de grosses finances internationales qui exercent le pouvoir. C'est elle qui fabrique et défait le cadre dirigeant.

L'O.N.U. qui entre au Congo par une petite porte s'y complait facilement, d'autant plus que son organisation théoriquement internationale, n'a d'autre but que celui de sauvegarder ses intérêts financiers.

Dès l'envoi du premier contingent au Congo, M. Dag Hammarskjöld, en accord avec le Département d'État, forma un « Club » qui examinait chaque jour les questions du Congo. Toutes les questions importantes touchant le Congo étaient communiquées d'urgence et secrètement à Washington. Jamais, elles ne furent communiquées à Moscou. O'Brien

affirme qu'il était interdit de montrer à M. Arkadev, délégué de l'U.R.S.S., tout document concernant le Congo.

« Le Congo-Club se composait d'un noyau américain autour de M. Hammarskjöld, avec une enveloppe de neutres », conclut M. Conor O'Brien (1).

Aucun membre des Etats communistes ne faisait partie du Club. La politique des Etats-Unis était de barrer la route au communisme au Congo, par le canal de l'O.N.U. Personne dans ce club ne pouvait s'affranchir des pressions de Washington. C'est Washington, en effet, qui payait la plupart des factures, et est encore le grand commanditaire du budget de l'O.N.U.

Sans les soutiens financiers des Etats-Unis, l'O.N.U. ne pouvait fonctionner au Congo ; et sans l'O.N.U. nous ne serions pas renversés.

☆☆☆

L'O.N.U. : Etat dans l'Etat.

Monter une machine administrative, qui enleva à notre gouvernement toute autorité, fut l'œuvre de M. Andrew Cordier, deuxième personnage de l'O.N.U. qui, au cours d'une réunion, répondit au Dr Bunch qu'« aucun Jésuite ne pouvait écrire un article intéressant... »

Pourtant, s'inspirant de leurs méthodes, voici que s'installe au Congo une organisation d'Etat dans l'Etat. Les pouvoirs du Chef des activités civiles sont identiques à ceux du Commandant en chef de la Force des Nations-Unies. A ce moment là, Cordier disposait d'un groupe consultatif présidé par lui.

(1) Mission au Katanga, p. 59.

Certains départements congolais étaient contrôlés par des organisations internationales dépendant de l'O.N.U. Ainsi le ministère de l'Agriculture relevait de la compétence de l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.). Les Communications de l'Union Internationale des Télécommunications (U.I.T.) de l'Union Postale Universelle (U.P.U.) de l'Organisation de l'Aviation civile internationale (O.A.C.I.) et de l'Organisation météorologique mondiale (O.M.M.). Le Ministère de l'Education Nationale était supervisé par l'Organisation des Nations-Unies pour l'Education, la Science et la Culture (U.N.E.S.C.O.). Le Ministère de la santé publique relevait de la compétence de l'O.M.S. Et enfin le marché du travail correspondait au domaine d'activité de l'Organisation Internationale du Travail (O.I.T.). En outre, les Finances étaient en partie du domaine d'activité de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (B.I.R.D.) et du Fonds monétaire international (F.M.I.). Parmi les personnalités occupant les postes-clefs, figuraient les représentants des grandes sociétés capitalistes américaines.

C'est ainsi que M. Dinour (Israélien) et M. Benoît (Haïtien) se voyaient chargés de superviser les services des finances du gouvernement congolais. M. Mancini, lié indirectement à l'E.N.I., s'occupait du Commerce extérieur ; et M. Healps (du Canada), agent de la Fondation Ford aux U.S.A., était chargé du service de plan.

La conception de l'action de l'O.N.U. au Congo que se faisait Lumumba était différente de celle de Dag Hammarskjöld. Pour Lumumba, l'O.N.U. viendrait au Congo pour obliger les militaires belges à partir et laisser librement le gouvernement congolais continuer à gouverner. Candide, il disait que l'opération de l'O.N.U. demanderait tout au plus huit jours.

Pour Dag Hammarskjöld, l'O.N.U. était une couverture

pour certains Etats qui convoitaient les immenses richesses du Congo, et désiraient y entrer.

Lumumba et Kasavubu croyaient que l'O.N.U. était à leur service, Dag Hammarskjöld et surtout Washington voyaient en cette entreprise une action à long terme.

Je ne voudrais pas m'étendre sur l'histoire de l'O.N.U. au Congo, ni sur son action auprès de Lumumba. Trois personnalités intègres ont épuisé le sujet, M. O'Brien dans « *Mission au Katanga* » ; Jean Ziegler dans « *Contre-révolution en Afrique* » et Jules Chomé dans « *Le gouvernement congolais et l'O.N.U.* ».



Le Katanga.

Le 22 octobre 1891, aux Anglais et aux Belges qui voulaient lui arracher la signature reconnaissant la soumission du Katanga aux puissances étrangères, Msiri, roi de Garenganze (vrai nom du Katanga) tint ce langage : « Je suis maître et roi chez moi, tant que je vivrai, le royaume du Garenganze n'aura pas d'autre maître que moi ».

Deux mois plus tard, le 20 décembre 1891, Stairs envoie le capitaine Bodson à la tête des Noirs de Zanzibar, avec l'ordre d'arracher la signature de Msiri ou de l'abattre sur-le-champ. A la tête d'un peloton de Zanzibarites, Bodson force les portes de la cour royale, il est reçu à coups de fusil, blessé, il tire sur le roi Msiri qui tombe mort. Mais Masuka, fils de Msiri, abat le capitaine et extermine les Zanzibarites pour venger son père. Un premier grand personnage historique vient d'être victime des immenses richesses gisant dans le sous-sol katangais. Ce n'est que le début d'un long

processus. Sans parler des milliers d'Européens, d'ouvriers et paysans noirs, d'autres suivront, notamment Simon Kibangu, Patrice Lumumba, Dag Hammarskjöld et peut-être demain, faudra-t-il allonger la liste.

C'est une lutte de grand style financier qui débute, au moment même où commence la colonisation. En effet, l'idée que la province du Katanga ne fait pas partie du Congo remonte à l'assassinat de Msiri.

Au début de la colonisation, toute l'Afrique centrale dépendait des capricieuses puissances des hommes d'affaires anglais et belges. Léopold II réussit à faire reconnaître par le Congrès de Berlin, en 1885, le territoire délimité par la carte de l'État indépendant du Congo, non sans peine. Comme la province du Katanga était la plus éloignée de la capitale, et que Léopold II était absorbé par le commerce d'ivoire, il négligea d'envoyer tout de suite des Belges en Garenganze. Pendant ce temps, Cécile Rhodes poussait dans la direction de la province du Katanga des agents affairistes et des explorateurs miniers. L'absence des agents de Léopold II au Katanga incite le correspondant de « *Morning Post* » à écrire qu'il est immoral de prétendre à la possession d'un territoire qu'on n'occupe pas réellement. »

En 1891 et au début de 1892, la tension monte entre la Grande-Bretagne et la Belgique. D. Crawford, missionnaire vivant au Katanga à cette époque résume comme suit dans le *Think Black*, en 1912, le point de vue britannique : « L'argument anglais en faveur de l'annexion, sinon logique, est au moins géographique, car le Katanga n'est-il pas une vraie dépendance de l'Afrique du Sud ? En outre, le Congo est beaucoup trop encombrant et la Belgique n'a-t-elle pas les yeux plus grands que le ventre ? »

Léopold II comprit le danger. Il décida d'inclure le capital britannique dans une compagnie à charte. Au déjeuner de

1898, qui préluda cet accord, Cécil Rhodes déclara : « *This king is a regular jew* » (ce roi est un Juif authentique). C'est ainsi que l'U.M.H.K. vit le jour.

Par la suite, une expédition mixte conduite par le capitaine anglais Stairs, et financée par la Compagnie du Katanga, planta après l'assassinat de Msiri le drapeau de Léopold II au Katanga. Un membre de cette expédition, de nationalité écossaise, pour justifier le retour du Katanga au Congo prophétisa que : « Les nations civilisées poursuivraient une politique à courte vue si elles oubliaient le devoir de s'unir contre les Nègres. »

La présence du Katanga au Congo est, dans l'esprit de ses auteurs, subordonnée aux intérêts de l'homme blanc en Afrique Centrale. Il a toujours été envisagé de l'annexer aux territoires du Sud dominés par les Blancs au cas où le péril noir se ferait plus menaçant. Les problèmes Tshombe, Lumumba, Adoula, furent des questions secondaires.

Déjà pendant l'été 1959, les hommes de l'U.M.H.K. travaillaient pour la sécession. En décembre 1959, M. Achille Gavage, conseiller de Tshombe, prit contact avec des officiers de l'armée, pour organiser une sécession avant l'ouverture de la Table Ronde. Il pensait que, influencée par les thèses centralistes de Patrice Lumumba, la Table Ronde se déciderait en faveur d'un Congo unifié. Le 2 mars 1960, Sir Welensky déclara que les Blancs et Noirs du Katanga lui avaient proposé une fusion de la Rhodésie avec le Katanga indépendant et chrétien.

Le prétexte de l'opération est la lutte contre le communisme et contre l'instauration d'un régime et d'un ordre social nouveau : la défense de l'Occident chrétien. Pour les Blancs, l'Européen a été placé dans un monde noir qui lui est hostile. Dès lors, les Etats comme le Portugal, l'Afrique du Sud, la Rhodésie du Sud, les racistes des Etats-Unis et

les anciens nazis du monde, se mobilisent contre tout dirigeant Noir qui n'est pas leur porte-parole. La lutte contre Lumumba leur fut imposée par un destin capricieux et par l'aventure d'hommes désespérés.

☆☆☆

Lumumba, Tshombe et le Katanga.

Sans doute, Tshombe ignore ceux qui l'utilisent. Il sait tout simplement qu'en travaillant avec ces milieux, il deviendra Chef d'Etat et gagnera beaucoup d'argent. « Honneur et Argent » remplace « Honneur et Patrie ». Le reste : capitalisme de traite, fascisme, racisme ou idéologie ne le préoccupent nullement. Cependant, derrière lui, œuvre une chaîne d'intérêts et d'antagonisme à l'échelon international. C'est la survivance de la doctrine d'Hitler. Le Katanga c'est le terrain de résistance d'extrême-droite en Afrique centrale.

Lumumba en a pleinement conscience, mais son enthousiasme enfantin et son honnêteté politique l'empêchent d'en saisir le danger.

Il finit par devenir fataliste, en croyant que sa mort seule pourrait sauver le Katanga. Certes, il sait que son peuple a tendance à messianiser les morts héroïques. Il sait qu'il deviendrait plus fort, une fois mort, que vivant. Il l'affirme d'ailleurs chez moi. Au cours d'une dernière conférence qu'il avait tenue en public, Lumumba déclara : « Je mourrai comme Ghandi » et « Il faut un martyr pour libérer le pays. » Les prévisions de Lumumba se sont rapidement révélées vraies, le professeur Georges Balandier notera quatre ans après sa mort, que « l'influence de Lumumba croît depuis le moment de sa mort tragique ; il appartient au

monde des mythes. Avant, les Congolais retrouvaient en lui, confusément, l'incarnation de leurs problèmes, après ils découvrent en lui un Sauveur. Le messianisme politique s'établissait à l'échelle d'un vaste pays, il commence à dissoudre les frontières étroites des entités ethniques. »

Lumumba a cru qu'en devenant martyr, il faciliterait la réintégration du Katanga. Ses adversaires prétendaient que son élimination devrait faciliter l'indépendance du Katanga.

Tshombe était à Léopoldville quand les désordres ont commencé. Le 7 juillet, il me demanda de lui faire rencontrer Lumumba. Tshombe voulait devenir ministre des Affaires économiques du Gouvernement Central, à la place de Rodolphe Yav, membre de son parti.

« Il y a trop de pression sur moi, me disait-il, j'aimerais travailler pour mon pays, et non pour une province. Ainsi, me recommande-t-il, auprès de votre ami et notre cher frère Patrice Lumumba. Faites que je sois reçu au plus tôt. »

Je fis part à Lumumba du désir de Tshombe. Il me répondit : « Ne vous faites pas avocat du diable. Que voulez-vous que je fasse des fascistes et des marionnettes de l'impérialisme ? »

Le soir, Lumumba organisa une réception à laquelle étaient invités les Baluba de Jeanson Sendwe, opposés à Tshombe. Tshombe ne fut pas invité. Il me téléphona et me dit ses regrets : « Ça, c'est une humiliation impardonnable. » dit-il, et il coupa la communication.

Tshombe avait préparé un discours qu'il devait prononcer à la radio en même temps que Sendwe pour annoncer que la réconciliation dans la province du Katanga était réalisée. Quand il se vit rejeté brutalement par Lumumba, il prit la résolution de se venger. Il me dit : « Monsieur le ministre, je pars chez nous au Katanga, maintenant vous allez voir. »

Certes, tout ceci n'était que petites mises en scène, car même si Tshombe était devenu ministre du Gouvernement central, la conjuration extérieure aurait trouvé une autre personne pour provoquer la sécession.

6

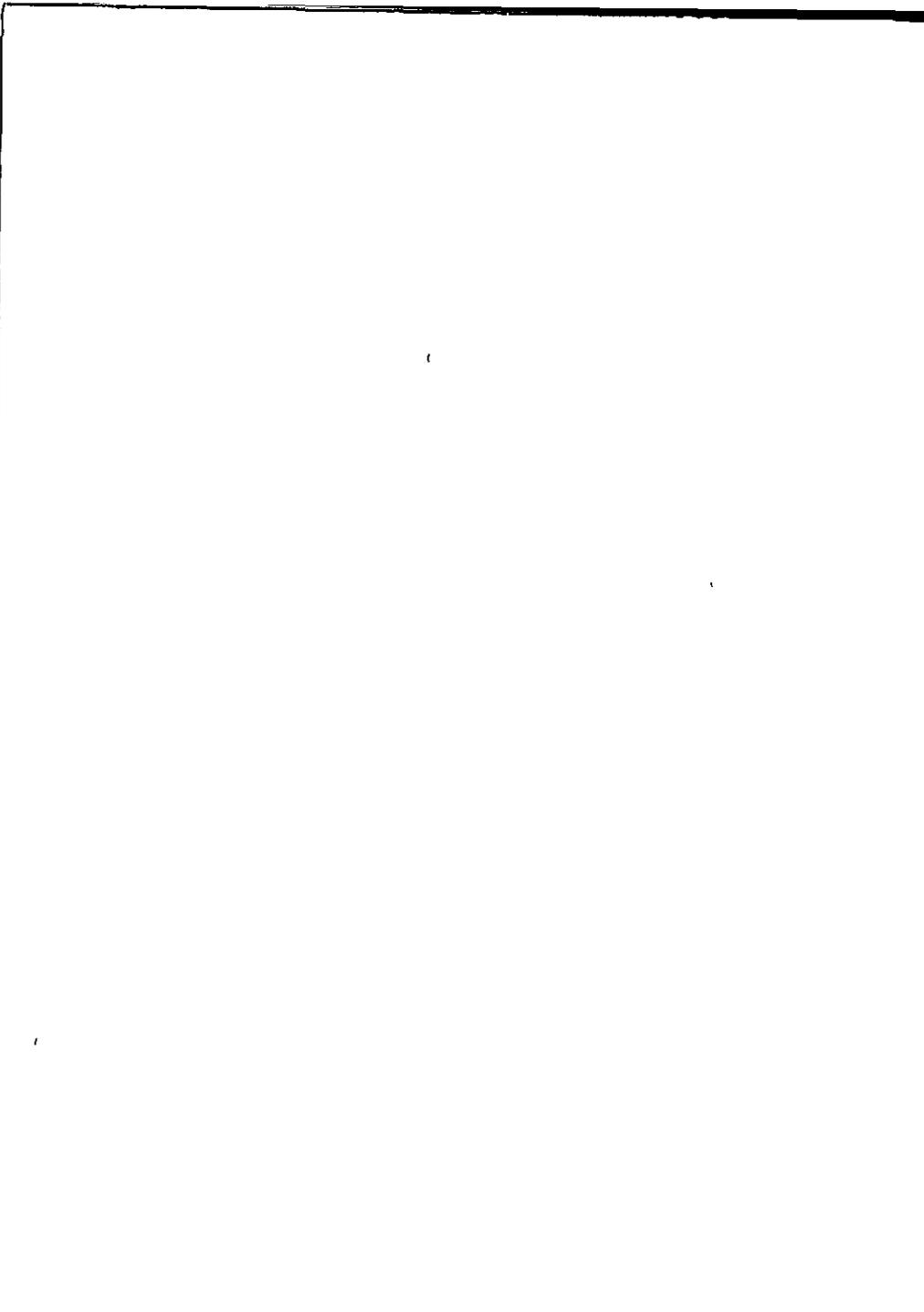
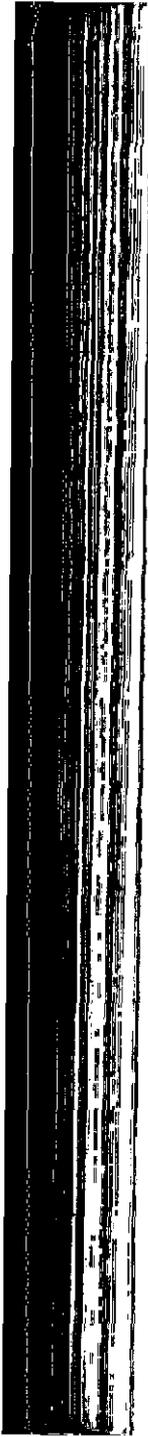
Chute de Lumumba

« Si quelqu'un crache en l'air, la salive lui retombera sur la poitrine. »

PROVERBE CONGOLAIS.

Le grand succès des ennemis de l'Afrique, c'est d'avoir compromis les Africains eux-mêmes. Il est vrai que ces Africains étaient directement intéressés par le meurtre de Lumumba. Chefs de Gouvernements fantoches, au sein d'une indépendance fantoche, confrontés jour après jour à une opposition massive de leurs peuples, ils n'ont pas été longs à se convaincre que l'indépendance réelle du Congo les mettrait personnellement en danger.

FRANTZ FANON.



La Belgique principale intéressée.

Le 26 juillet 1960, le gouvernement belge adresse à M. Tshombe un télex dans lequel il approuve et soutient la sécession katangaise. Elle souhaite que d'autres provinces suivent l'exemple du Katanga : « L'unité du Congo est l'œuvre de la Belgique. Toute modification doit être l'œuvre des Congolais eux-mêmes.

« La position du Katanga a toute la sympathie de la Belgique et l'aide technique que nous lui apportons en est la preuve évidente.

« La Belgique s'est particulièrement réjouie des récentes déclarations de M. Tshombe par lesquelles il affirme considérer le Katanga comme le noyau d'une future confédération des Etats du Congo. Tout ralliement d'autres provinces du Congo au Katanga est donc à encourager, bien entendu avec discrétion. » Sé/P. WIGNY, Ministre des Affaires étrangères de Belgique.

Cependant, sur le plan international, le gouvernement belge se déclare résolument hostile à toute idée d'indépendance du Katanga. Pierre Wigny adresse une lettre aux cinq puissances occidentales : France, Grande-Bretagne, Allemagne Occidentale, Pays-Bas et Etats-Unis, leur recommandant de ne pas faire suite aux démarches sécessionnistes des Katangais :

« Les intrigues se succèdent au Katanga dans le but de faire de cette province un Etat indépendant et de le faire reconnaître comme tel par les gouvernements étrangers. La Belgique s'oppose à cette sécession pour plusieurs raisons.

- « 1° Les réactions à court terme qui s'ensuivraient mettraient en danger la vie et les biens des Européens dans le reste du Congo, car ils seraient accusés à tort de participer à ce complot ;
- « 2° Le Congo est doté d'une Constitution, et il est en train de rechercher sa structure définitive qu'il trouvera à terme plus ou moins long. Il sera possible et même nécessaire de reconsidérer dans une atmosphère détendue la structure politique du Katanga par rapport au reste du Congo ;
- « 3° Une sécession, à plus ou moins long terme, compromettrait la vitalité et l'équilibre économique du Congo entier, qui pourrait alors devenir une proie facile pour les communistes.

Enfin, il est douteux que le Katanga soit suffisamment préparé pour résister ultérieurement à la subversion ou à l'agression. Le gouvernement belge souligne qu'il est indispensable aux Nations amies, et même Tshombe, d'agir avec extrême prudence ou au moins de temporer. »

Comme ce fut le cas au XVI^e siècle, avec les rois du Portugal, la Belgique ne souhaitait pas voir d'autres puissances européennes, non-communistes, venir s'installer au Katanga. La politique de protection des biens et des vies des Belges n'était pas seulement dirigée contre le communiste Lumumba, mais aussi contre toute concurrence non-belge. Depuis le mois de juillet, grâce à l'intervention de Paul Struye, le parlement belge avait offert trente millions belges au groupe qui menait l'action anti-lumumbiste. Au début du mois d'août, un Comité de Défense se créa à Brazzaville.

Brazzaville était devenue le centre des intrigues et de l'activisme mené par certains Belges et des Français favorables

à Tshombe. Le président de la République, Fulbert Youlou, était un partisan enthousiaste du démembrement du Congo-Léopoldville.

Les principaux membres du « Comité de Défense » sont MM. Bolikango, Kalondji, Tshombe, Moanda, Kasavubu et Gilbert Pongo.

Les membres du Comité de Défense avaient reçu comme programme de la part des milieux qui les soutenaient en argent et en armes :

- mener une campagne contre Lumumba et certains ministres actifs (Gizenga, Kashamura et Mpolo) ;
- chercher à assassiner Lumumba, par le soulèvement militaire ;
- provoquer d'autres sécessions régionales ;
- amener M. Kasavubu à provoquer la crise, par révocation illégale de Lumumba.

Comme ils étaient incapables d'assassiner Lumumba et que les sécessions étaient une action assez coûteuse, les spécialistes du Comité de Défense, conseillèrent la dernière solution.

☆☆☆

Le coup du 5 septembre.

Le 4 septembre, M. Kasavubu reçut, dans la matinée, M. Denis, envoyé par le gouvernement belge, à titre de conseiller. M. Denis venait mettre au point les dernières modalités de la révocation de Lumumba.

Il apportait à Kasavubu des faux documents, témoignages d'un prétendu complot de Lumumba contre Kasavubu. Dans ces documents fabriqués, il était dit que Lumumba allait bientôt instaurer un régime présidentiel.

Dans la journée du 5 septembre, Lumbala informa Lumumba des activités anormales qui se déroulaient au palais présidentiel. En fin de matinée, Mademoiselle Thérèse Tshimbalanga, qui entretenait des amitiés secrètes à la fois avec Lumumba et Kasavubu, venait confirmer à Lumumba qu'elle avait assisté à une conversation inquiétante entre Kasavubu et ses conseillers Van Bilsen et Denis.

Lumumba, optimiste de nature, ne tint pas compte de ces informations. Quant à Mademoiselle Tshimbalanga, elle commença à former un comité de vigilance féminine, présidé par Hélène Bijoux.

A la fin de la soirée, à 20 h. 15, au moment où la radio-diffusion donnait les cours d'anglais, M. Kasavubu vint tout seul au studio, s'empara du micro, remplaçant sans formalité le speaker. De sa voix flûtée et chantante, il annonça :

« J'ai une nouvelle d'extrême importance à vous annoncer. Le Premier ministre, qui avait été nommé par le roi des Belges selon les dispositions de la loi fondamentale, a trahi la tâche qui lui a été confiée. Il a recouru à des mesures arbitraires qui ont provoqué la discorde au sein du gouvernement et du peuple. Il a gouverné arbitrairement. Il a privé de nombreux citoyens des libertés fondamentales. Et, maintenant encore, il est en train de jeter le pays dans une guerre civile atroce. C'est pourquoi, j'ai jugé nécessaire de révoquer immédiatement le gouvernement. »

Le coup porté contre Lumumba était dû à sa décision ferme de mettre fin à la sécession katangaise et kasaienne. C'est avec raison que l'on impute à l'U.M.H.K. des responsabilités dans les événements du Congo. On ne saurait affirmer avec certitude l'éventualité d'un désaccord entre Lumumba et Kasavubu.

En réalité, l'armée étant acquise à Lumumba, le colonel Mobutu avait reçu de l'argent des U.S.A., qui lui avait été

remis par l'intermédiaire de M. Cordier, haut fonctionnaire de l'O.N.U. Tous les soldats furent invités à toucher leur solde. Au moment de la paie, il était demandé à tous les soldats de laisser leurs fusils à la caserne. Après quoi, les soldats loyaux au gouvernement n'ont plus reçu d'armes, tandis que ceux qui étaient partisans de Kasavubu se trouvèrent, comme par hasard, en possession d'armes. En même temps que cet acte de Kasavubu, suivait une ordonnance de révocation de cinq autres ministres qui visait MM. Ch. Ghenye, Gizenga, Mwamba, Bolamba, Lumbala et moi-même.

☆☆☆

Lumumba révoque Kasavubu.

Lumumba, conseillé par MM. Félix Moumié et Serge Michel, rédigea en hâte un discours annonçant la révocation de Kasavubu. Il était déjà 21 heures.

« Le président de la République n'a pas le droit de révoquer un gouvernement élu par le peuple. Si M. Kasavubu est aujourd'hui chef de l'Etat, c'est parce que nous l'avons désigné. C'est au nom du peuple congolais, au nom de la paix, que j'use des droits de la légalité : nous lui retirons la confiance, et au nom de la Nation, j'affirme qu'il n'est plus dès aujourd'hui président de la République du Congo. C'est au peuple de juger aujourd'hui, et à l'histoire d'apprécier demain. Il vous appartient de choisir entre un homme qui fait le jeu de l'impérialisme belge, et moi, avec mes ministres, qui défendons vos intérêts légitimes. »

Lumumba retourna à son domicile. Il envoya Ch. Muzungu me chercher. D'autres membres du mouvement de jeunesse, MM. Nzunzi, Kisonga, Lubuma, Bu, Dionge, allaient cher-

cher d'autres ministres. Quelques instants plus tard, il retournait à la radio pour y prononcer un nouveau discours :

« Kasavubu a trahi la nation. Il ne mérite plus la confiance du peuple. Au moment où le Congo marche, au moment où le Congo jouit de l'admiration du monde entier, *Kasavubu vient d'asséner un coup dur à l'avenir de notre pays*. Kasavubu vient de traîner la République dans la boue. C'est l'avenir national qui vient d'être mis en cause. Kasavubu est incapable de réussir là où l'impérialisme a échoué. Celui qui vient de trahir, je le dis, et je l'affirme, n'est plus chef de de l'Etat. C'est le gouvernement que je préside qui assume les responsabilités du pouvoir, et les prérogatives de la République. Il appartiendra, demain, au parlement de décider.

« Kasavubu est un agent de l'impérialisme. Il vient de demander à nos vaillants soldats de déposer les armes. Il vient d'accepter la tutelle de l'O.N.U.

« Il n'y a plus de chef de l'Etat. Il ne reste qu'un gouvernement populaire, présidé par votre serviteur Patrice-Emery Lumumba, qui vous conduira vers l'émancipation totale. Le Congo n'est pas une monarchie. »

Après ce discours, tout le monde se sentait rassuré. Kasavubu lui-même se voyait trahi par les événements. Le lendemain, à 13 h. 30, M. Andrew Cordier réquisitionnait les unités de l'O.N.U. du Ghana, sous le commandement du général Alexander, pour fermer Radio-Léopoldville. Le même Cordier adressait une note à Lumumba lui interdisant de parler encore à la radio. De plus, il décidait le contrôle de tous les aérodromes ou des unités de l'O.N.U. Il nous empêchait de demander une aide extérieure quelconque ni aux Etats Afro-asiatiques, ni aux Etats socialistes, et Lumumba et ses ministres ne devaient plus se rendre à l'intérieur du pays.

Entre temps, des unités africaines du Nigéria, de Tunisie, du

Ghana prenaient part à l'action visant notre neutralisation. Les soldats marocains, sous le commandement d'un général réactionnaire de droite, formé à Saint-Cyr, Khetanni, passant putre aux ordres du roi Mohamed V, mais sous l'œil vigilant du prince Moulay Hassan, futur Hassan II, cernaient la demeure de Lumumba et se mettaient au service du colonel rebelle Joseph-Désiré Mobutu. O'Brien, comme d'ailleurs tous les témoins, affirme : « Il y a peu de doute que les appuis que Lumumba aurait pu obtenir à ce moment auraient été des plus sérieux, sans l'action énergique de M. Cordier. » (1)

La politique de l'O.N.U. avait pour unique objectif de retourner la situation en faveur de Tshombe.

☆☆☆

La honte du Congo.

Le lendemain, le 7, le parlement est convoqué pour statuer sur l'acte de révocation de Kasavubu par Lumumba, et de ce dernier par Kasavubu. Les meilleurs orateurs nationalistes (MM. Lumumba, Mpolo, Weregemere, Kama et Kashamura) face à une opposition faible, qui n'avait que Michel Colin comme avocat montent à la tribune pour prouver l'illégalité de l'acte accompli par Kasavubu. Je préfère, dans ce livre, laisser Lumumba lui-même parler de cet événement :

« Qu'est-ce qui se passe ? (demande Lumumba aux parlementaire. avant de prendre la parole).

« Quelle est la situation au Kasai ?

« Lorsque M. Kalondji avait eu des ennuis avec les Belges,

(1) Cf. *Mission au Katanga*, d'O'Brien - Plon.

j'avais dit que s'il n'était pas libéré, je me constituerais prisonnier par solidarité. Pour M. Kalondji la légalité n'existe pas. Le voilà s'arrangeant avec les sociétés commerciales ; le directeur de la Forminière à Bruxelles lui envoie des armes et des avions de combat, avec matricule : « Air-Kasai ».

« Un état-major est établi à Brazzaville. Certains Baluba traversant le fleuve Congo s'embarquent à Brazzaville pour aller déposer des armes à Bakwanga, Madame Kalondji était à bord de l'un de ces avions. Les Belges et les Français ont violé l'intégrité du territoire national.

« Madame Kalondji détenait une somme de 7.200.000 anciens francs, et sept pistolets, elle était accompagnée d'un groupe de fascistes qui avaient réceptionné les armes envoyées par les Belges et les Français. Pourtant, Madame Kalondji n'est pas en prison.

« La radio de Brazzaville a annoncé que trois cents hommes ont quitté la province du Katanga pour Bakwanga, armés par les Belges.

« Des armes dont vous n'avez pas l'idée.

« C'est un grand complot.

« Est-ce cela, la démocratie ?

« *Pour vous l'opposition et la démocratie signifieraient que chacun irait à son gré créer sa petite république quand il lui plaît ; chacun aurait le droit d'aller chez les Français chercher des armes pour venir massacrer ses propres frères !*

« Quand le gouvernement prend des mesures pour réprimer cet état de choses et qu'il envoie des troupes pour arrêter des perturbateurs, vous le blâmez en l'accusant d'opprimer les gens !

« Quels sont les traîtres à la Patrie ?

« L'A.B.A.K.O., parti de M. Kasavubu, s'est rangé du côté des rebelles. Elle a envoyé des émissaires au Katanga. De Brazzaville est partie au Katanga une délégation composée

des membres de l'A.B.A.K.O., P.U.N.A. et du M.N.C.-Kalondji. La complicité de l'A.B.A.K.O. est flagrante.

« J'ai le devoir de le dénoncer et je n'aurai jamais peur de dire la vérité, car j'ai obligation de défendre le peuple jusqu'au bout. »

Parlant de Kasavubu, Lumumba dit :

« J'ai beaucoup d'admiration pour M. Kasavubu. Celui-ci a toujours été mon ami. Jamais Kasavubu en aucune occasion ne m'a exprimé le moindre reproche, ni la moindre critique de la politique suivie par mon gouvernement.

« Toutes les décisions qui ont été prises par mon gouvernement l'ont été de plein accord avec le Chef de l'Etat.

« On fait trop de chantage au communisme. Qu'est-ce que, pour nous, le communisme ?

« Lorsque j'ai demandé à M. Ralph Bunch un avion pour me rendre aux Etats-Unis, il m'a dit qu'il n'en avait pas, et qu'il pourrait faire en sorte que j'emprunte un avion soviétique qui venait d'apporter des vivres. J'ai téléphoné à l'ambassadeur des Etats-Unis pour lui dire que je préférerais partir à bord d'un avion américain.

« Croyez-vous que l'ambassadeur Timberlecke des U.S.A. a accepté ? Non.

« J'ai été obligé de demander au Ghana, à M. Kwame N'Krumah, de m'aider.

« Il m'a prêté un avion, grâce auquel j'ai effectué ce voyage. Comment alors nous faire croire que l'O.N.U. est venue nous aider ?

« Aux Etats-Unis, le député Weregemere a découvert des irrégularités et des fourberies des Belges commises à la F.M.I. (Fonds monétaire international) au détriment de notre pays.

« Quand M. Gizenga et la délégation de parlementaires allaient partir pour l'Amérique, j'avais demandé au secrétaire

général de l'O.N.U. de les amener à bord de son avion. Il a refusé.

« Dénusés de tout moyen de transport rapide, que devions-nous faire ?

— Voler de nos propres pieds pour arriver aux U.S.A. ?

« Ils disent qu'ils sont contre le communisme, qu'ils sont contre l'Union soviétique et quand nous demandons une aide, ils nous la refusent et préfèrent la donner à Tshombe. Ils disent qu'ils sont contre le communisme, et entre temps, ils nous poussent à nous jeter dans les bras des communistes. Leur plan est de favoriser l'installation d'une nouvelle dictature économique chez nous. »

Dominant les débats, il se tourne vers les députés :

« Vous savez, on peut cacher la vérité, mais elle finira par triompher. Tous ces discours dans lesquels on me taxe de communiste, où l'on prétend que j'aurais l'intention de faire du Congo un satellite de l'Union soviétique, sont en réalité écrits par les Belges.

« Je ne m'en moque pas mal, lorsque l'on me traite de communiste ; je ne le suis pas et ne le deviendrai jamais. »

Lumumba était très inquiet de se voir traiter de communiste. Chaque fois qu'il en voyait l'occasion, il s'en défendait.

Lorsque le député Colin l'interrompt, pour s'attaquer à mon action au ministère de l'Information en disant : « Il y a une certaine carence en ce qui concerne le ministre Kashamura », Lumumba s'enflamme, et lui fait subir l'humiliation de l'éloquence, en disant :

« Il n'a pas de carence, Monsieur. Il y a un ton de libération de conscience qui se fait jour à la radio. C'est parce que vous voulez qu'on aille encore chanter des alléluias à la Radio, que vous en voulez au ministre. (*Très vifs applaudisse-*

ments, cris de Uhuru.) Je sais ce que vous cherchez, vous êtes mécontents parce qu'un patriote est devenu ministre de l'Information, parce qu'à sa place vous n'avez pu l'être. » (*énergiquement chez l'opposition, applaudissements à gauche*).

Il termine en disant :

« Ne faisons pas la honte du Congo. Tous ces journalistes étrangers qui sont là-bas (il les montre de ses doigts fins) disent que nous ne sommes pas mûrs pour nous gouverner. »

☆☆☆

L'exemple du Paraguay.

Le soir, il réunit les parlementaires nationalistes. Il leur donna des détails sur l'évolution de la situation. Il était optimiste comme d'habitude. Mais son optimisme le poussait à une certaine hypocrisie. Lumumba, en effet, avait la faiblesse de ne dire à ses amis et collaborateurs que des choses intéressantes. Dans la mesure du possible il nous cachait l'aspect négatif des événements. Je lui reprochais amèrement en lui disant qu'on ne pouvait précisément analyser une situation dont on ne savait que le côté positif.

Devant les parlementaires réunis chez lui, Lumumba exposa en long l'exemple des Jésuites au Paraguay. L'ancien Paraguay, dit-il, s'étendait presque des bords de l'Atlantique jusqu'aux approches de la Cordillère des Andes. Il comprenait des terres appartenant aujourd'hui au Brésil, à l'Uruguay et à la République Argentine. Dans ce pays vaguement délimité, vivait la race indienne des Guaranis, les plus nombreux du continent américain. Ils ne formaient pas un État, mais comprenaient comme chez nous des tribus séparées, sans

liaison. Leur manque de cohésion et la docilité de leur caractère faisaient qu'ils constituaient, suivant l'expression de l'historien argentin Lugones, « *une masse plastique sensible à toute pression* ».

Les parlementaires s'agitaient, d'autres tremblaient de colère.

M. Joseph Kasongo, président de la Chambre des Représentants, était un anti-clérical forcené. D'origine de Zanzibar et d'une famille de Musulmans noirs, il ne savait rien de l'action cléricale dans l'histoire. Le texte que résumait Lumumba, lui était fourni par mes soins, je l'avais découpé à son intention dans une revue parisienne.

Kasongo souffla à l'oreille de Lumumba :

« Il faut charger autant que possible, cela éclaire l'opinion. »

Midiburo qui avait entendu, assis aussi à côté de Lumumba, répliqua : « C'est à la masse d'expliquer tout ceci. Les hommes que nous avons ici, sont tous pourris. Ils sont vendus. »

Pierre Mulele l'admet aussi, en ajoutant : « Eh oui, camarade Patrice ; vous parlez devant les agents de la C.I.A. »

Lumumba les interrompit : « On n'a pas le droit de se méfier des élus du peuple. Ils ne sont pas des traîtres. » Puis il reprit : « Le résultat a conduit à la balkanisation du grand Paraguay, par les Jésuites. Aujourd'hui le Paraguay est le plus petit Etat de l'Amérique du Sud, et avec la Bolivie ils sont les Etats américains du sud qui n'ont pas accès à la mer. »

Il regarda autour de lui, comme s'il cherchait à être contredit, et il établit la comparaison avec le Congo :

« Vous voyez, mes chers compatriotes, le Vatican, les Belges, les Américains, veulent créer des petits royaumes et républiques types Rwanda, Burundi. » (*cris de : à bas les curés, à bas l'impérialisme, Uhuru...*).

Lumumba continue : « Mais, après la balkanisation du Paraguay, les Jésuites, c'est-à-dire le Vatican, conduisirent le pays à un régime qu'il combat aujourd'hui même.

« Les Pères ne firent pas seulement des Guaranis des agriculteurs, mais des ouvriers. Des ateliers de tous genres furent montés, et telle était la faculté d'adaptation des Indiens que le développement manufacturier fut rapide. Les Guaranis, comme nous Congolais, étaient curieux, imitateurs et habiles. On n'avait qu'à leur montrer quelque chose : ils reproduisaient.

« Sur le plan tribal les Jésuites résolurent le problème de la façon la plus simple : en mettant plusieurs tribus dans la même réduction. »

Là encore les parlementaires s'agitèrent, certains, en majorité, demandèrent que cette causerie soit portée à la connaissance du public. Mais, d'autres, comme Justin Matati, disaient : « Ce n'est pas ça qu'il faut traiter. »

Edmond Rudahindwa insinua : « Soyez certains que par ses propres initiatives il ne peut aller à ce genre d'excès. C'est Kashamura qui est derrière. »

Josias Fele, qui naguère disait à la tribune du Sénat que le Congo redeviendrait calme dès que Anicet Kashamura quitterait le ministère de l'Information, me chargea à nouveau : « Ah, celui-là, c'est un faiseur de coups. Quand il a monté un coup, il ne parle jamais. Ah, Lumumba est imprudent de le suivre. »

« C'est un jésuite. Il est allé déjà à l'Université de Moscou », s'écria Ch. Weregemere.

« Laissez-lui faire son boulot. Il travaille pour la République », répondirent Mulele et Masena.

Entre temps, Lumumba continuait sa causerie en concluant : « Les dirigeants dans un système de cléricanisme-impérial

deviennent des soliveaux comblés d'honneur et de faveurs. Leur féodalité se transforme en honorariat. Quand il y a un soulèvement, l'Église fait une libéralité de façade, elle se dit ne pas intervenir dans un conflit intérieur, mais en dessous pousse à l'extermination des tribus moins croyantes : voyez ce qui se passe au Rwanda ! où certains missionnaires sont mêlés à l'extermination des Batutsi. Il n'est pas toujours vrai que ce type de régime soit foncièrement réactionnaire, car au Paraguay les Jésuites avaient fait du communisme. »

Certains parlementaires sanglotaient, d'autres, plus nombreux, étaient surexcités.

Lumumba leur demanda de ne pas en faire cas publiquement, car, dit-il, « il ne faut pas pousser la masse à inquiéter les religieux. »

Ensuite, pour calmer les autres, il revint à sa doctrine : « Nous ne sommes pas contre les religieux, nous voulons que les missionnaires cessent de s'ingérer dans les affaires politiques, il faut qu'ils se sentent avant tout prêtres religieux, et non missionnaires agents de leurs métropoles. »

☆☆☆

Lumumba entre de Gaulle et Sékou Touré.

Après la causerie, il me retint. Il me signala le départ clandestin de Félié Moumié à Genève, et de Serge Michel qui avait regagné Tunis, pour continuer la lutte au sein du F.N.L. Il me demanda si parmi les journalistes français se trouvant à Léopoldville, Jane Rouch, Lambinet, ou Georges Bourdelon, personne ne pouvait nous aider à faciliter les contacts avec le Président de Gaulle. Jane Rouch prit l'initiative d'en parler à l'Ambassadeur Charpentier, représentant de la France ;

celui-ci ne se dérangea pas, car il penchait plutôt en faveur de Kasavubu.

Lumumba ayant pris soin de consulter le représentant de Guinée, la réponse fut nettement négative, avec ensuite une note détaillée venant de Conakry sur la politique française au Congo. Le Président Sékou Touré nous signala que le gouvernement de Michel Debré avait envoyé une mission officielle au Katanga pour étudier les possibilités de reconnaître l'indépendance du Katanga. Mais il restait une chance de faire échouer le projet, car le président de Gaulle et certains ministres, comme Couve de Murville, André Malraux, y étaient hostiles. Il précisait qu'à Brazzaville, l'abbé Youlou collaborait avec les hommes de Jacques Soustelle, ministre de l'Information du gouvernement Debré, lié à l'O.A.S., et que Fulbert Youlou, l'homme le plus nuisible à l'Afrique centrale, n'hésiterait pas à utiliser Tshombe et d'autres aventuriers pour nous liquider. Prévisions justes, car la France ne reconnaîtra jamais le Katanga, mais gardera des contacts officieux avec lui. Il est probable que sans Youlou, Lumumba n'aurait pas été assassiné. Trois ans plus tard, en août 1963, ce sera le président Sékou Touré qui par sa présence à Brazzaville donnera l'élan au mouvement qui renversera Youlou dans la nuit du 15 août.

☆☆☆

Les débuts de la Résistance.

MM. Gizenga et Mpolo furent les premiers à prendre le maquis. Mpolo revint quelques heures plus tard. Mais ils furent repérés par Mobutu et arrêtés. La police les conduisit

à l'aérodrome de Ndjili, d'où ils devaient être conduits au Katanga pour y être assassinés.

L'O.N.U. fut alertée à temps, elle ordonna au colonel rebelle Mobutu de les libérer. Le même jour, Antoine Gizenga prit la route pour un voyage d'environ deux mille kilomètres, traversant le Kwango, le Kasai, pour atteindre Stanleyville, fin octobre 1960.

Tibou Tounkarra, délégué de Sékou Touré, proposa à Lumumba de partir avec tous ses ministres à Stanleyville pour continuer à exercer le pouvoir. Il promit que nous serions appuyés par tous les Etats afro-asiatiques.

Quand Lumumba accepta de partir pour Stanleyville, je m'y suis opposé. Je lui disais que ce serait contraire à notre idéal. Ce serait provoquer une nouvelle sécession, alors que nous étions les seuls à comprendre l'importance de l'unité nationale.

Lumumba insista auprès de moi : « Faites-moi confiance. Partout, je sauvegarderai l'unité du Congo, même au prix de la mort. »

Mes collègues du C.E.R.E.A. (Midiburo et Bisukiro) qui assistaient à ces conversations me dirent : « Tenez fort, car vous êtes le seul à lui tenir tête. Un régime à Stanleyville deviendrait aussitôt une tyrannie. »

Lorsque les autres comprirent que je ne voulais pas marcher, et que Lumumba ne souhaitait pas partir sans moi, ils lui répliquèrent avec colère : « Pourquoi suivez-vous toujours les avis de Kashamura ? »

Lumumba leur répondit : « Je ne puis partir sans lui... J'ai un faible pour lui. Il ne faut pas qu'il tombe dans les mains des ennemis. Je ne sais ce qu'il a fait pour arriver à se faire tant détester par les Belges. »

Du congrès de Stanleyville à sa fin, Lumumba a vu

souvent se dresser contre lui ses collaborateurs qui lui reprochaient d'avoir beaucoup de sympathies pour moi. On savait que j'étais pour ainsi dire le seul de tous ses collaborateurs à lui dire ce que je pensais et à lui imposer mes idées.

Pourquoi une personne aussi sèche, et plutôt réservée et froide, avait eu beaucoup d'emprise sur un homme aussi séduisant et expansif, c'est ce que l'on se demandait.

☆☆☆

La loi de l'intransigeance.

La nuit du 8 septembre, nous étions (Lumumba, Kasongo et Kashamura) seuls au domicile de Lumumba. Un visiteur inquiet vint voir M. Lumumba. Il s'agissait de M. Timberlake, ambassadeur des U.S.A. au Congo. Il avait un message verbal du président Eisenhower. M. Timberlake demandait à Lumumba de lui donner l'assurance que les Russes seraient chassés du Congo, et que le gouvernement Lumumba romprait les relations diplomatiques avec les pays socialistes et neutralistes (Ghana, Guinée, R.A.U.). Moyennant quoi, le gouvernement des Etats-Unis serait disposé à reviser sa politique en notre faveur.

Lumumba s'énerva et répondit à l'ambassadeur : « M. l'Ambassadeur, je n'ai pas besoin d'argent à mettre en poche, ni à épargner pour ma famille. Nos ancêtres ont toujours eu une bonne vie sans argent. Tout ce qui m'intéresse, c'est le bonheur de notre peuple et l'unité de notre pays. »

M. Timberlake voulut faire l'historique des événements et présenter la politique des Etats-Unis sous un beau jour. Lumumba l'interrompit et dit : « Allez dire au président

Eisenhower que je ne céderai en aucun cas une partie de notre liberté et indépendance nationale. Répétez-lui qu'entre la liberté et l'esclavage, Lumumba ne veut aucun compromis. »

Joseph Kasongo s'en prend aux U.S.A. Il attaque, comme il l'avait déjà fait deux semaines avant, devant Jean Daniel, journaliste de *l'Express*, le clergé, l'impérialisme, la Belgique.

L'ambassadeur est terriblement déçu.

Je parle en Swahili à Lumumba : « *Mzee, itika anayokuambia, tutaona nyuma.* » (Grand, accepte ses propositions, après nous verrons...)

Lumumba me répond : « *Wapi* » (non).

L'ambassadeur est prié de quitter la résidence du Premier Ministre.

☆☆☆

Un Ministre encombrant.

Le 9 septembre, dans la matinée, Lumumba se rendit au camp Léopold, quartier général de l'armée. Il déclara aux soldats : « Kasavubu a trahi la nation. »

Il leur expliqua le sens des votes intervenus au parlement.

Après cette matinée, à 16 heures, nous étions réunis à quatre, MM. Lumumba, Gizenga, Bisukiro et moi. Décontracté, il dit : « Nous voici réunis ici, chez moi, les vrais camarades de la révolution. »

Il félicite Gizenga de sa non-violence. Parlant de moi, il dit : « Le camarade Kashamura jouit de la confiance du peuple et de moi-même. Il est le seul que l'on ne peut corrompre. Vous verrez que de vous tous, il restera toujours fidèle quand vous m'aurez trahi ou renié. »

Il se tut un moment. On prit une bière, car la bière chez

nous, c'est comme le vin en France. Après quoi, il continua : « Savez-vous qu'une grande part des ennuis me viennent de Kashamura ? Les prêtres ne l'aiment pas. Les Belges le détestent. Les communistes s'en méfient. Les fascistes lui en veulent. Mes propres ministres l'accusent constamment. On veut que je me détache de lui, mais je ne puis le faire. C'est un homme d'avenir pour notre pays. Seulement, il faut un peu savoir modérer vos positions. » Pourtant, me dit-il, vous n'avez ni le tempérament, ni le physique d'un révolutionnaire. »

Bisukiro, un camarade d'école, de bureau et du parti, devenu gros comme un Bouddha, dit à Lumumba : « Vous connaissez mal l'homme. Depuis l'école, au collège, il n'a cessé d'admirer les personnalités révolutionnaires, les opposants. Il aimait Spartacus, Jésus, Marx, Jaurès et, entre temps, il était le plus pieux de nous. »

GIZENGA : Ah ! c'est un admirateur de l'aspect décoratif de l'Eglise.

LUMUMBA : Je vais le caser à un poste où il n'aura plus l'occasion de faire peur aux autres. Il me demanda : « L'économie, ça ne vous dit rien ? »

GIZENGA : Maintenant, c'est l'occasion de faire fuir les capitaux et chuter la bourse !

LUMUMBA : Il s'en sortira bien.

☆☆☆

Le colonel Ankrah désobéit à N'Krumah.

Le 13 septembre, M. Bolikango accompagné des gendarmes s'installe au ministère de l'Information. J'étais au huitième étage, quand il occupa le rez-de-chaussée. Bolikango me téléphona pour me faire savoir que je n'étais plus ministre, et

que c'était lui qui était devenu le nouveau ministre de l'Information. Il m'ordonna de quitter les bureaux, sinon il me ferait prisonnier. Je téléphonai à Lumumba qui me dit : « Faites attention, aujourd'hui ils sont forts. Fulbert Youlou leur a donné des armes. Il faut vous cacher... »

Le soir, il y eut des fusillades, un heurt entre l'armée qui nous restait fidèle et la jeunesse de l'opposition. Il n'y eut pas de morts car nos soldats tiraient en l'air.

Hélène Bijoux s'arme aussi, elle veut devenir la Jeanne d'Arc du Congo. Elle blesse un membre de la jeunesse kalondjiste, mais ne poursuivra pas sa tâche jusqu'au bout.

A 18 heures, risques de combats sanglants entre les soldats congolais et ceux de l'O.N.U. Lundula voulait empêcher Bolikango de se servir de la radio pour permettre à Lumumba, vrai Premier Ministre, de l'utiliser. Le colonel Ankrah, futur chef du putsch qui renversa N'Krumah, accompagné du brigadier Utu, officier ghanéen, s'y oppose. Ensuite il se présente chez Lumumba pour engager des pourparlers au sujet de la radio.

Quand le colonel Ankrah entre, Patrice Lumumba l'interpelle :

« Vous oubliez, mon colonel, que le Congo c'est mon gouvernement. »

ANKRAH le coupe : Votre comportement est indigne d'un Premier Ministre. Vous vous conduisez comme un exalté.

LUMUMBA hausse la voix, Ankrah écoute sans sourciller : Comment pouvez-vous empêcher mon gouvernement légal de parler à la Radio ? Comment vous (*il tend ses bras en l'air*) les Ghanéens, sous l'égide de votre grand président N'Krumah, vous qui êtes nos frères loyaux, pouvez-vous commettre pareille trahison à mon égard ?

ANKRAH : Le Congo n'est pas le Ghana. Je suis au service de l'O.N.U. et non du Congo. Vous n'avez aucun droit de

demander que les Ghanéens prennent la place des Congolais.

Puis martelant les mots en anglais, il dit : « Un gouvernement qui a cessé d'être maître de la situation n'est plus un gouvernement légal. »

LUMUMBA : Ah, le Congo ! Ah, l'Afrique ! (*Un moment de réflexion.*) Maintenant je comprends que nos amis sont aussi nos ennemis. Mais ! vous déshonorez l'Afrique ?

ANKRAH : Je m'en fous. Je ne vous obéis pas, parce que vous voulez conduire le Congo au désastre ! Savez-vous ce que certains milieux disent de vous ?

LUMUMBA : Non. Lesquels ?

ANKRAH : On dit que vous êtes très proches des communistes.

LUMUMBA : Eh bien, ce sont les Américains et les missionnaires qui le disent. Ils le diront moins, si vous, mes frères africains, vous m'aviez aidé (*Plus direct, il fait semblant d'ordonner*) : « Vous me laissez parler à la Radio. Vous donnez l'occasion au ministre de l'Information de traduire les sentiments du peuple congolais. Ou bien, alors, vous êtes traîtres à l'Afrique. Vous êtes contre le président N'Krumah ! »

ANKRAH : Je regrette. Je ne marche pas. Nous ne pouvons pas nous engager contre le président Kasavubu. (*D'un ton menaçant*) : « Nous ne pouvons pas prendre le risque de déclencher un guerre civile au Congo. Non, M. Lumumba, nous ne sommes pas des Congolais. Et puis, la politique de l'O.N.U. est celle de mon pays. »

Ankrah note pour le président N'Krumah : « J'ai pris position contre Lumumba. C'est dur et triste. Mais c'est une nécessité. A son âge on ne devient pas Premier Ministre. Lumumba est encore jeune, dominé par les passions et livré à la ruse. Il est capable de tous les mensonges. Il aime le pouvoir et les femmes. Il est flatté qu'on l'appelle : Premier Ministre (*Muhestimiwa, Kimpwanza, Mobale ya botembe...*).

Son attitude n'est pas aussi désintéressée qu'on ne le pense. Il est aussi ambitieux et égocentrique que MM. Ileo, Kalondji, Bolikango, Tshombe et Kasavubu. En réalité tous les Congolais que je connais : Lumumba, Tshombe, Mobutu, Kalondji, Gizenga, Sendwe, Bomboko ou Bolikango déshonorent l'Afrique. »

C'est depuis que le colonel Ankrah a été choisi comme le candidat de la C.I.A. pour renverser N'Krumah.

Trois semaines plus tard, le colonel Ankrah abattait Kokolo, général-adjoint de l'armée, et plus indiqué le colonel Mobutu. La disparition de Kokolo laisse Mobutu seul là la tête de l'armée sans aucun rival. La C.I.A. aurait souhaité que la fin de Kokolo incombe aux Ghanéens. En apprenant la nouvelle de la mort de Kokolo, Lumumba profère en colère : « Ces imbéciles de Ghanéens, ces assassins ! Ils ne font que faire couler le sang congolais. Ils trouvent encore un moyen de m'opposer davantage à Kasavubu et aux Bakongo. Ah, quelle humiliation pour les Congolais ! »

A 20 heures, Lumumba convoque M. Ginn, ambassadeur du Ghana et l'informe que nous sommes prêts à rompre les relations diplomatiques avec le Ghana. M. N'Krumah, informé, regrette l'incident, bien qu'il soit d'accord pour que ni Lumumba, ni Kasavubu n'utilisent la radiodiffusion de leur pays.

☆☆☆

Pierre Mulele et les chèques.

Mais cette nuit même, Lumumba reçut un message du président N'Krumah, lui signalant que les instructions avaient été données et qu'il pouvait se présenter pour parler à la

radio. Mais, devant la porte, nous nous heurtâmes encore aux baïonnettes menaçantes des soldats ghanéens du colonel Ankrah.

Les Marocains protégeaient Mobutu, tandis que les Tunisiens de Bourguiba veillaient à la sécurité de Kasavubu. Les Guinéens ne voulaient rien faire pour nous, sous prétexte que ce n'était pas dans leurs attributions. Seuls les soldats de Soekarno étaient décidés à intervenir, mais on les fit vite transférer à Goma (Kivu) et dans l'Équateur. Chacun avait trouvé un prétexte pour nous lâcher. Même les conseillers africains de Lumumba, sauf Félix Moumié, même Madame Blouin, Serge Michel, et bien d'autres trouvèrent des arguments pour nous laisser tomber,

C'est depuis lors que nous avons compris qu'en Afrique, quand on perd la gloire, on perd en même temps l'amitié et l'honneur.

« C'est une déchéance terrible, devait me répéter Lumumba, déçu par nos frères Africains, de n'avoir pas conservé le pouvoir en Afrique. »

Désabusé, il ajouta :

« Après tout, ces étrangers minent notre indépendance. Les autres Noirs, les Arabes, tout le monde est jaloux de notre grand pays, de notre peuple dynamique et de nos immenses richesses. Peu importent leurs manœuvres, nous finirons par triompher. On les aura après. Dès que nous gagnerons, il faudra conquérir la République de Youlou. »

Avec une courtoisie orientale, tel un page de cour, j'exprimai ainsi mon admiration à l'homme qui avait tenu ces propos :

« Vous voyez, mon Premier Ministre, toutes ces choses commencent par les balcons et se terminent par les cachots. » André Mandi rendit la réunion plus gaie. En lingala, il dit :

« *Ehh, tata...* (oh, père), il demande un verre de whisky. » Mandi, c'était un occidentalisé qui voulait mener sa vie dans son pays à la manière occidentale, ce qui le rendait un peu bizarre.

André MANDI (à Lumumba) : Premier (au lieu de mon Premier ministre), je vois par l'horoscope que nous allons triompher. Il faut d'urgence à présent préparer un programme.

Grenfeels, un vieux fanatique admirateur de N'Krumah, Nasser et Sékou Touré, avait aussi perdu la foi. « Je ne comprends pas, dit-il, que N'Krumah ait agi de la sorte. »

LUMUMBA : Croyez-moi, ils sont tous les mêmes.

P. MULELE : Vous voyez ! Ils finiront par nous réclamer leurs chèques. Ils vont appuyer Kasavubu. C'est une affaire où les Jésuites sont derrière !

LUMUMBA : (touché) : Exact, camarade.

Ensuite, il demanda à Lengema, son secrétaire, de lui préparer un texte. Il voulait envoyer un message à Sékou Touré, N'Krumah, Modito, Keita, Nasser, Mohamed V, et Bourguiba :

« Je lance un cri d'alarme pour que tous les pays amis nous viennent en aide. Un danger imminent menace la République du Congo, à cause du complot tramé de concert avec une minorité de la population, appuyée par des milieux impérialistes. »

☆☆☆

L'U.R.S.S. appuie Lumumba.

Une semaine après sa chute, Lumumba était complètement isolé sur le plan diplomatique, et cela malgré les efforts déployés par son ambassadeur itinérant, M. Thomas Kanza.

Seuls les pays socialistes (U.R.S.S., Chine, Tchécoslovaquie, Pologne) et les neutralistes de l'Asie (Inde, Indonésie, Ceylan) nous soutiennent. Les Africains ont plusieurs motifs de se retirer. Personne ne veut voir en Afrique une personnalité dont la popularité rayonne, comme celle de Fidel Castro en Amérique latine.

Unité africaine, solidarité arabe, civilisation noire, tout cela ce sont encore des grands mots. Chacun pense d'abord à son prestige, à son pays et à sa propre tribu.

La trahison des Etats africains est dénoncée avec violence par le gouvernement soviétique, qui dit :

« Une coalition de colonialistes s'est formée, qui se pose pour objectif de supprimer le jeune gouvernement africain de la République congolaise, par le truchement d'Africains, les soldats de Tunisie, du Maroc, d'Ethiopie et du Ghana. Les actes impudents de la coalition des interventionnistes dévoilent ses buts réels. Toute l'Afrique, le monde entier, voient maintenant qu'une tentative est faite au Congo pour substituer aux anciens colonialistes d'autres, sous forme du colonialisme collectif des pays de l'O.T.A.N. »

☆☆☆

Le putsch militaire de Mobutu.

Le 14 septembre au matin, Lumumba échappe à un attentat. Il m'incite à me cacher, ainsi que tous les nationalistes visés, pour la plupart originaires de l'Est du Congo.

Ceux qui étaient originaires de Léopoldville (Kamitatu, Mulele, Kimvay, Masena et autres membres du P.S.A.) continuèrent à lutter publiquement. Ces derniers avaient l'avantage

de passer inaperçus en raison de leur physique, et de plus, ils parlaient Kikongo.

Le soir, le colonel Mobutu annonça la neutralisation de Kasavubu et de Lumumba. Lumumba m'avait proposé une chambre chez Michel Lokomba. Mais cette neutralisation ne laissait aucun doute, elle était dirigée contre Lumumba pour la protection de Kasavubu. Le général Kettani, ancien de Saint-Cyr, aurait conseillé à Mobutu de prendre effectivement le pouvoir. Mais les conseillers américains refusèrent.

Le colonel Mobutu prononça d'ailleurs un discours subtil, au cours d'une brève conférence de presse donnée à l'Hôtel Regina. Sa conférence affichait cet esprit :

« C'est pour sortir le pays de l'impasse que l'armée a décidé de neutraliser le chef de l'Etat et les deux gouvernements rivaux (celui de Lumumba et d'Ileo), ainsi que le parlement. Les politiciens pourront avoir le temps d'essayer de se mettre d'accord, pour mieux servir le pays. Il ne s'agit pas d'un coup d'Etat militaire, mais plutôt d'une simple et banale révolution pacifique, aucun militaire ne prend le pouvoir. »

Au départ, le colonel Mobutu n'était pas plus réactionnaire que révolutionnaire. Il ne s'était attaché pendant toute sa vie qu'à une ambition : « écrivain-journaliste ».

Mobutu avait-il l'envergure d'un chef ?

M. Bobozo qui avait été son professeur à la Force publique de Luluabourg, le jugeait intelligent, orgueilleux, mais sans avenir de chef. Il déconseilla aux Belges de le maintenir longtemps dans la Force publique.

Né à Banzville en 1930, Mobutu par sa tribu Gwandi appartient à deux Etats : Congo-Léopoldville et République Centre-Afrique. L'homme a du style et de l'élégance. Son arme c'est le silence. Il prononce rarement des discours, mais écrit beaucoup, et mal, dans un style belge. La moitié des

articles anonymes publiés dans son hebdomadaire : *Actualités Africaines*, étaient faits par lui.

Après la révocation du gouvernement de Lumumba par Kasavubu, il se sentait plus attaché à Lumumba qu'à Kasavubu.

Quand Patrice Lumumba l'avait nommé colonel, les vieux soldats : Bobozo, Lundula, Mulamba et Kokolo lui prédirent un sinistre avenir : « Vous regretterez un jour cette nomination. » « Inutile de vous agiter, avait répondu Lumumba, je sais qu'il est brouillon, mais c'est un gars sûr, qui a un grand rayonnement. »

Joseph Mobutu a peu de vrais amis. Il fait partie d'une équipe : Cyrille Adoula, Victor Nendaka, Justin Bomboko, et Albert Ndele, préparée par la C.I.A. pour constituer un groupe de choc anti-communiste.

Le 5 septembre 1960 l'avait surpris. Ni lui, ni aucun autre militaire congolais n'ont participé au complot. Mobutu sera gagné à la rébellion par un évêque qui dans la nuit du 7 septembre s'est présenté chez lui, en lui disant : « Je suis l'ami du Pape Jean XXIII. Mes conseils sont comme s'ils vous étaient donnés par le Saint-Père. » Il était accompagné de M. Andrew Cordier, proche collaborateur de Dag Hammarskjöld, membre du « Club Congo de l'O.N.U. » avec Kettani, général de l'armée du Maroc. Tous deux lui ont fait comprendre : l'Honneur et la Patrie ».

Deux mois après l'exercice du pouvoir, l'entourage de Lumumba était devenu catastrophique. Il n'y avait que complot et trahisons. On devait même se méfier de Gizenga, Mulele et Kamitatu qui conspiraient en permanence.

Justin Bomboko est l'homme qui a déterminé l'attitude de Mobutu. Il deviendra aussitôt d'ailleurs, président des commissaires généraux. Bomboko est l'un des universitaires-robots formés par les métropoles pour les besoins de la cause.

L'indépendance lui ouvre la voie à tous les genres de spéculations. Il nourrissait une haine tenace contre Lumumba. Bomboko a l'habitude de parler peu de choses sérieuses avec les Africains, mais se montre volontiers intelligent avec les Belges. Chaque fois qu'il le peut il charge ses frères.

« Les Congolais, psychanalyse-t-il, sont des veaux. »

Justin Bomboko a vu le côté romantique de la démocratie. Il se croit le seul vrai défenseur de la liberté, parce qu'il a su faire face aux dictateurs. Il a grillé Lumumba, cassé Tshombe et humilié Youlou, ses adversaires « dictateurs ».

Le collège des commissaires généraux qu'il a mis sur pied, avec l'accord de Mobutu et l'œil bienveillant de Kasavubu, était composé de jeunes étudiants qui n'avaient pas encore obtenu une licence universitaire. Ils étaient pour la plupart des arrivistes d'une orientation « anarchiste de droite ». Ils n'avaient aucune expérience des affaires publiques, et étaient sous l'emprise des missionnaires de l'université de Lovanium. Avec eux le Congo devenait une jeune fille livrée à de jeunes délinquants sexuels.

☆☆☆

Je mourrai comme Gandhi.

Le 29 septembre, Lumumba sort en public pour la première fois. Il parcourt la cité noire de Léopoldville accompagné de MM. Gbenye, Bochele et Grenfeels. Puis, il se dirige vers Bandalungwa. Dans un bar appelé « Central », il danse le cha-cha-cha. Ce jour-là, il a tout bouleversé. Il a bu, il a dansé, et il est sorti avec une jolie femme Lulua pour provoquer les Baluba.

Pendant qu'il dansait, le public applaudissait. Saisi d'une

exaltation enthousiaste, il revient à ses méthodes de directeur commercial de la bière « Polar ». Il prend le micro, et sa voix pénétrante souffle les paroles de patriotisme à une foule de plus en plus immense. Il parle plus de trente minutes, et le public crie : « Mobutu, Kasavubu au poteau. »

La foule s'inquiète du lieu où ils habitent pour aller les lyncher, mais elle ne peut l'apprendre.

A 21 heures, Lumumba se dirigea vers mon domicile, 75, rue Albert-I^{er}. Il y tient un grand discours devant les journalistes, dans lequel il stigmatise l'action américaine au Congo. Se tournant vers nos camarades (MM. Grenfeels, Gbenye et Bochele), il leur dit : « Voilà Kashamura, avec lui, nous avons combattu depuis le début de notre carrière politique. Pour moi c'est fini. Je sens que je vais mourir. Je mourrai comme Gandhi. Si je meurs demain, c'est qu'un étranger aurait armé un Congolais. Vous tous vous allez un jour me trahir, sauf Kashamura. »

Se tournant vers moi, il me jette un regard vif mais, cette fois-ci saisi d'un pressentiment de ce qui allait lui arriver, il me dit : « Anicet, vous continuerez mon œuvre. »

Mon salon était plein de journalistes, de flashes et de caméras. Ils faisaient semblant de nous photographier, en fait ils attendaient que Mobutu vienne nous arrêter sur-le-champ, parce qu'ils en avaient eu l'écho auparavant. Et, en effet, les soldats de Mobutu étaient en route, ils venaient arrêter Lumumba pour avoir tenu une conférence de presse, bien que neutralisé », et moi-même, pour avoir reçu chez moi un « rebelle » attaquant les nouveaux dirigeants. J'insistai en Swahili pour que Lumumba parte. Mais il continua à boire un verre de bière tranquillement. Il abandonna un peu la politique et s'éclipsa dans une autre pièce pour s'entretenir avec des camarades militantes, Yvonne Olonga et Françoise Kisonga. Peu après, il s'en alla.

Arrestation de Nzunzi, Sendwe et Kashamura.

Le 19 octobre, MM. Jeanson Sendwe, Emmanuel Nzunzi et moi sommes arrêtés sur ordre du colonel Mobutu. En apprenant la nouvelle, Patrice Lumumba envoie une lettre de protestation à l'O.N.U. Sur l'ordre de Dayal, nouveau représentant de l'O.N.U., deux de nous seulement furent libérés : Sendwe et moi. Emmanuel Nzunzi resta prisonnier. Il nous dit : « Je suis certain que je ne sortirai pas vivant, mais je suis fier de vous voir libérés. Camarade Kashamura, sauvez un jour la Patrie. »

Avec tristesse, je lui répondis : « Cela sera un grand chemin à parcourir. Mieux vaut mourir martyr, que glorieux... »

Emmanuel Nzunzi avait prédit le désastre. Quatre mois plus tard il est massacré à Bakwanga.

En apprenant notre libération, Lumumba envoya son chauffeur, qui s'appelait aussi Patrice, m'attendre à la porte de la prison. Lumumba avait demandé que l'on me fasse monter dans sa voiture et qu'on m'entoure de ses gorilles.

Lorsque j'arrivai à mon domicile, Lumumba me dit au téléphone, parce qu'il ne pouvait sortir pendant le jour : « Cela m'a causé de la peine d'apprendre votre arrestation. Mieux vaut que ce soit moi que l'on sacrifie. Il faut que vous soyez épargné pour l'avenir. »

Et il me reprocha de n'avoir pas accepté sa proposition de monter dans l'Est du Congo : « Vous voyez, je vous avais dit qu'il fallait monter chez nous, à Stanleyville. »

Entre temps, notre vie matérielle devint intenable. Au moment où notre gouvernement était au pouvoir, aucun de nous n'avait touché son traitement. Toutes les conditions étaient réunies pour faire pression sur nous, en raison des nécessités d'argent, et nous obliger ainsi à trahir notre idéal.

Une tête à vendre.

Le 20 octobre, M. Bomboko se présente au domicile de Lumumba, pour l'arrêter. M. Dayal donne l'ordre de protéger Lumumba. Bomboko offre alors cinq millions de francs à quiconque voudrait abattre Patrice. La manière dont M. Dayal juge l'A.N.C. pour son « renouveau d'indiscipline », et la rend responsable de la détérioration de l'ordre public, la façon dont il qualifie les commissaires généraux, attirent contre lui la haine des Belges et des autorités putschistes de Léopoldville. A cause de ces diverses prises de position, Kasavubu réclame son départ, et propose un homme plus dévoué à la cause anti-lumumbiste.

Bien que la situation se détériora rapidement, Lumumba était resté fort optimiste. Sa sûreté était maintenant assurée par des jeunes filles de quatorze à vingt ans et surtout les plus charmantes de Léopoldville. Ce sont ces filles et parmi elles Nenette Gracis, Béatrice Eboma, Anne Topandele, qui faisaient la ronde chez les nouveaux dirigeants et qui allaient les séduire pour ensuite nous communiquer les détails.

En outre, Lumumba constitue diverses commissions : la commission de politique étrangère, composée de Gabriel Lasiri, André Mandi, Thomas Kanza et Anicet Kashamura — la commission de sécurité et problèmes militaires, composée de Kamitatu, Mulele, Gabriel Yumbu, Kimvay et Thomas Mukwidi — la commission chargée des contacts avec le parlement composée de : Bochele, Gbenye, A. Kambale et Joseph Midiburo ; enfin la commission chargée des relations avec l'O.N.U. composée de : A. Mahamba, Kasongo J., Isaac Kalondji, Antoine Bohamba et Ch. Weregemere.

Entre temps Lumumba étudie le programme qu'il suivra, lors de sa seconde investiture. En premier lieu, il se consacre

à rédiger un livre sur le rôle de l'Eglise au Congo, qui s'intitule « L'Equivoque catholique et le Congo ». Ce manuscrit a été saisi par la Sûreté congolaise.

Lumumba se proposait de présenter aux dirigeants du M.N.C.-L., du P.S.A., du C.E.R.E.A. et de la Balubakat une fédération des partis nationalistes, sous l'appellation de : « Front du Peuple Congolais ». (F.P.C.)

Mais tout cela, aussi intelligent que cela puisse paraître, était vain, car la haine, la brutalité et la conjuration extérieure nous cernaient de toutes parts.

★ ☆ ☆

La neutralité de la Suisse.

Le 4 novembre 1960, très tôt le matin, je pris les nouvelles sur Radio-Berne. La première fut l'annonce de l'assassinat de Félix Moumié. Aussitôt, je téléphonais à Lumumba pour lui annoncer la disparition d'un homme qui nous avait beaucoup aidé, et qui, il y avait six jours à peine nous disait : « Prenez garde. Mobutu travaille avec les gens de l'O.A.S. et de la Main Rouge. Ils sont décidés à exterminer les nationalistes Africains. »

Félix Moumié était un révolutionnaire de talent, et de plus, un homme très cultivé. Diplômé de l'Ecole des médecins africains de Dakar, Moumié a exercé son métier au Cameroun, quelque temps après ses études. Il était intransigeant, orateur véhément et conseiller écouté des chefs d'Etats nationalistes : N'Krumah, Mohamed V, Nasser et Sekou Touré.

Après un bref séjour en U.R.S.S., il fut en 1948 l'un des fondateurs de l'U.P.C. (Union du Peuple Camerounais), avec

Rubén Um Nyobe, tombé sous les balles d'une patrouille française. En 1958, en Sanaga-Maritime, il prit la direction de l'insurrection. C'est du Nigeria, de Guinée, d'Égypte, du Soudan ou du Ghana qu'il dirigea les maquis de l'U.P.C.

Venu au Congo au début d'août 1960, Félix Moumié devient un très bon conseiller non seulement de Lumumba, mais des responsables de quatre partis nationalistes. Il proposa à Lumumba de proclamer un régime présidentiel pendant qu'il avait encore l'opinion générale et les forces avec lui. Il le persuada de ne pas se rendre aux U.S.A. Il exigea en vain que Lumumba se sépare de ses ministres peu sûrs ou incompetents occupant les postes-clefs, notamment : Bomboko, Gbenye, Thomas Kanza et Pascal Nkayi. Il procéda à la création d'une milice populaire en collaboration avec Joseph Mobutu et Maurice Mpolo. Il a même aidé financièrement notre gouvernement. Bien qu'une amitié intime l'unissait à Lumumba, il n'y eut entente sur le plan du travail que dans de rares occasions, Félix Moumié était un révolutionnaire, marxiste, grand admirateur de Mao, Lénine et Ho Chi Minh ; Lumumba était l'homme des foules, sans idéologie, il avait le style d'un Robespierre et il employait les méthodes d'un Spartacus. On ne saurait préciser avec exactitude les motifs qui ont déterminé Félix Moumié à quitter le Congo.

D'une part il voyait que ses conseils n'étaient pas pris en considération et d'autre part, le colonel Mobutu, l'homme qu'il avait entraîné à la guérilla, était brusquement devenu le chef de la contre-révolution. En Octobre, Félix Moumié se rendit donc à Genève, où il devait avoir des contacts avec M. Tapchet, membre de l'U.P.C. section de France qui se proposait de l'aider à faire imprimer à Genève une brochure intitulée « *Un sursaut de l'opinion publique française* ».

Dans la soirée du 16 au 17 octobre, Félix Moumié dîna dans un restaurant genevois, puis il se rendit au Moulin Rouge

pour y danser. Madame André Blouin, qui se trouvait aussi à Genève, était en contact suivi avec lui. Celle-ci venait de jouer un rôle peu éclatant dans l'entourage de Lumumba.

L'enquête a révélé que Félix Moumié avait été empoisonné par la Main Rouge, organisation extrémiste tenue pour responsable des meurtres de plusieurs nationalistes algériens : M^o Ould Aoudia à Paris, Aït Ahcène à Bonn et Aïssou à Bruxelles. Transféré à l'hôpital cantonnais de Genève, placé dans un poumon d'acier, il agonisera pendant plusieurs jours et mourra le 3 novembre 1960 (1).

Quelques jours après la mort de Félix Moumié, Pauline Opango épouse de Patrice, fit une dépression nerveuse, ce qui occasionna un accouchement prématuré. Comme il lui était difficile d'accoucher au Congo, étant donné l'esprit hostile régnant dans les maternités, le docteur Manca, de nationalité italienne, ami de Lumumba, demanda à la Croix-Rouge de faciliter le départ de Pauline à Genève. La Croix-Rouge consentit, malgré l'opposition de Mobutu. Le Docteur Manca voulut en profiter pour faire fuir Lumumba, et certains membres de la Croix-Rouge étaient disposés à se faire complice de sa fuite. Quand Manca le lui proposa, avant qu'il n'eût terminé de parler, Lumumba l'interrompit et lui dit avec autorité :

« J'ai le devoir de m'occuper de mon pays. Mon peuple et le Congo passent avant mes préoccupations familiales. »

Le Docteur, affilié au P.C.I. (parti communiste italien) s'en alla désolé. Lumumba me téléphona pour m'annoncer la dangereuse proposition. « Anicet, dit-il, (il avait coutume de m'appeler par mon prénom) encore un coup de vos camarades, ils viennent de me proposer de m'exiler en Suisse, alors qu'il y a

(1) Philippe Decraene *Le Monde* du 13 au 14 février 1965, n° 6559.

une semaine, notre ami Félix Moumié vient d'y être empoisonné par les impérialistes. »

La fausse couche de sa femme l'avait toutefois atteint. Lumumba était trop tendre envers ses enfants. Avec cela la mort subite de Félix Moumié, l'homme qu'il admirait avec affection depuis 1958, avait provoqué en lui un désarroi. Vers la fin, il était devenu très sensible, et suspectait n'importe quel étranger. Malgré tout, il avait gardé de grandes sympathies à des pays comme la Yougoslavie et malgré les activités pro-Youlou de l'Ambassadeur de France, M. Charpentier, Lumumba restera le Congolais le plus francophile. La Suisse lui faisait peur.



Kasavubu l'emporte à l'O.N.U.

Le coup fatal proviendra de la reconnaissance, par 48 voix contre 30 et 20 abstentions à l'Assemblée Générale de l'O.N.U. de la délégation de Kasavubu. Celle de Patrice Lumumba, représentée par Thomas Kanza, avait subi la défaite.

La veille, Lumumba m'avait demandé d'étudier ce que présageaient les astres. Je lui dis qu'un simple calcul ne permettait pas de préciser, mais on ne pouvait cependant espérer un résultat positif puisque notre action se trouvait malheureusement associée à celle des communistes.

Lumumba résolut de partir dans l'Est du Congo. Cette fois-là, j'étais enfin converti à l'idée de retourner chez nous.

Nous nous sommes vus pour la dernière fois le 22 novembre. Mandi participait aux conversations et Yvonne Olenga, ainsi que Françoise Kisonga. Les soldats de Mobutu se rapprochèrent de lui et causèrent amicalement avec lui. Lumumba

leur expliqua ce qu'étaient l'impérialisme et le néo-colonialisme. Il leur dit :

« N'oubliez pas, soldats Congolais, que je resterai pour vous et votre génération un symbole d'unité et d'indépendance nationale. Paraphrasant Pierre Mendès-France, en lingala : (*Oyo nyoso tosali mohanisa yango malamumu*). Ce qui a été fait pour nous dans ce pays, ne s'arrêtera pas. Je passerai physiquement, mais sur mes idées se construiront un jour, peut-être après les ruines, une grande nation, et une république immense et prospère. »

☆☆☆

La fuite.

Le 24 novembre, il reste un petit noyau d'hommes sûrs composé de MM. Bolamba, Kamitatu, Okito, Mpolo, Masena, Kashamura, Grenfeels, Mbuyi. Il était minuit, quand Kamitatu vint nous dire qu'il avait reçu de Lumumba une somme d'environ cent mille francs qui nous permettait de partir pour Stanleyville.

☆☆☆

M. Kamitatu, président provincial de Léopoldville, possédait une autorité certaine sur le Kwango-Kwilu, mais son autorité était méconnue dans le Bas-Congo. C'est au Kwango-Kwilu, que nous devons passer, c'est pourquoi nous espérons que notre sécurité serait entièrement garantie.

Ce fut une nuit dramatique.

M. Okito, le plus vieux, tremblait de panique, Mpolo, le plus jeune, s'excitait beaucoup. Okito avait peur — peur

même de quitter Léopoldville de peur d'être vu. « Ils vont me massacrer », répétait-il. Mpolo était plutôt hésitant, certains extrémistes du P.S.A. l'accusaient d'avoir rallié Kasavubu. « Mais, de toute façon, je n'irai pas à Stanleyville, d'abord parce que je n'aime pas la dictature ; et puis je ne suis pas originaire de la Province Orientale ». En outre, il avait une conception originale de la lutte et disait qu'il ne fallait pas former un gouvernement à Stanleyville, et que selon lui chacun devait retourner dans son village et s'occuper de l'éducation de la masse.

Mpolo nous disait : « Allez dire à Lumumba que nous ne devons pas lutter pour le pouvoir, mais mourir pour le peuple. »

Le lendemain matin, 25 novembre, Lumumba me dit (au téléphone) : « Ne vous occupez pas de moi. Surtout en cours de route, n'essayez pas d'être à côté de moi. Je suis heureux de vous voir partir. Vous serez sauvé. Un jour vous allez débarrasser notre pays de l'impérialisme. Moi, si je meurs, tant pis, le Congo a besoin de martyrs. »

Ces paroles m'ont causé beaucoup de peine. Depuis notre chute, Lumumba tout en demeurant un homme d'action, donnait à son langage un style testamentaire messianique.

Le samedi 26, le premier convoi composé de MM. Masena, Mpolo, Okito, Grenfeels, Mbuyi et moi avait quitté Léopoldville le matin. Mpolo refusa de continuer le voyage avec nous, il se dirigea vers sa région natale, le lac Léopold II, mais il fut le premier des hommes en fuite à être repéré et arrêté.

Le dimanche, Lumumba quitte Léopoldville avec un autre groupe composé de Mulele, Mwamba Rémy, Yumbu, Gbenye et Jérôme Mutshungu.

Entre temps, Kamitatu faisait une déclaration dans la presse, au cours de laquelle il attaquait Kasavubu et soutenait Lumumba :

« Une personnalité politique ne se liquide pas. La colonne des adeptes et des partisans de Lumumba n'est pas négligeable, pour que l'on puisse se passer de lui. Il faudrait qu'il y ait une réconciliation entre Kasavubu et Lumumba. »

Avant son départ, Lumumba laissa une lettre explicative sur sa table :

« Je n'ai jamais envisagé mon départ de Léopoldville comme une fuite. J'ai demandé aux autorités des Nations-Unies de faciliter mon déplacement jusqu'à Stanleyville afin de procéder à l'enterrement de ma fille, décédée le 18 novembre en Suisse où elle était envoyée par le soin du docteur Beck. A cela j'ajoute le fait que depuis sa naissance, je n'ai pas eu et je n'aurai plus jamais la possibilité de voir ma fille. Mon voyage a un caractère strictement familial. Il est de durée limitée, je reviendrai à Léopoldville où j'attends l'arrivée de la commission de conciliation. Par ailleurs, j'espère rencontrer prochainement M. Kasavubu qui manifeste depuis New-York l'idée d'organiser une Table Ronde Nationale, à laquelle je dois assister en tant que Premier Ministre du seul gouvernement légitime, en même temps que M. Tshombe président de la province du Katanga.

« Ne visant que le bien supérieur du pays, je suis et reste partisan acharné de la réconciliation nationale et de toutes les solutions qui peuvent mettre fin à la crise et aux dissensions actuelles. »

☆☆☆

La longue marche.

En cours de route, nous eûmes beaucoup de difficultés. MM. Masena, Keno et moi fûmes arrêtés par les habitants

de Kwilu, à cause de notre physique hamite. C'est pour cette raison que Lumumba put nous devancer. Il nous téléphona de Masi Madimba, qu'il ne fallait pas suivre le même parcours que lui, parce que si une colonne était arrêtée, l'autre ne pourrait s'échapper. Le 29 novembre, avant d'arriver dans la ville de Kikwit, MM. Okito, Shako et autres nationalistes étaient arrêtés.

Le 1^{er} décembre, Lumumba arrive à Mangai, petite ville située à huit cents kilomètres de la capitale. Là, il tint un grand meeting populaire. Il dénonce le clergé, l'impérialisme et s'attaque à Kasavubu et Mobutu. Son discours a duré cinq heures. Parmi l'assistance il y avait Mgr Toussaint, évêque d'Idiofa, Lumumba le signala au public en pointant le doigt vers lui : « Ce sont ces messieurs qui sont à la base du désastre national. »

Il calma la population : « Mais le peuple ne peut et ne doit s'attaquer à personne. Un jour le monde comprendra que moi, Lumumba, je n'en voulais à personne, sauf que je cherchais le bien de mon peuple. »

Le clergé signale son passage à la Sûreté de Léopoldville, par câble. Le meeting terminé, Lumumba reprend la route. Partout où il passe, derrière lui, il ne restait que des ruines. Tous les ponts, les bacs étaient détruits. Les pouvoirs locaux, les paysans creusaient de grands trous dans les rues, ils construisaient des barrages pour empêcher les soldats de Mobutu de le poursuivre.

Arrivé à Gungu tard vers la soirée, Lumumba fut arrêté par les partisans de Gizenga. Ils le prirent pour un faux Lumumba. Il fallut bien deux heures à la population pour se rendre compte que c'était bien lui, parce qu'il parlait Swahili et avait le physique d'un Watutsi. Vivant dans des forêts vierges, les habitants de Kwango-Kwilu sont restés au stade le plus

arriéré de l'homme. Toutes les difficultés que nous avons rencontrées dans ces régions, où l'on prenait Lumumba pour un espion de Kasavubu sont dues à l'innocence d'une société qui, depuis plus d'un siècle est en contact avec l'évangélisation, mais a conservé toute la fraîcheur de l'homme primitif.

* * *

Lumumba prisonnier.

A Léopoldville, on s'inquiète de repérer la trace de Lumumba. Il fallait un hélicoptère pour le capturer. Le Congo n'en ayant pas, l'ambassadeur des U.S.A., M. Timberlake, fit les démarches auprès de Youlou qui, aussitôt, en fournit un. C'est alors que l'on mit à la disposition de Gilbert Pongo, un hélicoptère pour aller chercher et ramener Lumumba.

Le 2 décembre dans la matinée, Lumumba arrive dans la province du Kasai. Il veut franchir la rivière de Sankuru, large de cinq kilomètres, mais le bac se trouve sur l'autre rive. Les mécaniciens du bac refusèrent de le rejoindre. Lumumba crie : « Venez me prendre s'il-vous-plaît ! »

Les mécaniciens : « Non, nous avons les ordres de ne prendre que quelques personnes. »

Lumumba leur pose la question, assez gentiment : « Quels ordres avez-vous ? »

Les mécaniciens lui répondirent : « Kamitatu nous a dit de ne faire traverser personne, sauf Lumumba. »

Lumumba satisfait de la réponse, leur dit : « C'est exact. C'est moi Patrice Emery Lumumba... »

Les mécaniciens, qui ont l'habitude de ne voir que les photos de Lumumba où il porte des costumes, lui répliquèrent d'un ton dédaigneux : « Vous êtes un menteur. Nous connaissons

biën Lumumba. Il a l'habitude de porter des costumes et des lunettes. Mais vous ? Vous vous présentez en chemise sport. »

Lumumba s'impatiente et leur lance : « C'est parce que je suis en voyage que j'ai une mise simple. Je suis au service de la Patrie, faites vite, venez me prendre. »

Les mécaniciens croient que c'est une bande de soldats incontrôlés venus piller la région. Ils lui répondirent : *Lokuta ya yo*, (vous mentez). Nous ne pouvons rien faire pour vous. Vous êtes un espion de Kasavubu. »

Lumumba résolut de prendre la pirogue et d'aller parler avec eux. Quand il arrive sur l'autre rive, il présente sa photo et ses pièces d'identités. Les mécaniciens se mirent à genoux, commencèrent à s'excuser, à chanter et à jubiler. Deux d'entre eux vont au village voisin chercher leurs camarades, pour qu'il viennent entendre les paroles du libérateur de la Patrie.

Lumumba parla durant une demi-heure, en développant le rôle de la paysannerie dans un Congo indépendant.

De l'autre côté du fleuve, les Mulele, Yumbu, Mwamba et leurs familles commencent à s'inquiéter. Au milieu des clameurs, en pirogue, Lumumba revient rejoindre ses camarades. Quelques instants après, il s'aperçoit que les soldats de Mobutu avaient cerné le convoi. S'il avait voulu, il aurait pu se sauver. Les mécaniciens du bac lui conseillent de retourner sur la rive opposée et de s'y cacher. Lumumba refuse et dit : « Je ne peux abandonner mon fils Roland. Les soldats de Mobutu sont des pillards. Ils peuvent massacrer mon enfant et violer mon épouse. »

Il se tait un moment, pendant que les pressions des mécaniciens s'exercent sur lui. Finalement, il se décide à se livrer aux soldats de Mobutu. Il se tourne vers ces ouvriers pleurant et désespérés, en leur disant : « Quand on lutte pour son pays, quand on aime son peuple, il faut s'attendre à une fin tragique.

(Un petit silence), il continue : Je n'ai pas le droit de me dérober... »

Lumumba rencontre les soldats de Mobutu, qui sont en réalité des blousons noirs de Kalondji et de Jabako, déguisés en soldats. Ils étaient entraînés depuis des mois à être méchants et arrogants, mais quand ils voient Lumumba se rapprocher d'eux, ils se tranquilisent.

Lumumba entame des discussions avec eux. Il leur donne des leçons d'amour à la Patrie. Il leur dit qu'en arrivant à Stanleyville, il organisera une armée forte pour conquérir le Katanga et dominer Léopoldville. Finalement, les soldats qui venaient l'arrêter sont convertis à ses idées. Ils sont décidés à partir avec lui à Stanleyville. Lumumba se félicite, et crie : « Aujourd'hui, la fraternité se réalise. Ce sont les Bakongo, les Balula, les Swahili unis dans un même élan d'âme pour construire la Patrie. Les impérialistes ne réussiront jamais à imposer leur volonté au peuple congolais. On peut corrompre un individu, mais jamais un peuple tout entier... »

Entre temps Gilbert Pongo qui dirige l'opération les rappelle à l'ordre. Il les drogue. Après s'être laissé droguer, les mêmes blousons noirs, qui l'applaudissaient il y a un instant à peine, se déchainent et commencent à le brutaliser, ainsi que sa famille. Ils frappèrent son fils le plus choyé, Roland Lumumba. Son père ordonna aux soldats : « *Botika mwana na ngai nazali mokondji wa binu* » (laissez mon fils, je suis votre chef).

Et les soldats de vociférer : « *Pamba, yayo esili lelo* » (rien, votre pouvoir est fini aujourd'hui).

Et Lumumba, tourné vers eux, lance à leurs sourdes oreilles : « *Bokondji na ngai ekusila te* » (mon pouvoir ne finira jamais).

Il continue en lingala : « Vous me regretterez plus tard,

car l'histoire ne pardonnera jamais à celui qui aura fait couler mon sang innocent. »

Murmures au sein des soldats, certains dégagèrent leurs responsabilités : « Attention, disent-ils, il parle comme le Christ. Nous serons demain comme des Juifs. »

Pongo crie : « Allons, voyons ! Vous savez que l'histoire du Christ et des Juifs a été montée ! »

Les soldats ghanéens qui accompagnaient Lumumba, soi-disant pour le protéger, n'opposèrent aucune résistance lors de son arrestation.

Quand il arriva à Port Francqui et qu'il demanda la protection de l'O.N.U., il se heurta à leur mauvaise foi : « Vos affaires ne nous concernent pas », disaient les officiers (Tunisiens, Guinéens et Nigériens) qui se trouvaient à cet endroit.



Lumumba à Thysville.

Au moment de son arrestation Lumumba fut frappé, il eut les cheveux et la barbe arrachés. Lorsqu'il atterrit à Ndjili à 14 heures, il n'avait plus ses lunettes, ses lunettes dorées ; sa chemise était tachée de sang ; sa chevelure, toujours bien soignée, était en désordre. Il avait un caillot de sang sur la joue et les mains liées derrière le dos. Il en était de même pour Jérôme Mutshungu et Georges Grenfeels.

Les soldats de Mobutu les firent monter à coups de crosse dans un camion de l'A.N.C. Aussitôt, il fut amené dans la résidence de Mobutu, où il rencontra MM. Okito et Mpolo. Ils passèrent la nuit dans une prison militaire de Binza (Cent Maison).

Le lendemain, 3 décembre, Lumumba et ses camarades (Okito, Mpolo, Musthoungu, Grenfeels, Théodore Bondé et Joseph Shako) ont été conduits à Thysville, accompagnés par une très forte escorte de voitures blindées et de soldats.

A l'occasion de son départ, les membres de la presse internationale furent invités à filmer cette tragique scène. Ils vont demeurer dans un camp, le fameux camp Hardy où l'on subit les mêmes tortures que naguère à Auschwitz.

Lorsque Lumumba arriva à Thysville, on l'a laissé pendant trois jours étendu à terre et mains liées derrière le dos. Quand il demandait à boire, on lui servait ses urines.

Pendant leur internement, Mpolo, le plus jeune avait le moral bas. Il reprochait à Lumumba d'avoir uniquement parlé quand il était au pouvoir, de s'être cantonné dans la légalité et de n'avoir pas accepté l'avis du Conseil des ministres qui suggérait l'arrestation de Kasavubu, Mobutu, Kalondji et Bolikango. Mpolo avait été dans le coma, mais un abbé noir de la tribu Bakongo refusa d'administrer les sacrements à un ressortissant du Haut.

Lumumba a suivi les activités du gouvernement de Stanleyville présidé par Gizenga et celui du Kivu que je dirigeais. Il était heureux d'apprendre que la lutte continuait. Il s'indignait de trouver Gizenga si peu énergique. Il disait à ses amis prisonniers : « Si à Stanleyville, nous avons Bernard Salumu à la tête de la province, comme nous avons Kashamura à Bukavu, tout serait déjà fini. Nous serions déjà relâchés. »

Une de ses femmes, Pauline Mulangi ya Pambe prit l'initiative d'aller négocier avec Youlou la libération de son époux.

Mais celui-ci la retint.

Le 24 décembre Lumumba, excellent causeur, était parvenu à renverser la situation. Tous les soldats du Camp étaient

devenus ses partisans. Ils finirent par se décider à le libérer, dans l'intention de l'installer de force comme chef d'Etat.

Lumumba a passé son dernier réveillon de Noël en liberté, chez le colonel Bobozo. Des officiers tunisiens et marocains qui se trouvaient à Thysville, avertirent les autorités de Léopoldville du coup de théâtre qui s'opérait en faveur de Lumumba. Bomboko, Mobutu, Kasavubu et Nendaka se présentèrent sur les lieux. Ils décidèrent de remplacer les militaires de garde, par d'autres. Entre temps, les négociations de son transfert à Elisabethville étaient déjà avancées entre Tshombe et le gouvernement Ileo.

Lumumba ne doutait plus de sa fin. Il écrivit peu avant son assassinat une émouvante lettre testamentaire :

« Ma chère compagne Pauline,

« Je t'écris ces mots sans savoir s'il te parviendront et si je serai encore en vie lorsque tu les liras.

« Durant toute ma lutte pour l'indépendance de notre pays, nous n'avons jamais douté un instant du triomphe final de la cause sacrée à laquelle, mes compagnons et moi, avons consacré notre vie. Mais ce que nous voulions pour notre pays, son droit à une vie honorable, à une dignité sans compromis, à une indépendance sans restriction, le colonialisme belge et ses alliés, qui ont trouvé un appui direct ou indirect, déclaré ou non déclaré, auprès de certains hauts fonctionnaires des Nations-Unies — cet organisme dans lequel nous avons placé toute notre confiance, lorsque nous avons fait appel à son assistance ne l'ont jamais voulu.

« Ceux-ci ont corrompu certains de nos compatriotes, ils en ont acheté d'autres.

« Ils ont contribué à déformer la vérité et à saper notre indépendance.

« Que puis-je dire d'autre ? Que je sois mort ou vivant, libre ou prisonnier par ordre des colonialistes, ce n'est pas ma personne qui compte, mais le Congo et notre peuple, dont ils ont transformé l'indépendance en triste farce. Ma foi restera inébranlable.

« Je sais et sens dans le fond de mon être que tôt ou tard mon peuple se débarrassera de tous ces ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire « non » au colonialisme dégradant et humiliant et pour instaurer sa dignité sous un soleil éclatant.

« Nous ne sommes pas seuls. L'Afrique, l'Asie et les peuples libres se trouveront toujours aux côtés des millions de Congolais qui ne cesseront pas la lutte tant que les colonialistes et leurs mercenaires se trouveront dans notre pays.

« A mes fils, que j'ai quittés peut-être pour ne plus jamais les revoir, je veux qu'on dise que l'avenir du Congo est beau et qu'il attend d'eux, et de tous les Congolais, la réalisation de la tâche sacrée de reconstruire notre indépendance et notre souveraineté, parce que sans dignité il n'y a pas de liberté ; sans justice il n'y a pas de dignité et sans indépendance il n'y a pas d'hommes libres.

« La brutalité, les sévices, les tortures ne m'ont jamais amené à implorer la grâce, parce que je préfère mourir la tête haute, avec la foi indestructible et la confiance profonde dans la destinée de notre pays plutôt que de vivre dans la soumission en ayant renié les principes qui me sont sacrés.

L'histoire prononcera un jour son jugement, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseignera à Bruxelles, à Paris, à Washington ou aux Nations-Unies ; ce sera celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et de ses fan-toches. L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera, au Nord et au Sud du Sahara, une histoire de gloire et dignité.

« Ne me pleure pas, ma compagne. Je sais que mon pays

qui souffre tant saura défendre son indépendance et sa liberté.

« Vive le Congo !

« Vive l'Afrique ! »

Patrice Lumumba.

Prison de Thysville, le 8 janvier 1961.

☆☆☆

Conclusion.

Sur le plan humain, les actions de Patrice Lumumba furent totalement dépourvues de mobiles personnels. Lumumba sans orgueil et sans haine possédait une grande générosité, une haute conception de tout ce qui touche à la cause des peuples exploités, humiliés et dominés.

Toute sa pensée et son action politique sont restées conformes à cet idéal.

Sa pureté de cœur, pour un homme d'Etat qui avait à faire face à une situation unique dans son genre dans l'histoire de la décolonisation de l'Afrique a rendu par moments son entreprise hardie et quelque peu romantique.

Lumumba était juste et loyal autant à l'égard de ses adversaires qu'envers ses amis.

En 1960, Patrice Lumumba s'efforçait de former dans son pays un esprit public uniforme et de créer des structures politiques nationales. Son nationalisme et sa révolution : *c'est le patriotisme, la foi dans le Congo libéré.*

Son invocation glorieuse de la Patrie, même ses violences verbales contre le cléricalisme exprimaient simplement sa haine contre la sujétion étrangère. Ses analyses et ses critiques du système colonial et de l'impérialisme, ont alimenté ses discours en Swahili. Et ont fait certainement du Swahili, la langue la plus révolutionnaire d'Afrique. Il a introduit par

ce moyen d'expression une conception très cohérente de l'homme africain et défini un sens aigu de la liberté.

Lumumba plus que tout autre dirigeant africain des premières années d'indépendance, grâce aux positions que lui procurait sa popularité dans le Tiers Monde, pouvait réussir. Il a su sensibiliser les masses. Il n'en a pas pour autant prêché la haine et le meurtre. Il savait ce que sa position avait d'incommode. Il n'a jamais cessé de prêcher qu'il était un non-violent. Il disait : « Je veux mourir comme Ghandi ». Or, dans l'histoire de l'humanité, aucun bouleversement radical du régime ne s'opère sans sacrifice humain, parfois atroce, baigné du sang et des larmes. L'esprit de non-violence de Patrice Lumumba s'exprime par le bilan de l'action de notre gouvernement. Malgré les rébellions, les sabotages, les coups d'Etat déjoués, les sécessions fomentées de l'extérieur, son gouvernement n'a procédé à aucune fusillade, ni arrestation, ni internement, ni exil des adversaires. Nous avons tenu à avancer tout simplement des revendications pour l'indépendance économique de notre pays. Nous savions que les éléments pour réaliser ce programme ambitieux dans l'immédiat nous faisait défaut. Mais l'idée était là.

Sans doute avec Lumumba nous n'avons pu aller jusqu'au bout. Mais quelles nuits noires nous avons éclairées ?

Maintenant, quelles que soient les obstructions qui couvent aujourd'hui en Afrique, le Congo est concerné pour toujours par le réveil de l'Afrique. Aussi, malgré la détermination des forces étrangères, personne ne pourra plus dissocier le destin du Congo de celui de l'Afrique. C'est grâce à Lumumba et à ses compagnons que le Congo a pris conscience que la marche de l'histoire ne peut plus s'arrêter (1).

(1) Anicet Kashamura dans « Etudiant d'Afrique noire », n° 45, février-mars 1966.

7

Le grand tournant

Un peuple doit comprendre que son avenir ne dépend ni du soutien ni de l'aide étrangère, mais qu'il doit son destin uniquement à sa propre force, sa propre intelligence, son propre travail, à son courage et à sa lutte permanente.

ANICET KASHAMURA.

Le grand vent de l'émancipation a soufflé en rafales, les pays sous tutelle n'y sont plus que l'exception. Evolutions précipitées plus que véritables révolutions, les mouvements de libération de l'Afrique excitaient, pour la plupart, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il peut donc paraître étrange que ce soit précisément les « inventeurs » de ce principe qui aient mis le plus de temps à contester le bénéfice.

CLAUDE MANCERON.

Des raisons politiques, des raisons d'Etat, l'intérêt de cette même cause pour laquelle vous avez offert votre sang avec générosité sans limite, font que vous partez ; certains de vous vers un exil forcé. Vous pouvez partir la tête haute. Vous êtes l'histoire. Vous êtes la légende. Vous êtes l'exemple héroïque de la démocratie solidaire et universelle. Quand l'olivier de la paix se couvrira de nouveau de feuilles mêlées aux lauriers victorieux de la République espagnole, — revenez !

DOLORES IBARRURI.



I. — AFRIQUE

La peur de la contagion.

Non seulement la présence de Lumumba pesait sur les intérêts étrangers au Congo, mais elle influençait aussi les décisions des gouvernements britannique et français dans le processus de la décolonisation. Les peuples sous la domination des Blancs de l'Afrique du Sud, du Portugal ou de Rhodésie, prirent conscience de leur destin politique. L'indépendance du Congo provoqua un choc certain en Angola, Mozambique et Cabinda.

Le Colonial Office accéléra les indépendances de ses territoires en Afrique. Le géant Nigéria devint indépendant dès le 1^{er} octobre 1960. La Sierra-Léone le fut quelques mois plus tard. Le Kenya eut promesse d'une nouvelle constitution dès 1961. En septembre 1960, le professeur W.J.L. Mackenzie, de l'Université de Manchester fut nommé conseiller constitutionnel et chargé de la mission de consulter toutes les personnalités kenyanes en vue de la constitution d'un gouvernement d'auto-détermination. Au Tanganyika, on entreprit des réformes conduisant à l'indépendance. Le soulèvement qui éclata en Angola était dirigé par un ami de Patrice Lumumba : M. Roberto Holden.

En Afrique francophone, le gouvernement Debré dut prendre des mesures, pour éviter aux pays d'Afrique noire et aux malgaches la contagion de la fièvre du Congo et de l'Algérie. Du coup, quatre Etats du Conseil de l'Entente

(Côte d'Ivoire, Niger, Dahomey et Haute-Volta) devinrent indépendants. Le 11 juillet 1960, au cours d'une brève cérémonie, M. Michel Debré, Premier Ministre français, en présence de MM. Houphouët-Boigny, Hubert Maga, Hamani Diori et Maurice Yameogo, signait les accords de transfert qui consacraient l'indépendance de ces quatre États.

Le 12 juillet, à l'Hôtel Matignon M. Michel Debré, entouré de MM. Fulbert Youlou (Congo-Brazzaville), François Tombalbaye (Tchad) et de David Dacko (République Centre Afrique) signaient les accords octroyant à ces Républiques l'indépendance. Faisant allusion aux dirigeants du G.P.R.A. (Gouvernement provisoire de la République algérienne) et du Congo-Léopoldville, Michel Debré se félicitait des nouveaux candidats au titre de Chefs d'États :

« Bientôt vous serez à l'O.N.U. et vous pourrez y manifester, plus que d'autres États africains sans doute, vous prouvez à quel point vous êtes parvenus à un haut degré de maturité politique. Vous prendrez place à cette immense table, où se trouvent toutes les nations du monde. »

Chaque État indépendant qui naît dans l'Afrique de juillet 1960, était un ennemi de plus dressé contre notre pays. Mis entre les mains d'aventuriers, le Congo-Brazzaville servira de base de lancement.

Sans doute, ni de Gaulle, ni Mac Millan ne cherchaient à nous atteindre. Cependant les personnes qui possédaient des intérêts dans ces territoires et indirectement au Congo, visaient à devancer les mouvements d'émancipations, dont Lumumba était si rapidement devenu le symbole. Le monde des cathédrales, des banques, des canons trouvait un moyen efficace pour parachever son ultime dessein. Le Congo étant avant tout patrimoine de la Belgique, ce fut à celle-ci que revint la tâche de donner le coup de grâce.

La conférence de Casablanca.

Le transfert au Katanga de Lumumba, Mpolo et Okito, suivi de l'exécution atroce à Bakwanga de neuf personnalités lumumbistes (Elengesa, Nzuzi, Muzungu, Lumbala, Mbuyi, Fataki...), provoquèrent dans le Tiers Monde de très vives réactions.

En Afrique, les Etats progressistes réunissent la Conférence de Casablanca, sous la présidence de Mohamed V, roi du Maroc.

La conférence de Casablanca réunissait les Chefs d'Etats suivants :

Mohamed V, roi du Maroc,

Kwame N'Krumah, président de la République du Ghana,

Gamal Abdel Nasser, président de la République de la R.A.U.,

Ahmed Sekou Touré, président de Guinée,

Modibo Keita, président du Mali,

Ferhat Abbas, président du G.P.R.A.,

Les représentants de Lybie et de Ceylan.

Les Chefs d'Etats réunis à Casablanca demandaient que les Nations-Unies désarment et dissolvent les bandes illégales de Mobutu, qu'elles libèrent tous les membres du parlement et du gouvernement légitime de la République du Congo, qu'elles éliminent au Congo tout personnel militaire et paramilitaire belge, ou tout autre personnel étranger. Ils demandaient d'empêcher les Belges d'utiliser le Territoire du Rwanda-Burundi, sous tutelle de l'O.N.U., comme base d'agression directe ou indirecte contre la République du Congo.

La Conférence de Casablanca se penchait aussi sur d'autres problèmes africains. Les participants décidèrent de créer la Charte de Casablanca, sorte de club des Etats progressistes d'Afrique.

Ensuite, les Etats arabes cherchèrent à engager davantage les Etats d'Afrique noire participant (Ghana, Mali et Guinée) à aider d'une manière concrète le G.P.R.A. Sur l'Algérie, ils réprouvaient toute aide apportée à la France. Ils reconnaissaient le G.P.R.A. comme seule autorité habilitée à représenter l'Algérie et à l'engager. Ils approuvaient l'engagement des volontaires Africains et autres dans l'armée de F.N.L. et demandaient le soutien de tous les pays au peuple algérien.

Les Etats du groupe de Casablanca demandaient la suppression des essais nucléaires au Sahara effectués par la France.

La Mauritanie y était qualifiée d'Etat factice et le Maroc obtint le feu vert pour la reconquérir.

Sur la ségrégation raciale, les Etats réclamaient les sanctions contre les Sud-Africains, prévues par la Charte des Nations-Unies.

Enfin si la question du Congo était au centre des débats publics, dans la haute diplomatie elle n'était qu'un problème secondaire.

☆☆☆

Le neutralisme de la Guinée et du Maroc.

Une des décisions concernant le Congo était le retrait des Casques Bleus des Etats du Groupe de Casablanca. (1) Mais sa mise en application fut suivie d'une spéculation honteuse. Ainsi, le retrait spectaculaire des troupes guinéennes et marocaines du Congo n'eut pas le même mobile que celui des

(1) Ghana, Guinée, Mali, Maroc, R.A.U.

troupes d'Indonésie. Pour Soekarno, président de l'Indonésie, le geste était loyal. Certes, il désapprouvait l'action impérialiste au Congo. Pour le Maroc et la Guinée, le retrait de leurs troupes était lié à une question de politique intérieure et à un alignement camouflé à la politique des Etats-Unis.

Ensuite, au Congo même, certains Africains d'étiquettes « révolutionnaires » ont montré une certaine complaisance ou se sont rendus complices dans certains événements, sans qu'il leur soit nécessaire d'être approuvés par les Chefs d'Etats..

Le général Kettani, chef du contingent marocain, ancien de Saint-Cyr, par exemple, dès son arrivée au Congo se mit à la disposition du colonel Mobutu, avec l'accord du candide Lumumba, à titre de conseiller privé. Le jour du putsch, alors que Mobutu n'avait pas de soldats Congolais attachés à sa personne, ce sont les soldats Marocains qui l'ont protégé.

Alors que, personnellement, il était disposé à le faire, le général Kettani aurait conseillé à Mobutu de ne pas donner sa démission quand Lumumba la lui demandait.

De plus Kettani lui remit six cent soixante-dix millions de francs qui lui étaient donnés par M. Cordier, homme lié à la C.I.A., pour payer la solde des militaires. Enfin une voiture marocaine de l'O.N.U. se serait dirigée vers Matadi avec la famille de Mobutu, pour la protéger contre le soulèvement éventuel des lumumbistes.

Le solde déficitaire du Maroc se montait à 196 255 000 dirhams. Les échanges avec les pays et territoires de la zone franc qui, en 1960, avaient laissé un excédent favorable de 13 224 000 dirhams, se soldaient en 1961 par un déficit de 203 321 000. Les importations qui se chiffraient à 638 926 000 dirhams représentaient 57,72 % du total des achats au lieu

de 50,75 %. Les exportations, par contre, avec 435 605 000 dirhams représentaient 47,82 % du total des ventes, au lieu de 57,54 %.

La balance avec la zone dollar se soldait par un déficit de 62 775 000 dirhams (1).

Quand nous fûmes révoqués par le président Kasavubu, alors que nous nous dirigeons vers les installations de la radiodiffusion nationale, pour y prononcer le discours à la Nation, ce sont les soldats Ghanéens sous les ordres d'un Ghanéen, le colonel Ankrah, qui nous ont barré la route. Ils ont dressé des barricades devant nous. Ils nous menacèrent de tirer. Mais, lorsque Jean Bolikango, ennemi féroce de Lumumba se présenta, on lui ouvrit aussitôt les portes des studios.

Certes, ni Mohamed V, ni le président N'Krumah n'ont approuvé les agissements des chefs de troupes de leurs pays au Congo.

En ce qui concerne la Guinée, on constate que c'est à partir de l'affaire du Congo que Sekou Touré a commencé à prendre ses distances vis-à-vis de l'U.R.S.S. et que depuis lors l'emprise des holdings des U.S.A. et de l'Allemagne Occidentale en Guinée est considérable.

En 1964, les Etats-Unis sont devenus le premier fournisseur de la Guinée (2 478 millions de francs guinéens sur un total d'importations de 11 201 millions) et son second client.

Cette même année, l'aide de l'U.S.-A.I.D. (Agence pour le développement international) a atteint 24 millions, soit 6 milliards de francs guinéens ou 120 millions de francs français.

Pendant ce temps, les firmes privées américaines ont poursuivi leurs efforts d'implantation dans le pays. Olin Mathieson

(1) Marchés tropicaux et méditerranéens.

Chemical Corporation était depuis longtemps le principal actionnaire (48,5 %) de la Compagnie internationale pour la production de l'alumine (F.R.I.A.).

Aux termes d'un accord conclu avec le gouvernement guinéen fin 1963, Harvey Aluminium s'est vu confier la mise en exploitation des bauxites de Boké, dont avaient été évincées en 1961 les Compagnies françaises.

La société Mack Truck construit à Conakry une usine de montage de véhicules utilitaires, tandis que la Texaco paraît s'être intéressée à l'installation d'une raffinerie de pétrole.

D'autres groupes américains envisageaient en 1966, de mettre en exploitation les mines de fer du mont Nimba, proches du Libéria.

Enfin, au printemps de 1965, un contrat d'assistance technique, dont l'exécution a été financée par l'U.S.-A.I.D. avait été conclu entre le Pan American World Airways et Air Guinée.

Cette mainmise du capitalisme américain n'a pas conduit, comme on l'espérait, à l'élimination de l'U.R.S.S. en Guinée. Bien que les Américains aient obtenu auprès de Sékou Touré la peau de ses principaux ministres de gauche, notamment M. Diallo Salfoulaye, M. Keita Fodéba, et qu'une farouche répression soit dirigée contre les éléments marxisants ou modérés, qui pour la plupart vivent en exil, Sékou Touré est l'un des chefs d'Etats « révolutionnaires » qui a affirmé sa position, parfois au détriment de ses amis, comme N'Krumah, ou même les plus conservateurs.

On peut résumer comme suit le phénomène de « neutralité guinéenne » : « anti-gaulliste déclaré », Sékou Touré jouit à ce titre de toute la sympathie des dirigeants des U.S.A. De tempérament bouillant, mais franchement opposé au capitalisme, il peut compter sur l'appui des Etats socialistes, et surtout de l'U.R.S.S.

Le plan N'Krumah.

Avant la réunion du Conseil de Sécurité, le président N'Krumah proposa un plan qu'il n'avait pas réussi à faire approuver à Casablanca. Le président du Ghana déclara qu'il était disposé à venir à New-York pour défendre son plan sur le Congo.

Voici ce plan :

- le changement de commandement de l'O.N.U. au Congo, l'exclusion du commandement de l'O.N.U.-Congo, de tout responsable des contingents, autre que l'Afrique.
- Le désarmement de tous les soldats de nationalité congolaise et l'expulsion hors du Congo de tout étranger exerçant une activité para-militaire, ou de conseiller politique ne dépendant pas de l'O.N.U.
- Le retrait du Congo de toute mission et toute représentation diplomatique et consulaire, pour éviter une guerre froide au Congo.

L'originalité du plan N'Krumah ne l'empêcha pas de heurter les sentiments de la majorité des Etats Africains et des grandes puissances occidentales. Même les Etats arabes d'Afrique étaient divisés : le président Bourguiba qui avait précédemment traité Lumumba d'homme impulsif et insinué que celui-ci était incapable de diriger le Congo, n'accepta pas les conclusions de la conférence de Casablanca sur le Congo, encore moins le plan N'Krumah. Les Etats de la Communauté (Sénégal, Côte d'Ivoire, Madagascar et autres) applaudissaient à l'annonce de l'assassinat de Lumumba. Celui-ci était une gêne pour un chef d'Etat du Tiers-Monde lié aux intérêts extérieurs. Car, partout, Lumumba était le symbole de la résistance, de l'héroïsme et de la pureté.

La naissance de l'U.A.M.

Au moment où Lumumba dirigeait le gouvernement congolais, il n'existait pas de blocs en Afrique. Il y avait : l'Afrique indépendante et l'Afrique colonisée. Mais dès l'évolution des événements au Congo et pour contrecarrer le soutien que les Etats indépendants d'Afrique-Asie apportaient à Lumumba, la France, alors alliée diplomatiquement des U.S.A., accorda aux Etats Africains sous statuts de la « Communauté » une indépendance théorique.

Les Etats de la Communauté, Sénégal, Gabon, Congo-Brazzaville, Madagascar, Niger, Haute-Volta, Côte-d'Ivoire, Mauritanie, Dahomey, Cameroun et Centrafrique, avaient à leur tête chacun un Chef d'Etat dont les sentiments en matières diplomatiques et économiques cadraient avec la politique étrangère de la France. Ils ne possédaient pas d'initiative en politique étrangère, ils ne disposaient pas non plus d'armée nationale, c'est Paris qui supportait presque la totalité de leur budget.

Pourquoi leur premier objectif fut-il de lutter contre l'influence de Lumumba ? Lumumba, de son vivant, influençait la jeunesse intellectuelle des Etats Africains, tandis que la masse des pays africains trouvait en lui un libérateur. Il était pour les Etats de la Communauté ce qu'est Fidel Castro pour les Etats de l'Amérique latine.

L'U.A.M., qui verra le jour en 1961, ne sera autre chose que le « Pacte pour le Progrès » de l'Afrique noire francophone. Elle a pour but d'organiser, dans tous les domaines de la politique extérieure, la coopération entre les membres afin de renforcer leur solidarité, d'assurer leur sécurité collective contre d'éventuels soulèvements populaires, de maintenir

la paix en Afrique, sous-entendu d'y lutter contre la pénétration de l'U.R.S.S. et celle de Pékin.

Sur le plan africain, la question congolaise et l'affaire algérienne dominent les relations internationales, surtout les rapports entre la France et les Etats-Unis. Aussi, l'indépendance accordée aux pays de l'Afrique noire est-elle liée à l'évolution intérieure du Congo et de l'Algérie. Un grand nombre d'Etats Africains avaient reconnu le gouvernement algérien présidé par Ferhat Abbas ; et ils ont en même temps désapprouvé la politique des Etats-Unis et de la Belgique au Congo. Compensant l'attitude favorable de Washington au sujet de sa politique algérienne, la France s'était montrée moins gênante envers les U.S.A. au Congo. La diplomatie française de 1960-1962 consistait à obtenir un sursis international, pour prendre seule l'initiative qui la conduirait aux accords d'Evian.

Dès le mois d'août 1960, se crée dans les pays (1) ex-A.O.F. (Afrique Occidentale Française) et de l'Afrique du Nord, un courant soutenant la politique française en Algérie et la politique américaine au Congo. Ces Etats sont dits « pays de la Communauté », qui créent en juin 1961, l'U.A.M. (Union Africaine-Malgache).

Si l'U.A.M. mène une politique résolument occidentale et plus réservée envers les pays de l'Est, il reste avant tout un groupe homogène aligné sur la politique du Quai d'Orsay et non sur celui d'un Département d'Etat. Sans cela, les Etats comme le Congo de Fulbert Youlou et Madagascar n'auraient pas hésité à reconnaître l'état sécessionniste du Katanga.

D'ailleurs, l'ensemble de la politique économique des Etats de l'U.A.M. n'était pas forcément réactionnaire. Il se mani-

(1) Sénégal, Côte d'Ivoire, Dahomey, Tchad, Congo-Brazzaville, Gabon, Madagascar, Cameroun, République Centre Afrique, Haute-Volta, Niger...

festait, dans quelques états, une certaine tendance au réformisme, visant à long terme à détruire les anciennes structures coloniales. Les dirigeants procédaient à une mise en marche d' « un progressisme graduel ». Ce fut le cas du Sénégal, avec l'équipe Mamadou Dia et du Dahomey avec Hubert Maga. Par contre, le Gabon, la Côte d'Ivoire et Madagascar optaient pour un libéralisme économique qui les soumettaient pour longtemps à la dépendance économique des groupes financiers français.

L'indépendance ainsi aménagée des Etats africains, l'absence d'un chef d'Etat pur, aussi rayonnant que Lumumba, permettent aux Etats de l'O.T.A.N. d'appliquer un second plan de Yalta pour l'Afrique. C'est-à-dire qu'ils ont procédé à la création tacite des zones d'influences.



II. — LES GRANDES PUISSANCES

Lumumba, les U.S.A. et les matières premières.

Le changement du cours de l'histoire de l'humanité n'est pas dû seulement à la guerre 1939-1945, mais en partie aux progrès scientifiques dans le domaine de la physique nucléaire, qui se produisirent peu avant la guerre.

A cette époque, Otto Hahn, à Berlin, avait découvert que l'uranium par fission pouvait fabriquer des armes destructives. Ce qui intéressait Adolph Hitler. Mais, en mai 1939, Joliot-Curie, Hans Halban et Lew Kowarski, au Collège de France, furent les premiers du camp allié à démontrer que la rupture

d'un noyau d'uranium provoqué par un seul neutron s'accompagne, outre la formation de deux produits de fission et la libération d'énergie correspondante, de l'émission de deux à trois neutrons, dits : neutrons secondaires.

Pendants ce temps-là, aux Etats-Unis, Enrico Fermi et Szilard venaient d'écrire à l'Amirauté pour souligner les immenses possibilités explosives de l'uranium. Puis ensuite, Szilard et Eugène Wigner par l'intermédiaire d'Albert Einstein, avisèrent le président Roosevelt. Entre temps M. Sengier, administrateur de l'U.M.H.K., avait mis au point un projet accepté par le C.N.R.S. Ce projet ne sera jamais signé ni mis en application pour la simple raison que la France, vaincue, en perdit les avantages au profit des Anglo-Saxons qui s'empressèrent de détourner le contrat en leur faveur.

Peu avant l'invasion de la Belgique, Edgar Sengier quitta Bruxelles et s'installa à New York jusqu'à la fin de la guerre. Sans aviser personne, il transféra aux Etats-Unis tout le stock d'uranium du Congo. Des rapports transmis à la Défense britannique et à l'Amirauté américaine signalaient que seul le Congo pouvait fournir de l'uranium pour la fabrication de la bombe A. L'uranium du Congo contient 65 % d'oxyde, alors que celui d'Amérique, du Canada ou d'Afrique du Sud n'en contient pas plus de 1 %.

Aussitôt le général Groves et le colonel Nichols qui s'occupaient d'approvisionnements de guerre des U.S.A. en matières stratégiques, entrèrent en contact avec Edgar Sengier. Le contrat fut conclu. Il faudra cinq ans de travail pour jeter la première bombe sur Hiroshima et voir ainsi les rapports diplomatiques et stratégiques profondément modifiés. C'est aussi tout l'avenir de l'humanité qui a été mis en cause.

Si, aujourd'hui, l'uranium du Congo n'est plus le seul à permettre de fabriquer des engins destructifs, il est vrai que

« le Congo reste le fournisseur pratiquement unique de matériaux stratégiques utilisés par l'industrie spatiale des Etats non-communistes » (1)

Lorsque nous étions membres du Collège exécutif général, Patrice Lumumba me demanda ce qu'il faudrait faire après l'indépendance des sociétés minières du Congo, et notamment de l'U.M.H.K. Je lui répondis que bien que je souhaitais la nationalisation, il ne faudrait pas la faire tout de suite, car selon le propre argument du philosophe soviétique, M. Kouzminov, la nationalisation des banques, des entreprises et des branches d'industrie qui s'effectue dans les pays bourgeois, est réalisée non pas contre les monopoles, mais à leur profit. Tout ce qu'il fallait, c'était enlever à l'U.M.H.K. surtout le monopole des matières stratégiques exploitées au Katanga.

Aussitôt, il entreprit une étude : toute sa politique visait à décider l'U.M.H.K. à abandonner le monopole exclusif de vente et de commercialisation internationale de l'uranium, du cobalt et autres produits utilisés pour l'industrie spatiale.

Candide, Lumumba croyait que l'U.M.K.H. accepterait de se suicider, et surtout que les Etats-Unis ne lui feraient pas subir le coup de Mossadegh s'il persistait à vouloir vendre ses matières premières aux Occidentaux aussi bien qu'aux pays de l'Est. La peur des Etats-Unis de se voir privés du monopole exclusif d'achat des produits stratégiques du Congo, le désarroi de l'U.M.H.K. de se voir soumis à un contrôle d'un gouvernement noir ont désagrégé le Congo et, sans doute déterminé la tragique et brusque disparition de Patrice Lumumba.

(1) Laszlo Nagy, Katanga p. 41.

Eisenhower face à Castro et Lumumba.

Aux Etats-Unis préside, en 1960, M. Eisenhower dont les idées sont ultra-conservatrices. Son obsession est d'abattre Fidel Castro à Cuba.

Il avait à cet effet, au début de l'année 1960, encouragé des Cubains exilés depuis l'arrivée au pouvoir de Fidel Castro, à envahir Cuba.

Des camps d'entraînement clandestins avaient été créés au Guatemala avec son approbation.

Après l'élection de Kennedy, peu avant de quitter son poste, le président Eisenhower, donna le feu vert pour que le camp d'entraînement soit transporté à Puerto Cabezas, au Nicaragua, dans une région surnommée « la Vallée heureuse ». Une flotille fut assemblée dans le port tandis que des forces aériennes importantes composées d'anciens avions américains (bombardiers B 26 de la Deuxième guerre mondiale, avions de transport C 46 et C 54) étaient mises à la disposition des futures combattants et trouvaient place dans l'aéroport voisin.

Son ambassadeur à Léopoldville, M. Timberlake, qui avait des attaches avec certains groupes financiers allemands et qui, un jour, avait dit que « si Lumumba était entré comme un garçon de café, un plateau sur la tête, dans n'importe quelle réunion de politiciens congolais, il en serait sorti Premier Ministre » (1) a fourni des rapports à la Maison Blanche, en liaison avec ceux de la C.I.A., disant que Lumumba était un Fidel Castro noir.

Mais Eisenhower était sur le point de quitter la présidence des U.S.A. Il dut céder la place à un jeune président, plus

(1) O'Brien — *Mission au Katanga*, p. 105.

ouvert, plus éclairé, et certainement l'Américain le moins fanatique de l'anti-communisme.

Fidel Castro, Lumumba, Makarios attendaient de John Kennedy un geste spectaculaire. Mais le président des U.S.A. dut composer avec certains éléments réactionnaires du Pentagone. Allen Dulles, directeur de la C.I.A., frère de John Foster Dulles qui fut secrétaire d'Etat, ministre des Affaires étrangères d'Eisenhower, décida le président Kennedy à attaquer Cuba. A Chypre, les U.S.A. envoient la VI^e Flotte américaine, commandée par l'amiral William Ellis, relevant du commandement en chef américain en Europe. La VI^e Flotte comprend vingt-cinq mille hommes et dispose d'unités de fusées tactiques Honest John. Par des procédés de propagande, couverts par certains hauts dirigeants des Etats-Unis, l'opinion américaine est intoxiquée contre Lumumba. On fait circuler de faux documents prouvant notre « trahison envers l'Occident ». Il faudra attendre dix mois avant qu'un homme ait le courage de dénoncer à la tribune du Sénat américain la campagne de mensonge répandue aux Etats-Unis ; il s'agit de Hubert Humphrey, actuel vice-président des Etats-Unis : « Depuis la mort de Lumumba, dit-il, nous sommes tombés dans cette habitude de dénoncer comme communiste toute personne qui était en rapport avec lui. Lumumba lui-même n'a pas agi en tant que communiste. L'un des objectifs les plus connus de Lumumba était de maintenir l'unité du Congo à tout prix. Et si la croyance en l'unité du Congo fait de Lumumba un communiste, alors la plupart des leaders africains le sont certainement. Et pourquoi ne pas dire aussi que les chefs des gouvernements belge, français, britannique et américain sont également infectés par cette maladie, du moment qu'ils se prononcent pour l'unité du Congo ? »

Kennedy voulait-il libérer Lumumba ?

Je laisse la parole à M. Theodore C. Sorensen, son collaborateur :

« La politique de Kennedy au Congo fut en grande partie le développement de celle d'Eisenhower... Kennedy ne voulait pas que le Congo devienne un autre Laos qui entraînerait les Américains, en dépit de leur bon vouloir, dans une guerre de guérilla soutenue en sous-main par les communistes. Il ne voulait pas non plus que le Congo devienne un autre Cuba qui fournirait aux communistes une base stratégique, de vastes ressources naturelles et un terrain favorable à l'action subversive. » (1)

Le progressisme de Kennedy » a été démesurément gonflé après son assassinat. Vingt-sept jours après qu'il ait pris la succession d'Eisenhower, il avait reconnu Kasavubu et renvoyé dos à dos Gizenga le communiste, ainsi que Tshombe le fascisant. Ensuite, il plaça à la tête du Congo Cyrille Adoula.

☆☆☆

La mort de Lumumba et les relations Est-Ouest.

Les chancelleries occidentales furent les premières à être informées secrètement de l'assassinat de Lumumba. Ceux qui se sentaient plus engagés dans ce crime, comme la Belgique et les États-Unis, eurent ainsi le temps de lancer une contre-offensive diplomatique de grande envergure. La Belgique recommanda à tout Belge résidant dans les provinces sous l'autorité des lumumbistes de quitter le Congo ; ensuite le

(1) Page 442, Kennedy, par Th. Sorensen.

pape Jean XXIII, qui savait et désapprouvait l'action du clergé congolais contre Lumumba, demanda la libération d'un homme que la Curie savait déjà assassiné. Le libéral Kennedy, en butte aux intrigues de la C.I.A., cette mafia américaine qui décidait de la fin des grands hommes du Tiers Monde, proposa un plan pour le règlement de la crise congolaise. Le plan Kennedy (la fin tragique de Lumumba y était sous-entendue) suggérait en trois points les mesures à prendre pour résoudre la crise :

« — Kennedy suggère la mise en place à Léopoldville d'un gouvernement dirigé par une personnalité du Centre, pouvant unir au sein de son cabinet, les représentants de Kasavubu, Tshombe, Gizenga et Kalondji. A ce moment, deux noms étaient avancés : Adoula et celui de Thomas Kanza.

— Libération immédiate de Lumumba, et libre discussion au parlement sur le sort de son cabinet. »

Dans un mémorandum remis au Conseil de Sécurité, le gouvernement de l'Union soviétique spécifiait que les Nations Unies devaient condamner résolument les actions de la Belgique aboutissant à l'assassinat du Premier ministre, Patrice Lumumba. Il considérait cet assassinat comme un crime international incompatible avec la Charte des Nations Unies, crime jamais vu dans l'histoire de l'humanité. L'U.R.S.S. exigeait que les hommes de paille des colonialistes, Tshombe et Mobutu, fussent arrêtés sur-le-champ par les troupes de l'O.N.U. En plus, elle réclamait la destitution de Dag Hammarskjöld de ses fonctions de secrétaire général de l'O.N.U., étant donné sa complicité avec les meurtriers de Lumumba.

A prendre les véhémentes protestations et accusations de l'U.R.S.S., on s'aperçoit qu'elles sont dirigées et concentrées contre la Belgique et des individus comme Dag Hammarskjöld,

Tshombe, Mobutu et Kasavubu. Les U.S.A ne sont pas mis directement en cause, alors que l'opinion internationale, comme le prouveront plus tard les enquêteurs, rend la C.I.A. responsable de la chute de Lumumba, comme auparavant de de celle Manderes.

Le Conseil de sécurité, saisi du projet de la résolution soviétique exigeant la condamnation de la Belgique comme Etat agresseur et demandant que les troupes de l'O.N.U. arrêtent et traduisent Tshombe et Mobutu en justice, rejette ce projet par 8 voix contre 1 (U.R.S.S.) et 2 abstentions (Ceylan et R.A.U.), en même temps qu'un projet de résolution de Ceylan, du Libéria et de la R.A.U. relatif aux exécutions dans le Sud-Kasaï.

Pour conclure le débat qui dure quarante-huit heures, le Conseil de Sécurité adopte sans modification le projet de résolution déposé le 17 février au nom de 21 Etats par : Ceylan, le Libéria et la R.A.U., par 9 voix et 2 abstentions (France et U.R.S.S.).

Cette résolution adoptée à la 942^e séance, recommandait « que les Nations Unies prennent immédiatement toutes mesures appropriées pour empêcher le déclenchement d'une guerre civile au Congo, notamment des dispositions concernant le cessez-le-feu, la cessation de toutes les opérations militaires, la prévention des combats, et qu'elle recourent à la force, si besoin est, en dernier ressort. »

Elles devaient prendre des mesures pour le retrait et l'évacuation immédiate du Congo de tous les personnels militaires et para-militaires ou conseillers politiques belges ne relevant pas du commandement des Nations Unies ; ainsi que des mercenaires. Enfin, le Conseil de Sécurité décidait qu'une enquête impartiale aurait lieu immédiatement en vue de déterminer les circonstances de la mort de Lumumba, Mpolo et Okito.

Il était aussi demandé que le parlement congolais soit convoqué, et que des mesures appropriées soient prises. La résolution du Conseil de Sécurité était un compromis entre le plan Kennedy et celui de N'Krumah. L'exécution sera mise en pratique selon une interprétation personnelle de M. Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'O.N.U.

Malgré cela les relations Est-Ouest ne furent pas sérieusement affectées, pas même par l'assassinat de Lumumba. L'affaire congolaise fut un problème de chantage diplomatique dans les relations internationales ; elle ne put aucunement déterminer les rapports stratégiques et diplomatiques entre les blocs.

L'an 1961 naît avec la présence au Congo de deux régimes hostiles. Le régime de Léopoldville, présidé par Kasavubu, dévoué à l'Occident, et le régime de Stanleyville, présidé par Gizenga, orienté à l'Est. Les Etats de l'Occident et ceux de l'Est s'arrangèrent pour éviter les heurts. Les Etats occidentaux par exemple, reconnaissaient Kasavubu comme l'unique président de la République du Congo, mais s'abstinrent d'accréditer le gouvernement illégal de Joseph Ileo, et encore moins celui des Commissaires généraux, tandis que les pays de l'Est reconnaissaient Gizenga comme chef du gouvernement légal du Congo dans l'ensemble et non seulement du Congo oriental.

En réalité, les positions sont provisoires. Chacun des deux blocs mise sur les personnalités en compétition. S'il s'agit de Gizenga, c'est le neutralisme marxisant qui triomphe et s'il s'agit de Kasavubu, c'est l'Occident chrétien qui entonne le carillon de la gloire. Plus le temps passe, plus les U.S.A. se rendent compte que les pays de l'Est sont en train de réussir une sérieuse infiltration dans le Congo Oriental. En six mois, cinq mille Congolais de la Province Orientale du Kivu et du Nord Katanga sont envoyés dans les pays com-

munistes pour y effectuer des stages militaires, ou s'entraîner à la guérilla. Quand les Américains se proposent d'installer une base de fusées dans le Bas-Congo, les Russes contactent Gizenga pour en faire autant à Lwiro (Kivu) au centre de l'I.R.S.A.C. (Centre de Recherche Scientifique en Afrique Centrale).

Entre temps, l'invasion sur Cuba a été déclenchée. M. Allen Dulles, chef de la C.I.A., pressant le président Kennedy de s'occuper de Cuba, lui dit : « N'oubliez pas que nous avons un problème, celui de ne savoir que faire des hommes que nous avons entraînés. Nous ne pouvons nous permettre de les laisser se promener à travers tout le pays, racontant à tout le monde ce qu'ils ont fait. » (1)

A Washington, le problème cubain a priorité sur celui du Congo.

Le président Kennedy se refuse à agir par la force contre le gouvernement de Stanleyville, parce qu'il ne veut pas se trouver face à face avec Krouchtchev à Cuba et au Congo. Il envisage une action de politique persuasive, qui obligerait l'incapable Gizenga à liquider lui-même un régime qui, pourtant, lui permettait de devenir le maître du Congo tout entier.

La constitution du gouvernement d'union nationale, par Adoula, permit alors aux Etats Occidentaux de submerger pacifiquement le régime de Stanleyville. Ce fut la Chine populaire qui y perdit le plus d'avantages. Gizenga ordonna la fermeture de l'ambassade et le départ sans préavis des membres du corps diplomatique. Ce qui favorisait les plans d'Adoula, car il n'eut plus à choisir entre Pékin et Taïpeh. (J'avais déjà déposé une motion au Parlement congolais, qui aurait été sûrement adoptée, demandant la reconnaissance de la Chine populaire par le gouvernement d'union nationale).

(1) *Express*, n° 745 du 27-9-65.

La présence de l'O.N.U. au Congo, de 1960 à 1964, affecte, sans profondément les marquer, les relations entre les États-Unis, la France et l'U.R.S.S. La France et l'U.R.S.S., en refusant de payer leurs cautions à l'O.N.U., mettent l'existence de l'Organisation en cause et paralysent son fonctionnement. La position de la France et de l'Union soviétique repose sur un antécédent datant de 1956, avec les événements de Suez. A cette époque, l'Assemblée de l'O.N.U. avait décidé la création de la force d'urgence des Nations-Unies du Moyen-Orient (F.U.N.U.) en vue de contrôler l'exécution des accords passés entre belligérants et de maintenir la sécurité aux frontières de l'enclave de Gaza.

Pour financer cette force, le secrétaire général de l'O.N.U., M. Hammarskjöld proposa de créer un « compte spécial », hors budget, de dix millions de dollars alimenté sur les mêmes bases que le budget ordinaire.

Le bloc des pays communistes et les pays arabes refusèrent de cotiser à l'opération au nom du principe « les agresseurs doivent payer ».

Le 14 juillet 1960, le Conseil de sécurité décida l'envoi d'une force des Nations-Unies — l'O.N.U.C. — pour aider le gouvernement Lumumba à maintenir l'ordre et à protéger les étrangers. Dès qu'ils passèrent aux actes, l'U.R.S.S. avec le gouvernement congolais, dénonça l'action de l'O.N.U., se référant au principe d'anti-impérialisme, ainsi que la France selon sa doctrine de « non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États ». C'est ainsi que ces deux puissances refusèrent de payer leur part de frais.

En 1964, le déficit budgétaire de l'O.N.U. se chiffre à 113 millions de dollars ; dont 82 millions pour l'opération du Congo, 29,5 millions pour la force de paix au Moyen-Orient ; début 1965, l'U.R.S.S. devait à l'O.N.U. pour les « Casques

bleus » au Congo 62 millions de dollars, et la France 17,7 millions de dollars. » (1)

L'arrivée de Tshombe au pouvoir souleva quelques indignations passagères de l'U.R.S.S., mais permit surtout à la France d'envisager un plan qui, à long terme, l'associait à l'évolution d'un pays qui était après elle, le plus puissant des pays d'expression française. Elle était consciente du rôle qu'elle pouvait jouer dans le domaine culturel, le français étant la seule langue parlée dans l'ensemble du Congo. L'insurrection de 1963, permit à la Chine, dès 1964, de réapparaître au Congo. Leur adaptation facile aux mentalités différentes, à la nourriture, aux conditions pénibles de logement et surtout leur aspect de victimes innocentes des Américains attira aux Chinois une sympathie certaine des populations africaines.

Mais à vrai dire, depuis la faillite de l'O.N.U. au Congo, aucune grande puissance n'aimait agir à découvert dans les affaires congolaises. Même dans le cas de l'intervention des Belges et des Américains à Stanleyville.

On peut constater que ce sont les soldats d'un petit pays (Belgique) qui sont intervenus, tandis que les Américains et les Anglais payaient la note, fournissaient le matériel de combats et accordaient les zones stratégiques des territoires.

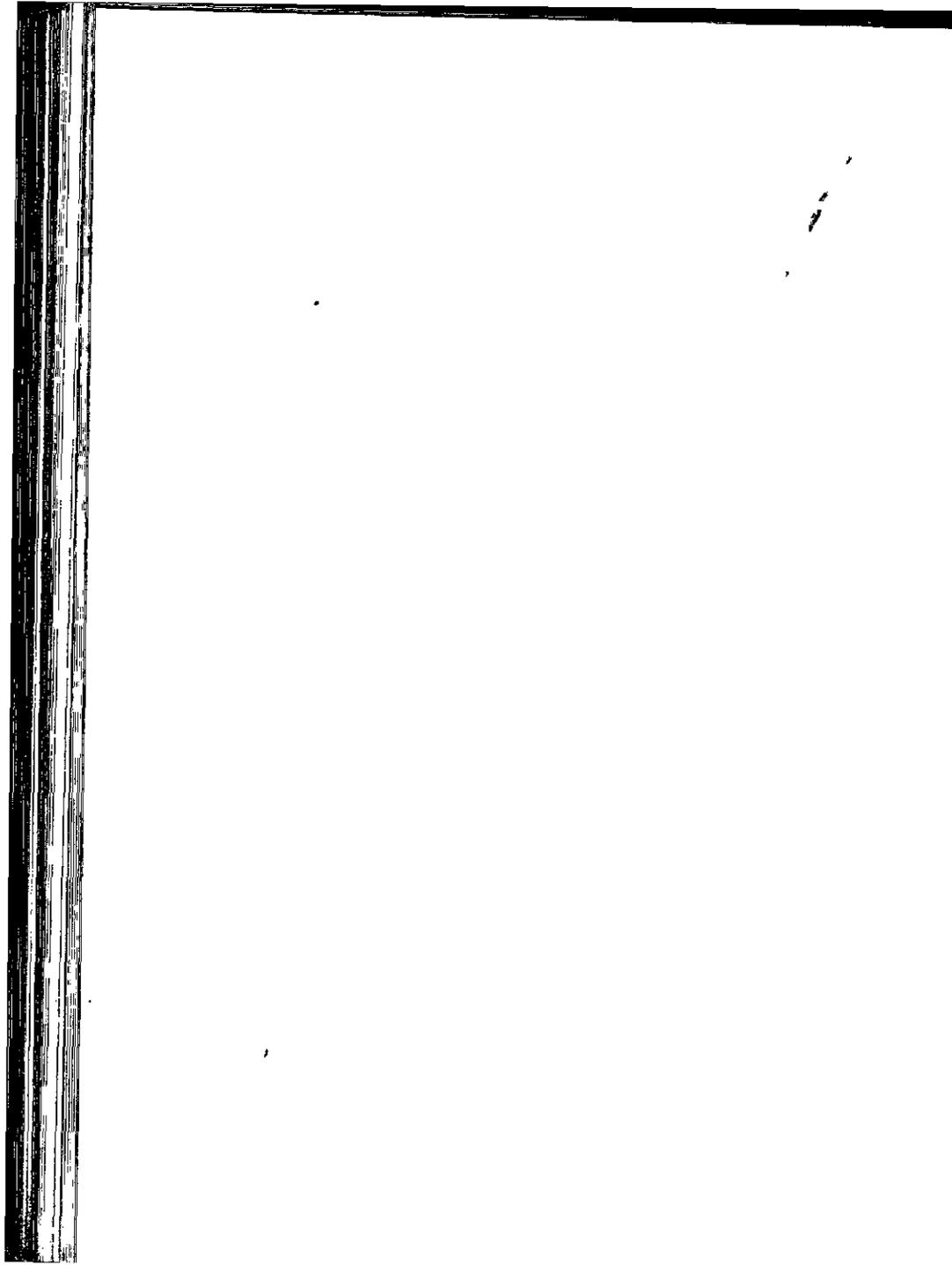
(1) Chiffres donnés par *Le Monde* du 20-2-1965.

8

Deux épreuves, deux échecs

« Nous devons prendre conscience du fait que les Etats-Unis ne sont ni omnipotents, ni omniscients... et que nous ne pouvons pas imposer notre volonté à 94 % de l'humanité — que nous ne pouvons pas redresser tous les torts ni tout arranger — et qu'en conséquence il ne peut y avoir à chaque problème mondial une solution américaine.

JONHSON KENNEDY.



Deux interventions.

Partis de Kamina où ils étaient arrivés la veille, des paracommandos belges bombardaient Stanleyville, le 26 novembre 1964. Le détachement de l'armée belge qui était chargé de l'opération, était placé sous les ordres du colonel Laurent, commandant du régiment para-commandos. Il comprenait le 1^{er} Bataillon de parachutistes de Diest appuyé par des paras belges transportés par des appareils C-130 de l'aviation américaine, qui deux jours auparavant avaient quitté discrètement la base de Pope en Caroline du Nord avec des parachutistes de Fort Bragg, qui sans demander l'avis du général de Gaulle, passaient par la base d'Evreux à destination de Stanleyville.

Le bombardement de Stanleyville donnait cette impression que l'homme blanc pourchassait l'homme noir jusque dans son propre foyer. Ce qu'exprimait avec lucidité un éditorialiste du journal *Le Monde* (1) : « L'objectif humanitaire assigné par Bruxelles et Washington à une intervention qui répondait certainement aux vœux de la population belge, a emporté l'adhésion d'une partie de l'opinion occidentale, sensibilisée par le danger que couraient les Blancs détenus par les nationalistes congolais. Elle a, en revanche, suscité un amer scepticisme en Afrique. »

Pour être convaincant, estime-t-on, le dossier belgo-amé-

(1) *Le Monde* du 12-12-64.

ricain devrait donner des réponses précises à un certain nombre de questions essentielles. Peu d'Africains d'ailleurs reconnaissent un caractère « national » à l'armée de l'ancien leader du séparatisme katangais. Formées d'éléments tribaux qui lui sont favorables ou bien d'aventuriers assoiffés d'argent, encadrées par des mercenaires d'Afrique du Sud, de Rhodésie et de Belgique, etc... entraînées par des officiers de l'armée régulière belge, les forces de Léopoldville n'ont pu avancer jusqu'à Stanleyville que grâce aux fonds, à l'armement et aux moyens logistiques fournis par les Américains... L'aide fournie au gouvernement Tshombe prend ainsi une dimension que l'on n'avait pas prévue. Ses conséquences risquent de porter un préjudice durable à la Belgique, aux États-Unis et au Congo, mais aussi aux futures relations entre Noirs et Blancs, entre le « tiers monde » et l'Occident.

Après l'intervention des Belges et des Américains à Stanleyville, le Département d'Etat la justifia en déclarant qu'elle n'était due qu'à la demande formulée par le Premier Ministre Tshombe. On exhiba une lettre personnelle de M. Tshombe demandant l'intervention des Américains au Congo.

Du côté belge, M. Spaak, ministre des Affaires étrangères de Belgique proclama que « les Belges et les Américains avaient fait tout leur possible pour éviter l'intervention, et que Chrystophe Gbenye avait menacé la vie des Européens vivant à Stanleyville. » Les négociations qui s'étaient engagées à Nairobi entre M. William Attwood, ambassadeur des États-Unis au Kenya, et M. Thomas Kanza furent interrompues.

Tshombe pour sa part intensifia la campagne contre les Arabes et les États africains socialistes. Lors d'une grande manifestation à Léopoldville à laquelle assistaient cinquante mille personnes, il proclama : « Les soi-disant révolutionnaires d'Afrique du monde arabe esclavagiste... Les Nasser, Ben Bella, Hassan, Modibo Keita, Sekou Touré et leurs

disciples ont-ils réellement apaisé leurs peuples affamés et misérables ?

« Ces dirigeants soi-disant révolutionnaires n'ont de « révolutionnaire » que leur langage périmé, leurs slogans démagogiques vides et leurs proclamations publiques devant des foules téléguidées... »

C'est au nom de l'indépendance et de la dignité que John Malekela, délégué de la Tanzanie, prend la parole pour condamner l'intervention belgo-américaine :

« Nous avons découvert rapidement que l'indépendance signifiait peu de chose et que les choses allaient plus mal aujourd'hui sur le plan économique que sous le régime colonial. En revanche, nous espérions que l'indépendance, l'appartenance aux Nations Unies, un drapeau, un gouvernement, un président de la République, des ministres et une petite armée nationale, tout cela nous donnerait une dignité humaine que nous n'avions pas depuis des siècles. Mais à Stanleyville, cette dignité a été bafouée. On nous a démontré qu'en vérité nous n'étions pas les maîtres chez nous en Afrique. On nous a présenté au monde entier comme des sauvages et des cannibales. Quelques centaines de Blancs étaient en danger ? soit. Mais à Sharpeville le gouvernement de Pretoria a assassiné d'un seul coup quatre cents Noirs, et aucun pays n'a lâché de parachutistes. En Angola on a tué des dizaines de milliers d'Africains, personne ne bouge.

« Pour redresser la position diplomatique des U.S.A. ébranlée en Afrique, à la suite du bombardement de Stanleyville, tout fut utilisé pour faire pression sur les Etats africains favorables à la rébellion. Promesses et menaces étaient adressées, surtout à la R.A.U. et à l'Algérie.

« Nasser dénonçait ces pressions : « Nous avons envoyé des armes aux nationalistes congolais et nous continuerons à leur

en envoyer. » Nous n'avons aucune raison de cacher ce fait.

« Si les Américains s'imaginent que parce qu'ils nous accordent une aide ils peuvent nous dicter notre politique, eh bien, ils se trompent et je leur répons : non. Nous sommes prêts à consommer moins de thé, de café et d'autres produits alimentaires afin de sauvegarder notre indépendance, et la lutte de 1956 aura été vaine.

« Les Etats-Unis nous livrent du blé, de la viande et des poulets pour une valeur totale de cinquante millions de livres par an. Ils ne nous fournissent pas d'usines. Si cela est nécessaire, nous saurons nous passer de ces cinquante millions et nous boirons moins de thé et de café. » (1)

En réalité si les rebelles congolais voulaient lutter contre les Américains, ils ne pouvaient compter sur une aide efficace des Etats africains, ni même de la Chine. Tous leur alliés étaient engagés dans d'autres opérations nécessitant plus de besoins. Le président Ben Bella devait lutter contre l'opposition des F.F.S. (Front des Forces socialistes) de M. Aït Ahmed en Kabylie. Nasser était engagé dans le guépier du Yémen. Le gouvernement du Soudan s'efforçait d'enrayer la révolte noire des habitants chrétiens et anamites du Sud, enfin la Chine devait apporter avant tout son aide au Viet-Nam du Sud.

Seule l'U.R.S.S., par sa puissance, est aujourd'hui, plus que tout autre pays progressiste, à même de fournir au mouvement révolutionnaire les moyens pour lutter contre les armées américaines. Mais l'U.R.S.S., chef de file international du monde communiste, ne peut s'engager à fond sans tenir compte du facteur « paix » par la coexistence pacifique,

(1) Discours prononcé à Port-Saïd, à l'occasion du huitième anniversaire de la « victoire de Suez ».

Américains et Soviétiques ne voulant pas se trouver face à face en cas d'utilisation d'engins nucléaires.

☆☆☆

Joseph Murumbi interrogé.

Le Département dépêcha à Nairobi M. Wayne Fredericks, adjoint de M. Mennen Williams, secrétaire d'Etat adjoint pour les Affaires africaines et ami de M. Joseph Murumbi, ministre des Affaires étrangères du Kenya.

A l'arrivée de Nairobi de Wayne Fredericks, M. Murumbi ne dissimule pas son humeur. La rencontre fut glaciale. S'adressant à M. Wayne Fredericks, M. Murumbi lui dit :

« Les Américains ont trop déçu les Africains. »

Après un moment de silence, il continue : « Les efforts que les U.S.A. déploient un peu partout pour diviser les Africains, pour les opposer les uns aux autres sont ignobles. Pourquoi à Washington, à Moscou et à Pékin a-t-on la manie d'étiqueter les Africains ? Pourquoi parle-t-on des Africains modérés radicaux, révolutionnaires, réactionnaires, des Africains blancs, des Africains noirs, etc... ? »

Gagné par l'éloquence, Murumbi conclut : « Tout ceci, c'est pour semer la pagaille en Afrique. » Dans un excellent anglais, marqué par le ton Swahili, il continue : « Ce que nous attendons de vous, Américains ? C'est que vous cessiez d'intervenir dans les affaires des Etats jeunes. Laissez l'Afrique à l'O.U.A. Abandonnez votre rôle de gendarmerie internationale. Ni l'Afrique, ni l'Asie, ni l'Amérique latine ne veulent vos interventions. »

Avec l'humour américain, M. Wayne Fredericks lui répond : « Monsieur le Ministre, l'Amérique a beaucoup fait pour le

Congo. Nous y avons dépensé en trois ans cinquante-cinq millions de dollars. Nous avons donné à manger, et offert des soins médicaux aux enfants, aux jeunes et aux vieillards menacés de famine et de maladies. Les U.S.A. n'ont pas d'intérêts au Congo. Je crois que si les Américains étaient autorisés à se présenter aux élections au Congo, ils seraient élus à une forte majorité. »

L'Amérique tout entière se rendait compte que depuis l'assassinat de Lumumba, et l'intervention de Stanleyville, leur crédit n'avait jamais autant souffert. Washington présumait qu'au lieu de s'engager dans une situation du type Vietnam, il faudrait trouver des solutions par la persuasion diplomatique. Mais entre temps, l'opération de Stanleyville risquait d'influencer la politique intérieure des U.S.A. Ils avaient peur de la colère noire.

Six dirigeants : MM. le pasteur Martin Luther King (Conférence des leaders chrétiens du Sud), James Farmer (Congrès pour l'égalité raciale), Philip Randolph (Conseil des Travailleurs noirs américains), Roy Wilkins (Association nationale pour le congrès des Noirs), Whitney Young (Ligue nationale urbaine), et Madame Dorothy Heigt (Conseil des Femmes noires), adressent au président Johnson et au secrétaire d'Etat Dean Rusk une lettre réclamant une modification de la politique africaine des Etats-Unis.

« Les hostilités qui se déroulent au Congo constituent une menace imminente pour la paix mondiale et pas seulement au Congo. Les mercenaires et autres forces amenées de l'extérieur, y compris celles des Etats-Unis devaient s'abstenir de toute activité en attendant qu'une aide conforme aux demandes du gouvernement du Congo soit fournie en accord avec les gouvernements africains représentés au sein de l'O.U.A. Nous demandons instamment au gouvernement des Etats-Unis

de soutenir toutes initiatives raisonnables de l'Organisation de l'unité africaine, en coopération avec les Nations Unies pour arrêter le combat. »

Deux mois auparavant, les mêmes dirigeants avaient demandé au gouvernement américain de ne pas soutenir le système de M. Tshombe, l'homme fantoche de l'Afrique. En même temps, Malcolm X, leader des Musulmans noirs, avait vivement critiqué la politique des Etats-Unis au Congo.

☆☆☆

Les Africains et la doctrine de la France.

Tandis que la politique américaine au Congo suscite une large adhésion aux U.S.A., en Grande-Bretagne ainsi qu'au Portugal, en Afrique du Sud et en Belgique, le gouvernement et la presse française désapprouvent l'acte de l'intervention. D'abord c'est à M. Alain Peyrefitte, ministre de l'Information, qui à l'insu du Conseil des ministres fait la distinction entre le Congo et M. Tshombe :

« La France, dit M. Peyrefitte, est disposée à apporter sa contribution au relèvement du Congo. Fidèle à sa politique de non-intervention, elle n'a pas de jugement à apporter sur l'action du gouvernement de M. Tshombe. »

Ensuite, c'est le tour d'un hebdomadaire peu suspect de communisme qui condamne : « Les gouvernements et les régimes que les Etats-Unis et ailleurs la Grande-Bretagne, prétendent seulement soutenir, se révèlent rapidement faibles, sans assises populaires solides et tels que leur « nationalisme » apparaît comme un paravent de leur pouvoir. Le recours à

Tshombe au Congo se solde par un bilan peu encourageant, ou moins même que le fut le recours au général Khan au Viet-Nam. »

Au Conseil de l'O.U.A. siégeant à New York, alors que M. Charles Ganao, ministre des Affaires étrangères du Congo-Brazzaville, menace de se déchausser et de taper ses souliers sur la table, comme l'avait fait Khrouchtchev en 1960, pour montrer à ses collègues que l'intervention belgo-américaine est un crime contre les Noirs, M. Jaja Wachuku, ministre des Affaires étrangères, jugeait cette intervention légitime, parce qu'elle était faite à la demande du gouvernement congolais.

Le lendemain M. R. Seydoux, représentant de la France à l'O.N.U. dénonça les agresseurs : « Ce ne sont donc pas les récriminations et les accusations réciproques que la situation présente nous paraît commander... Il importe avant tout de reconnaître que les problèmes qui se posent au Congo indépendant doivent être résolus par les Congolais eux-mêmes. Ce principe a constamment guidé et continue à guider le gouvernement français. »

☆☆☆

De Gaulle, l'O.T.A.N. et le Congo.

Logique dans cette politique, pour condamner la politique américaine au Congo et concrétiser le programme de l'indépendance de la France, le général de Gaulle en recevant M. G. Ball à l'Élysée à la fin d'août 1965, réclame la révision des statuts des bases américaines en France :

Le général de Gaulle reprochait au gouvernement américain de n'avoir pas respecté les termes de l'accord signé le 18 avril 1954 entre Georges Bidault, ministre des Affaires

étrangères, et M. Douglas Dillon, ambassadeur des Etats-Unis à Paris. Aux termes de ce document, la France devait être consultée en cas de crise sur l'utilisation de ces bases par l'armée américaine.

« C'est le terme de « crise » que se noue le débat, écrit Brigitte Gros dans l'*Express* (1). Les Américains estiment qu'il n'y en a pas eu. Le général de Gaulle pense le contraire ; il faut remarquer que la base d'Evreux a été utilisée par des appareils américains pour transporter des parachutistes belges à destination de Stanleyville ; celle de Châteauroux, en 1961, servit de relais pour l'expédition de forces des Nations Unies au Congo. Or, la France était contre. » Toutefois, au cours du débat de politique étrangère sur l'O.T.A.N., M. René Pleven devait affirmer le contraire : « Aux termes de l'accord du 4 octobre, un détachement français est stationné sur toutes les bases alliées en France. En vertu de l'accord Bidault-Dulles du 8 avril 1954, l'utilisation des bases en France « serait en temps de crise, soumise à la décision conjointe des Etats-Unis et de la France ». C'est ainsi que, affirmait M. Pleven, contrairement à ce qui a été dit, les vols américains à destination du Congo, au moment des « casques bleus », ont fait l'objet d'une demande d'autorisation en règle. Le député du Centre Démocratique devait accuser le Premier Ministre, M. Georges Pompidou, et s'écria à la tribune de l'Assemblée nationale : « Cette autorisation, c'est votre gouvernement qui l'a accordée ! »

Il est à noter que bien qu'ardent défenseur de la présence militaire en France, il n'a pas osé mettre en cause la façon cavalière dont les Américains se conduisirent dans l'affaire de

(1) Brigitte Gros, *Express* n° 745 du 27-9-1965.

Stanleyville, sans consultation préalable de ses partenaires, comme l'exigeait le traité de l'O.T.A.N.

☆☆☆

L'échec de l'O.U.A.

Parmi les trois ministres qui assistaient à la Conférence de l'O.U.A. : Joseph Murumbi (Kenya), L. Lansana Beavogui (Guinée) et M. Ousmane Ba, ministre des Affaires étrangères du Mali, ce dernier répliqua avec fermeté :

« Juridisme inacceptable que de parler de la légalité du gouvernement Tshombe. La légalité du gouvernement d'Hitler n'a pas empêché que se dresse contre lui la grande croisade des hommes libres pour mettre fin aux horreurs du nazisme. »

Ousmane prouva sa supériorité de tribun, lorsque dénonçant la Belgique, il s'écria dans un flot d'applaudissements :

« La Belgique a pratiqué la forme la plus inhumaine, la plus féroce et la plus arriérée d'exploitation coloniale. En se retirant, dans sa noire colère de perdre les privilèges liés à son exploitation impérialiste, elle n'a voulu laisser que désordre, massacre et misère. De grâce, que les Belges laissent à d'autres le soin de parler d'humanité. L'action de la Belgique au Congo mérite d'être inscrite au florilège des crimes contre l'humanité. »

Quant à Joseph Murumbi, on lui doit la proposition d'un projet de règlement de la crise en six points. Le projet se résume comme suit :

« 1° Accepter le rôle de l'O.U.A. pour la recherche d'une solution pacifique ;

- 2° Accepter la résolution de l'O.U.A. du 10 septembre, qui lance un appel à un cessez-le-feu immédiat au Congo, demande le renvoi de tous les mercenaires étrangers et l'ouverture d'entretiens entre les factions rivales en vue de former un gouvernement de coalition ;
- 3° Accepter l'idée d'un gouvernement de coalition qui, une fois formé, organiserait des élections sous le contrôle de l'O.U.A. et des Nations Unies ;
- 4° Interdire toute aide militaire au cours de la période séparant le cessez-le-feu de la formation du gouvernement ;
- 5° Permettre à l'O.U.A. d'aider le peuple congolais à maintenir la loi et l'ordre, d'assurer la formation de l'armée et de la police et de réorganiser l'administration ;
- 6° Créer un « fonds de la paix » pour le Congo, auquel tous les membres de l'O.U.A. apporteraient une contribution afin de permettre au gouvernement congolais d'assainir ses finances. »

Le Nigeria et le Libéria paralysent totalement le projet de résolution de Murumbi. Non seulement le texte nouveau proposé par ces deux Etats ne condamne pas l'intervention et ne soutient pas le recours au Conseil de Sécurité, mais évoque une résolution votée ultérieurement à Addis-Abéba en septembre 1964. L'impuissance des Africains se concrétise lors du vote final. Quand le texte de résolution fut soumis aux voix, vingt pays (Algérie, Burundi, Congo-Brazzaville, Centrafrique, Dahomey, Ethiopie, Guinée, Ghana, Mali, Tanzanie, Kenya, Zambie, Malawie, Mauritanie, Ouganda, R.A.U., Sierra-Leone, Somalie, Soudan et Tchad) votent pour, tandis que dix pays (Libéria, Libye, Madagascar, Maroc, Nigeria, Ruanda, Sénégal, Togo, Tunisie et Cameroun) s'abstiennent et cinq

pays (Congo-Léopoldville, Niger, Gabon, Côte d'Ivoire et Haute-Volta) refusent de participer aux votes. La puissance noire, si vantée par les intellectuels de couleur, vient de subir un coup dur commis par ses propres fils. C'est non seulement le Congo, mais l'ensemble des Noirs qui en Angola, en Mozambique, en Afrique du Sud, en Rhodésie, au Soudan, en Amérique, qui se sentent trahis.

« La colère des Africains, écrit l'éditorialiste du *Monde*, reflète également leur amertume devant cette impuissance qu'ils ont montrée depuis le premier jour à régler eux-mêmes le problème congolais. Leurs protestations indignées n'ont pas empêché M. Tshombe de prendre le pouvoir à Léopoldville (M. Modibo Keita l'y a même involontairement aidé) — d'y accueillir les Américains —, d'y rappeler les « affreux » et de faire du Congo, au cœur de l'Afrique, un bastion de l'affairisme international et un allié « sur » des Etats racistes du Sud.

« Dépourvue de moyens d'action, paralysée par le respect du principe de non-ingérence, l'O.U.A. n'a réussi ni à écarter M. Tshombe, ni à infléchir sa politique. L'affaire de Stanleyville est un peu un symbole de son échec : les Africains supportent mal l'idée qu'ils ne sont pas maîtres chez eux et qu'ils n'y peuvent remédier. » (1)

A partir de l'échec de l'O.U.A., les Etats réactionnaires prennent la ferme résolution d'accélérer la naissance de l'O.C.A.M. et puis d'y faire admettre Tshombe.

☆☆☆

(1) *Le Monde* du 28-11-1964.

L'O.C.A.M. et la Capitulation.

Le 12 février 1965, les dirigeants du Dahomey, Haute-Volta, Mauritanie, Côte d'Ivoire, Madagascar, Cameroun, Congo-Brazzaville, Centrafrique, Gabon et du Tchad se réunissent à Nouakchott sous la présidence de Moktar Ould Daddah, président de la République de Mauritanie pour fonder l'O.C.A.M. (Organisation Commune des Etats Africains et Malgache).

L'O.C.A.M. est une petite O.T.A.S.E. de l'Afrique noire. Son idée initiale est de créer une brigade interafricaine pour lutter contre le communisme au Congo. Elle est ouvertement dirigée contre Pékin et hypocritement opposée aux Arabes.

Sur les cinq cents mots résumant les desseins de l'O.C.A.M., plus de la moitié concerne le Congo :

Considérant que la situation au Congo-Léopoldville et l'intensification de la guerre froide par les deux blocs en Afrique, constituent un danger permanent pour l'existence de l'O.U.A. et l'indépendance des pays africains, les Chefs d'Etats réunis à Nouakchott affirment solennellement la nécessité urgente de ramener la paix au Congo-Léopoldville par l'aide du gouvernement légal pour hâter la réconciliation nationale dans l'ordre et la liberté, conformément aux résolutions d'Addis-Abéba et du Conseil de Sécurité.

Ils préconisent en même temps la réconciliation du Congo-Léopoldville et de ses voisins. Ils condamnent avec énergie l'action de certains Etats, notamment celle du Ghana, qui accueillent les agents de la subversion et organisent sur leur territoire national des camps d'entraînement.

Lorsque en juin 1965 se pose la question de l'admission de Tshombe à l'O.C.A.M., les divisions déjà profondes appa-

rues dès sa naissance s'étalent au grand jour. Le président *Ould Daddah* refuse de présider la conférence, d'autres chefs d'Etats comme *Ahidjo*, *David Dacko*, *Massambat-Debat*, trouvent chacun un motif de s'absenter. *David Dacko* se trouvait à Paris, *Ahidjo* à Yaoundé, et *Massambat-Debat* à Brazzaville. Devant tenir compte de l'équilibre racial de son pays, le président *Moktar Ould Daddah* annonçait quelques semaines plus tard le retrait de la Mauritanie de l'O.C.A.M.

Les divisions parmi les Africains devant le coup de *Stanleyville* consacraient en définitive notre impuissance. Enfin, les centaines de milliers de Blancs de Rhodésie furent persuadés qu'ils pouvaient maintenir plus de deux millions de Nègres sous le joug sans que leurs frères de race les libèrent. La proclamation de l'indépendance de la Rhodésie est l'aboutissement logique de l'échec des Africains au Congo.

☆☆☆

Rhodésie.

A vrai dire, il n'y a jamais eu une forte proportion de Britanniques en Rhodésie, comme il y en a eu en Afrique du Sud, en Australie ou en Nouvelle-Zélande. A la fin de la seconde guerre mondiale, la population anglaise des deux Rhodésies (1) s'élevait à moins de cent mille habitants. Cependant, encouragés par le gouvernement de Londres, les autorités de Rhodésie ont eu recours à des lois racistes calquées sur celles d'Afrique du Sud. En Rhodésie, comme en Afrique du Sud, le Blanc est le maître, et le Noir est le

(1) L'ancienne Rhodésie du Nord est devenue après l'indépendance : la Zambie.

serviteur. La ségrégation est de règle partout et dans tout. En Rhodésie, les Noirs ne peuvent en aucun cas prendre place dans un autobus, ou un car de Blancs, contrairement au Sud des Etats-Unis, où de rigueur les Noirs sont admis à l'arrière des cars. Les Noirs rhodésiens possèdent leur propre réseau de transport. Ils ne peuvent entrer dans les restaurants, cinémas, bars, boucheries, magasins, ni hôpitaux réservés aux Européens. Même à l'Eglise, il y a des places réservées aux Noirs et aux Blancs, la ségrégation sépare les deux communautés jusqu'au cimetière, car non seulement il y a deux cimetières : celui des Blancs et celui des Noirs, mais les routes qui conduisent au repos éternel sont diamétralement opposées.

En 1959, après l'éclatement de la fédération, les Britanniques permirent à Sir Roy Wellesley de devenir gouverneur de Rhodésie. Bien que raciste, en réalité, Sir Roy Wellesley n'était pas partisan d'une indépendance dirigée en bloc contre les Africains. Il a cependant préparé la voie à Ivan Smut, l'âme damnée du petit blanc raciste.

Mais, bien avant Sir Wellesley, le gouvernement de Londres et beaucoup d'autres personnalités avaient préparé le terrain de la domination blanche. Déjà en 1910, Sir Winston Churchill eut l'idée de militer en Grande-Bretagne afin que la Rhodésie devienne une cinquième province de l'Afrique du Sud. Constituée par le ministre des Colonies, en 1924 la commission Morris Carter jetait le principe de la séparation de deux communautés en concluant :

« Pour autant qu'il soit souhaitable que les membres des deux races vivent ensemble, côte à côte, avec des droits égaux en ce qui concerne la propriété de la terre, nous sommes convaincus qu'en principe, et probablement pour les générations à venir, une telle politique n'est pas praticable et que, jusqu'à ce que les indigènes aient véritablement accompli

de nombreux pas en avant sur le chemin de la civilisation, le mieux est que les points de contact soient réduits. »

En 1927, le « Native affairs Act » permettait aux Blancs d'arrêter et de torturer tout Noir qui critiquait l'administration ou s'élevait contre les vexations quotidiennes des Blancs.

En 1931, le « Land appointment Act » définit la zone des réserves dans lesquelles les Africains peuvent vivre selon leurs coutumes. C'est ainsi que plus de 3 millions des Noirs vivent sur un territoire de 44 millions d'acres, tandis que 200 000 Blancs possèdent 36 millions d'acres (1 acre = 40,46 ares).

En 1961, il y avait environ 6 500 colons blancs détenant en moyenne 750 acres des terres, alors qu'il n'y avait que 80 acres en moyenne par Africain planteur. Les colons blancs ont investi pour 250 millions de livres sterling, faute d'avoir accès aux fonds bancaires, les Noirs rhodésiens se limitaient à des productions d'économie de substances.

Sur le marché, les Noirs peuvent commercialiser 18 % de leur production, mais les colons blancs vendent 75 % de leurs produits. Le volume de la production agricole a augmenté de 260 % pour les Blancs, tandis que pour les Africains, il a atteint 3 % en dix ans.

En matière de fonctionnement des institutions deux faits sont à noter. Jusqu'à la proclamation de l'indépendance, le gouvernement de Londres possédait un droit de veto sur certains actes législatifs. C'était Londres qui déterminait la politique étrangère de Rhodésie. Seulement, contrairement aux autres colonies britanniques, la Grande-Bretagne ne possédait en Rhodésie, ni police, ni force armée, et cela malgré une longue préparation des colons à proclamer un jour l'indépendance de la Rhodésie.

Malgré une répression à l'égard des Africains rhodésiens, qui interdisait toute activité politique, les Noirs constituèrent un mouvement nationaliste appelé : « Zimbanwe African

People's Union (Z.A.P.U.) » dirigé par Joshua Nkomo et le Révérend Père Ndabaningi Sithole. Joshua est né en 1917. Il fut dirigeant syndical. Comme Patrice Lumumba, il a connu les misères de la sous-alimentation des familles paysannes d'un pays arriéré. C'est un tribun et un négociateur habile. En 1963, il établit le quartier général de la Z.A.P.U. (Zimbabwe African People's Union) à Dar-es-Salam au moment même où Sithole, auteur de « African Nationalism », s'installait à Londres. Le gouvernement britannique profita de la lutte d'influence existant entre Nkomo et Sithole pour les séparer davantage, tandis que les colons blancs ayant placé à l'intérieur du pays des chefs indigènes qui leur étaient dévoués, réussissaient à opposer les Noirs des campagnes à ceux des villes. Ces divisions entre Noirs sont aussi en partie la cause de la victoire des Blancs en Rhodésie.

Avant l'arrivée au pouvoir, M. Smith avait étudié longuement tous les problèmes concernant la division des Africains et la complicité du gouvernement de Londres en sa faveur. Il était persuadé qu'en cas de proclamation de l'indépendance, Londres n'utiliserait pas les militaires anglais pour tirer sur les Anglais de Rhodésie, qui n'étaient pas nécessairement ennemis de la Grande-Bretagne. « Si M. Wilson a exclu l'hypothèse de l'intervention militaire que réclament plusieurs Etats africains, c'est bien précisément parce qu'il sait que celle-ci se heurterait à une vive opposition parmi ses propres concitoyens. Ne se trouve-t-il pas déjà des voix, au sein du parti conservateur en tout cas — pour affirmer que le gouvernement britannique est trop sévère à l'égard d'hommes devenus rebelles peut-être à la souveraineté du Royaume-Uni mais qui n'en demeurent pas moins des sujets de la Couronne ? » écrit le journal *Le Monde* (1). Non seulement,

(1) N° 6 480 du 13-11-1965.

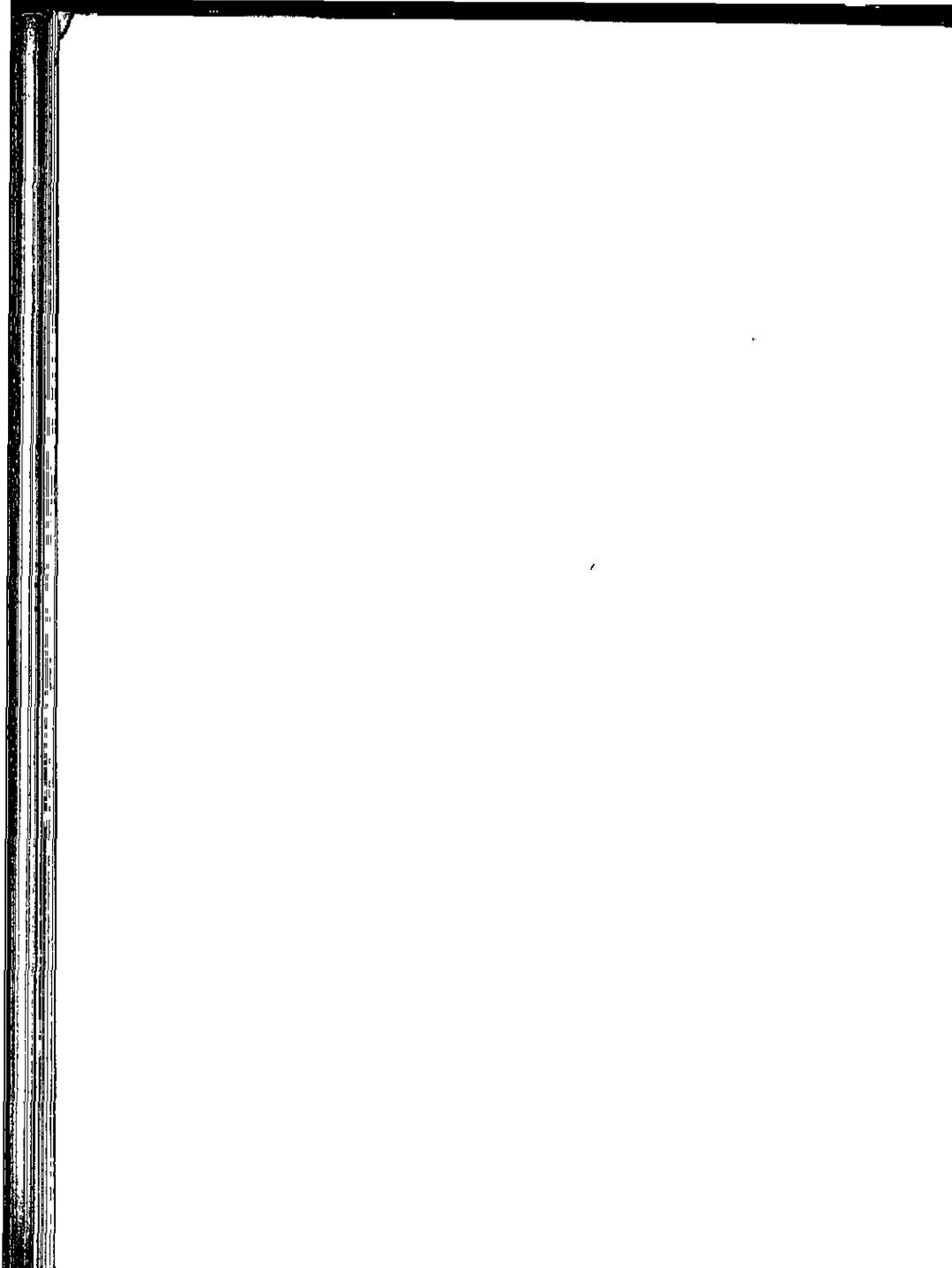
Smith avait des assurances en Grande-Bretagne, mais en plus il comptait sur le Portugal et l'Afrique du Sud. Ces deux États qui l'ont encouragé, ne pouvaient l'abandonner au moment où des sanctions économiques décidées par Wilson pesaient sur l'avenir de son régime. Ce qui se révéla exact, car à l'annonce des sanctions économiques, par Londres, une dépêche en provenance de Lisbonne déclarait le 18 décembre que, l'« impression prévaut dans la capitale portugaise est que le Portugal ne s'associera pas au blocus laissant ouvert — tout comme il le fait pour le chemin de fer — l'oléoduc qui relie le port de Beira à la raffinerie rhodésienne d'Umtali. » Deux jours plus tard, le ministre des Affaires étrangères du Portugal, M. Franco Nogueira, affirmait de son côté que le « Portugal nè manquerait pas d'agir avec l'esprit de coopération qu'il a toujours observé à l'égard de ses voisins, en maintenant ouvertes leurs voies de communication avec les océans. » (1)

Absorbés par leurs querelles de prestige personnel, menacés toutes les nuits par des coups d'Etat militaires, vivant dans l'obsession permanente d'une attaque de leurs propres peuples, les chefs d'Etats africains n'ont fait qu'approuver la politique tracée par Harold Wilson, politique qui conduisit inéluctablement à la reconnaissance de la Rhodésie comme Etat souverain.

Mais d'autres raisons intérieures auraient décidé Harold Wilson de ménager les Blancs de Rhodésie. Intellectuel et ayant l'ambition de demeurer le grand homme de la Grande-Bretagne, ainsi que le chef de file des démocrates sociaux européens, gouvernant aussi avec une très faible majorité, Wilson aurait profité de l'indépendance rhodésienne pour

(1) *Le Mois en Afrique*, janvier 1966, n° 1.

affirmer sa personnalité, et consolider les positions d'un parti travailliste en Grande-Bretagne. C'est pourquoi, depuis la proclamation de l'indépendance de la Rhodésie, le 11 novembre jusqu'aux élections britanniques du 31 mars 1966, M. Wilson a agi en habile homme d'Etat. Il a dénoncé la proclamation de l'indépendance de Rhodésie, mais il a refusé d'envoyer des soldats anglais pour mater les rebelles. Il a interdit aux Anglais le commerce directement avec les Blancs de Rhodésie, mais il ne s'est pas opposé à la livraison des mêmes marchandises à leurs agences commerciales ou à leurs amis établis en Mozambique ou en Afrique du Sud. Il a accepté d'assister à une conférence de Commonwealth, tenue pour la première fois en Afrique noire et présidée par un Africain, pour ainsi flatter les sentiments des « Bons Nègres ». Il a fermé les yeux devant les intentions capricieuses des colonels de renverser le pouvoir à Lagos (conservateur) et à Accra (révolutionnaire).



9

L'ère des prononciamento

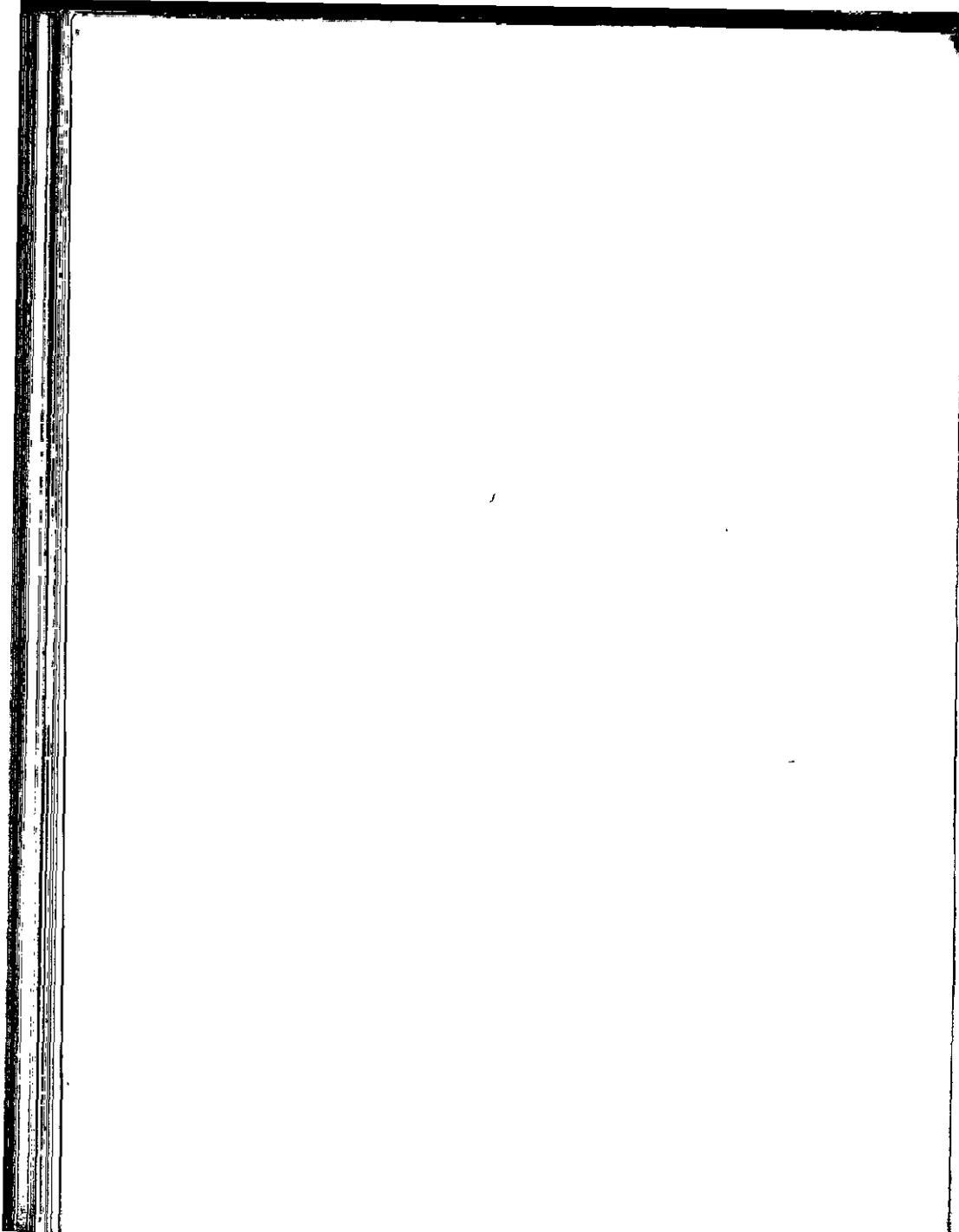
Condanné à l'exil et à la résignation, le révolutionnaire Georg Büchner écrivait en 1835 à l'écrivain Gutzkow : « Engraissez les paysans, et la révolution meurt d'apoplexie. La poule au pot pour chaque paysan, c'est la fin du coq gaulois. »

Nous avons pourtant, j'ose le croire, quelque chose qui manque à la grande puissance. Cette chose est la force de notre faiblesse : l'habileté que nous impose notre infériorité militaire pour nous offrir comme médiateur dans la dispute entre géants du communisme et de l'anticommunisme qui, si elle s'accomplissait totalement, noierait l'univers dans le sang et laisserait la terre infectée par les radiations atomiques durant des générations et des générations.

Pandhit NEHRU.

L'Africain aurait eu du mal à sortir de là dans les circonstances les plus favorables ; mais si l'on songe qu'il doit en outre se dégager de sa propre culture pourrissante, on voit la formidable tâche qu'il doit accomplir : l'héritage psychologique de l'impérialisme qui rôde autour de lui représente l'antithèse du but qu'il désire atteindre ; car à l'inverse de ce qui s'est produit en Russie, en Chine et aux Indes où les masses furent conduites par l'élite intellectuelle ; l'élite africaine ayant reçu une formation intellectuelle occidentale est contre vous.

(Conseils de Richard Wright à Kwame N'Krumah.)



L'armée.

De 1956 à 1961, presque les trois quarts de l'Afrique étaient devenus indépendants. Aucun des pays libérés ne possédait un cadre militaire national. Les Africains incorporés dans l'armée étaient des privilégiés. Ils étaient engagés par les métropoles pour combattre dans des guerres européennes qui ne les concernaient pas. C'est ainsi que de nombreux Africains combattirent en 1940-1945, en Allemagne, au Moyen-Orient, en Italie et en Abyssinie. Plus récemment encore des soldats africains étaient mobilisés dans les guerres de répressions coloniales, par exemple au Viet-Nam, et même contre leurs propres frères d'Afrique. N'a-t-on pas vu, les Noirs de l'Afrique Occidentale recrutés pour aller combattre les nationalistes algériens ?

Après l'indépendance des Etats africains, un grand nombre de ces soldats qui n'avaient que des connaissances rudimentaires de leur métier, se voyaient flattés par les promotions aux plus hauts titres de colonels, généraux ou lieutenants, attribuées par des politiciens non-lucides.

A vrai dire, dans l'ensemble de l'Afrique, seuls la R.A.U. et le Maroc possèdent une armée opérationnelle, par la valeur de leur cadre militaire et la puissance de leurs équipements. Ailleurs, à part quelques exceptions, l'armée est composée de vieux soldats sans formation et très fidèles à l'Européen, son ancien colonisateur. A côté de ces complexés, on trouve aussi dans l'armée, des frères de famille des plus hautes

autorités du pays, et des milices des partis uniques. Le pouvoir ne peut attendre de l'armée ni la discipline, ni la résignation. Les dirigeants civils s'étant rendus impopulaires par une conduite désordonnée, l'armée est considérée par la masse ignorante, comme étant la seule solution. Voir l'exemple de la Haute-Volta où les grévistes scandaient : « Les militaires au pouvoir », au lieu de : « Les ouvriers au pouvoir. »

Les raisons mêmes de l'existence d'une armée semblable à celle des pays européens ne se justifie pas en Afrique. L'Europe a connu la guerre de cent ans, les guerres de religions, l'épopée napoléonienne, la guerre de 1870, la première guerre mondiale, l'envahissement nazi ; pendant ces douze dernières années, l'Occident et l'Est vivaient dans un état de guerre froide, qui d'un moment à l'autre pouvait dégénérer en guerre atomique ; l'Africain n'a aucunement l'ambition de conquérir. En Afrique, l'armée est un élément de prestige personnel pour le Chef d'Etat et son général. Elle est aussi un instrument de répression féroce contre les opposants. Nous n'avons pas de vrais ennemis extérieurs à combattre, ceci est d'autant plus vrai que, depuis l'indépendance de nos Etats, aucune guerre sérieuse ne s'est déclenchée entre Etats africains, sauf celle qui eut lieu en automne, en 1963, entre le Maroc et l'Algérie, de courte durée et dont les circonstances restent encore mal définies.

Le féodalisme des dirigeants africains a conduit à ce phénomène que les forces armées en Afrique constituent la seule organisation nationale et cohérente. Mais parce qu'ils n'ont pas d'autres préoccupations, les colonels et les généraux qui les dirigent passent leur temps à conspirer.

Peut-être sans les forces étrangères, il y aurait plus d'équilibre entre pouvoirs militaires et pouvoirs civils. Sous le couvert de l'assistance, en effet, une forte pression s'exerce auprès des colonels pour imposer une solution politique qui

profite à une puissance ou à un bloc. Les coups d'Etat de Léopoldville, Cotonou et de Lagos ont été déclenchés sous prétexte d'arbitrer le différend entre les dirigeants civils.

☆☆☆

L'assistance militaire étrangère.

L'assistance militaire française s'adresse surtout aux Etats suivants qui ont signé les accords de coopération avec la France (Madagascar, Sénégal, Tchad, Centre-Afrique, Congo-Brazzaville, Gabon, Togo, Cameroun, Côte d'Ivoire, Dahomey, Niger, Haute-Volta et Mauritanie). La France a accordé 200 millions d'A.F. d'aide budgétaire, se répartissant comme suit : 53,1 millions pour Madagascar, 46,9 millions pour le Maroc, 9,5 millions pour la Côte-d'Ivoire, 8,3 millions pour le Cameroun, 6,5 millions pour le Sénégal, 6,4 millions pour Centre-Afrique, 6 millions chacun pour le Tchad et la Mauritanie. Environ 40 % de ces sommes sont affectées à l'armée et à la police.

Outre la France, la Grande-Bretagne accorde aide et assistance au Nigeria, au Ghana, Ouganda, Soudan, Kenya, Zambie, Malawie et à la Tanzanie. Les Belges limitent leur assistance au Congo-Léopoldville, au Rwanda, et au Burundi. Les Américains sont un peu partout ; ils aident l'Ethiopie en Afrique orientale, la Tunisie et le Maroc en Afrique du Nord, le Congo-Léo, en Afrique Centrale ; à la Guinée, Sénégal, Côte d'Ivoire, Niger et Haute-Volta, ils accordent un équipement militaire. Par contre l'U.R.S.S. aide le Maroc, l'Algérie, le Mali, le Ghana, la R.A.U. et la Somalie. La Chine aide la Tanzanie, la R.A.U., l'Algérie, le Congo-Brazzaville et la Somalie. L'Allemagne occidentale fournit son

assistance technique militaire à la Tanzanie, à la Somalie et à l'Éthiopie. Israël aide le Mali, le Congo-Léo. La Yougoslavie en fait autant avec l'Algérie et le Mali. C'est le Ghana qui dépense le plus pour l'armée et c'est le Congo-Léopoldville qui détient l'effectif militaire le plus élevé.

Malgré une présence étrangère marquée dans l'armée, les raisons réelles des coups d'État en Afrique sont d'ordre divers. Tantôt ils sont avant tout une question de rivalités de pouvoir (Algérie) ; ethniques, particularismes locaux (Nigeria), ou bien c'est par ignorance du fonctionnement stratégique et diplomatique des grandes puissances en Afrique (Centre-Afrique).

☆☆☆

Le coup d'État, pourquoi faire ?

1° ALGERIE :

La chute de Ben Bella n'a amené aucune amélioration de vie pour le peuple algérien. Elle a par contre affecté certains éléments positifs de la politique d'Algérie. Jusqu'ici les éléments historiques de l'indépendance algérienne sont condamnés à vivre en exil. Si les prisons se sont en quelque sorte vidées le jour du putsch, le lendemain elles étaient encore pleines d'anciens et de nouveaux prisonniers. Ni le coup de frein porté à l'autogestion, ni la dénationalisation de certains secteurs de l'économie n'a réduit le chômage et diminué l'exode des Algériens en France. Les malaises sont signalés dans tout le secteur. Le parti unique reste de règle. Les libertés publiques sont autant bafouées qu'à l'époque de Ben Bella.

L'Islam reste le fondement principal du socialisme. Pourtant, lors de la prise du pouvoir, le colonel Houari Boumedienne s'adressant au peuple, avait promis : « Les hommes qui, aujourd'hui, ont décidé de répondre à l'appel angoissé du peuple algérien, persuadés en cela de traduire son vœu le plus cher, ont pris sur eux de lui faire recouvrer sa liberté usurpée et sa dignité bafouée...

« L'héritage déjà lourd de la longue période coloniale et de huit années de souffrances, se trouve aujourd'hui très sérieusement aggravé par le règne du laisser-aller, la déliquescence de l'Etat et l'optimisme béat.

« Désormais, notre action ne sera plus conditionnée par le subjectivisme, elle constituera la projection externe de notre politique intérieure, elle-même tournée vers l'édification d'un Etat stable et économiquement prospère... »

2° CONGO-LEOPOLDVILLE :

Mobutu a été favorisé par un vide.

Contrairement aux autres colonels, Joseph Mobutu a bénéficié de circonstances favorables. Dans l'armée congolaise, il n'y a pas un militaire qui fait autorité. Mobutu lui-même n'est pas un militaire de carrière. C'est Lumumba qui lui a fait endosser l'uniforme. Par rapport aux autres colonels, Mobutu et Boumedienne sont déjà des intellectuels d'envergure. Mobutu a mis sur voie de garage l'incapable Kasavubu et cassé les ambitions d'un Tshombe folklorique. Il n'a pas provoqué la chute des grandes figures africaines comme N'Krumah, Ben Bella, ou celles d'Alhaji et de Sir Abubakar Tafawa Balewa. C'est pourquoi après avoir pris le pouvoir et s'être

adressé au peuple pour charger Kasavubu, Adoula, Tshombe et Kimba, il fut vivement ovationné. En substance, Mobutu disait : « Les politiciens ont fait trop de tort au pays pour qu'on puisse leur permettre de lui nuire encore. C'est fini de vous assurer que tout va bien alors que tout va mal... L'administration est corrompue, la justice est injuste. On ne travaille pas au Congo. On ne produit plus au Congo. On ne fait que boire et danser... »

Depuis la prise du pouvoir par les colonels au Congo, toutes les mesures d'humiliation nationale décidées par Tshombe sont en voie d'abolition. Les provinces créées par Adoula et Kasavubu pour attiser les haines tribales sont réduites. Les femmes congolaises auront droit aux votes, et le chef de l'Etat sera élu au suffrage universel. Mobutu déclare volontiers à quiconque veut l'entendre, que son pays vivait sous le régime de la IV^e française. Il veut devenir le de Gaulle noir du Congo ! Alors qu'entre lui et de Gaulle, on ne trouve aucun point commun.

3° DAHOMEY :

Le colonel Soglo n'a fait aucune promesse au peuple. Homme modeste, sans doute intègre, Soglo a servi dans l'armée française et conserve des contacts avec les anciens d'Indochine. Il a été sollicité par les politiciens de toute tendance pour arbitrer les différends entre M. Apithy le centriste, Ahommadegbé le gauchisant, et Hubert Manga de droite. Chacun de ces trois hommes possède une influence réelle dans son clan, Apithy à Porto-Nuovo, Ahommadegbé à Cotonou, et Hubert Manga au nord. La force de Soglo réside dans le fait que chacun de ces trois grands a recours à lui pour lui demander de neutraliser ses concurrents. A moins

qu'un nouveau groupe d'intellectuels ne s'interpose un jour en médiateur, entre Soglo et ces trois politiciens, la situation pourra se prolonger encore longtemps.

4° CENTRE-AFRIQUE :

Le colonel Bokassa est né en 1921, il est le neveu du premier Président de la République Centrafricaine, M. Barthélémy Boganda, et cousin germain du Président David Dacko qu'il a fait chuter dans la nuit de la saint-Sylvestre. Formé chez les missionnaires, il rêvait de devenir curé noir dans son village natal, mais les circonstances de la colonisation l'obligèrent à modifier ses plans. Il s'engagea tôt, en 1939, dans l'armée française, il est titulaire de la Légion d'honneur et de la croix de guerre.

Ses relations avec certains activistes ne suffisent pas pour confirmer que son coup d'Etat a été dirigé de l'étranger. On pense que celui-ci se ramène à un règlement de comptes entre membres d'une même famille, car depuis Boganda jusqu'à ce jour, ce sont les descendants de cette famille qui gouvernent le pays.

Un complot chinois déjoué qui aurait poussé l'armée à prendre le pouvoir, et l'accusation portée contre le président Dacko d'être de connivence avec les communistes, ne sont que de vains prétextes. Même les moins suspects de « progressisme » s'accordent à penser que le colonel Bokassa a exagéré l'influence chinoise en République Centrafricaine, et que le président David Dacko reste un fidèle allié de l'Occident. Ce que d'ailleurs devait souligner une revue d'orientation de droite : « le putsch du colonel Bokassa surprend. Ce qui frappe le plus, en effet, dans les événements qui viennent de se dérouler à Bangui, c'est leur « gratuité »...

l'armée a pris le pouvoir à Bangui pour à peu près l'unique raison qu'elle avait envie de le prendre et qu'elle en avait les moyens. »

5° HAUTE-VOLTA :

Après le Congo-Brazzaville, c'est en Haute-Volta qu'en Afrique un mouvement syndical a renversé le pouvoir. Mais, si à Brazzaville le cadre syndical était suffisamment politisé et luttait pour l'instauration d'un gouvernement authentique prolétarien, à Ouagadougou des militaires peu favorables aux idées avancées ont été sollicités par les travailleurs à prendre le pouvoir.

Le 3 octobre 1965, M. Maurice Yameogo se faisait plébisciter par 98 % d'électeurs comme président de la République pour un terme de cinq ans.

Le 7 novembre eurent lieu des élections législatives sur la liste unique de l'Union Démocratique voltaïque (U.D.U.), parti du président. Déjà le mécontentement gagnait les esprits, car ne pouvait être présenté sur la liste du parti que celui qui avait la confiance du président de la République.

Mais, l'incident décisif fut un divorce d'un mariage religieux et le remariage sans la dispense de l'Eglise. Maurice Yameogo était un chrétien pratiquant moins profond qu'un Léopold Senghor. Formé chez les Pères Blancs d'Afrique, il ne tolérait aucune autre forme de religion que la sienne. Pour lui l'islam et le protestantisme sont synonymes du communisme. Il avait coutume de haranguer ses partisans en leur disant qu'il n'y avait qu'une seule religion vraie, la sienne : le catholicisme.

Quand il décida de divorcer et de se remarier, les Pères furent saisis de désarroi. C'était une provocation ouverte et

sagement voulue. Les religieuses commencèrent à se demander s'il ne fallait pas avancer leur départ, plutôt que de risquer les aventures à la congolaise. Se voyant lâchés par un ami qui depuis l'enfance ne leur avait marqué que de la gratitude, les missionnaires décidèrent de passer les premiers à l'offensive, plutôt que d'être contraints à la défensive. Détenant une puissante force syndicale et possédant dans leurs lycées des jeunes filles qu'ils pouvaient mobiliser à chaque instant et en toutes circonstances, ils lancèrent aussitôt leur homme, M. Joseph Ouédraogo, président du Syndicat chrétien des Travailleurs voltaïques.

Pendant que les missionnaires préparaient l'attaque, M. Maurice Yameogo peu soucieux de la situation sociale désastreuse, se décida d'aller passer au Brésil ses jours de noces. A son retour l'Union syndicale des Travailleurs voltaïques donna le signal des grèves. Aucun fonctionnaire ne recula devant la grève, mais ce furent les jeunes filles du lycée Zinda Kaboré, dirigées et encadrées par les trois sœurs de la première femme de Maurice Yameogo, qui déployèrent la plus grande activité pour préparer la chute du président.

Si ailleurs ce sont des questions locales, des personnes ou des puissances étrangères qui ont décidé les coups d'Etat, en Haute-Volta, M. Yameogo s'est fait descendre comme un moineau par les syndicats et les menaces de jeunes pucelles.

Celui-ci, pensant trouver facilement une aide à Washington, sensible à l'appel d'un chef d'Etat désireux de grossir le camp des champions de l'anti-communisme, fit une dernière déclaration à la radio le 1^{er} janvier 1966, dans laquelle il dénonçait une subversion communiste inspirée par les missionnaires, les syndicats chrétiens et les jeunes adolescentes formées dans les écoles catholiques. Mais, il ne fut entendu ni à Paris, ni à Washington ; car après tout la situation à Ouagadougou était conditionnée par des éléments confus : mécontentements

des fonctionnaires, volonté ferme d'une femme déçue en amour qui voulait se venger sur son mari, jeunes filles assoiffées de liberté ; voilà les faits qui poussèrent le colonel Sangoulé Lamizana à prendre le pouvoir en Haute-Volta.

6° NIGERIA :

Le coup du Nigeria avait le style d'un véritable coup d'Etat. Rupture avec le passé, mesures démagogiques dans la période immédiate du coup d'Etat, suppression physique de l'ancienne équipe dirigeante, confiscation des libertés publiques, enfin tout ce qui caractérise un coup d'Etat se symbolise au Nigeria, pays noir le plus peuplé du monde.

Le Nigeria est situé dans la partie orientale du golfe du Bénin, entre le Dahomey, le Niger, le Tchad et le Cameroun. Sa population noire est de 50 millions. Le Nigeria est divisé en quatre régions : l'Ouest, capitale Ibadan ; le Moyen-Ouest, capitale Benin ; l'Est, capitale Enungu, et le Nord, capitale Kago, Lagos étant la capitale fédérale.

Le parlement fédéral comprend un Sénat de 44 membres nommés et une Chambre des Représentants où siègent 312 membres élus au suffrage universel.

Il existe deux grands partis politiques opposés au gouvernement fédéral : la Nigerian National Alliance (N.N.A.) et l'United progressive Great Alliance (U.P.G.A.). Le N.N.A., dirigé par Alhaji Sir Amadou Bello, regroupe le Northern People's Congress Party, parti gouvernemental au Nigeria du Nord, le Nigerian National Democratic Party (N.N.D.P.), majoritaire au Nigeria Occidental et le Mid-West Democratic Front (M.D.F.). Le N.N.A. est un parti de droite dont Alhaji Sir Amadou Bello est le leader. Né en 1910, Alhaji Sir Amadou Bello appartient à une famille aristocrate musulmane très

conservatrice. Il était l'arrière petit-fils du grand conquérant Osman Da Fodio qui fonda un vaste empire Peuhl au début du XIX^e siècle. Il était Sardauna, titre à la fois politique et religieux qui lui permettait d'influencer la situation du Nigeria en faveur de la réaction internationale. L'Action Group dont le leader est Obafemi Awolowo, plus connu sous le surnom populaire d'« Awo », le mouvement d'étudiants des universités d'Ibadan et de Lagos ainsi que les syndicats, constituent les seules forces de gauche au Nigeria.

Le coup d'Etat du général Aguiyi Ironsi est une suite logique à une situation qui depuis deux ans n'a cessé de se détériorer. Le drame commence par les élections du 30 décembre 1964. A cette occasion le N. N. A. (Nigeria National Alliance), parti de M. Alhaji Sir Amadou Bello, avait obtenu 198 sièges sur 312 du parlement fédéral. 101 sièges furent attribués à l'alliance d'opposition de gauche de tendance Obafemi Awolowo. Considéré comme l'un des hommes politiques en vue du Nigeria, Obafemi Awolowo est né le 6 mars 1909 à Ikenne dans la région d'Ijebu-Remo. Comme beaucoup de responsables africains de gauche, Obafemi Awolowo est né de parents paysans de condition modeste. Il a débuté très tôt en politique, pendant la guerre. En 1944, il termina ses études de droit qui lui permirent d'accéder au Barreau de Londres. Militant en Grande-Bretagne avec N'Krumah, Julius Nyerere, en faveur de l'indépendance de l'Afrique, il revient dans son pays et ensuite il fonde l'Action Group.

Homme populaire au Nigeria, son influence dépasse les frontières de son pays. Il a été incarcéré par le régime depuis 1963, mais il n'en reste pas moins vrai qu'il constitue une menace, comme Ben Barka l'était pour le royaume du Maroc, Mamadou Dia pour le Sénégal, Aït Ahmed pour l'Algérie, et naguère Gizenga pour le Congo. Le résultat des élections de décembre 1964, complétées par celles de mars 1965 révélèrent un

profond désaccord existant entre le D^r N'namdi Azikiwe, président de la République, et Alhaji Sir Abubakar Tafawa Balewa, Premier ministre fédéral. Déjà la fédération nigérienne fut menacée d'éclatement. Alhaji Sir Tafawa Balewa était une forte personnalité africaine. Peu soucieux de la popularité, mais sans doute un peu plus concret, Alhaji Sir Abubakar Tafawa Balewa n'a pu exercer sur son peuple l'influence transcendante d'un N'Krumah au Ghana, et encore moins réussi à posséder la popularité d'un Julius Nyerere en Tanzanie, ou le magnétisme d'un Sekou Touré en Guinée.

Né en 1912, il était fils d'un boucher dans une région où l'aristocratie des émirs musulmans étaient maîtres de la vie politique et religieuse. Conservateur de religion, d'idées et de coutumes, Alhaji Sir Abubakar Tafawa Balewa n'endossa jamais un costume européen. Il fut commandeur de l'ordre de l'empire, anobli par la reine Elisabeth II en 1960, il était citoyen d'honneur de la Nouvelle-Orléans. Il a été la première victime du coup d'Etat du 17 janvier 1966.

Le point marquant de la crise nigérienne réside surtout dans la nomination hâtive du colonel Aguiyi Ironsi. En effet, quelques jours après les différends entre le président de la République et le Premier ministre, en février 1965 le gouvernement fédéral demanda au général britannique, M. Evrard Welby, de céder sa place au général John Thomas Umurakwe Aguiyi Ironsi, futur auteur du coup d'Etat.

En mars 1965, la nomination d'un nouveau vice-recteur de l'université de Lagos donnait lieu à des incidents entre différentes tribus. Le gouvernement ordonna la fermeture de l'université. Quand, en juin 1965, elle fut réouverte, il y eut de nouveaux incidents, le gouvernement fédéral exclut six cents étudiants par la force.

Les circonstances dans lesquelles l'armée prit le pouvoir au Nigeria sont encore mal définies. Certains ont prétendu

que les troubles avaient été une mise en scène des colonels et généraux pour faire pression sur les politiciens afin qu'ils puissent être chargés de « maintenir l'ordre ». En tout cas, le déroulement des événements se passa comme suit :

Le 17 janvier 1966, à trois heures, les militaires rebelles commencèrent par massacrer les militaires fidèles au gouvernement. A sept heures, le commandant Okafor mettait en état d'arrestation le Premier ministre fédéral, Sir Abubakar Tafawa Balewa, son épouse, et le Ministre des Finances, M. Okotie Eboh.

A Ibadan, le Premier ministre Samuel Akintola était assassiné.

A Kaduna, au nord du pays, le Premier ministre était brûlé vif sous le toit de sa maison incendiée par les rebelles. Tous les ministres provinciaux et fédéraux étaient arrêtés. Toute la journée le général Ironsi proclamait sa fidélité au gouvernement.

C'est le 18 janvier 1966 au matin, qu'à la Radio-Nigeria, le général Aguiyi Ironsi annonçait son coup d'Etat en déclarant : « J'ai été nommé chef du gouvernement militaire fédéral et commandant suprême des forces armées nigériennes. Mon but est de rétablir l'ordre et la légalité et d'assurer le fonctionnement des services essentiels. »

Agé d'une quarantaine d'années, le général John Aguiyi Ironsi a été attaché auprès de la Haute Commission nigérienne à Londres. Il a été commandant des troupes nigérienne de l'O.N.U. au Congo. A ce titre la C.I.A. lui a appris à haïr les révolutions des politiciens. Il avait un profond mépris pour Patrice Lumumba. Un jour, il disait : « qu'il ne saisissait pas comment le peuple congolais acceptait l'humiliation d'être gouverné par un déséquilibré comme Lumumba. »

7° GHANA :

« N'Krumah a des défauts, assez voyants, en tant qu'idéologue et homme d'Etat. Mais il a donné à son peuple quelque chose qui, non loin de la côte des Esclaves, a d'inappréciables vertus : la fierté », écrivait Jean Lacouture dans *Le Monde* (1) à l'issu d'un voyage au Ghana.

Qu'est-ce que N'Krumah ?

Est-ce que sa politique économique, ou ses idées sont à l'origine d'un coup d'Etat ?

Dans le domaine économique, la situation du Ghana se présentait comme suit : la balance commerciale (importations + exportations) de 1964 était d'une valeur de 236,2 millions de livres sterling. Les échanges du Ghana avec les pays étrangers se présentaient comme suit :

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS		
	1964	1963	1962	1964	1963	1962
	—	—	—	—	—	—
	%	%	%	%	%	%
Allemagne Fédérale ..	13	13,3	7	12,9	10,9	13
France	4,2	2,5	2,6	0,9	0,4	0,8
Pays-Bas	5,9	8	9,2	11,7	10,7	11,4
Italie	3,9	8	8,6	4,8	7,5	5,5
Royaume-Uni	27,5	30,7	31,4	24,7	27,5	28,2
Etats-Unis	10,7	8,3	9,3	24,1	16,9	20,7
U.R.S.S.	5,9	3,2	1,8	6,3	7,3	4,8
Japon	6,5	8	7,7	4,6	3,7	2,4
Tchécoslovaquie	3,9	3	1,4	—	0,3	0,7
Haute-Volta	2	2,3	0,3	0,5	0,8	2

(1) Du 31-12-1965.

Bien que d'orientation socialiste, le Ghana est le pays d'Afrique qui a le plus favorisé les investissements des puissances capitalistes. C'est ainsi que le rapport de la Banque mondiale portant sur les investissements réalisés depuis 1959 s'évalue comme suit :

Grande-Bretagne	80 millions de livres sterling			
Allemagne Fédérale ..	40	»	»	»
Etats-Unis	30	»	»	»
U.R.S.S.	15	»	»	»
France	10	»	»	»
Pologne	10	»	»	»
Chine	2	»	»	»

En dix ans, le président N'Krumah a favorisé la création au Ghana d'une quantité d'industries nouvelles dont :

- une savonnerie (Groupe Unilever) ;
- une usine de traitement de textile ;
- une usine de traitement de cacao ;
- une raffinerie de pétrole.

La plupart des travaux ont été confiés à des entreprises de pays capitalistes, tels sont les cas de l'E.N.I. (Ente nationale Idrocarburi) Italie, en ce qui concerne la raffinerie de pétrole ; c'est une société de Mulhouse (France) qui a édifié l'usine de filature. Les Américains de la Kaiser s'occupent des travaux de construction et de routes.

Le programme économique de N'Krumah a été défini par le discours du 11 mars 1964, lors de la présentation du plan au parlement ghanéen. N'Krumah préconisait que pendant la période de sept ans, le Ghana s'appuierait sur une structure d'économie mixte. Il prévoyait un investissement de 1 016 millions de livres dont 475 livres d'investissements d'Etat. Le

programme économique de N'Krumah offrait une part considérable à l'investissement privé, tant national qu'étranger.

Dans l'agriculture les investissements de l'Etat représentaient moins de 50 %, soit un total de 211 millions de livres sterling.

Sur le plan économique, N'Krumah était combattu par la gauche ghanéenne, aussi bien que par la droite. C'est sans doute sur le plan des idées qu'il se montrait le plus agressif. Formé dans la vieille école des Noirs qui par réaction au racisme blanc étaient devenus eux aussi des racistes, N'Krumah a mis à son compte des idées d'anciens marxistes noirs, mais qui s'étaient séparés du parti communiste pour des raisons variées. Pour ne citer que les plus célèbres : MM. William Edward Du Bois, Georg Padmore, Jomo Kenyatta, Richard Wright et N'namdi Azikiwe.

L'idée du « pan-africanisme » n'est pas une idée personnelle du président N'Krumah ; elle est une vieille philosophie noire américaine. Déjà en 1919, sur l'initiative de William Du Bois, se réunissait à Paris un Congrès pan-africain qui groupait les Noirs d'Amérique et ceux d'Afrique. C'est au cours de ce congrès que William Du Bois envoya aux délégués des Etats à la conférence de Paix à Versailles un manifeste dans lequel il réclamait : « l'Afrique aux Africains ».

Ensuite, il y eut un livre de Georg Padmore : « le Pan-africanisme et Communisme ». Bien que violemment anti-communiste, le « Pan-africanisme et Communisme » de Georg Padmore, la « Puissance Noire » de Richard Wright, et dernièrement, plus ouvert aux idées nouvelles, le « Damné de la terre » de Frantz Fanon, et les « Nations Nègres et Cultures » de Cheikh Anta Diop, sont des ouvrages de base pour un pan-africanisme militant ; mais tous s'inspirent ou se réfèrent aux idées de William Du Bois, père du pan-africanisme. N'Krumah serait, à juste titre, devenu l'héritier spirituel du père du pan-africanisme, M. William Du Bois.

Du fait de son expérience acquise pendant dix ans d'exercice du pouvoir, les idées de Kwame N'Krumah sont d'une grande autorité. C'est ainsi que quand il écrit dans le « Consciencisme » qu'« aucun Etat indépendant d'Afrique contemporaine ne peut isolément poursuivre un développement économique indépendant, et que beaucoup d'entre nous qui ont essayé, se sont presque ruinés ou ont dû retourner dans le giron de leurs anciens maîtres colonialistes... » personne ne peut le nier.

L'élimination de N'Krumah n'était pas dirigée contre sa philosophie politique, et encore moins contre ses idées économiques. Pourquoi alors les puissances étrangères ont-elles souhaité avoir la peau de N'Krumah ?

En voulant soustraire l'Afrique de l'emprise anglo-américaine, N'Krumah s'était créé des ennemis un peu partout. Si pour lui, l'indépendance de l'Afrique signifie l'émancipation intellectuelle, la décolonisation mentale, et la formation d'une grande ensemble d'hommes de couleur, dont l'Afrique serait le berceau, pour beaucoup d'autres chefs d'Etat africains, l'indépendance est un moyen de revenir en arrière : devenir chef d'Etat sur le plan politique et spirituel, posséder de grands biens immobiliers et financiers, réunir enfin autour de soi une cour de pages maquereaux qui n'osent pas s'opposer à une idée qui ne réponde pas à leurs désirs.

Il existe probablement une autre raison qui a déterminé les Etats-Unis à s'acharner à détruire un des rares chefs d'Etat qui ait fait ses études aux U.S.A. Les Américains s'efforcent de séparer les Noirs des Etats-Unis de ceux d'Afrique. Tout homme en Afrique, qui est capable d'éveiller les sentiments de la communauté noire au monde, est dangereux pour leur sécurité intérieure.

Mais peut-être tout cela n'aurait-il pas déterminé Ankrah à s'emparer du pouvoir au moment où son président se trouvait

à Hanoï, si N'Krumah n'avait pas commis des erreurs d'appréciations. L'échec de Lumumba au Congo, la répression féroce contre l'opposition, et parmi eux la présence d'un homme comme le D^r Busia dont l'honnêteté intellectuelle est indiscutable, l'incompatibilité de caractère avec son voisin, le président Houphouët-Boigny, et enfin une nature un peu mystique qui l'incitait à se prendre pour l'*Osagyefo* (rédempteur, homme qui ne peut pas se tromper), auraient fini par précipiter la chute d'un chef d'Etat noir le plus intelligent et le plus lucide d'Afrique.

☆ ☆ ☆

Conclusion.

Lorsque je me trouve avec des amis, ils me demandent souvent quelle est ma position devant les problèmes africains, et quelle solution y apporter. Souvent je ne sais que répondre, car toutes sortes d'expériences, qu'elles soient d'essence capitaliste, socialiste, féodale, ou autre, ont été tentées en Afrique, sans apporter de résultats positifs.

Partout l'indépendance est synonyme de misère et de démagogie. Elle a tout simplement permis aux gens instruits, plus ou moins européens, aux révolutionnaires, aussi bien qu'aux valets de l'impérialisme d'améliorer leur situation, mais jamais celle du peuple tout entier.

Nous avons cru qu'une libération du joug colonial suffisait pour nous libérer de l'état d'hommes peu avancés, car l'indépendance nous a apporté, en plus de nos problèmes d'autrefois, une série de problèmes nouveaux, incompatibles avec notre nature d'hommes africains.

L'indépendance a entraîné un changement radical dans nos habitudes. Elle nous a imposé un président de la République, des ministres, des diplomates et des fonctionnaires calqués sur ceux de l'Europe. En Afrique le seul fait de devenir ministre, chef d'Etat, diplomate, haut fonctionnaire, ou même étudiant universitaire vous met en dehors de votre propre société. On a honte de se présenter comme défenseur, ou porte-parole d'une communauté qui nous a pratiquement exclus. L'indépendance a séparé les Africains plus qu'elle ne les a unis.

Pourtant, unis dans la lutte contre le colonialisme, et vivant dans une société à structure communautaire, nous n'avons pu jusqu'ici concilier notre « fraternisme » et l'individualisme des sociétés industrialisées. Bien que vivant dans un régime dit de « fraternité », les responsables africains sont devenus plus violents vis-à-vis de leurs adversaires que ne l'étaient leurs ancêtres sauvages vis-à-vis de leurs ennemis. L'Africain s'est emparé du côté négatif de la civilisation européenne plus qu'il n'a assimilé son véritable patrimoine. Notre société a longtemps ignoré les camps de concentration, les prisons à perpétuité, les exils, les fours crématoires, les guillotines et les assassinats politiques qui représentent en quelque sorte le revers de la médaille de la culture et de l'évolution de l'Europe actuelle. Si bien que maintenant, même si l'on est en très bons termes avec un responsable africain, on finit toujours par échouer en prison ou encore en exil. Les dirigeants actuels n'aiment pas la contradiction. Le pouvoir qui s'exerce dans cet esprit devient peu à peu autocratique, féodal et tyrannique. Beaucoup de réflexes anti-communistes, anti-chinois ou anti-progressistes, sont plus superficiels que profonds, ils servent surtout d'alibi. C'est pour masquer nos propres difficultés qui proviennent surtout du fait de vouloir transporter en Afrique des méthodes qui ne répondent pas à l'épa-

nouissement de ce continent. L'Europe aurait tort de se déterminer à nous imposer ses conceptions, ses méthodes et sa mentalité. La société noire a, certes, des points communs avec les autres, mais elle a aussi sa propre structure et son mouvement propre, qui n'est pas essentiellement identique à celui des autres. Je l'ai déjà dit, en Afrique nous n'avons pas besoin d'armée, avec des généraux, des colonels, des lieutenants, etc... Nous n'avons pas besoin non plus d'ambassades à l'européenne qui, on le sait, s'inspirent de la haute bourgeoisie cléricale de la vieille époque.

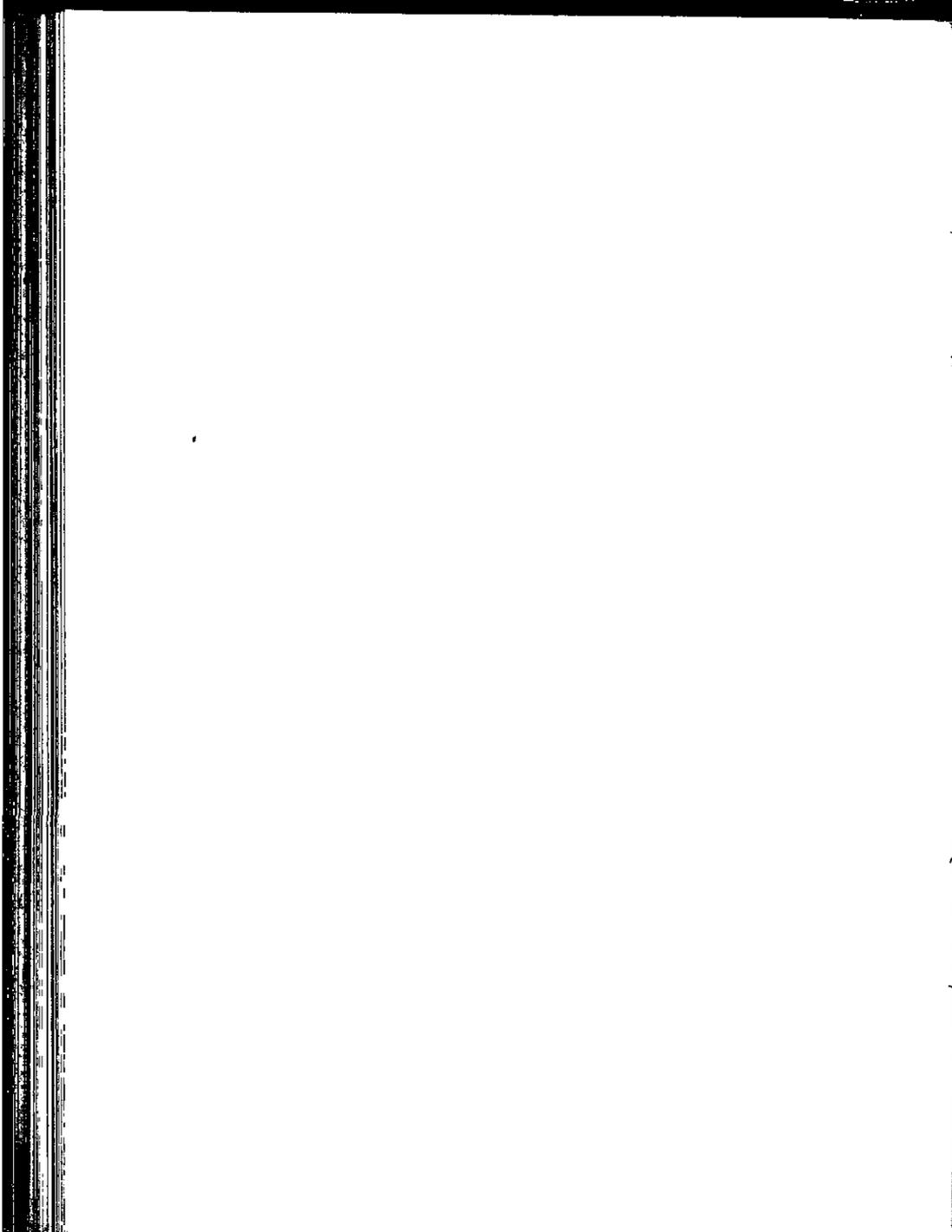
En ce qui concerne les options idéologiques, les dirigeants africains doivent poser le problème d'une façon franche. On ne peut être marxiste et être un musulman fervent. Le socialisme est avant tout socialiste. Il n'y a pas de socialisme arabe, il n'y a pas de socialisme africain, il n'y a que le socialisme tout court. On est socialiste ou on ne l'est pas.

Le tort des civils au pouvoir est d'avoir fait des promesses aux peuples, et de ne pas avoir réussi à les tenir sans aides extérieures. Ils se sont rendus impopulaires et ils ont facilité les coups d'Etat des colonels. Mais les colonels non plus ne modifieront pas beaucoup la situation. On ne peut rien faire pour l'avenir de l'Afrique sans mettre en cause radicalement les données extérieures qui nous sont imposées pour des raisons expansionnistes. On voit déjà les colonels promettre, improviser, se poser en protecteurs des intérêts étrangers, et se lancer sur la voie de la démagogie. Quand, bientôt, ils seront honnis par les peuples, ils feront place à une nouvelle génération qui apportera à l'Afrique le flambeau du renouveau et de la réédification.

FIN

6 avril 1966.

Bibliographie



- Georges Balandier *La vie quotidienne au Royaume de Kongo* (Hachette).
- Henri Blet *France d'Outre-Mer* (Artaud).
- Giovani Buccianti *Il Congo « Cronica di un anno »* (Rome).
- Aimé Césaire *La tragédie du roi Christophe* (Présence Africaine).
- Georges Chaffard *Les Carnets secrets de la décolonisation* (Calman-Lévy).
- Jules Chomé *Le Gouvernement Congolais et l'O.N.U*
- Arthur Conte *Bandoung, tournant de l'histoire* (Laffont).
- R. et M. Cornavin *L'Histoire de l'Afrique* (Payot).
- Basil Davidson *Le Réveil de l'Afrique* (Présence Africaine).
- Pierre Daye *Léopold II* (Fayard).
- Stanley* (Grasset).
- Luc de Heusch *Autorité et prestige chez les Telega.*
- Roger de Meyer *Introduction au Congo Belge.*
- Henri Dumont *La Table ronde* (Bruxelles).
- Georgette Elgey *La République des Illusions* (Fayard).
- Frantz Fanon *Pour la Révolution Africaine* (Maspéro).
- Henri Ch. Favrod *L'Afrique Seule* (Seuil).
- Van der Meersch *Fin de la Souveraineté Belge au Congo.*
- André Gide *Voyage au Congo* (Gallimard).
- Pierre Houart *L'Eglise et l'Emancipation Africaine.*
- L. Jadin *L'Ancien Royaume du Congo.*
- Alexis Kagame *La Généalogie des Rois du Ruanda du x^e siècle à nos jours.*
- Anicet Kashamura *Le Labyrinthe Congolais* (Rencontres Méditerranéennes).
- Jomo Kenyatta *Au pied du Mont Kenya* (Maspero).
- Knebel *Hiroshima, Bombe A* (Fayard).
- Jean Lacouture *Cinq hommes et la France* (Seuil).
- Gérard Lisbois *Congo 1960, C.R.I.S.P.* (Bruxelles).
- Patrice Lumumba *Le Congo terre d'avenir est-il menacée ?* (Bruxelles).
- La Vérité sur le Congrès de Stanleyville* (Namur).
- Claude Manceron *Histoire des Révolutions* (Laffont).
- Marx-Engels *Textes sur le colonialisme.*

- Michel Merlier *Le Congo de la colonisation belge à l'indépendance* (Maspéro).
 Serge Michel *Uhuru, Lumumba* (Julliard).
 Laszlo Nagy *Le Katanga* (Ed. Rencontre - Suisse).
 Kwame N'Krumah *L'Afrique doit s'unir* (Payot).
 C. O'Brien *Mission au Katanga* (Plon).
 Jacques Piron *Codes et Lois du Congo Belge*.
 Jane Rouch *En cage avec Lumumba* (Ed. du Temps).
 Jean-Paul Sartre *Situation V* (Gallimard).
 Strelnikov *Patrice Lumumba* (Ed. Langues Etrangères, Moscou).
 Jean Van Lierde *Idées politiques de Patrice Lumumba* (Présence Africaine).
 Jan Vansina *Les Anciens Royaumes du Congo* (Léopoldville).
 Richard Wright *Puissance noire* (Buchet-Chastel).
 Jean Ziegler *Sociologie de la Nouvelle Afrique* (Gallimard).
La Contre-Révolution en Afrique (Payot).

REVUES ET JOURNAUX

- Heinz Abosch *Les Temps Modernes* (Paris).
 Bailly *Express* (Paris).
 Thomas Blair *Présence Africaine* (Paris).
 Bernard Boringe *Historia* (Paris).
 Yves Benot *La Pensée* (Paris).
 André Grosz *Le Nouvel Observateur* (Paris).
 J. Ceulemans *Remarques Africaines* (Bruxelles).
 Robert Cornavin *Monde Diplomatique* (Paris).
 Philippe Decraene *Monde Diplomatique* (Paris).
 Dominique Desanti *Jeune Afrique* (Tunis).
 Ernest Glinne *La gauche* (Bruxelles).
 Pierre Clément *Présence Africaine* (Paris).
 Madeleine Petit *Janus* (Paris).
 Thomas Kanza *Jeune Afrique* (Tunis).
 Anicet Kashamura *Mondo Nuovo* (Rome).
Partisans (Paris).
Jeune Afrique (Tunis).
France Eurafrique (Paris).
Voix du Congolais (Léopoldville).
Indépendance (Léopoldville).
L'Afrique et le Monde (Bruxelles).

N'Krumah	<i>Présence Africaine</i> (Paris).
Renato Pistone	<i>Rencontre méditerranées</i> (Rome).
Jean-Paul Sartre	<i>Présence Africaine</i> (Paris).
Alphonse Songo	<i>L'Afrique et le Monde</i> (Bruxelles).
A. Zoussmanovitch	<i>Présence Africaine</i> (Paris).

Bulletin du Conseil de Sécurité (New York).

Carrefour (Paris).

Le Petit Crapouillot (Paris).

Courrier d'Afrique (Léopoldville).

Le Drapeau Rouge (Bruxelles).

L'Essor du Katanga (Elisabethville).

L'Étincelle (Accra).

L'Humanité (Paris).

Le Monde (Paris).

Nations Unies (New York).

La Nouvelle Revue Internationale (Paris).

Le Peuple (Alger).

Pourquoi pas ? (Bruxelles).

Le mois en Afrique.

Le Soir (Bruxelles).

AUTRES SOURCES DE RENSEIGNEMENTS

Julienne Amatu, mère de Patrice Lumumba (*sur sa vie d'enfance*).

Pierre Clément, sociologue, ancien guide de Patrice Lumumba (1952-1954).

Le général Kettani à Rabat (*sur le putsch du 14 septembre 1960*).

Louis Akunda (*sur la vie de Lumumba à Stanleyville*).

Les présidents N'Krumah, Sekou Touré et Modibo Keita.

Pauline Opango, femme de Patrice Lumumba (*sur la vie au foyer*).

Jane Rouch (*sur les événements au Congo en été 1960*).

Tolenga, père de Lumumba.

Frantz Fanon.

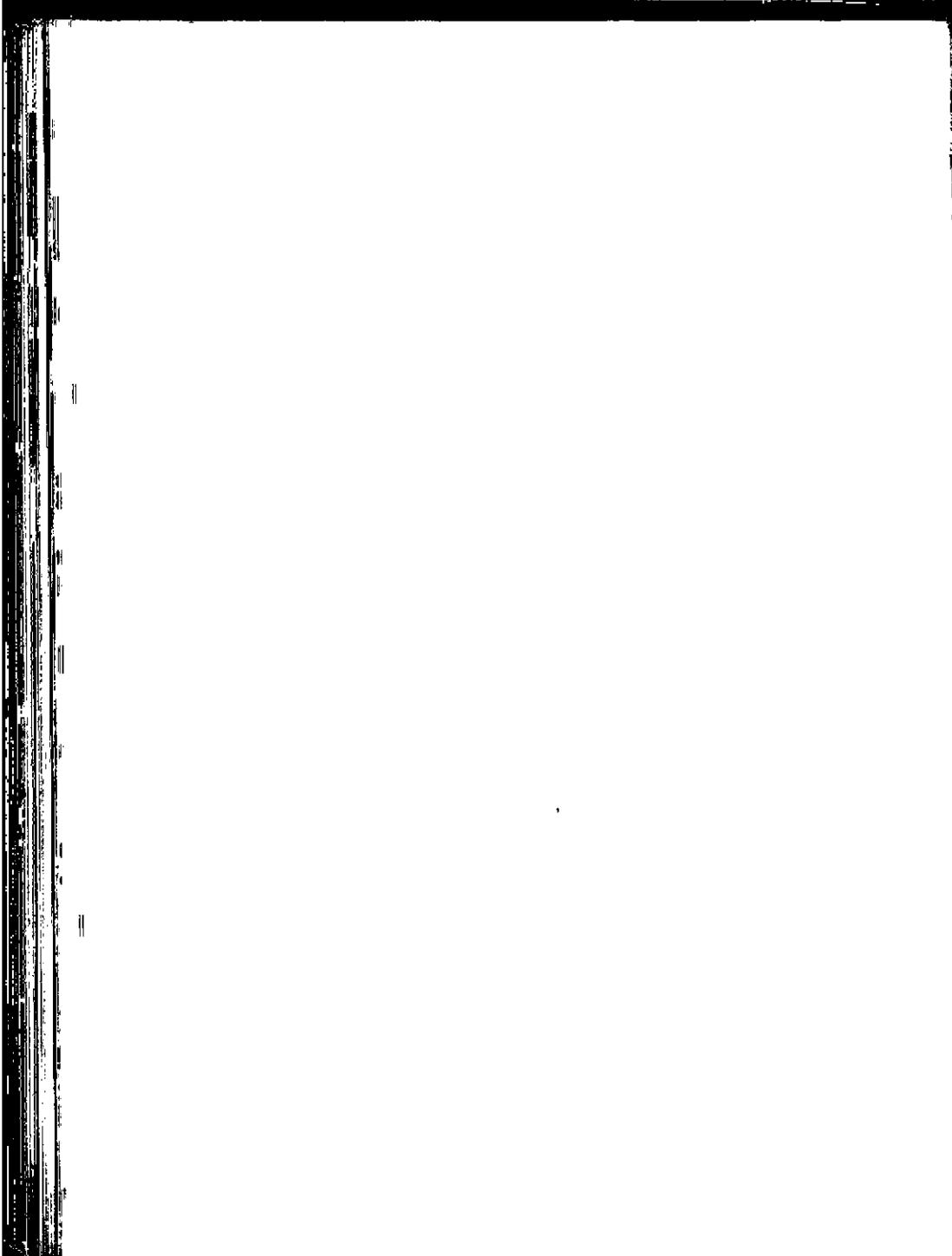
RÉPERTOIRE DES SIGLES

1. A.B.A.K.O. (Alliance des Bakango).
2. A.P.I.C. (Association du Personnel Indigène de la Colonie).
3. BALUBAKAT (Baluba du Katanga).
4. B.I.R.D. (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement).
5. C.A.D.B.A. (Comité d'Action et de Défense des Belges d'Afrique).

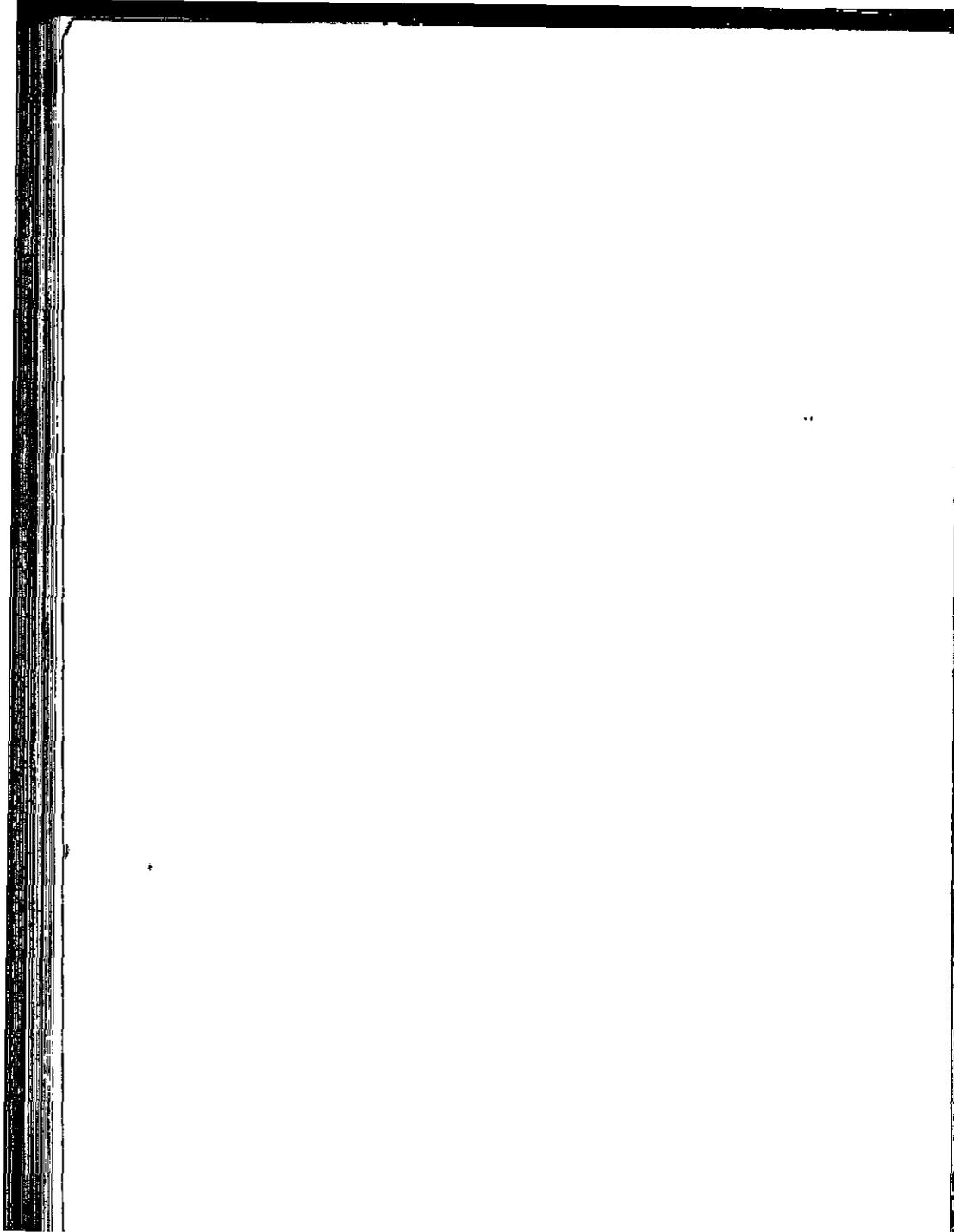
6. C.C.C.I. (Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie).
7. C.E.R.E.A (Centre de Regroupement Africain).
8. C.I.A. (Central Intelligence Agency).
9. CONAKAT (Confédération des Associations du Katanga).
10. E.N.I. (Ente Nazionale Idrocarburi).
11. F.A.O. (Organisation de l'O.N.U. pour l'alimentation et l'agriculture).
12. F.B. (Francs Belges)
13. F.M.I. (Fonds Monétaire International).
14. F.N.L. (Front National de Libération).
15. F.P. (Force Publique).
16. F.P.C. (Front du Peuple Congolais).
17. F.U.N.U. (Force d'Urgence de l'O.N.U. au Moyen Orient).
18. G.P.R.A. (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne).
19. I.R.S.A.C. (Centre de Recherche Scientifique en Afrique Centrale).
20. M.N.C. (Mouvement National Congolais).
21. M.N.C.-K. (Mouvement National Congolais Kalondji).
22. M.N.C.-L. (Mouvement National Congolais Lumumba).
23. N.D.A. (Note d'auteur).
24. N.F. (Nouveau Franc).
25. O.A.C.I. (Organisation de l'Aviation Civile Internationale).
26. O.A.S. (Organisation de l'Armée Secrète).
27. O.I.T. (Office International de Travail).
28. O.M.M. (Organisation Météorologique Mondiale).
29. O.M.S. (Organisation Mondiale de la Santé).
30. O.N.U. (Organisation des Nations Unies).
31. O.N.U.-C. (Organisation des Nations Unies au Congo).
32. O.T.A.N. (Organisation du Traité du Nord Atlantique).
33. O.T.R.A.C.O. (Office des Transports Coloniaux).
34. P.C.I. (Parti Communiste Italien).
35. P.N.P. (Parti National des Progrès).
36. P.S.A. (Parti de Solidarité Africaine).
37. P.U.N.A. (Parti de l'Unité Nationale).
38. R.A.U. (République Arabe Unie).
39. R.C. (Rassemblement Congolais).
40. U.I.T. (Union Internationale des Télécommunications).
41. U.A.M. (Union Africaine et Malgache).
42. U.M.H.K. (Union Minière du Haut Katanga).
43. U.P.C. (Union du Peuple Camerounais).
44. U.P.I. (Union Postale Internationale).
45. U.N.E.S.C.O. (Organisation de l'O.N.U. pour l'Education, pour la Science et la Culture).
46. U.R.S.S. (Union des Républiques Socialistes Soviétiques).
47. U.S.A. (United States of America).
42. Z.A.P.U. (Zimbabwe African People's Union).

MOTS SWAHILI

1. <i>Basi</i>	C'est tout.
2. <i>'Halafu</i>	Ensuite.
3. <i>Haya</i>	Honte, Eh bien ! - ceci.
4. <i>Katika</i>	Dans.
5. <i>Kua</i>	Etre
6. <i>Kua na</i>	Avoir. Tunazo = nous (les) avons.
7. <i>Kuambia</i>	Dire à, parler à, informer.
8. <i>Kubakia</i>	Rester.
9. <i>Kufaa</i>	Falloir, mériter, convenir. Inafaa = il faut.
10. <i>Kufadhali</i>	Plaire, convenir. Tafadhali = s'il vous plait.
11. <i>Kufanya</i>	Faire. Tufanye, que nous faisons.
12. <i>Kuitikia</i>	Accepter, répondre à l'appel de...
13. <i>Kuliko</i>	Au lieu de, plus de...
14. <i>Kuona</i>	Voir.
15. <i>Kupashwa</i>	Devoir.
16. <i>Kupigana</i>	Se battre.
17. <i>Kushurulika</i>	S'occuper de.
18. <i>Kutosha</i>	Suffir, enlever.
19. <i>Kuua</i>	Tuer.
20. <i>Leo</i>	Aujourd'hui.
21. <i>Masiha</i>	Messie.
22. <i>Mishale</i>	Flèches.
23. <i>Muokozi</i>	Sauveur.
24. <i>Mzee</i>	Vieux. Personnage.
25. <i>Na</i>	Et. Avec. De.
26. <i>Nini</i>	Quoi ?
27. <i>Ndiyo</i>	Oui.
28. <i>Ote</i>	Tout.
29. <i>Silaha</i>	Arme.
30. <i>Tayari</i>	Prêt.
31. <i>Uhuru</i>	Indépendance, liberté.
32. <i>Ukoloni</i>	Colonialisme.
33. <i>Yetu</i>	Notre.
34. <i>Wapi</i>	Non. Où ?
35. <i>Woga</i>	La peur.



*Chronologie
de l'histoire du Congo*



1482

Diogo Caõ, capitaine de l'expédition portugaise, est reçu par Nzinga a Nkuwu, roi du Congo. Sans l'avertir, ni ses sujets, il érigea une colonne, à l'embouchure du fleuve Congo, en signe de conquête.

1490

19.12.1490 Jean II, roi du Portugal, envoie une expédition militaire composée d'un grand nombre des Missionnaire franciscains, dominicains, et des Chanoines de Saint-Jean l'Évangile.

1491

29. 3.1491 Les caravelles portugaises atteignent le port de Mpinda. Mais une partie des soldats et missionnaires qui se trouvait sur le bateau est frappée de mort avant l'arrivée. La peste qui sévissait à Lisbonne s'était introduite à bord des caravelles.

3. 5.1491 Le roi Nzinga a Nkuwu, en même temps que ses notables, sont de gré ou de force faits chrétiens. Le but de cette christianisation hâtive et imposée était de gagner les Congolais par l'intermédiaire de leurs dirigeants.

1506

Le fils d'Alfonso I^{er}, Henrique, et une vingtaine de Congolais sont envoyés à Lisbonne afin d'y étudier dans les écoles supérieures.

1513

Le Pape Léon X reçoit les lettres de créances à Rome d'un premier ambassadeur congolais.

1518

5. 5.1518 Pendant le Consistoire, Henrique, fils d'Alfonso I^{er}, est promu évêque d'Utique.

1526

25. 8.1526 Mgr Henrique écrit au Portugal qu'il désirait la transformation de l'Eglise du Congo en un christianisme noir national.

1665

- 25.10.1665 Défaite de l'armée d'Antonio I^{er} devant les soldats portugais. Mais début de la résistance des Congolais contre l'Eglise et le colonialisme.

1705

Un mouvement religieux hérétique nationaliste naît dans le Bas-Congo.

1770

Seuls les missionnaires français restent encore au Congo, ceux de Lisbonne et de Madrid sont impitoyablement chassés.

1815

Tuckey, capitaine anglais, atteint l'embouchure du Congo.

1858

Burton et Speke pénètrent au Katanga.

1877

9. 8.1877 Stanley atteint l'embouchure du Congo, après avoir traversé le Tanganyika, le Maniema, la province orientale et l'Equateur.

1878

10. 6.1878 Stanley offrit ses découvertes à Léopold II, après qu'elles aient été reprises par la Grande-Bretagne.

1885

23. 2.1885 La Conférence de Berlin proclame le Congo propriété de Léopold II et lui confère le statut de « État Indépendant du Congo ».
1. 7.1885 Léopold II fait promulguer un décret par lequel il se déclarait propriétaire de toutes les terres vacantes.

1891

- 20.12.1891 Le capitaine belge Bodson abat le roi Msiri et met ainsi fin au mouvement de résistance qui, depuis 1884, avait repoussé toute occupation du Katanga.

1895

4. 7.1895 Kandolo et Kimpoke de la tribu de Lumumba (Tetela) déclenchent une insurrection militaire contre le pouvoir de Léopold II.
19. 7.1895 Les insurgés occupent Luluabourg.
5. 8.1895 Ils occupent Kabinda.

1896

28. 8.1896 Le mouvement insurrectionnel est brisé par des mercenaires noirs, servant sous le drapeau de Léopold II, venus du Nigéria, du Sénégal et du Dahomey.

1900

Le Kivu devient territoire congolais.

1908

- 18.10.1908 Annexion du Congo à la Belgique.

1909

- 30.10.1909 Création de l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut-Katanga).

1921

18. 3.1921 Simon Kibangu, né en 1889, à Madimba, commence à prêcher le messéanisme nationaliste, dans le Bas-Congo, qui en 1956 donnera naissance à l'A.B.A. K.O., premier mouvement nationaliste organisé congolais.

1941

- 4.12.1941 Importante à l'U.M.H.K., la force publique ouvre le feu, tuant plus de cent noirs.

1944

20. 1.1944 Bushiri, modeste paysan, appelé plus tard Jésus II, fonde le Kitawala (prolongement Watch Towch Society américain). Le Kitawala prône la ruine des Blancs, le M.N.C.L. et le C.E.R.E.A. seront des survivants du Mouvement « Kitawala ».
8. 2.1944 A Brazzaville, le Général de Gaulle ayant à ses côtés René Pleven, commissaire aux Colonies, proclame que le moment est venu d'amener les hommes d'Outre-Mer « à participer chez eux à la gestion de leurs propres affaires ». Ses paroles eurent un choc certain au Congo Belge, plus qu'au Congo Français.
24. 2.1944 A Luluabourg (Kasaï) soulèvement de la Force publique. Il y eut cent fusillés et plus d'une cinquantaine de pendus.

1945

- 6..8.1945 A 8 h. 16, le premier lundi du mois, le « Petit Garçon », nom du code de la première bombe atomique, est jeté sur Hiroshima, il était fabriqué avec 80 % des matières premières en provenance du Congo.
10. 8.1945 Suzuki, premier ministre du Japon, accepte les termes de l'ultimatum de Postdam.

1946

9. 2.1946 Création d'un premier syndicat noir marxisant.

1953

26. 7.1953 A Cuba, Fidel Castro attaque la caserne de Santiago.

1954

Avril 1954, Auguste Buisseret devient ministre des Colonies et fonde les écoles laïques au Congo.

1955

18. 4.1955 Conférence de Bandoung, où les représentants des pays du Tiers-Monde se décident à lutter contre le colonialisme.

1956

29. 6.1956 Les évêques de l'Afrique belge (Congo, Ruanda, Urundi) déclarent que l'Eglise considère l'indépendance d'un peuple comme un droit.

1. 7.1956 Joseph Ileo, sous l'influence des Jésuites, publie le manifeste de « Conscience africaine », qui réclame l'indépendance pour l'année 1986.

23. 8.1956 L'A.B.A.K.O. rejette le Manifeste de Conscience Africaine et réclame d'indépendance dans le plus bref délai.

1957

6. 3.1957 Sous l'égide de N'Krumah, le Ghana devient le premier Etat noir indépendant.

1958

23. 8.1958 Création du C.E.R.E.A.

24. 8.1958 La proclamation du Général de Gaulle disant que tous les pays africains pouvaient prendre leur indépendance, sans avoir à craindre l'opposition de la métropole, est commentée par les émissions en swahili données par les radios du Caire, de Moscou, de Pékin et de New Delhi destinées aux populations de l'Afrique swahilie.

14. 9.1958 Le parti démocratique de Guinée, réuni à Conakry sous la présidence de Sékou Touré, décide de voter « non » au référendum.

- 2.10.1958 La Guinée accède à l'indépendance.
- 10.10.1958 Patrice Lumumba et ses amis dont Cyrille Adoula fondent le Mouvement National Congolais.
- 5.12.1958 Patrice Lumumba, Gaston Diomi et Joseph Ngalula représentent le Congo à la Conférence de Solidarité des Peuples Africains tenue à Accra.
- 28.12.1958 Revenant d'Accra, devant une foule de cent mille personnes, Patrice Lumumba ne prononce pas l'indépendance immédiate du Congo.

1959

4. 1.1959 L'A.B.A.K.O. provoque les émeutes à Léopoldville, il y a eu trois cents morts et deux mille blessés.
8. 1.1959 Opposé aux intentions de ses ministres, le roi Baudoin fait diffuser un message plus réaliste dans lequel il déclare : « Notre résolution est aujourd'hui de conduire sans attermoiement funeste, mais sans précipitation inconsidérée, les populations congolaises à l'indépendance ».
16. 2.1959 Fulbert Youlou fait provoquer des émeutes tribales à Brazzaville.
29. 3.1959 Barthélémy Boganda, premier ministre de la République Centrafrique, périt dans un accident d'avion à Bangui.
15. 9.1959 Khrouchtchev se rend aux U.S.A. où il scelle l'amitié entre les deux plus grandes puissances du monde.
16. 9.1959 Le Général de Gaulle proclame le droit de l'Algérie à l'autodétermination.
- 29.10.1959 Congrès des partis nationalistes unitaristes à Stanleyville.
- 30.10.1959 Emeutes à Stanleyville (100 morts et 500 blessés), Lumumba est arrêté et transféré à Jadotville (Katanga).
- 21.12.1959 « Jenminjipao », journal chinois, dénonce les mesures de déstalinisation des dirigeants de l'U.R.S.S.

1960

2. 1.1960 John Kennedy annonce sa candidature à la présidence des Etats-Unis.
20. 1.1960 Ouverture de la Conférence de la Table ronde à Bruxelles.
21. 1.1960 Condamnation de Lumumba à six mois de prison.
25. 1.1960 Libération de Lumumba, qui est aussitôt invité à la Conférence de la Table ronde.
27. 1.1960 A la Table ronde, la date de l'indépendance du Congo est fixée au 30 juin 1960.
20. 2.1960 Fin de la Conférence de la Table ronde.
11. 3.1960 Installation du Collège exécutif général du Congo, composé de Cornélis, Kasavubu, Kashamura, Lumumba, Bolya, Mwamba et Nyangwile.
21. 3.1960 Emeutes des Noirs en Afrique du Sud.
7. 4.1960 La Conférence panafricaine « d'action positive » se réunit à Accra. J'y représente le Congo.
27. 4.1960 Le Togo accède à l'indépendance.
11. 5.1960 Elections législatives au Congo. .
20. 6.1960 Proclamation de l'indépendance du Mali.
24. 6.1960 Patrice Lumumba est investi par l'Assemblée Nationale Congolaise.
27. 6.1960 Joseph Kasavubu est élu président de la République du Congo.
29. 6.1960 Fidel Castro ordonne la nationalisation des raffineries de pétrole des U.S.A. à Cuba.
30. 6.1960 Proclamation de l'indépendance du Congo.
4. 7.1960 Mutinerie dans l'armée congolaise.
9. 7.1960 John Kennedy est proclamé par la Convention démocrate candidat aux élections.
11. 7.1960 Moïse Tshombe proclame l'indépendance du Katanga. .
14. 7.1960 Les Casques Bleus de l'O.N.U. sont envoyés au Congo.

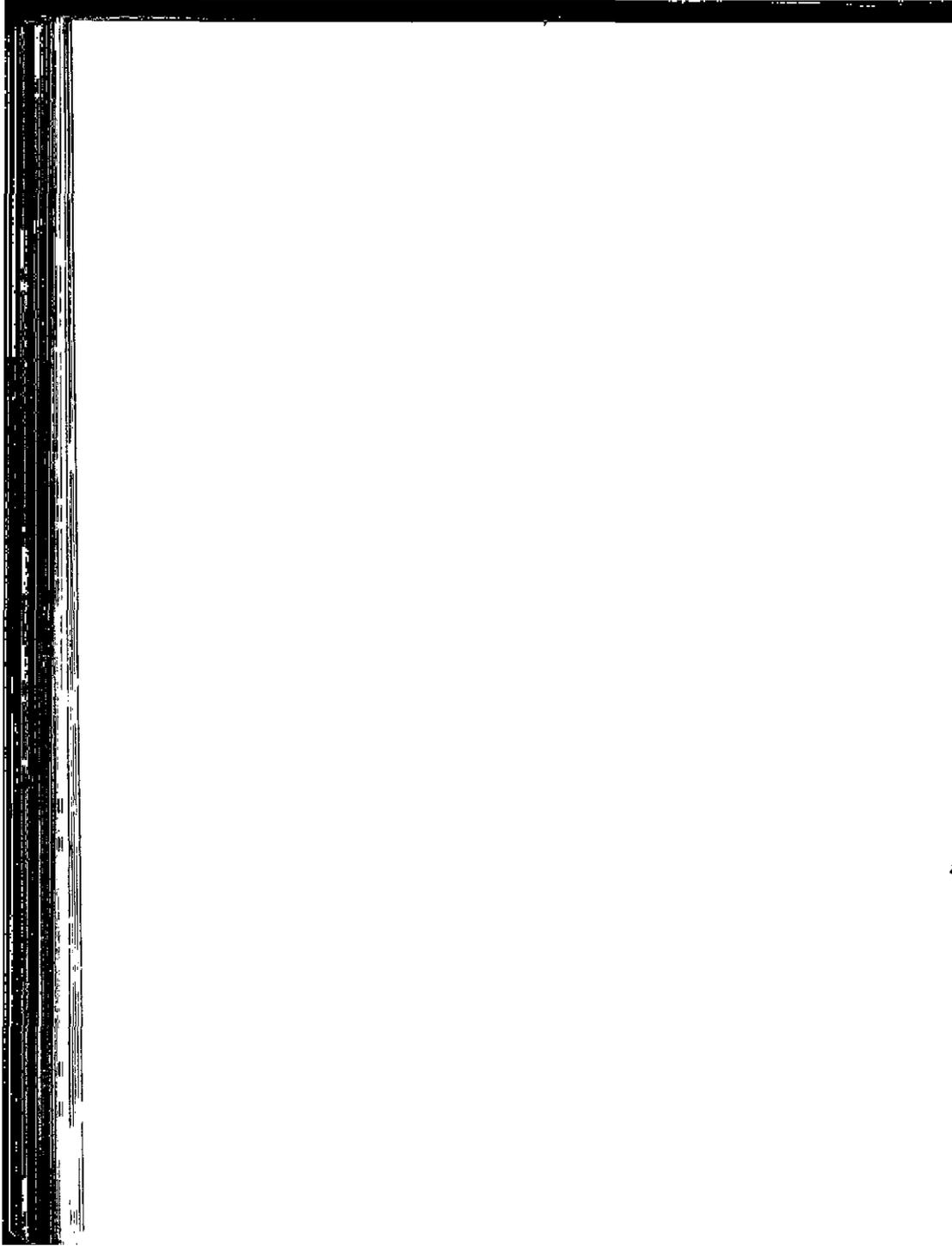
- 1. 8.1960 Le Dahomey devient indépendant.
- 3. 8.1960 Le Niger devient indépendant.
- 7. 8.1960 La Côte d'Ivoire devient indépendante.
- 15. 8.1960 Le Congo-Brazzaville devient indépendant.
- 16. 8.1960 Chypre devient indépendant.
- 19. 8.1960 Eclatement de la Fédération du Mali.
- 25. 8.1960 Ouverture à Léopoldville de la Conférence pan-africaine.

- 5. 9.1960 Kasavubu révoque Lumumba, Premier Ministre, et ses ministres (Gizenga, Kashamura, Mwamba, Gbenye, Lumbala et Bolamba).
- 14. 9.1960 Premier coup d'Etat du Colonel Mobutu.
- 1.10.1960 L'indépendance du Nigeria.
- 4.11.1960 Félix Moumié, leader nationaliste camerounais, meurt empoisonné à Genève.
- 8.11.1960 John Kennedy, sénateur du Massachusetts, est élu président des Etats-Unis.
- 28.11.1960 Fuite de Lumumba et de ses collaborateurs (Mulele, Mpolo, Mbuyi, Yumbu, Kashamura, Okito, Gbenye).
Proclamation de l'indépendance de la Mauritanie.
- 2.12.1960 Arrestation de Lumumba et de ses collaborateurs (Mpolo, Mbuyi, Okito).
- 15.12.1960 Fulbert Youlou, dans le but de démanteler le géant Congo, réunit à Brazzaville les Chefs d'Etats Noirs modérés, y compris Kasavubu, Tshombe et Kalondji.

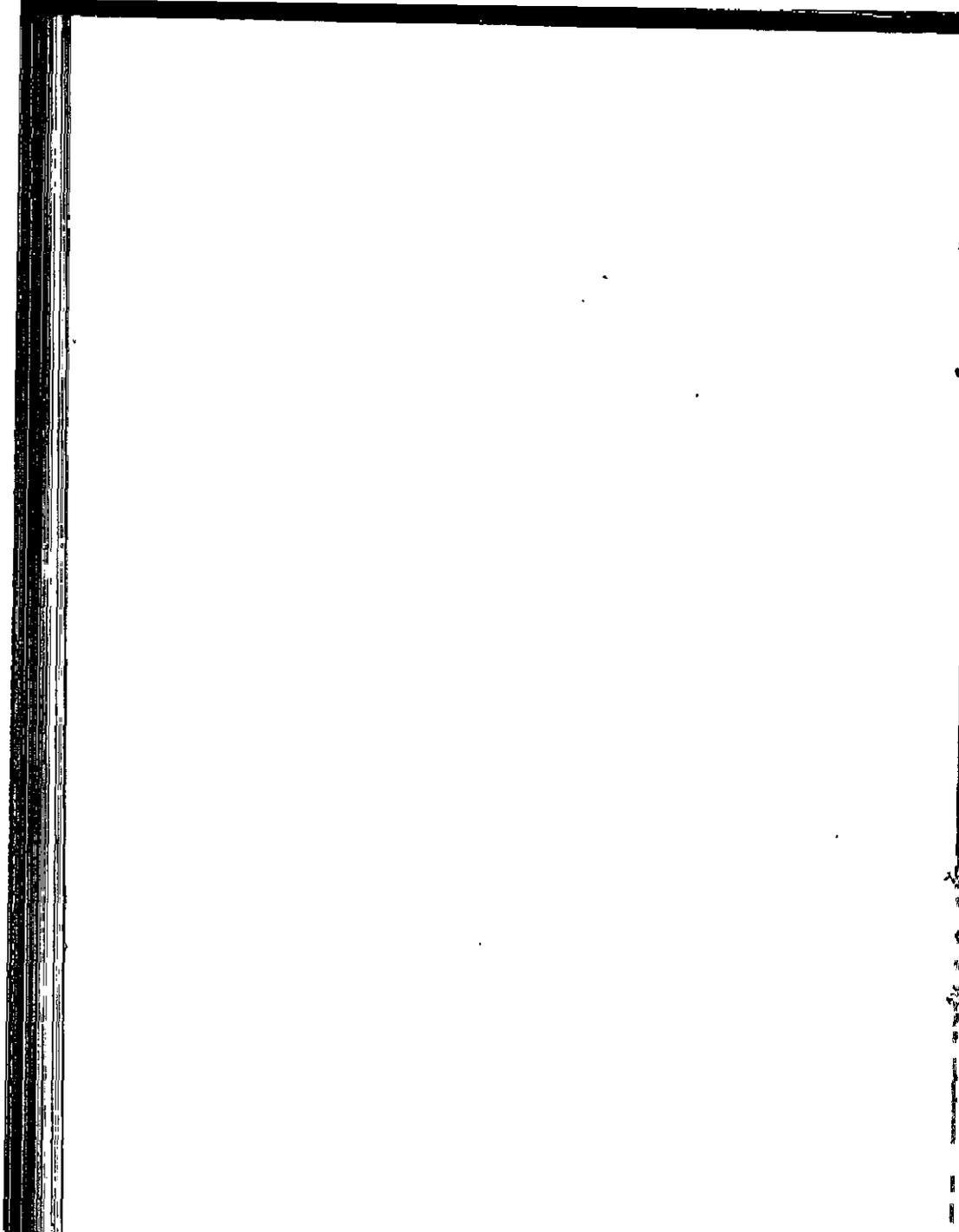
1961

- 2. 1.1961 Après avoir mis en déroute l'armée de Mobutu, le Kivu passe sous un régime lumumbiste intransigeant.
- 17. 1.1961 Transfert de Lumumba, Okito et Mpolo au Katanga, le dernier jour où il fut vu vivant.
- 20. 1.1961 Kennedy prend ses fonctions à la Maison Blanche.

25. 1.1961 Conférence de Casablanca.
28. 1.1961 Au Ruanda, poussés par les missionnaires, les anciens séminaristes Bahutu instaurent la République et décident la réforme agraire.
26. 2.1961 Mort de Mohamed V, roi du Maroc.
26. 4.1961 Justin Bomboko ordonne l'arrestation de Tshombe et de Kimba, à Coquilhatville.
1. 8.1961 Cyrille Adoula est investi premier ministre du Congo.
25. 9.1961 Mort de Hammarskjöld (dans un accident d'avion, le conduisant au Katanga).
- 27.11.1961 Début de la répression contre les Lumumbistes.



Table



CHAPITRE PREMIER. — <i>L'ADOLESCENCE D'UN CHEF.</i>	1
L'enfance	3
CHAPITRE II. — <i>LA VIE DU MILITANT</i>	9
Le Congrès de Stanleyville	11
Avant le soulèvement	12
L'arrestation	14
A Jadotville	15
Table Ronde	17
Le Collège exécutif général	20
Paris et Bruxelles	23
Lumumba démissionne	24
Tournée officielle	29
CHAPITRE III. — <i>LUMUMBA AU POUVOIR</i>	37
Naissance des Cartels	39
Lumumba forme le gouvernement	41
Torpillage de l'entente entre Lumumba et Tshombe	43
Ganshof van der Meersch et Lumumba	50
La peur de Ralph Bunch	53
Lumumba et Mulele	55
Adoula contre Lumumba et Kasavubu	56
L'échec de Kasavubu	57
Les débuts parlementaires	60
Lumumba sollicite l'investiture	63
Difficultés au sein du gouvernement	65

CHAPITRE IV. — LES PREMIERS JOURS DE L'INDÉ-	
PENDANCE	69
Le traité d'amitié avec la Belgique	71
Le jour de notre libération	73
Les bagarres de rues	84
Maurice Mpolo, son originalité et ses méthodes .	86
Quand Mgr Malula était rebelle	88
Un ambassadeur rugbyman	89
Janssens passe à l'épreuve de force	90
L'absence d'un parti politique	96
Lumumba marque le score	98
CHAPITRE V. — LES CAUSES DE LA CRISE	103
Le Bas-Congo	105
Kasavubu et Lumumba au Bas-Congo	109
Tshombe proclame l'indépendance du Katanga ..	111
Albinos, sadiques, assassins	114
Lumumba, Kasavubu, Tshombe et l'O.N.U.	117
L'O.N.U. — Etat dans l'Etat	119
Le Katanga	121
Lumumba, Tshombe et le Katanga	124
CHAPITRE VI. — CHUTE DE LUMUMBA	127
La Belgique, principale intéressée	129
Le coup du 5 septembre	131
Lumumba révoque Kasavubu	133
La honte du Congo	135
L'exemple du Paraguay	139
Lumumba entre de Gaulle et Sékou Touré	142
Les débuts de la résistance	143
La loi de l'intransigeance	145
Un Ministre encombrant	146
Le colonel Ankrah désobéit à N'Krumah	147

Pierre Mulele et les Chèques	150
L'U.R.S.S. appuie Lumumba	152
Le putsch militaire de Mobutu	153
Je mourrai comme Ghandi	156
Arrestations de Nzunzi, Sendwé et Kashamura ...	158
Une tête à vendre	159
La neutralité de la Suisse	160
Kasavubu l'emporte à l'O.N.U.	163
La fuite	164
La longue marche	166
Lumumba prisonnier	168
Lumumba à Thysville	171
Conclusion	175
CHAPITRE VII. — <i>LE GRAND TOURNANT</i>	177
I. — AFRIQUE	
La peur de la contagion	179
La Conférence de Casablanca	181
Le neutralisme de la Guinée et du Maroc	182
Le Plan N'Krumah	186
La naissance de l'U.A.M.	187
II. — LES GRANDES PUISSANCES	
Lumumba, les U.S.A. et les matières premières ..	189
Eisenhower face à Castro et Lumumba	192
La mort de Lumumba et les relations Est-Ouest ..	194
CHAPITRE VIII. — <i>DEUX ÉPREUVES, DEUX ÉCHECS</i>	201
Deux interventions	203
Joseph Murumbi interrogé	207
Les Africains et la doctrine de la France	209
Le dossier de de Gaulle et l'O.T.A.N.	210
L'échec de l'O.U.A.	211

L'O.C.A.M. et la Capitulation	214
Rhodésie	215
CHAPITRE IX. — L'ÈRE DES PRONONCIAMENTO ..	221
L'armée	223
L'assistance militaire étrangère	225
Le coup d'Etat, pourquoi faire ?	226
1° <i>Algérie</i>	226
2° <i>Congo-Léopoldville</i>	227
Mobutu a été favorisé par un vide	227
3° <i>Dahomey</i>	228
4° <i>Centre-Afrique</i>	229
5° <i>Haute-Volta</i>	230
6° <i>Nigeria</i>	232
7° <i>Ghana</i>	236
Conclusion	240
Bibliographie	246
<i>Revue et journaux</i>	246
<i>Autres sources de renseignements</i>	247
<i>Répertoire des sigles</i>	247
Glossaire des mots africains	249
Chronologie de l'Histoire du Congo	251

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE DEUX MAI
MIL NEUF CENT SOIXANTE-SIX, SUR LES
PRESSES DE L'IMPRIMERIE CHASSAING,
A NEVERS, POUR LE COMPTE DES ÉDITIONS
BUCHET/CHASTEL, A PARIS.

N° d'Édition : 870.